Denis Szabo (1929-)

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC)
Université de Montréal

(1978)

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Denis Szabo,

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Paris: Librairie philosophique J. VRIN; Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1978, 318 pp. Collection: Bibliothèque criminologique.

M. Szabo est criminologue et fondateur du Centre international de criminologie comparée (CICC), Université de Montréal

Avec l'autorisation formelle accordée le 25 mai 2005 de diffuser tous ses travaux.

Courriel : denis.szabo@umontreal.ca ou son assistante :
gwladys.benito@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 21 mai 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Denis Szabo

Criminologue, fondateur du Centre international de criminologie comparée,
Université de Montréal

**CRIMINOLOGIE
ET POLITIQUE CRIMINELLE (1978)**

Paris: Librairie philosophique J. VRIN; Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1978, 318 pp. Collection: Bibliothèque criminologique.

Table des matières

[Présentation du livre](#) (Quatrième de couverture)

[Introduction](#)

[Première partie](#)

QUI SONT LES CRIMINELS ET QU'EST-CE QUE LA CRIMINOLOGIE ?

[Chapitre I.](#) Approche du comportement délinquant

- [Le point de vue juridique](#)
- [Le point de vue biologique](#)
- [Le point de vue psychologique](#)

[Chapitre II.](#) Approche socio-politique de la délinquance

- [La mise en cause épistémologique](#)
- [La mise en cause méthodologique](#)
- [La mise en cause politique](#)

[Chapitre III.](#) Les modèles sociologiques appliqués à la délinquance

- [Le modèle consensuel dans l'explication de la délinquance](#)

[Revue des recherches](#)

[Enseignements pour la politique sociale et la pratique](#)

- [Le modèle conflictuel dans l'explication de la délinquance](#)

[Note préliminaire](#)

[Revue des recherches](#)

[Enseignements pour la politique sociale et la pratique](#)

Chapitre IV. Criminologie comparée : signification et tâches

- Les différents points de vue dans la criminologie contemporaine

Criminologie et criminologie comparée : l'apport de la tradition positiviste et scientifique

L'échec relatif de la criminologie comparée clinique

Critique de la criminologie : le conflit épistémologique dans les sciences humaines

À qui revient-il donc de trancher le débat ?

- Esquisse d'un programme pragmatique de criminologie comparée pour les années 1980

Orientation actuelle des recherches

Stratégie d'action

Seconde partie

QUE FAIRE DES CRIMINELS ?

LA POLITIQUE CRIMINELLE : LES BONS ET LES MAUVAIS USAGES DE LA CRIMINOLOGIE

Chapitre I. Criminologie et politique criminelle

Chapitre II. Triple rôle du criminologue face au changement social

- Fonction critique, créatrice et prophétique du criminologue
- Idéologies changeantes, institutions stables

Chapitre III. Recherche évaluative et politique sociale

Chapitre IV. Criminologie appliquée : conditions d'une collaboration entre l'université et l'État

- Criminologie « pure » ou « universitaire » : concepts et fonctionnement

La diversité des sujets traités

La complexité grandissante des instruments de recherche

Le caractère uni-disciplinaire de la recherche criminologique

L'absence de coordination des recherches universitaires

- [Application des connaissances criminologiques : problèmes de communication](#)

[Raisons de la réticence de l'administration à appliquer les résultats de la recherche criminologique](#)
[Conditions d'un changement social](#)
[Conditions d'une collaboration plus harmonieuse entre chercheurs et administration](#)

- [Modèle de criminologie appliquée](#)

[Chapitre V.](#) Société post-industrielle, déviance et criminalité : vues sur l'avenir

[Chapitre VI.](#) Types de sociétés, criminalité et politique criminelle

[Chapitre VII.](#) Un cas particulier : le délinquant politique

- [Définitions du délit politique](#)
- [Histoire du délit politique](#)

[L'antiquité](#)
[Le Moyen-Age](#)
[L'époque moderne](#)

- [Le délit politique dans un certain nombre de pays](#)

[La France](#)
[La Grande-Bretagne](#)
[Les États-Unis d'Amérique](#)
[L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste](#)
[L'URS.S.](#)

- [Perspectives internationales du délit politique](#)

[Chapitre VIII.](#) Remèdes et responsabilités : les éléments constitutifs d'une politique criminelle

- [Rôle de la loi](#)
- [Les buts de la sanction pénale](#)
- [Le rôle de l'Administration de la Justice](#)
- [La prévention sociale du crime](#)

Chapitre IX. La criminologie au Québec : ou une histoire illustrant les relations entre science et politique

- La criminologie et le milieu

Milieu universitaire et criminologie

Milieu professionnel et criminologie

Opinion publique et criminologie

- La criminologie contemporaine et la criminologie à Montréal

Bibliographie

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Présentation du livre

(Quatrième de couverture)

[Retour à la table des matières](#)

Denis SZABO est né en 1929 à Budapest.

Docteur en Sciences politiques et sociales de l'Université de Louvain (1956) et Diplômé de l'École Pratique des Hautes Études de la Sorbonne (1958) il fût le fondateur et le premier directeur du département de criminologie (aujourd'hui École de criminologie) de l'Université de Montréal (1960-1970).

Directeur du Centre international de criminologie comparée de Montréal (depuis 1969) et vice-président de l'Association internationale de criminologie (depuis 1973) il a été honoré de plusieurs prix (Prix Sutherland, U.S.A., 1968 ; Prix Beccaria, Allemagne, 1970), a collaboré à de nombreuses commissions d'enquête sur la justice, la violence et la criminalité (au Canada, aux États-Unis et en France) et a publié en français, anglais, espagnol et allemand de nombreuses études criminologiques.

Il s'opère dans le monde occidental depuis environ trente ans une variante de la révolution culturelle qui concerne au premier chef la criminologie et les politiques qu'elle inspire. Au modèle consensuel unanimement reçu pendant un siècle et selon lequel il convient de rechercher, dans une optique « thérapeutique », la réinsertion sociale des délinquants, s'oppose aujourd'hui le modèle conflictuel qui considère

la conduite délinquantielle comme un symptôme de la défectuosité d'une organisation sociale qu'il importe de modifier au lieu de tenter d'y adapter les délinquants.

C'est dans ce contexte que se présente le livre de Denis SZABO à la fois manifestation d'une réflexion engagée en fonction de postulats qu'il explicite et témoignage d'une expérience spécifique : l'instauration de la criminologie comme science sociale dans les Universités et comme discipline appliquée à la politique criminelle dans le cadre des démocraties libérales.

En souvenir d'Henri Lévy-Bruhl

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Faisant suite à trente ans de paix - toute relative en vérité -le dernier quart du XXe siècle va constituer, à bien des égards, une période bien marquée aux yeux des historiens des mouvements sociaux. La variante occidentale de la révolution culturelle de la fin des années soixante a contribué à une « redistribution des cartes » parmi les joueurs de la scène intellectuelle et politique. La signification de bien des faits, de théories, de politiques a changé soudainement de sens. Des curiosités, des enthousiasmes, des anathèmes et des fanatismes ont changé également d'objet. Pour l'observateur détaché, examinant la scène du point de vue de Sirius, il doit s'agir d'un spectacle instructif, surprenant et parfois même, hilarant ou désolant.

Nous allons illustrer cette observation à propos de la criminologie et des politiques qu'elle inspire de nos jours. Pendant un siècle, environ de 1870 à 1970, les « criminologues », c'est-à-dire des médecins, des sociologues et des pénalistes progressistes, scrutaient la nature de la délinquance. Celle-ci résultait pour eux, des tendances criminogènes de l'homme, des particularités de l'organisation socio-économique et politique et des normes consacrées par le système juridique en vigueur. Imprégnés de l'éthique « thérapeutique » des réformateurs sociaux, ils proposaient des transformations sociales et judiciaires dont les conséquences pouvaient être une amélioration morale de l'homme. Que ce soit l'utilitarisme du « comité pour l'hygiène sociale » animé

par les Rockefeller à New York, le moralisme du « welfare state » des fabianistes en Angleterre, et du mouvement de « défense sociale » en Italie et en France, l'approche individualiste et punitive au problème criminel, a été contesté. Or, sous nos yeux, on constate une résurgence de l'esprit punitif, un rejet des mesures thérapeutiques individuelles et sociales, un scepticisme flagrant devant la capacité de l'homme ou de la société de « changer », de se « réhabiliter ». On assiste à l'extinction de l'espoir dans le coeur des hommes, de ceux surtout qui se trouvent du « bon côté » des barreaux (Plattner, 1976).

De plus, la méfiance à l'égard de la justice comme une des fonctions de l'État, s'accroît. On récuse sa prétention d'exprimer le bien public. Cet état d'esprit projette sur la criminologie comme sur les criminologues, le soupçon d'être des complices ou des exécuteurs de hautes couvres de puissances occultes et dominatrices. Le livre de Michel Foucault (1975) en France, celui de Jessica Mitford (1973) aux Etats-Unis, témoignent de cette critique radicale. Elle dénonce les postulats sur lesquels se fondait l'action des « criminologues », chercheurs et praticiens, depuis 100 ans. A cette crise venant de la « gauche » s'ajoute la réaffirmation des principes classiques sur lesquels repose depuis toujours, l'édifice intellectuel du droit pénal. Ernest van der Haag (1975) et James Q. Wilson (1975) aux Etats-Unis, et la grande majorité des pénalistes européens en font écho dans des publications à grand retentissement.

C'est dans ce contexte que se présente ce livre. Il s'agit de toute évidence d'une réflexion engagée, en fonction d'un certain nombre de postulats qui seront explicités au fur et à mesure. Ces textes procèdent aussi d'une expérience spécifique : la constitution de la criminologie comme science sociale dans les universités et appliquée à la politique criminelle dans le cadre d'une démocratie libérale. Toujours marginale par rapport aux autres sciences de la société et de la politique, la criminologie avait enfin, le droit de cité. La prévention du crime et la réforme du système de l'administration de la justice étaient à l'ordre du jour.

Pour le meilleur ou pour le pire, les criminologues comme la criminologie se sont retrouvés dans les controverses qui ont agité les débats scientifiques et politiques des dernières années. Ainsi, cet ou-

vrage veut à la fois, témoigner d'une époque et surtout d'une conception de la criminologie que Jean Pinatel (1975) a appelée « organisationnelle ». Ce livre constitue donc la réflexion d'un criminologue engagé dans la pratique quotidienne de son métier. Lorsqu'il s'agit, d'un sociologue, ce métier s'applique à des structures, à des organisations et à des politiques. Il ne concerne pas l'action clinique, c'est-à-dire l'intervention du criminologue auprès du délinquant.

Le lecteur européen notera l'influence du contexte nord-américain sur les idées tant théoriques que pratiques de l'auteur. Il n'est pas possible de détacher les réflexions d'une conjoncture historique, économique et sociale précise. La criminologie demeure, malgré des progrès considérables depuis dix ans, une discipline largement « nationale ». Non seulement le contexte juridique particulier amène le criminologue à raisonner en fonction de situations spécifiques, mais les traditions historiques et culturelles jouent aussi un rôle déterminant dans la manière dont se posent les problèmes. Nous avons tenté, tout au long de ces chapitres, de faire référence à autant d'expériences « transculturelles » que possible. Faisant depuis quelques années des recherches en criminologie comparée, j'ai été particulièrement sensible à la nécessité de franchir -les frontières linguistiques et socio-politiques. Je réalise néanmoins, et le lecteur avec moi, à quel point les écrits demeurent empreints de l'expérience limitée de leur auteur.

D'autre part, nous avons souligné, dès le Congrès français de criminologie qui s'est tenu à Bordeaux en 1967, le rapprochement entre les formes de la criminalité qui prédominent en Amérique du Nord et celles qui envahissent de plus en plus l'Europe. M. Pinatel, dans sa « Société criminogène » (1971) a insisté par la suite sur ce même point. On peut ajouter aussi que la consolidation économique et politique des pays de l'Europe de l'Est fait apparaître également une certaine « normalisation » de la criminalité dans cette partie du monde. Non pas que celle-ci présente des similitudes accrues avec notre criminalité. Mais on réalise, grâce au développement considérable des recherches criminologiques dans les pays socialistes (M. Vernies, 1971 ; et S. Walczak, 1972) que ces sociétés doivent faire face à des phénomènes de déviance, de délinquance, non négligeables. Leurs efforts de politique criminelle visant à ajouter la réaction sociale et

judiciaire aux formes changeantes et au volume accru de la criminalité, présentent un intérêt considérable.

Ce lent processus d'unification de la science criminologique, tant sur le plan de l'intégration multidisciplinaire que sur le plan de la politique criminelle, permet de bien augurer pour l'avenir de la criminologie. Elle consolidera ses positions dans un dialogue constant avec les autres sciences de l'homme et de la société. La politique criminelle, son complément naturel, précisera ses positions, développera ses stratégies dans le cadre général de la politique sociale et des sciences politiques.

Ce livre, d'un auteur canadien, se présente dans une nouvelle collection criminologique française dont le premier volume était dû à un psychiatre. J'aimerais y voir le symbole de l'ouverture de la criminologie de langue française à la fois vers l'inter-disciplinarité et vers la communauté de langue des pays francophones. En facilitant le dialogue entre « criminologies », nous espérons bien contribuer à l'édification de la criminologie.

Première partie

QUI SONT LES CRIMINELS
et
QU'EST-CE QUE
LA CRIMINOLOGIE ?

[Retour à la table des matières](#)

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Première partie :

Qui sont les criminels et qu'est-ce que la criminologie ?

Chapitre I

Approche du comportement délinquant

[Retour à la table des matières](#)

L'image de l'homme criminel, comme celle du lou-garou ou d'autres êtres maléfiques, hante le subconscient de l'homme depuis des temps immémoriaux. Cette image évoque en nous une ambivalence foncière. La peur, voire la terreur, se mêle à une certaine familiarité, à un inavouable sentiment de connivence. Pourquoi cette ambivalence ? C'est parce que le criminel est essentiellement en dehors de nous ; il nous menace dans notre intégrité corporelle et dans notre bien-être matériel. Mais il est aussi, paradoxalement, en nous. Nous sommes capables de comprendre, voire d'accomplir tous ces actes dont le récit remplit notre esprit et notre cœur d'horreur et de répulsion.

Ces sentiments contradictoires que nous évoquons marquent les définitions de l'homme criminel et font de sa conduite un fait problématique, c'est-à-dire un fait rebelle à des définitions et à des évaluations simples et univoques.

Toute définition doit tenir compte des caractères objectifs et subjectifs du crime et du criminel. C'est cette difficulté, c'est-à-dire la re-

lation entre des faits extérieurs à notre conscience, donc susceptibles d'appréhension à la manière des sciences exactes, et les faits qui ne tirent leur signification que de nos propres jugements de valeurs, qui font de la criminologie, science de ces phénomènes, une science à la fois fascinante et décevante. Fascinante, car le recours aux méthodes d'observation et d'analyse scientifique, proches de celles des sciences de la nature, permettent une exploration du phénomène criminel, de l'acte, de l'homme et de son environnement social. Une histoire naturelle à la manière de Linné est bien à la portée du criminologue, membre de la famille des sciences humaines.

Mais, c'est aussi une discipline décevante car les valeurs morales et les options sociales, à partir desquelles la loi définit le crime, sont variables dans le temps et dans l'espace. En particulier, cette définition est tributaire des rapports de forces, de l'exercice du pouvoir politique, qui relèvent bien plus des règles de l'art que de celles de la science.

Les querelles autour de la définition du vice et de la vertu, de la finalité et de la motivation de l'acte, du déterminisme et de la liberté de l'homme, sont toutes centrales par rapport aux interrogations fondamentales de la criminologie.

A cet égard, la criminologie s'apparente à la science politique. Les « lois » de ces sciences sont encore plus difficiles à établir que celles des sciences de l'homme. Certains pensent même qu'il s'agit d'une « science » du particulier, ce qui n'est pas une science du tout.

Nous n'opterons pour aucune solution qui prétendra résoudre ces difficultés, voire ces contradictions. Indiquons-le seulement à titre de mise en garde et d'avertissement : nous traiterons Mine manière bien friable, d'une réalité pleine de traits contradictoires pour la logique de l'homme de science. Nous parlerons, en d'autres termes, d'un problème où le défi pour le chercheur scientifique, pour l'homme d'action ou l'homme politique, demeure plein de mystères et d'embûches. Tout ce que nous nous proposons de faire lors de ces réflexions, c'est d'y apporter quelques éclaircissements.

Qui sont les criminels ? Voici le thème de nos premières considérations. L'archétype du délinquant, c'est Caïn : meurtrier de son frère,

il porte la marque de l'infamie de son acte. La marque de Caïn, c'est le passage à l'acte : de l'envie, de la pulsion d'attenter à l'intégrité matérielle et physique de l'autre, fi passe effectivement à l'action. Il tue. C'est l'examen du cas de Caïn qui constitue la première démarche du criminologue et soulève plusieurs questions, et à plusieurs niveaux. D'abord celui des juristes. Pour celui-ci, il faut que l'acte soit la conséquence d'une volonté délibérée. Le fou, le psychopathe est irresponsable. Il est malade et ne peut pas être criminel. Il faut aussi que l'acte contrevienne à une règle clairement établie : celle qui protège l'intégrité physique d'autrui. Si Abel avait menacé Caïn, celui-ci aurait pu faire valoir le principe de la légitime défense. Il avait un motif : la jalousie, l'envie.

Les traits de Caïn, héréditaires ou acquis, sont-ils différents de ceux d'Abel ? Son patrimoine génétique, son anatomie, sont-ils les mêmes que ceux de son frère ? Voici les questions que se posera le biologiste. Sa personnalité, son caractère, sont-ils différents, se présentent-ils sous d'autres traits ? Sera-t-il l'opposé de son frère, alors que tous les deux sont issus de la même famille, ont connu le sourire de la même mère et l'autorité du même père ? Telles seront les questions que se posera le psychologue. Le milieu social, l'appartenance professionnelle de la famille, sa position dans les classes sociales, le climat physique et moral de son milieu de vie, sa culture ; tout cela fera l'objet de la curiosité du sociologue. Enfin, l'état, l'organisation politique, le régime socio-économique dont les manifestations embrassent la vie de chacun de nous constituent autant d'angles sous lesquels envisager l'acte humain.

Les stimulations de l'ordre économique sont intimement mêlées aux nombreuses motivations de l'action des hommes et le pouvoir judiciaire est une des fonctions de la puissance publique. là, entrent en jeu les problèmes du politologue : il considérera Caïn dans le contexte de l'organisation politique de l'époque. Finalement, la vie d'Abel constitue-t-elle une valeur absolue ? Son bonheur, ses succès, n'expliquent-ils pas la jalousie de Caïn ? L'étalage de ce bonheur ne fut-il pas ostentatoire ? Ce bonheur, supérieur à celui de son frère, était-il justifié ? Le moraliste a, lui aussi, son mot à dire à propos du criminel.

Tentons l'examen des problèmes que soulèvent ces divers points de vue.

Le point de vue juridique

[Retour à la table des matières](#)

La matérialité du fait criminel dament constatée et sanctionnée suivant des règles précises, suffit à elle seule pour qu'on qualifie quelqu'un de criminel. L'individu dont l'acte échappe à la sanction pénale n'est pas, aux yeux de la loi, un délinquant. Or, la sanction pénale, en plus de ne s'appliquer qu'en certaines circonstances, varie aussi en fonction du temps et de l'espace. Dans certaines sociétés, les valeurs religieuses, l'organisation familiale, patrilinéaire ou matrilinéaire, font l'objet de la protection pénale. Dans d'autres sociétés, c'est la propriété privée qui est protégée ; dans d'autres encore, la loi défend la propriété collective. Certains, comme l'Italien Garofalo, ont tenté de distinguer ceux qui violent les sentiments rudimentaires de piété et de probité de ceux qui portent atteinte à des sentiments susceptibles de changer. Ces derniers sont fiés aux moeurs, comme la pudeur, l'honneur, le sentiment religieux, etc. Les premiers appelés délits naturels se retrouveraient partout ; les seconds, délits conventionnels, seraient variables.

Comme l'a remarqué Durkheim, c'est la vivacité de la réaction sociale qui détermine ce qui sera considéré comme crime. Elle a une double source : l'indignation morale et la peur. Dans les sociétés archaïques, les criminels les plus dangereux furent ceux qui violaient les valeurs collectives du groupe, en particulier celles qui touchaient la religion et la sécurité du groupe, ce que nous appellerons aujourd'hui la sécurité de l'État.

Les attentats contre l'autorité et les règles au sein de la famille, du groupe de parenté ou de la communauté locale, constituent une deuxième catégorie de délits. A l'intérieur de ces groupes restreints, ce sont les sentiments individuels qui sont touchés, relatifs à l'intégrité des personnes (homicide, attentat aux réputations) et à la propriété des biens (vols, fraudes, extorsions).

Le seuil de la sanction pénale variera en fonction de la vivacité de l'indignation morale. Le degré de cette dernière dépend, pour une large part, de l'opinion de la population sur l'efficacité des organes de protection sociale, tels que la police. En somme pour le juriste, est criminel celui qui se rend coupable d'un acte sanctionné pénalement et ceci en état d'exercice effectif de responsabilité morale.

Le point de vue biologique

[Retour à la table des matières](#)

Y a-t-il un substrat organique à la conduite criminelle ? Telle est la question que se sont posée, dès les débuts de la criminologie, les médecins, les biologistes et les généticiens. L'incapacité de distinguer le bien du mal, le concept d'« irresponsabilité » des juristes, celui de « psychopathie » des psychiatres, plongent-ils leurs racines jusque dans le corps de l'homme ? On se souvient de Lombroso et de ses disciples qui échaufaudaient la théorie du criminel-né. Elle fut basée sur toute une série d'observations et de mensurations qui tendaient à démontrer que les criminels d'habitude (que l'on opposait aux délinquants d'occasion) appartenaient à une espèce sub-humaine de l'homo sapiens. La spécificité physiologique de ces sous-hommes s'étendait jusqu'aux particularismes linguistiques, tels que l'argot. Ces théories n'ont pas résisté à des examens plus approfondis. Le progrès des recherches a, cependant, indiqué des relations entre l'encéphalite épidémique qui provoque une lésion anatomique et les troubles de caractère, susceptibles de prédisposer à une conduite antisociale. Certains criminologues contemporains, tels que Benigno di Tullio de Rome, pensent qu'il existe, chez les délinquants (il faut toujours entendre délinquants d'habitude), des troubles fonctionnels du diencephale. Parmi un groupe d'assassins examinés par radiographie, près de la moitié présente des lésions osseuses de la boîte crânienne. La fréquence de l'énurésie chez les jeunes inadaptés chroniques, associée à l'encéphalite endémique, contribue également à nourrir l'hypothèse de l'existence d'une enoéphalose criminogène.

En ce qui concerne les aspects anatomiques et physiologiques, les mesures effectuées sur les populations délinquantes et non délinquantes ne furent guère concluantes. Les biotypologies, qui ont été fort en vogue dans la première moitié de notre siècle, n'ont pas été très fécondes non plus. La typologie de Kretschmer établit quatre types. D'abord, le type pycnicomorphe cyclothymique. On trouve moins de ce type dans la population criminelle que dans la population générale... Leur délinquance est particulièrement rusée et tardive (fraude et escroquerie). Certains deviennent criminels sous le coup d'un sentiment irrépressible, à la suite d'un accès de colère ou de dépression. Le type leptomorphe schizothymique est « sur-représenté » chez les criminels. Leur délinquance précoce est durable. Ils s'adonnent moins à la violence qu'aux vols, aux abus de confiance et aux fraudes. Le type athlétomorphe-épileptoïde se caractérise par une délinquance brutale : assassinats, vols à main armée, incendies volontaires. Le taux de récidive ici demeure élevé même chez les délinquants d'âge relativement avancé. Finalement, le type dysplastique est représenté par des retardataires tant sur le plan du développement physique, psychique que délinquantiel. On retrouve, dans ce type, une proportion élevée de débiles mentaux. Leur délinquance se concentre surtout dans le groupe d'âge des 18 à 20 ans. On les rencontre parmi les récidivistes dangereux, car inattendus et imprévisibles. William Sheldon a élaboré aussi une biotypologie qui révèle quelques variations dans la proportion des délinquants et des non délinquants appartenant aux divers types. Notons, pour mémoire, que certains auteurs ont élaboré des typologies endocriniennes qui ont eu leur temps de popularité dans les années trente. Ces typologies prennent en considération la glande thyroïde, le thymus, les capsules surrénales et les gonades.

L'extrême complexité des interrelations entre les diverses composantes du substrat organique, les inférences hasardeuses entre ce substratum et la conduite humaine constituent une difficulté encore non résolue dans la recherche scientifique contemporaine. Les progrès de nos connaissances sont tributaires des recherches poursuivies dans les sciences fondamentales, celles sur la biologie moléculaire et la neuropsychologie apparaissent parmi les plus prometteuses.

Le point de vue psychologique.

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on ne naît pas criminel, si le substrat organique ne donne pas la clef de la criminogénèse, quelles sont les hypothèses que nous propose la psychologie ? Pour le criminologue belge Étienne De Greeff, la psychologie de l'homme criminel est le fruit d'un lent processus de conversion. Normal au départ, l'homme qui devient criminel se dégoûte de l'existence telle qu'elle se présente à lui. Devant l'injustice du monde, il renonce à appliquer les règles habituelles de « bonne conduite ». Il n'est plus disposé à sublimer certaines de ses impulsions élémentaires. Il finit par se désintéresser de son propre sort, comme c'est le cas dans certains crimes passionnels. L'échec de ses expériences sociales le conduit au découragement. Au cours de ce lent processus de désengagement social, la personnalité se transforme imperceptiblement. La tentation de commettre une agression n'apparaît plus « impensable », elle reçoit un certain assentiment ; lorsque celui-ci est formulé, le futur criminel juge et condamne ses victimes éventuelles. Il cherchera des compagnons, finira par choisir un milieu qui acceptera cette nouvelle image qui se forme en lui, ce nouveau milieu le soutiendra dans sa conviction de devenir un agresseur, de se soulager de cette tension accumulée, en passant à l'acte. Car, c'est bien ce passage à l'acte qui distinguera psychologiquement le criminel de celui qui ne l'est pas.

C'est sur la pensée de De Greeff que s'appuie Pinatel pour formuler la définition de la personnalité criminelle formée d'un noyau central et de variantes. Le noyau central englobe l'égoïsme, la labilité, l'agressivité et l'indifférence affective. Les variantes consistent dans des activités qui ont trait aux aptitudes physiques, intellectuelles, techniques, aux besoins nutritifs et sexuels.

C'est le noyau central qui gouverne le passage à l'acte. Il donne la formule de la capacité criminelle qui sous-tend les conditions générales du passage à l'acte. Les traits regroupés dans le noyau central in-

terviennent d'une manière précise dans le processus de l'acte grave, d'une manière plus complexe dans le processus de maturation criminelle et d'une manière condensée dans le processus de l'acte subi ou irréfléchi.

En ce qui concerne les variantes de la personnalité criminelle, elles sont associées et infléchissent les modalités de l'exécution de l'acte. Par rapport au passage à l'acte lui-même, elles sont neutres. Elles sont susceptibles d'éclairer la direction générale et la motivation de la conduite criminelle.

L'apport de Freud a été important dans la psychologie criminelle. Les forces instinctives du « Ça » étant contrôlées par le « Moi », les expériences successives au sein du groupe amènent, chez l'enfant, la structuration d'une conscience morale appelée le ! « Surmoi ». Elle est marquée par le souvenir du « Père » qui évoque le principe du « Bien » et du « Mal ». C'est la mauvaise résolution du conflit d'Oedipe qui caractérisera le délinquant. Le sentiment de culpabilité qui en résulte appelle, dans son inconscient, la punition. Bien des crimes de l'adulte s'expliquent, d'après-Freud, par le désir inconscient d'être châtié.

La morale sociale est intériorisée chez l'enfant et le relie ainsi aux groupes, au-delà du milieu familial immédiat. Si la personnalité criminelle est très proche des toutes premières phases de socialisation de l'enfant, c'est qu'elle présente des insuffisances du « Surmoi ». Rappelons que les caractéristiques et la dynamique du « Surmoi » assurent une articulation et un ajustement avec les autres membres de la société. Or justement chez les criminels, le « Surmoi » ne fonctionnerait pas d'une manière satisfaisante. Selon certains psychanalystes, les relations interpersonnelles sont vécues sur le mode sado-masochiste de l'agression. Le criminel est victime de tensions inconscientes entre ses instincts mal contrôlés, sublimés, et les règles qu'imposent les relations interpersonnelles de la vie en groupe, en société. Le crime apparaît comme symptomatique d'un déséquilibre profond.

Il y a beaucoup de variantes de l'interprétation freudienne de l'homme criminel. En fait, il y en a autant qu'il y a d'écoles de pensée qui se sont démarquées du fondateur de l'école. Une constante de-

meure cependant : c'est la capacité du passage à l'acte (prohibé) qui le différencie des autres hommes. Analyser les conditions dans lesquelles s'effectuent ces passages à l'acte, conditions qui sont liées à des types de personnalités, à des genres de délits et à des situations spécifiques, constitue la tâche ardue de la criminologie psychologique.

Des conceptions anthropologiques récentes intègrent, d'une manière satisfaisante, l'apport historique des sciences biologiques et psychologiques, à l'explication de l'homme. Quatre pôles systématiquement complémentaires, concurrents et antagonistes surgissent : le système génétique (code génétique), le cerveau (épicode phénotypique), le système socio-culturel (lui-même conçu comme un système phénotypique génératif), l'éco-système (dans son caractère local de niche écologique et dans son caractère global d'environnement), (Morin, 1973, p. 214). Chacun de ces systèmes co-organise et co-contrôle l'ensemble. L'écosystème contrôle le code génétique (la sélection naturelle qu'il considère comme un aspect de l'intégration naturelle complexe), co-organise et contrôle le cerveau et la société. Le système génétique produit et contrôle le cerveau, conditionne la société et le développement de la complexité culturelle. Le système socio-culturel actualise à son tour les compétences et les aptitudes du cerveau, modifie l'éco-système et joue même son rôle dans la sélection et l'évolution génétique.

Le centre véritable de cette vision systématique de l'homme est toutefois le cerveau. Comme le dit Masters (1975, p. 29), le comportement humain est le produit de l'intégration dans le cerveau humain d'une information phylogénétiquement sélectionnée transmise par les gènes, historiquement sélectionnée, transmise par le langage et les symboles culturels. Le tout est individuellement renforcé et appris durant le cycle de vie.

Or le cerveau, qui dans cette conception n'est pas seulement une entité biologique mais fait également partie de la structure sociale, se caractérise par une conception triunique (McLean, 1970). On peut considérer le tronc cérébral comme étant l'héritage du cerveau reptilien chez les mammifères (paléocéphale), le système limbique comme étant l'héritage de la poussée cérébrale des premiers mammifères (méso-céphale), et le cortex associatif (néocéphale) comme étant le déve-

loppement propre aux mammifères supérieurs et aux primates, avec le couronnement, l'énorme masse néo-corticale de l'homo-sapiens. McLean considère le paléocéphale comme le siège de la procréation, de la prédation, de l'instinct de territorialité, de la grégarité ; le méso-céphale serait celui des phénomènes affectifs ; le néocéphale enfin serait le siège des opérations logiques. Ces trois strates superposées se décomposent en de nom. breux sous-systèmes en état d'interaction réciproque les uns avec les autres. Les interférences sont donc nombreuses et il faut concevoir la triunicité comme trois sous-systèmes d'une machine polycentrique. Dès lors, note Morin, les inter-relations faiblement hiérarchisées entre les trois sous-ensembles nous permettent de situer le paradoxe de Sapiens-Demens ; le jeu permanent et combinatoire entre l'opération logique, la pulsion affective, les instincts vitaux élémentaires, entre la régulation et le dérèglement. Côté *Sapiens*, il y a le contrôle et la régulation de l'affectivité au niveau du cortex supérieur. Côté *Demens*, il y a l'ensemble triunique, où le dispositif de régulation est déréglable sous la poussée affective et où la motricité technique peut se trouver au service des forces délirantes.

La conclusion intéresse directement notre propos : en effet, étant donné qu'il y a régression du contrôle génétique programmé, et que le contrôle par le cortex supérieur est fragile et instable, la porte est ouverte à l'Ubris (désordre) affective, laquelle de plus peut se servir de la merveilleuse machine logique pour rationaliser, justifier, organiser ses entreprises et ses desseins. La part « reptilienne » peut parfois même accéder au « pouvoir », ce qui dans certaines circonstances entraînera des catastrophes mortelles provoquées par un instinct aveugle de conservation. C'est à l'instar d'autres cas de changements brusques de circonstances, où en dépit des très hautes aptitudes adaptatives ou heuristiques du cerveau hypercomplexe, la grégarité, la peur et la fureur, non seulement inhibent toute solution d'adaptation, mais entraînent régression, échecs, désastres.

La démence des sapiens Culmine et déferle, note Morin, quand il y a simultanément absence, dans le jeu pulsionnel, des quatre contrôles fondamentaux : le contrôle de l'environnement (écosystème), le contrôle génétique, le contrôle cortical, le contrôle socio-culturel (lequel joue un rôle capital pour inhiber l'ubris et la démence des sapiens). Le délire est la conjonction entre, d'une part, l'invasion de ces

forces pulsionnelles incontrôlées et, d'autre part, leur rationalisation et opérationnalisation dans l'appareil logico-organisateur et jou par l'appareil socio-organisateur.

Ainsi la satisfaction de la haine, « ubris » agressive non contrôlée génétiquement (à la différence de l'agressivité animale), se rationalise par l'idée de « faire justice », de punir, d'éliminer un être malfaisant. Elle est opérationnalisée par des techniques de mise à mort et de supplice. Ainsi, au XXe siècle, la science et la logique, autant qu'elles guident la civilisation, sont au service des forces de mort. Ce « vice de fabrication » du Cerveau humain que souligne avec horreur Arthur Koestler, qui ne confirme pas le pouvoir hiérarchique du cerveau cortical sur les deux autres, assure, d'un autre côté l'irruption dans le vécu des forces profondes de l'affectivité, des rêves, des angoisses, des désirs.

Cette conception que l'on vient d'esquisser, renouvelle la perspective de l'étude biologique et psychologique de l'homme criminel. Malheureusement, la recherche criminologique n'a pas encore pris à son compte ce nouveau point de vue. Il y a tout lieu de penser, toutefois, que de nouvelles recherches seront entreprises par ces nouveaux postulats. Le comportement humain, considéré comme un phénomène biologique, apparaît bien présenté dans le graphique que nous prenons de Masters (1975, p. 29). La pénétration de cette conception dans les recherches à venir contribuera à réduire, à coup sûr, les divergences artificielles qui se font jour, aujourd'hui encore, dans l'étude du comportement criminel.

Le comportement humain comme phénomène biologique

LE COMPORTEMENT HUMAIN COMME PHÉNOMÈNE BIOLOGIQUE

Roger D. Masters, Politics as a biological phenomenon in *Information sur les Sciences Sociales*, 1975 XIV-2, p. 29.

Roger D. Masters, Politics as a biological phenomenon in *Information sur les Sciences Sociales*, 1975 XIV-2, p. 29.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Première partie :

Qui sont les criminels et qu'est-ce que la criminologie ?

Chapitre II

Approche socio-politique de la délinquance

[Retour à la table des matières](#)

Le point de vue sociologique s'est manifesté dès le début de la criminologie. En Italie, l'élève de Lombroso, Enrico Ferri, et en France, Gabriel Tarde, soulignaient tous deux l'importance du milieu et de l'apprentissage ou de l'imitation, dans la définition de la criminalité. Dans l'environnement socio-culturel, le sociologue considère l'acte criminel comme une réponse de certains individus aux stimuli modulés par l'organisation sociale. Que ce soit la famille, l'habitat urbain ou rural, le genre de vie industriel, pastoral, ou post-industriel, l'origine ethnique, il s'agit toujours d'influences qui s'exercent d'une manière sélective sur les personnes composant une collectivité. Tous les chômeurs ne sont pas des délinquants, mais un grand nombre le furent surtout au début de l'industrialisation. Certains quartiers urbains contiennent plus de délinquants, certaines professions en révèlent davantage et ainsi de suite. Durkheim a formulé d'une manière sommaire l'approche sociologique : le crime, pour lui, n'est ni une entité juridique, ni une entité bio-psychologique. N'est criminel que celui que la conscience collective d'un groupe qualifie de tel. Une société dominée par la valeur attachée à la propriété privée va définir le prototype du

criminel comme le voleur. Une autre qui valorise l'honneur familial approuvera l'homicide lié à la vengeance et légitimera la vendetta. Dans des sociétés où les valeurs dominantes de la conscience collective encouragent les vertus égalitaires, la hiérarchie des liens sociaux, apparaîtra comme tyrannique et sera « criminalisée ».

Pour le sociologue, l'analyse des caractéristiques des « criminels » définis par la loi, ne constitue qu'une partie du problème. Certes, il importe de savoir qu'il y a plus d'hommes que de femmes, plus de jeunes que de vieux, plus de chômeurs ou d'analphabètes parmi telle ou telle population au catégories criminelles. Mais la question essentielle demeure celle-ci : pourquoi et dans quelles conditions ou circonstances, telle conduite est-elle sanctionnée par la loi plutôt que d'être sanctionnée par les mœurs ou d'être demeurée dans la vaste zone où se situent des actes pénalement indifférents ? C'est ainsi que les scandales de corruption politique ou financière peuvent présenter l'image du délinquant en col blanc comme le plus dangereux ennemi de la société. Les jeunes vandales et agresseurs présentés dans le film « Orange mécanique » sont les produits dangereux d'un urbanisme déshumanisé et d'un genre de vie mécanisé. Ce qui fut appelé « instinct » et « identification » au cours de la socialisation chez les psychanalystes, encéphales, structures somatotypique et génétique chez les biologistes, s'appelle dans ce nouveau contexte, valeurs, normes et comportements pour le sociologue. C'est à partir de ces points cardinaux qu'il tâchera de définir l'homme criminel.

Le point de vue sociologique a subi des transformations au cours des dernières quinze années. A l'instar des autres sciences humaines la sociologie a connu une crise qu'on pourrait ramener à trois angles, représentant trois types de critique : la mise en cause épistémologique, la mise en cause méthodologique et la mise en cause politique. Envisageons-les successivement.

La mise en cause épistémologique

[Retour à la table des matières](#)

Les sciences sociales sont nées, dans les douleurs de l'enfantement épistémologique à la fin du siècle dernier. Elles oscillaient, depuis lors, entre deux paternités : celle des sciences naturelles et celle des sciences de l'esprit traditionnellement désignées en France comme sciences morales. Il s'agissait, en fait, de deux modèles épistémologiques opposés. Le conflit a persisté tout au long de l'histoire des sciences sociales. En Europe, depuis la fin de la deuxième guerre, on peut affirmer que le modèle inspiré des sciences naturelles a pris une nette prééminence principalement sous l'influence des sciences sociales américaines. Celles-ci, d'orientation pragmatique et positiviste, s'alignaient nettement sur l'analogie entre les sciences de la nature et celles de la culture. L'approche fonctionnelle-structurelle, qui avait ses racines dans la pensée d'Émile Durkheim et de Vilfredo Pareto, dominait la scène théorique tant en Europe occidentale qu'en Amérique du Nord. Les phénomènes sociaux étaient considérés comme les « choses », phénomènes « suis generis ». Les faits sociaux devaient être traités avec des méthodes dérivées des sciences de la nature. L'analogie entre l'organisme biologique humain et la société, sa structure, son organisation et sa culture, sous-tendait, plus ou moins explicitement suivant les écoles de pensée, l'épistémologie des sciences sociales.

Dès le milieu des années soixante, cette hégémonie de la sociologie modelée sur les sciences de la nature, s'appuyant sur les traditions positivistes et faisant une large part à la démarche empirique, a été prise à partie. On dénonçait la naïveté épistémologique de son a priori théorique : l'analogie entre « nature » et « culture » fut âprement critiquée. Au modèle consensuel des relations sociales on oppose alors le modèle conflictuel. Ce dernier considère les agrégats sociaux comme des entités qui entretiennent des relations conflictuelles les unes avec les autres en fonction des intérêts antagonistes. Dans le modèle consensuel, la solidarité des « organes » relève d'un même principe d'organisation, suggère l'homéostasie du système dont tous les éléments sont reliés par des interactions subtiles provoquant autant de

rétroactions modifiant l'ensemble, contribuant au maintien de l'ensemble. Dans le modèle conflictuel, les intérêts opposés provoquent des conflits entre individus et groupes sociaux. Ces conflits ne se résorbent pas par l'ajustement, l'adaptation, la recherche et l'établissement d'un nouvel équilibre surmontant le conflit, comme c'est le cas dans le cadre du modèle consensuel. Il s'agit d'oppositions non seulement irréductibles mais procédant de la nature même de l'organisation sociale qu'elles ont mission de transformer radicalement. Toutes les relations sociales doivent s'apprécier en fonction de leur contribution et de leur signification dans ces conflits. Ceux-ci constituent des instruments naturels dans l'avènement d'une société plus juste moins aliénante, réconciliant l'homme avec lui-même.

Ces modèles sont également deux paradigmes fondamentaux sur lesquels s'appuient les interprétations sociologiques contemporaines. Dans notre acception du terme, le paradigme fait référence, en plus de l'idée du modèle, à une tradition intellectuelle poussant ses racines profondément dans l'histoire des idées. Suivant qu'un sociologue invoque l'un ou l'autre paradigme, il fera référence à une tradition intellectuelle, à une certaine manière d'analyser et d'interpréter la réalité sociale. En fait, le modèle consensuel se réfère à un paradigme qui considère la réalité comme une donnée qu'il s'agit de découvrir : le modèle conflictuel traite une « réalité » qu'il faut construire. La même tradition opposée se fait jour quant à l'exercice effectif du pouvoir, concept-chapiteau qui couronne tout l'édifice de la société. L'organisation sociale et ses pouvoirs constituent la clef de l'explication et l'objet premier des analyses pour le modèle consensuel. la classe sociale, définie par la relation des individus à la propriété des moyens de production, constitue le paradigme opposé. En dernière analyse, tout phénomène social s'expliquerait en terme de « conflits de classe » dans le paradigme qui donne naissance au modèle conflictuel ; alors que, suivant le paradigme associé au modèle consensuel, l'ensemble du phénomène social s'explique en terme d'interaction, de domination entre organisme d'ordre national, religieux, ethnique, professionnel etc...

Le sociologue imprégné par l'un ou l'autre de ces paradigmes, aperçoit des phénomènes radicalement distincts, en contemplant la même réalité, comme par exemple des figures de géométrie disposées sur un fond hachuré par les traits multicolores. Les uns verraient, ana-

lyseraient et interpréteraient des figures géométriques, les autres n'y verraient que des couleurs... (Westhuess, 1976).

Ce renouveau d'intérêt pour l'épistémologie a réactivé les débats qui ont fait rage au tournant du siècle. Ouvrir aujourd'hui un livre comme celui de Sorokin (1926) sur l'histoire de la pensée sociologique, c'est comme feuilleter un livre récemment publié ; toutes ces controverses, ensevelies sous la production d'une sociologie empirique de trois-quart de siècle, sonnent comme étonnamment actuelles à nos oreilles. Notons en passant que ce n'est pas par hasard que de vieux survivants de cette époque héroïque des « Méthodestreite » ont vécu un véritable bain de jouvence à cette occasion : le septuagénaire Marcuse en est le meilleur exemple !

Ce débat épistémologique a ramené la sociologie à des questions fondamentales de philosophie des sciences alors que peu de sociologues contemporains ont reçu une formation adéquate ou même élémentaire dans ce domaine. Cette lacune ajoute encore à la confusion, hélas ! habituelle de ces débats.

Très schématiquement, on peut affirmer que deux conceptions de l'homme dans ses relations avec son milieu se sont affrontées : l'une dont le représentant le plus éminent fut Rousseau, au seuil des temps modernes, et l'autre qui est proche de la pensée de Burke.

Dans la première conception, on postulait une extrême plasticité de la nature humaine. Le bon sauvage a dégénéré, s'est aliéné ou perverti (suivant le vocabulaire de l'une ou l'autre école de pensée) sous l'influence du milieu qui comprend aussi bien la nature physique que la nature socio-culturelle et spirituelle. Par la manipulation de l'environnement, entendu dans des termes holistes, on peut préparer l'avènement de l'« homo novus » qui est essentiellement un « homo socius ». À l'opposé de cette conception que l'on peut qualifier d'optimiste, se dressait la conception de l'homme dont la nature est entachée par le « péché originel » qui par l'héritage venant du règne animal, surplombe de son ombre toutes les actions, tous les comportements. Ceux-ci s'inscrivent dans des limites sévères tracées par l'organisme biologique, psychologique, qui s'inscrit dans la trame de l'évolution de

l'homme, d'origine divine pour les uns, issu des primates supérieurs pour les autres.

Cette école de pensée, que l'on peut qualifier soit de pessimiste soit de réaliste, demeure sceptique devant la capacité de changement de l'homme. Elle voit des limites strictes à sa plasticité, devant les influences du milieu. L'équipement instinctuel de l'homme, la capacité novatrice et conservatrice du cerveau, ne constituent pas une sorte de papier blanc sur lequel peut s'inscrire n'importe quelle influence exercée par les forces du milieu extérieur. La condition humaine, expression passe-partout, veut dire dans l'hypothèse du « bon sauvage » la condition qui peut changer l'humain. Cette même expression dans la bouche des tenants de l'hypothèse qui maintient le principe d'une « nature », souligne les limites de sa « transformabilité ». Il faut souligner, également, l'importance du postulat sur l'égalité ou l'inégalité des hommes, implicite dans les deux modèles.

Le modèle consensuel suppose que l'homme affronte l'aventure de la vie, doté d'un patrimoine bio-génétique et socio-culturel, d'une grande complexité. Placé dans des conditions historiques précises, dans une structure socio-économique donnée, l'homme se différencie grâce au processus d'apprentissage. Cette différenciation, fondée sur son bagage génétique et sociologique spécifique, lui assure un statut dans la société qui sera supérieur ou inférieur au statut de ceux qui arrivent avec des patrimoines différents. Cette inégalité est une donnée fondamentale de la condition humaine ; elle doit être corrigée dans une certaine proportion et gouvernée historiquement par le sentiment de justice. Elle ne peut ni ne doit être complètement éliminée.

Dans le modèle conflictuel, on postule l'égalité ontologique des hommes. Tout ce qui concourt à l'inégalité qu'on observe dans une société historique donnée doit être corrigé en conséquence. Cette correction ne s'opère pas par ajustement « naturel ». Elle s'établit par le truchement des conflits, des confrontations, des révolutions. Le conflit constitue ainsi à la fois un principe d'explication et un principe de justification. Le consensus, la capacité et la nécessité d'adhérer à un certain bien commun, a la même signification pour le modèle consensuel.

Ces deux conceptions de l'homme, évidemment, se traduisent dans un très grand nombre de variantes. L'histoire des idées scientifiques nous en présente un panorama exhaustif. On ne s'étonnera pas de constater qu'elles aient tout naturellement orienté la pensée et la théorie sociologique dans des directions opposées. L'école structurelle-fonctionnelle, toute puissante entre 1930 et 1960, pouvait s'accommoder d'une conception de l'homme qui ne postulait pas une plasticité totale, en face des forces socialisatrices du milieu. L'école conflictuelle, tant dans ses variantes marxistes qu'interactionnistes, reposait plus naturellement sur le concept de l'homme dont les caractéristiques résultaient soit d'une évolution socio-économique obéissant à certaines lois soit d'un système de définitions et de stigmatisations, produits par les élites au pouvoir.

La mise en cause méthodologique

[Retour à la table des matières](#)

Les conséquences méthodologiques de la recrudescence des débats épistémologiques sont notables. Les méthodes scientifiques dérivées des sciences de la nature et adaptées aux problèmes spécifiques des sciences de l'homme, dominaient la méthodologie sociologique avant 1960. Tout devait pouvoir s'exprimer en indicateurs quantifiables, du taux de l'urbanisation jusqu'à la perception des normes. Ces variables quantifiées devaient être soumises au traitement statistique, amplifié plus tard par les programmes d'analyse présentés à l'ordinateur. Les hypothèses devaient s'exprimer en propositions empiriquement et logiquement vérifiables, testées par les techniques appropriées et pouvant faire l'objet de répétition, de contrôle par d'autres chercheurs. Ce caractère cumulatif des résultats obtenus par l'application de la méthode d'observation et d'expérimentation, était le véritable critère de la qualité scientifique des recherches. La sociologie, d'inspiration tant durkheimienne que parétienne, reposait sur l'acceptation des méthodes objectives, positives comme les techniques par excellence d'investigation. Toutes les sociologies spéciales, celles de la famille, de la religion, de l'éducation, de la ville, du travail, etc., produisaient des recherches dont les caractéristiques principales furent de tester des théo-

ries ou hypothèses à portée moyenne suivant le mot de Robert Merton dont la pensée dominait autant cette sociologie sur le plan méthodologique que celle de Parsons sur les plans conceptuel et théorique.

Le modèle consensuel s'accommodait très bien avec la méthodologie d'inspiration positiviste ayant une préférence pour les méthodes quantitatives. L'analyse de l'interdépendance des facteurs, comme par exemple, des effets de la mobilité sociale sur l'intégration familiale de la perception du rôle de la mère sur l'adoption de comportements spécifiques dans les relations entre adolescents et adultes, etc., pouvait seule apporter des connaissances en quantité convenable et d'une spécificité « scientifique » recevable. C'était la seule manière acceptable de contribuer à une « théorie » de la société. On prenait les faits sociaux tels qu'ils étaient, postulant l'objectivité et la neutralité du chercheur dans la collecte des faits et dans l'interprétation des résultats. Le relatif détachement du chercheur des intérêts controversés qui s'affrontaient sur le Forum était un article de foi qui fut proclamé au premier chapitre des traités de méthodologie. « De connaître de plus en plus sur des thèmes de plus en plus restreints », cet adage des sciences exactes, qui a largement caractérisé la méthodologie positiviste, s'appliquait aussi aux sciences humaines. Le reste était qualifié de « littérature » non sans un léger sens péjoratif.

Le modèle conflictuel donnait la préférence à la méthodologie qualitative. S'assignant la tâche de la redéfinition des données constitutives de la réalité sociale, la traduction de cette réalité en indicateurs simplifiés convenait mal à l'objectif de cette théorie sociologique. Le taux des divorces est-il un indice de « désorganisation » familiale ou reflète-t-il plutôt l'effet d'une nouvelle forme de relations entre les sexes ? L'accroissement de la population des banlieues constitue-t-il l'échec de l'urbanisation ou du genre de vie rurale ? Et l'on peut multiplier les exemples. Ce qu'il faut surtout retenir, c'est la mise en doute des fonctions positivistes de l'interdépendance des variables constituant l'organisation ou la structure sociale. La signification des données prend le pas sur la précision (dans le sens quantitatif), le changement sur la stabilité, l'accessoire prend l'allure du possible essentiel. La première question méthodologique ne sera pas l'assurance donnée au monde quant à l'objectivité et la neutralité propres à la démarche du

chercheur. Au contraire, on pressera celui-ci à dévoiler ses couleurs. De quel côté se trouve-t-il ? Au profit de qui travaille-t-il ?

Redéfinir, reconstituer la réalité socio-culturelle, voici le message, propre à de la tendance phénoménologique (Schutz, 1967). Une toute nouvelle sociologie naîtra autour des espoirs et des aspirations de certains groupes sociaux, des « masses » comme on les désigne dans certains vocabulaires, à partir des valeurs qui se créent à l'opposé de celles qui constituent le fondement de l'organisation sociale actuelle. La méthodologie des sciences humaines doit donc capter ce potentiel de changement, ces aspirations à « l'authenticité » des hommes dont la « vraie » nature est cruellement aliénée, pénalisée dans le carcan imposé par les institutions sociales existantes.

Une méthodologie très proche de la théorie, faisant largement usage d'observations participantes, produisant des oeuvres à caractère littéraire, voici l'image que nous offre la majorité des travaux qu'on peut relier de près ou de loin au modèle conflictuel. Grâce aux ressources de cette méthodologie, le sociologue pose des problèmes plutôt qu'il ne propose des solutions. Si l'ingénieur social, proche de l'économiste, fut le modèle d'inspiration de beaucoup de sociologues « positivistes », c'est le critique social qui séduit les tenants de la plupart des méthodologies « qualitatives ». Notons, en passant, que le marxisme s'approche de l'un ou de l'autre modèle selon que le pouvoir est exercé ou non par les partis marxistes-léninistes. Les uns se voient les conseillers du Prince, les autres les confidents de la Providence, suivant le mot juste de Raymond Aron.

Les sciences sociales n'ont jamais été « détachées » du contexte politique. Le progrès des sciences exactes allait de pair avec l'affirmation du libre examen par l'esprit de tous les « secrets » de la nature. Ce principe s'opposait, parfois violemment, aux philosophies, souvent d'inspiration religieuse, tendant à limiter la liberté totale d'investigation. Les sciences humaines naissantes rencontraient les mêmes oppositions de l'ordre établi sur le chemin de leur progrès. Le simple dévoilement de la réalité sociale telle qu'elle est, opposée aux affirmations des idéologies dominantes, constituait une remise en cause de l'organisation sociale, et parfois du pouvoir de l'heure. On peut affirmer que les sciences comme les sciences sociales étaient, à l'origine, à « gau-

che » dans la mesure où l'on assimile la « droite » au respect de la tradition et la « gauche » à la remise en cause de celle-ci. Très rapidement cependant dans les deux traditions scientifiques, celle des sciences de la nature et celle des sciences de la culture, comme Dilthey préférait les appeler, les applications possibles des résultats de la recherche créaient des écoles de pensée multiples quant à leur portée « politique ».

Ceux parmi les savants qui étaient engagés dans les sciences fondamentales ont préservé plus facilement une certaine distance à l'égard des pouvoirs politiques, industriels, économiques, commerciaux, etc., qui exploitaient, à leur profit, les résultats des recherches scientifiques. Pour certains esprits, ces derniers n'étaient, en soi, ni bons ni mauvais, c'est l'usage qu'on en faisait qui posait un problème « moral ». D'autres savants de plus en plus nombreux, étaient préoccupés de la fonction sociale de la science et posaient, au départ même d'une recherche, le problème de l'usage possible des résultats obtenus.

Si nous nous replaçons maintenant dans la perspective de nos deux modèles, des différences significatives sont à relever. Dans le *modèle consensuel* la préoccupation concernant la portée politique de la recherche est médiatisée par le principe méthodologique de la relative « neutralité » du chercheur face à l'action. Il s'ensuit que l'acte de la recherche et l'acte de l'application des résultats des recherches en vue de la réalisation d'un objectif politique vont constituer, dans cette perspective, deux choses tout à fait différentes.

Ceci ne veut pas dire que bien des chercheurs travaillant dans la tradition « positiviste » ne se considèrent pas engagés politiquement. Mais la plupart vont nier le lien tout à fait direct entre la recherche, sa conception, son développement, sa réalisation et l'intervention politique précise. Cela va à l'encontre de l'opinion de la grande majorité des tenants du *modèle conflictuel* ; pour eux définir un sujet, c'est déjà choisir son parti dans un conflit qui oppose ceux qui sont du « bon » ou du « mauvais » côté des pouvoirs actuels (Benoît Verhaegen, 1974).

La mise en cause politique

[Retour à la table des matières](#)

Le point de vue politique est assez proche de celui du sociologue, bien que son importance ne fût pas toujours reconnue avec netteté. En effet, la distinction entre délinquant du droit commun et délinquant « politique » s'est progressivement effacée durant le XXe siècle. Le processus fut même accéléré au lendemain de la deuxième guerre mondiale, en réaction à l'égard des régimes totalitaires qui persécutaient leurs adversaires en « politisant » le procès pénal. Toutefois, au cours des années soixante, principalement aux Etats-Unis, une contestation du régime politique en place a suscité, en criminologie, une critique politique radicale. Celle-ci faisait découler du principe même de l'organisation socio-économique du capitalisme occidental, la criminalité traditionnellement qualifiée de droit commun. Les débats passionnés qu'a suscités, en France, le cas de Pierre Goldmann et, aux États-Unis celui d'Angela Davis, en témoignent. Dès que l'on conteste la légitimité de l'État et de l'usage qu'il fait de la sanction pénale, dont il a le monopole, il apparaît clairement que la justice a un rôle politique. La discrimination au détriment ou en faveur de certaines catégories d'individus, contribue puissamment à la définition du criminel par les lois et les organes de la justice. Pourquoi est-ce le petit fraudeur ou voleur qui doit figurer comme image d'Epinal du criminel ? Ne serait-il pas mieux d'y voir le Président de la République, les sénateurs, les hommes d'affaires, les fonctionnaires, les dilapidateurs de fonds publics, les bourgeois faussaires de déclaration d'impôt, etc. ? C'est dans ce débat que la contribution de la science politique apparaît majeure.

On retrouvera, en science politique, les deux modèles, consensuel et conflictuel, tels que décrits précédemment. La science politique se concentrant sur l'étude du pouvoir et de son allocation, la perspective conflictuelle de la doctrine marxiste s'y applique tout particulièrement. En effet, le modèle conflictuel se caractérise spécialement par le rôle décisif qu'il attribue au pouvoir dans l'explication du comportement criminel. Celui-ci n'est qu'un des facteurs de l'étiologie, aux côtés de la biologie, de la psychologie, de l'économie politique etc. L'analyse

du pouvoir constitue la clef du modèle conflictuel. Les détenteurs du pouvoir exercent leur faculté de contrôle, à leur bénéfice, et au détriment des classes dominées. La structure du capitalisme qui divise la société entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui n'ont que leur force de travail, crée un conflit dont résulte la criminalité (W. Chambliss, 1975). La contradiction consiste principalement dans le développement systématique des besoins des salariés par la publicité d'une part, sans assurer les moyens matériels pour leur satisfaction, d'autre part. Le maintien d'une classe ouvrière abrutée par le travail monotone et exploitée sur le plan salarial est le gage d'un système dont l'objectif vise l'accroissement à tout prix des profits. Us conflits inévitables entre « possédants » et « dépossédés » crée une situation où la criminalité devient endémique.

Le paradigme marxiste, formulé par Chambliss, se lit donc comme suit : (p. 152)

- a) En ce qui concerne le contenu et le fonctionnement du droit pénal.
 - Certains actes sont qualifiés de criminels dans l'intérêt de la classe dirigeante.
 - Ceux qui appartiennent aux classes dirigeantes pourront violer à volonté des lois, alors que les classes dirigées seront sujettes à sanction.
 - Au fur et à mesure du progrès de l'industrialisation, le clivage entre les classes s'élargit ; le droit pénal aura comme fonction, dans ces conditions, de soumettre par la violence le prolétariat aux intérêts de la bourgeoisie.
- b) En ce qui concerne les conséquences de la criminalité pour la société.
 - Le crime réduit la main d'oeuvre excédentaire en créant un emploi non seulement pour les criminels mais également pour ceux qui couvrent dans l'administration de la justice.

- Le crime détourne l'attention du prolétariat de l'exploitation dont il est victime et l'oriente vers des sujets de sa propre classe (les criminels) au lieu de l'orienter vers les manipulations de la classe capitaliste.
- Le crime n'a de réalité que comme effet d'une action des possédants dont les intérêts sont servis de la sorte.

c) En ce qui concerne l'étiologie de la conduite criminelle.

- la conduite humaine qu'elle soit délinquante ou non-délinquante est rationnelle et conforme à la position que l'individu occupe dans la structure de classe de la société.
- Le crime varie d'une société à l'autre suivant la structure économique et politique de celle-ci.
- Les sociétés socialistes devraient avoir un taux de criminalité plus réduit que les autres sociétés à cause de l'intensité accrue de la lutte des classes.

La contribution de la science politique est particulièrement importante dans l'analyse du système de l'administration de la justice en tant qu'organisation bureaucratique. Cette bureaucratie, dont l'origine et le rôle seront perçus différemment suivant les deux paradigmes d'interprétation mentionnés, filtre la perception et le traitement de la criminalité. L'étude des agences et des agents du contrôle socio-judiciaire, police et policiers, magistrature et magistrats, prisons et geôliers etc., ressort habituellement aux techniques d'analyses propre à la science politique comme à la sociologie des organisations. Le tableau qui suit indique à titre d'exemple, en quoi consiste et à quoi s'applique la démarche susmentionnée.

Que conclure ? Qui est donc le criminel ? Que nous apportent les sciences biologiques et sociales comme certitude scientifique ? Fort peu d'éléments, hélas ! Les grands espoirs nés d'hypothèses biologiques visant à décrire génétiquement et physiologiquement, le délinquant n'ont pas porté de fruits. néanmoins, les progrès des recherches dans ce domaine, quoique lents, demeurent constants. En particulier,

les travaux physiologiques et neurologiques tels qu'ils sont présentés dans l'oeuvre d'un McLean ou d'un Laborit constituent des perspectives intéressantes. Les recherches de Christiansen sur les jumeaux criminels et non-criminels dessinent aussi, progressivement, la portée exacte de l'influence génétique. Les interprétations des diverses écoles freudiennes, behavioristes, phénoménologiques et, plus récemment, structuralistes, dévoilent des aspects et des couches mal connus ou mal cernés de la personnalité criminelle.

La question fondamentale demeure, cependant, la même : à partir de quel moment, dans quelles circonstances et de quelles manières se riment les traits « criminels » d'une personnalité permettant de placer l'individu dans cette catégorie à part ? Y a-t-il vraiment une différence de nature entre des. personnalités à partir d'une ligne magique de non-retour où l'on est qualifié, où l'on devient, où l'on se ressent comme « criminel » ?

Comme nous l'avons vu, les hypothèses demeurent nombreuses et souvent contradictoires, dans les disciplines psychologiques. Du point de vue sociologique et politique aussi, ses tendances opposées contradictoires se font jour. D'une part, on perçoit la délinquance à travers des groupes d'âge et des milieux socio-culturels ; de l'autre, la notion même d'acte criminel étant redéfinie, une toute autre image du délinquant surgit de certaines analyses ; au lieu du pauvre, c'est le riche, au lieu de l'humble, c'est le puissant qui symbolise le criminel.

Le recours croissant au droit pénal pour régler les problèmes qui relèvent du droit du travail (emprisonnement des chefs syndicalistes ne respectant pas l'injonction des tribunaux, arrestation de chefs d'entreprises ne respectant pas la sécurité sur les lieux du travail) démontre bien cette tendance. Les enlèvements terroristes, les prises d'otages, et l'établissement des « prisons du peuple » illustrent le même problème.

Nous aboutissons finalement à un portrait-robot qui ressemble un peu à une peinture abstraite : son visage paraîtra différent suivant l'angle où on le contemple.

Il y a quelques années seulement, le criminologue aurait dû s'excuser devant l'à-peu-près et le vague de ces définitions, envieux des autres sciences plus fortunées, car plus précises.

Aujourd'hui, nous savons que les faits sociaux sont rebelles à la discipline scientifique : ils se chargent de démentir les audacieux, les présomptueux et les arrogants. C'est pourquoi nous proposons les présentes explications avec une infinie modestie.

Remarquons, pour terminer, que les prises de positions épistémologiques, méthodologiques et politiques sont largement interdépendantes. Des courants divers traversent le corpus de la pensée sociologique contemporaine, combinant et nuancant des traditions intellectuelles riches et complexes. Il n'était pas de notre propos d'en dresser le bilan, mais tout au plus d'en rappeler l'existence. Le livre de Gouldner paru en 1970, celui de Coser paru en 1967, marquent d'une pierre blanche dans la sociologie de langue anglaise l'éclatement de cette triple crise dont nous faisons état. Les événements du printemps de 1968, les écrits d'Edgar Morin constituent, à mon sens, la même ligne de démarcation dans la sociologie de langue française. Aussi pouvons-nous éclairer des explications sociologiques de l'inadaptation juvénile grâce à nos deux modèles, consensuel et conflictuel. Il s'agit, soulignons-le, de types idéaux et simplifiés. Nous pouvons regrouper, sous les principes directeurs de ces deux modèles, toutes les explications sociologiques fournies depuis le début de notre siècle.

Ainsi, nous intégrerons dans le modèle consensuel, les théories écologiques, celles relatives à la structure, à l'organisation et à la régulation sociales. Nous compterons parmi les contributions du modèle conflictuel les apports marxistes (dans les pays occidentaux), interactionnistes et ethno-méthodologiques.

Je réalise parfaitement les dangers d'une telle simplification, quelle qu'en soit la justification « pédagogique ». La pensée de la plupart des auteurs est bien plus nuancée que ne le laisseront paraître les observations dans la suite de l'exposé. Toutefois, pour encourager le débat et pour effectuer un survol dans un laps de temps raisonnable, je me suis résolu d'encourir ces reproches parfaitement justifiés.

Il faut bien souligner encore le fait, que les deux modèles, référant à deux paradigmes sociologiques fondamentaux, ne peuvent produire des hypothèses dont la vérification puisse avoir un effet quelconque sur la « vérité » recherchée dans le cadre du paradigme opposé. Ces paradigmes sont trop profondément ancrés dans l'histoire et les espoirs des hommes. Les vérifications empiriques ne font qu'alimenter l'un ou l'autre courant de même que le débat à l'intérieur des courants. Toutefois, chaque « paradigme » a ses « hauts » et ses « bas » aux yeux du public anxieux de voir les retombées bénéfiques sur la qualité de sa propre vie. Les propositions testables dérivées de chaque paradigme développé au sein de chaque modèle donnent ou ne donnent pas des résultats escomptés. Pour les esprits non prévenus, il s'agit là de faits d'expériences observables. C'est en cela que consiste le rôle strictement scientifique du chercheur et c'est là que se situe sa contribution, quelle que soit par ailleurs son appartenance à des traditions paradigmatiques opposées.

En somme, la crise de la sociologie est étroitement liée à la crise sociale, politique et morale de la deuxième moitié du XXe siècle. Les démocraties libérales et laïques ne peuvent conjurer que partiellement les démons qui les désagrègent et seulement lorsque de grands projets ou dangers collectifs les confrontent. La révolution industrielle et scientifique du XIXe siècle, les tragédies des deux guerres mondiales, constituent de tels « facteurs d'unité ». La naissance ou la renaissance de doctrines, de théories justifiant la négation et invitant à la destruction d'une démocratie libérale, pluraliste basée sur la liberté et la responsabilité individuelles constitue un phénomène cyclique.

Les arguments sont similaires : seuls les éclairages et les vocabulaires changent. L'expérience n'est pas transmissible. Seuls les dogmatismes le sont, disait Aragon. Nous allons les retrouver dans le microcosme de la littérature criminologique sur la délinquance juvénile dont nous allons aborder l'analyse dans un autre chapitre.

Le diagramme ci-après, emprunté à L. McDonald, éclaire notre distinction entre les deux modèles même si les détails de la définition que l'auteur en donne sont différents. (McDonald, p. 24).

L. MacDonald, *The Sociology of Law and Order*, Montreal Book Center 1976, p. 24.

L. MacDonald, *The Sociology of Law and Order*, Montreal Book Center 1976, p. 24.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Première partie :

Qui sont les criminels et qu'est-ce que la criminologie ?

Chapitre III

Les modèles sociologiques appliqués à la délinquance

Le modèle consensuel dans l'explication de la délinquance

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons réuni ici, sous les réserves déjà mentionnées, les travaux qui acceptent, en dernière analyse, l'adaptation de l'organisme social aux exigences du changement, inhérents au fonctionnement du système social. La notion d'adaptation s'oppose ici à celle de la rupture, qui intervient lorsque l'adaptation ne s'est pas opérée normalement. On présume que l'adaptation, l'ajustement aux conditions changeantes constitue la règle du fonctionnement de la société. la rupture, si elle survient, est la conséquence d'un échec du processus d'adaptation.

Revue des recherches

[Retour à la table des matières](#)

Les premiers travaux sociologiques sur la délinquance juvénile ont été effectuées entre 1925 et 1945 à Chicago (pour un résumé, voir Szabo, 1960). Rappelons que c'est *l'étude écologique* de la société qui dominait l'arrière-plan théorique de la première grande école sociologique américaine, empruntant à la biologie le concept de la « communauté » où une société s'organise en interaction complexe avec les ressources du milieu physique et, ultérieurement, avec le milieu socio-culturel. Les notions utilisées étaient celles « d'occupation », « d'implantation », « d'organisation » en vue de l'exploitation des ressources, de « coopération », de « conflits », de « désorganisation », « d'invasion », de « désertion » ou « d'extermination ». Voici l'application de l'appareil conceptuel de la sociologie des plantes et des animaux sur le peuplement humain. Ceux qui, comme Shaw et McKay, Trasher, Whyte, etc., se sont intéressés aux côtés « ombres » de l'organisation sociale, considéraient la délinquance comme un phénomène pathologique, de rejet. Elle résultait des blocages, des fautes de fonctionnement dans les mécanismes sociaux-culturels qui devaient assurer la santé du corps social. Examinant les « cellules », ou les « molécules » socio-culturelles qui composaient l'organisme, ces sociologues constataient une variation régulière des taux de délinquance entre les diverses aires écologiques de la grande ville. Comme principe explicatif le plus général, ils établissaient l'emprise décroissante des nonnes sur le comportement de catégories croissantes d'individus. On supposait donc l'existence de normes, généralement partagées, qui reflétaient des valeurs dont la contestation plaçait l'individu directement dans la catégorie des « délinquants ».

L'influence du milieu et l'interaction entre le milieu et les groupes sociaux, constituent la première formulation du modèle consensuel. Tant que les valeurs communautaires étaient transmises par l'imposition de normes de conduite, il suffisait au sociologue d'identifier, de décrire et d'analyser les facteurs qui faussaient la tendance normale des jeunes à se conformer aux attentes et aux contraintes de leurs mi-

lieux de vie : famille, voisinage, école, pair, travail. D'où l'intérêt concentré et systématique de cette sociologie pour préciser les failles survenues dans tous ces milieux qui rendaient compte de la conduite délinquante. La famille brisée ou conflictuelle, le voisinage dépourvu d'équipement socio-culturel, les pairs dominés par des gangs ayant des leaders « anti-sociaux », les déficiences du système scolaire, un marché du travail exploitant ou refoulant des jeunes mal préparés pour affronter la compétition : ce sont là, dits simplement, les résultats de milliers de pages d'enquêtes, de tableaux statistiques et d'essais d'interprétation que les sociologues ont produits dans le sillage de l'École de Chicago.

Rapidement, et toujours dans cette même perspective, certains auteurs approfondissaient et privilégiaient des facteurs explicatifs comme étant stratégiquement plus décisifs que d'autres. Ainsi, Cloward et Ohlin (1960), à la suite de Durkheim et de Merton, indiquaient les effets de *l'organisation socio-économique* sur la chance d'adaptation des jeunes, en particulier de ceux qui venaient des milieux sociaux particulièrement défavorisés. Leur conclusion fut celle-ci : la fiction de l'égalité des chances, article de foi d'une démocratie libérale, était dépourvue de sens pour ceux qui portaient dans la vie avec des handicaps accumulés depuis des générations. Us voies « légitimes » des réussites étant barrées, le comportement et le destin de bien des jeunes délinquants s'expliquaient par le recours aux moyens prohibés pour atteindre le but de tout le monde. L'aisance matérielle et le fait de se sentir valorisé ne pouvaient s'obtenir que par des moyens « illégaux ».

Les conclusions tirées de telles études allaient, pour la plupart, dans le sens du modèle consensuel. Il faut intervenir grâce à une politique sociale appropriée afin d'assurer aux handicapés une chance véritablement égale dans la compétition qui impose sa loi dans l'espace écologique urbain. La « grande société » des années soixante correspond largement à cet idéal. Le modèle consensuel fut le grand inspirateur, l'auxiliaire d'une politique sociale réformatrice. La démocratie sociale, complément de la démocratie politique, résultait de cette action.

Ceux qui se sont attachés à approfondir la *notion de sous-culture*, tels que Wolfgang, Ferracuti (1973), Terence Morris (1957) et Dow-

nes (1966), par exemple, ont été intrigués par le fait d'une sorte « d'intégration à l'envers » des jeunes dans les mini-sociétés qui s'établissent en marge de la communauté. Déjà le choix du terme sous-culture nous indique que, pour ces auteurs, il s'agit d'une sorte de défalcation d'une partie de la société, du grand « tout » dont la vocation est d'intégrer dans une harmonie dynamique toutes les parties, catégories, classes, groupes qui composent une société globale. Néanmoins les monographies nombreuses qui ont été réalisées sur les « sous-cultures » délinquantes exhibaient une intégration puissante des membres autour des valeurs opposées à celle de la société globale. Par la voie de punitions et de récompenses, des normes rigides fixaient les conduites des membres. Yinger (1960) a développé la notion de la « contre-culture » qui est, probablement, la formulation la plus extrême se situant encore à l'intérieur du modèle consensuel.

S'inscrivant dans cette même perspective, mais puisant à des sources différentes, se situent les tenants de la « régulation sociale ». La différence, par rapport à la tradition écologique, repose principalement sur la mobilité croissante de la population à l'intérieur de l'espace urbain. Ce fait assure plus de relief aux théories mettant l'accent sur les éléments psycho-sociologiques de l'intégration. Le ghetto noir des grandes villes américaines demeure encore une réalité effrayante qui tend peu à peu cependant à disparaître.

Parlant de Durkheim et de sa conception de solidarité mécanique qui « vient de ce qu'un certain nombre d'états de conscience sont communs à tous les membres de la même société et qui assure à la société une cohésion basée sur certaines similitudes essentielles entre les membres d'une même société », ces chercheurs, comme Hirschi (1969), Empey (1971), Jessor (1968) intègrent dans leur perspective l'apport de Tarde (1924), de Mead (1934), de Dollard (1950), de Skinner (1972). Cette tradition de psychologie sociale insiste sur l'importance de la socialisation, de l'emprunt par l'apprentissage ou l'imitation des normes tant au niveau des motivations qu'à celui des comportements. Sutherland (1974), qui s'intéressait moins aux problèmes de la délinquance juvénile, s'apparente à cette même tradition ainsi que Walter Reckless (1973). Le premier avec son concept d'apprentissage différentiel au sein d'associations différentielles, le second avec sa théorie de « contenance », c'est-à-dire d'équilibre entre forces endogènes

et exogènes, centrifuges ou centripètes, concentraient leurs explications dans le cadre général de la régulation des conduites.

J'emprunterai, par la suite, l'argumentation de Maurice Cusson (1976), pour présenter ce point de vue. Elle se fonde sur les théories sociologiques qui considèrent les procédés d'échanges à la base de l'interaction sociale. L'homme « échangeur » est toujours préoccupé des conséquences de son comportement. En effet, ce dernier est basé sur le principe de la réciprocité et de l'intérêt mutuel et complémentaire. L'homme est considéré comme un être rationnel qui calcule son avantage en regard des inconvénients que peut provoquer son action. Ni les forces inconscientes ni les forces mésologiques envahissantes ne peuvent expliquer seules la motivation de l'action humaine.

Dans une communauté, dans un groupe, les normes seront respectées dans la mesure même où ceux qui sy conforment recourent aux récompenses et aux punitions pour les imposer. Dans un groupe où les « non-conformistes » sont trop nombreux et les « conformistes » trop « mous », il ne peut pas y avoir de respect des normes établies. Un jeune va donc être « déviant » dans la mesure où il a peu d'échanges gratifiants avec les membres du groupe, qu'il partage son temps en compagnie d'autres déviants qui l'abritent devant les pressions possibles des « conformistes » et qui valorisent suffisamment toute conduite résultant de la transgression des normes.

Lorsqu'un individu est fortement intégré dans une société « conformiste », il a peu de motivation et peu de points d'appui socio-culturels pour constituer un milieu de cristallisation des conduites « antisociales ». Certains individus, certains milieux sont ainsi « sur-déterminés » dans leurs conduites conformistes. Lorsque cette intégration est affaiblie, lorsque la régulation sociale ne s'exerce que partiellement et par à-coups, les défis, les déviations, puis les délinquances confirmés et affirmés apparaissent.

L'adhésion à une norme « déviante », à un certain moment, fait profiler la constitution de la personnalité délinquante telle qu'elle a été analysée, par analogie au phénomène de conversion, par De Greeff (1946), développée et systématisée par Pinatel (1975).

Si l'intégration dans les sous-cultures délinquantes renforcent la constitution d'une personnalité délinquante, l'exclusion corollaire de la société « conformiste » va dans le même sens. Le vol, comme le note Cusson, est l'antithèse de l'échange. Dans le modèle idéal de l'échange, chaque partenaire profite de la transaction. Dans le vol, un partenaire s'enrichit au dépens de l'autre. La base de l'échange est le consentement ; celui du vol est la force ou la ruse, là négation même du consentement. L'échange prospère sur un terrain d'entente ou de confiance mutuelle. Le vol, l'agression, brisent le lien, dressent les hommes les uns contre les autres.

C'est ainsi que la délinquance sera analysée dans une double perspective, découlant du principe de la réciprocité que postule cette approche. Il s'agit a) de la délinquance comme négation de la réciprocité dans les liens sociaux basés sur l'échange de services et de bons procédés et b) de la violation d'une norme, considérée comme une règle du jeu acceptée d'un commun accord qui assure, à toutes les parties présentes, justice et équité dans l'interaction.

C'est ainsi que le modèle est construit en combinant les variables comprenant et systématisant les transactions du jeune avec son milieu. l'es voici :

- 1) L'apport du milieu au sujet : biens matériels et biens moraux sont assurés principalement par les parents et indirectement par la société dans la mesure où celle-ci supplée aux efforts ou aux défaillances de ceux-ci.
- 2) L'apport du sujet au milieu : ce sont toutes les réponses qu'il apporte aux attentes du groupe : l'affection et l'obéissance aux parents, réussite aux épreuves scolaires, implications et contributions aux groupes de jeunes à l'échelle communautaire. Ceci inclut l'acceptation des règles générales du « jeu » véhiculé et administré par la société globale.
- 3) Les aspirations du sujet concernant les biens matériels et les biens spirituels. Il s'agit de la rémunération, de l'affection, de la valorisation du succès scolaire, etc. Ce sont là des récompenses véritables, rétribuant des efforts consentis.

- 4) Les exigences du milieu à l'égard du jeune, sont la contrepartie de ses aspirations personnelles. On le rémunérera. dans la mesure où sa réponse est positive aux attentes et aux exigences formulées par la collectivité.

De la combinaison de ces quatre variables dépendront les effets de la régulation sociale dans une communauté donnée. A la réciprocité des attentes doit correspondre une réciprocité des prestations. L'explication de la délinquance fera donc appel aux raisons suivantes

- a) Insuffisante gratification du sujet par le milieu.
- b) Absence de réciprocité perçue et vécue entre l'apport de la société et l'apport du sujet.
- c) Exigences trop élevées du milieu.
- d) Faible gratification du jeune créant chez lui un sentiment d'injustice.
- e) Baisse générale dans la quantité des échanges liant le jeune à son milieu (phénomène d'aliénation).
- f) Baisse générale de la qualité des échanges avec le milieu s'approchant d'une quasi rupture.
- g) Prépondérance des liens gratifiants avec des sujets ou groupes en désaccord ou en marge de la communauté.

Quand toutes ces variables s'orientent dans le même sens, il en résulte le phénomène d'exclusion du sujet et de son milieu d'élection de la communauté. Cette exclusion est basée sur *l'incompétence* établie dans la poursuite des relations d'échanges basées sur la confiance et la réciprocité. Du même coup, l'individu est libéré de l'ensemble des contrôles qui sont inhérents aux relations d'échanges. Il devient alors étiqueté, cette étiquette étant basée sur la mauvaise réputation qui résulte des sept variables précédemment énumérées. Une fois l'étiquette imposée, la capacité du sujet de s'engager dans des relations d'échanges gratifiantes s'approche de zéro.

Maurice Cusson conclut en affirmant que le modèle de régulation sociale, basé sur le concept d'échanges, intègre aisément les autres modèles d'explication sociologique de l'inadaptation juvénile. Notons-le en passant :

- A) *Le modèle éducatif* Les parents, les éducateurs transmettent le respect des lois à leurs enfants en ayant recours à des méthodes disciplinaires, à l'incitation à bien agir, à l'aide, à l'encouragement, à l'évaluation des conduites, à la surveillance, etc. L'efficacité de ces méthodes est fortement affectée par la qualité des relations entre le sujet et la personne exerçant l'autorité.
- B) *Le modèle du travail*. Le jeune qui aime l'école, qui y réussit bien, qui se sent valorisé par ses succès scolaires, s'oriente plus facilement vers le marché du travail et, par conséquent, vers l'intégration dans la communauté.
- C) *Le modèle culturel*. On met l'accent sur l'influence exercée par les nonnes qui sont plus ou moins en harmonie avec celle de la société globale, de la société politique et de ses lois. Les nonnes du groupe médiatisent l'influence de la société globale et la renforcent, la neutralisent, l'affaiblissent ou la nient. Suivant l'influence exercée par le groupe, nous verrons une tendance plus ou moins grande vers la délinquance.
- D) *Le modèle basé sur la stigmatisation*. La délinquance est considérée comme résultant d'une faille majeure dans le processus d'éducation. Par le jeu de l'exclusion, la stigmatisation affaiblit l'influence régulatrice des groupes conventionnels qui composent la société globale, et en même temps accroît l'influence des sous-cultures délinquantes. L'institutionnalisation des jeunes provoque des déviations secondaires.
- E) Finalement, il y a *le modèle de la personnalité criminelle*. Celui-ci est d'essence bio et psycho-génétique. L'hypothèse d'existence semble parfaitement compatible avec le modèle de régulation sociale. L'incapacité d'entrer dans une relation d'échanges, basée sur le principe de la réciprocité, est affectée par les ruptures dans les processus de socialisation tant dans le champ éducatif que dans celui du travail. L'étiquetage renforce les stigmates du « rejet », du « bouc émissaire », du « déviant » et confirme la vocation anti-sociale du sujet.

Enseignements pour la politique sociale et la pratique.

[Retour à la table des matières](#)

Voici donc, d'une manière bien schématique, le modèle consensuel appliqué à l'explication de l'inadaptation juvénile. Nous avons noté, les postulats épistémologiques, méthodologiques et politiques qui accompagnent et inspirent ce modèle archétypique ; voyons maintenant la signification de ce modèle pour la politique sociale :

a) L'homme est méchant mais capable, dans certaines conditions, de donner le meilleur de lui-même ; laissé cependant à ses penchants, ce sont les forces indomptables du mal qui le domineront. Le problème fondamental est celui du « Mal » ; il doit être vu comme une donnée immédiate de la condition humaine. Ce mal s'incarne dans l'hostilité de la nature (souffrance, maladie, mort), dans l'hostilité de l'environnement social (méchanceté et injustice) et dans l'hostilité du monde intérieur de l'homme, sa propre méchanceté, son incapacité d'accomplir ses propres aspirations (Baechler, 1975). Toutes les grandes civilisations ont tenté de donner une interprétation du mal dont la réalité est un fait universel. La source du mal est dans l'homme même et non à l'extérieur de lui. De Pascal à Jung nous retrouvons cette tradition, qu'expriment encore des penseurs contemporains aussi différents que Baechler (1976) ou Kolakowski (1969).

b) Le bien et le mal étant inextricablement mêlés dans l'homme, il n'y a pas à espérer l'avènement d'une cité idéale... En persécutant systématiquement ce que l'on considère comme étant le « mal », on risque de provoquer des régimes dont les pratiques tyranniques pour supprimer les sources du mal, suppriment en même temps la liberté d'agir.

Ce dualisme exige d'envisager à chaque moment les effets secondaires des remèdes que l'on propose pour guérir un mal. L'histoire prouve que souvent le remède est plus onéreux que la maladie...

Le moindre élément que nous appelons le progrès a da être payé et il est impossible d'établir des comparaisons entre la perte et le gain, observe Kolakowski. « Il est de notre devoir de lutter contre toutes les sources de l'affliction, mais nous le faisons sans espérer atteindre jamais la certitude que l'arbre du progrès porte des fruits » (p. 134).

Ce scepticisme sur les moyens n'exclue guère la passion pour la justice, trait bien propre à illustrer notre propos.

c) Si l'on ne peut accroître le bien d'un côté sans accroître le mal de l'autre, on ne peut espérer que des résultats modestes et partiels de toute intervention de politique sociale. Écoutons Baechler (1975) : « L'augmentation massive des ressources a surtout multiplié l'envie. La baisse du fanatisme religieux a été compensée parla montée des fanatismes laïcs. La gratuité de l'enseignement a permis aux classes aisées de faire payer par l'État - donc par tout le monde -une partie des frais de l'éducation de leurs enfants. L'égalisation des conditions ne peut se faire qu'en accroissant le rôle de l'État, donc en renforçant les inégalités en matière de pouvoir. La participation généralisée aux décisions signifierait, à coup sûr, une prodigieuse perte de temps en palabres, distillerait un ennui indicible et se muerait, inévitablement, en un laminage de l'individu autonome » (p. 131). La conclusion politique consiste par conséquent en un réformisme empreint d'une grande prudence, en un refus de remplacer les solutions actuelles par d'autres qui n'ont pas encore fait leurs preuves. On peut dire que les derniers ouvrages de Daniel Bell (1973), d'Irving Kristol et Daniel Moynihan en sociologie, et de J.Q. Wilson (1975) en criminologie, s'inscrivent bien dans cette perspective et leur influence contemporaine est loin d'être négligeable.

Le modèle conflictuel dans l'explication de la délinquance

Note préliminaire

[Retour à la table des matières](#)

Le modèle consensuel dominait la théorie et la recherche criminologique d'une manière quasi exclusive jusqu'au milieu des années 1960. Réadaptation, resocialisation, réhabilitation : voici les mots clefs de la politique criminelle de l'époque. Lors de la crise de la sociologie, dont nous parlions en première partie, est réapparue une autre théorie, s'est développé un autre modèle d'interprétation que nous baptisons, faute de mieux, « modèle *conflictuel* ». Comme pour le modèle précédent, il s'agit d'un archétype, réunissant en son sein toute une série d'approches, de traditions, d'explications et de méthodologies qui peuvent paraître, à certains égards, opposées les unes aux autres. Nous les réunissons, sous ce chapitre, simplement pour faciliter l'exposé et sans prétendre les intégrer dans un tout cohérent. Néanmoins, comme pour le modèle précédent, nous y décelerons une certaine appartenance, moins à une école qu'à une famille d'esprit.

Il n'est plus question d'adaptation ici. Le sens péjoratif donné au concept de « récupération » témoigne d'un refus net d'adhérer au système social actuel.

Le concept et l'exercice du pouvoir apparaissent centraux dans ce modèle. On présume que ceux qui exercent le pouvoir en font un instrument d'oppression, réservé à leur profit exclusif. La nature même du pouvoir est oppressive, son exercice est arbitraire. L'inégalité de traitement des citoyens qui en résulte favorise systématiquement les possédants, au détriment des pauvres. Cette discrimination qui découle de la nature même de l'organisation sociale telle qu'elle existe et qui établit l'inégalité comme un principe d'organisation de cette société, constitue dès l'origine un scandale aux yeux des criminologues du modèle conflictuel.

Revue des recherches.

[Retour à la table des matières](#)

Vers la fin des années cinquante, les recherches qui ont donné naissance à ce modèle d'interprétation se sont multipliées. Constatant le fait que la majorité des délinquants tant juvéniles qu'adultes sortaient des classes pauvres et défavorisées, les sociologues se sont interrogés tout d'abord sur la validité de l'instrument de mesure qui a permis d'établir cette image. Et ce fut là l'origine des recherches sur la *délinquance cachée*, commencée par Nye et Short (1957). Sans que cela ne fut explicité dès l'abord, la volonté de redéfinir les données du problème de la délinquance dans des termes autres que les conventions établies, était manifeste. De ces travaux résultait la perception d'une délinquance beaucoup plus diffuse à travers les diverses couches et classes qui composent la société. On constatait que non seulement la transgression des lois n'était pas réservée aux représentants des classes pauvres qui peuplaient les institutions mais aussi que bien des normes protégées par la loi et ses organes étaient propres aux classes moyennes. Celles-ci fournissaient non seulement les législateurs, mais également l'administration qui fut chargée d'appliquer la loi (policiers, magistrats, travailleurs sociaux, éducateurs). Très rapidement, on s'est interrogé avec Walter Miller (1966), la délinquance ne serait-elle pas l'expression d'une conduite, d'un défi, d'une classe sociale contre l'autre ?

Comme la majorité de ces études a été effectuée aux Etats-Unis, le fait que les « classes dangereuses » étaient de couleur noire et appartenaient au sous-prolétariat urbain, a joué un rôle non négligeable dans la sensibilité qui orientait ces recherches et ces interprétations. George Vold (1958) fut parmi les premiers criminologues non marxistes à insister sur les conflits d'intérêts irréductibles qui opposaient les hommes les uns aux autres en tant que membres de couches ou de classes sociales et à considérer la délinquance comme une conséquence de ces conflits et de ces luttes.

La substitution du terme « déviant » au terme délinquant marque la scission entre le modèle consensuel et le modèle conflictuel. Albert Cohen reprenait le débat dans son essai paru en 1971. Pour lui la *dé-viance* est un concept qui englobe la délinquance, résultat d'une technicité purement juridique et sociologiquement accidentelle. La déviance se définit par rapport au conformisme : tous ceux qui ne se soumettent pas aux canons des bonnes mœurs, de la bonne conduite, en somme tous les opposants aux vérités transmises par la tradition et appuyées par les pouvoirs établis, sont considérés comme des « déviants ». À la limite, toute conduite novatrice dans les arts, dans les lettres, dans les mœurs sexuelles, ou en politique suscite de la part de la majorité conformiste des réactions de défiance, de rejet et de persécution. Très rapidement, la délinquance fait partie de toute une série de conduites qui partagent le refus des fameuses règles du jeu établies au profit des nantis.

Le fonctionnement sans faille de la société ne repose donc plus pour les tenants du modèle conflictuel, sur un esprit de solidarité, tel que le proposait Durkheim, ni sur une interdépendance complexe des jeux d'intérêt en équilibre instable comme le voyait Pareto. Non, cette société repose sur des classes sociales en lutte les unes avec les autres, incarnant des intérêts opposés, certains conciliables, d'autres inconciliables. L'intérêt de certains chercheurs s'est concentré sur la législation à l'origine de la « justice des mineurs ». Les travaux de Platt (1969), de Chambliss (1971), de Quinney (1974) ont indiqué combien ces législations n'avaient d'autres buts que de disposer d'un ennemi de classe dans la lutte pour le maintien au pouvoir de la bourgeoisie. Avoir des ouvriers soumis, disciplinés, acceptant les salaires qui leur sont offerts, voici la raison d'une législation pénale qui devait disposer des fortes têtes, cherchant à défendre l'intérêt des opprimés. S'opposer aux lois, n'est-ce pas devenir délinquant ?

L'analyse de la justice pénale (Cicourel, 1968) qui s'inspire de la théorie de Garfinkel, indique le caractère instrumental du droit pénal et de la justice criminelle. Le rôle de cet outil est de maintenir l'ordre et la conformité à cet ordre au service de la classe dirigeante.

Les valeurs et les normes imposées par le droit et ses organes aux justiciables doivent donc faire l'objet d'une critique prioritaire par le

sociologue. Il est irrecevable d'accepter la définition de la situation résultant du fonctionnement actuel du système. *La fonction critique* de la science doit prévaloir. On ne peut pas chercher des solutions à des problèmes posés en fonction de postulats et de prémisses qu'on récuse pour des raisons philosophiques et morales. C'est dans cette perspective que la question de Howard Becker (1964) prend tout son sens : de quel côté doit se trouver le sociologue ? Il se rangera du côté de la « victime » qu'une règle du jeu définie par les puissants pour conserver le pouvoir maintient à la merci de ces derniers.

Poser le problème c'est s'engager déjà, nous a rappelé le sociologue « critique ». On posera donc le problème en interrogeant le délinquant sur la *signification* de son acte, sur les aspirations qui l'ont conduit au ban de la société qui le refuse autant qu'il la récuse. Et nous assistons, dans l'interprétation de tous les facteurs criminogènes précédemment énumérés, à l'introduction d'une critique radicale de la société post-industrielle contemporaine. Parmi les victimes de celle-ci se trouveraient, entre autres, les délinquants.

La *conception de l'homme* et de la société que postule ce modèle est bien différente de celle du modèle précédent. Ici l'homme est celui de Rousseau et tout le mal, l'enfer, comme le dit Sartre, est dans les autres. Il faut changer l'autrui, le groupe, la société, tout l'environnement socio-culturel et économique pour sauver l'homme. La conception dionysienne de l'homme postule la dilatation du « Moi » jusqu'aux limites du monde. Elle promet de briser l'étroite prison corporelle dont chacun de nous est captif en lui faisant entrevoir l'exaltation de la communion avec l'infini. La fin de *l'aliénation*, du morcellement, résultant des contradictions assumées par notre engagement dans des réseaux complexes et parfois contradictoires des relations impersonnelles, sera proclamé, une fois ces contradictions supprimées. La suppression de ces contradictions nous conduit dans une communauté humaine retrouvée, où enfin le tiraillement entre les forces du bien et celles du mal n'existeront plus, puisque leur principe d'action aurait été supprimé lors de l'anéantissement de la base socio-économique de l'exploitation capitaliste.

L'aspiration à une communauté sans conflits, au-delà du bien et du mal, imprègne la philosophie qui est à la base de la nouvelle crimino-

logie, comme certains de ses adhérents la nomment. « Il est interdit d'interdire », disaient les graffiti anonymes sur les murs de la Sorbonne en mai 1968. « Nous voulons une société où le pouvoir de criminaliser n'existera plus car il sera sans objet, » proclament les auteurs du « New Criminology » (1973).

Énumérons les caractéristiques de ce modèle en suivant Michael Phillipson (1971).

a) Au lieu de rechercher les causes de la délinquance, on en recherche *la signification*. On tend à comprendre, dans le sens webérien du terme, les processus par lesquels les acteurs arrivent à leur conduite spécifique. On adopte le point de vue de l'acteur, par empathie, pour bien saisir le sens qu'il donne de son action, à l'encontre de l'approche consensuelle qui cherche les indices lui permettant d'inférer le comportement et postule un certain déterminisme à la base de l'acte. L'approche conflictuelle préfère la démarche subjective de l'observateur participant. Grâce à la nature confiante des liens que le sociologue établit avec le sujet de son étude, il est capable de produire des données sûres qui lui permettent de comprendre et d'analyser le délinquant. La recherche des « universaux », qui est à la base de la démarche dans notre premier modèle, cède ici le pas à l'exigence de l'ethnographe pour la spécificité et l'irréductibilité des expériences recueillies lors de ses observations.

b) On tentera de définir à partir des *perceptions de l'acteur* l'émergence, la transmission, la perpétuation et la modification des significations socio-culturelles de l'acte délinquant. La structure sociale peut être considérée, sous cet angle, comme un vaste réseau de significations symboliques, qui est partagé d'une manière différentielle entre les divers individus et groupes qui composent cette société. Le rôle du sociologue, c'est de prendre le parti de son sujet d'étude, en l'occurrence du délinquant, et de comprendre à partir de sa perception des significations, la portée et le sens de son acte. Il n'a pas à se substituer à ses juges, ses parents, ses éducateurs, etc. Il n'a qu'à expliquer le délinquant. On note en passant l'importance capitale dans cette approche, du rôle du langage comme véhicule symbolique majeur dont l'analyse devient une source capitale dans l'interpénétration entre l'esprit du chercheur et celui du délinquant.

c) Les individus ainsi compris et analysés font partie cependant de groupes, de classes, dont l'existence et la conscience sont déterminés par des expériences communes de dépendance par rapport à ceux qui exercent le pouvoir en contrôlant le système économique. La découverte du « sociologiquement typique » constituera donc en même temps la découverte des *relations de dépendance*, d'exploitation, de manipulation des faibles par les puissants, des salariés par les possédants.

d) Le passage à l'acte du sujet ne résulte pas d'un calcul objectif, d'une décision rationnelle entre des alternatives qui se présentent. Pour le sociologue qui oeuvre dans cette perspective, les alternatives perçues par l'acteur sont irréductibles aux données objectives et rationnelles. Ses actions ne peuvent jamais être déduites et, par voie de conséquence, évaluées à la lumière de *notre perception* des données ou de notre définition de la situation. *La spontanéité, la liberté, la subjectivité* demeurent les concepts-clefs dans la recherche de la motivation d'un acte déviant. Il y a refus d'un déterminisme qui accepte les règles du jeu en fonction desquelles une discrimination ou une prédiction peuvent être possibles.

e) La délinquance figure dans la vaste catégorie des conduites déviantes, dont certaines sont novatrices, alors que d'autres reflètent le refus d'une conscience morale d'accepter des valeurs répulsives. Le modèle explicatif confie aux acteurs sociaux la définition des règles du jeu. Ainsi on enlève cette arme des mains des couches dirigeantes qui la manipulaient via des législations et des organes de l'application de la loi à leur profit. Le sociologue est ainsi libéré du « service » des pouvoirs établis. Il se retransche dans sa mission d'observateur, d'analyste et, surtout, de critique.

f) En « détypifiant » la notion de délinquance, le sociologue souligne *l'existence* dans la société de *forces* de changement dynamiques, qui *redéfinissent constamment* Les *objectifs*, les moyens, les orientations de la société, de ses groupes et de ses classes. La délinquance ne peut pas être comprise simplement comme une rupture d'une relation contractuelle soumise aux conditions de ceux qui détiennent l'exercice du pouvoir. Les délinquants, comme les « malades mentaux », comme

les « terroristes politiques », comme les tenants de certaines pratiques sexuelles et les usagers de drogue, peuvent constituer les manifestations de nouvelles formes sociales, correspondant à l'émergence des systèmes de valeurs alternatives à celles qui sont en vigueur. Il n'appartient pas au sociologue d'être au service de « l'ancien régime ». Il doit au contraire contribuer à l'établissement de nouvelles règles du jeu. La conduite délinquante est essentiellement problématique ; elle ne peut pas être considérée comme une donnée « objective ».

g) Les *statistiques* comme indicateurs de la délinquance *sont récusées*.

Elles peuvent cependant être acceptées comme indices du fonctionnement du système de contrôle judiciaire et social. En d'autres termes, elles deviennent une mesure d'aliénation, d'oppression, de dépossession. Ces statistiques ne nous disent rien de la signification de l'acte de l'être humain qu'est le délinquant. Au contraire, elles le voient de sa substance.

h) On a tendance à considérer la délinquance comme une des expressions du conflit social (Lofland, 1969). La variante marxiste des adhérents au modèle conflictuel considère la loi pénale comme un instrument d'oppression et de manipulation aux mains de la bourgeoisie. La notion de pouvoir est centrale dans la perspective conflictuelle : il s'agit d'une confrontation entre des systèmes de valeurs, entre des visions du monde, entre les espoirs mis dans la construction d'une nouvelle société et la défense acharnée du statu quo. Dans cette société, radicalement égalitaire où le pouvoir peut être assuré par chaque ménage, suivant le mot de Lénine, on aura supprimé toutes les contraintes dues à l'exploitation et à l'aliénation ; partout, les seules conduites proscrites seront celles qu'un consensus véritablement universel aura jugé criminelles.

Dans toute autre société, écrivent Taylor, Walton et Young (1973), *déviance et délinquance sont des actes de résistance* contre les pouvoirs oppressifs et illégitimes. (p. 252).

i) Il apparaît évident à la lumière de ces considérations que rien dans l'acte déviant ne le qualifie comme tel ; c'est aux yeux des autres,

que tel acte déviant devient délinquant. Or ces autres qui ont le pouvoir de disqualifier tel acte parmi les conduites existantes au profit d'autres actes dont ils soutiennent la légitimité, ce sont justement les détenteurs d'un pouvoir historiquement déterminé. En effet, les sociologues du modèle conflictuel attachent une grande importance à la genèse historique des lois et considèrent celle-ci comme étant le moyen qui exprime la volonté de domination de certains groupes sur les autres. Dès le XVII^e siècle, les jeunes, grossissant l'armée des chômeurs, sont internés dans les maisons de travaux forcés. Ils envahissent les villes et, faute de travail et d'instruction, ils constituent une menace pour la sécurité des biens et des personnes qui possèdent ces biens. Ils seront parqués dans les écoles de réformes. Les lois protégeant les salariés sont arrachées à coups de grèves, de conflits parfois sanglants. Les lois protégeant les consommateurs, le public, le patrimoine collectif, sont très lentes à venir. Les pouvoirs occultes luttent pour le maintien de leurs privilèges, et de leur impunité devant les actes prédateurs et frauduleux. La justice fiscale, les luttes contre le crime organisé, la délinquance des cols blancs, la sécurité industrielle, sont autant de revendications. Mme sociologie qui résolument cherche à établir une vision alternative du « vice » et de la « vertu » dans la société contemporaine.

j) Sur le plan méthodologique, ce modèle se caractérise par une totale méfiance quant à la valeur des statistiques « officielles », de la cueillette des opinions stéréotypées et conditionnées par l'action des mass média, par la méthode de sondage « Gallup ». C'est par l'observation participante, l'empathie, que le chercheur tente de pénétrer le monde de son sujet de recherche dans lequel il a tendance à voir soit la victime d'une société injuste, soit le rebelle qui part à la recherche de nouvelles frontières via des expériences personnelles et collectives. De ces expériences peut résulter la découverte des contours d'une société enfin libérée des contraintes, des compromissions, des aliénations, des hypocrisies, et des violences institutionnalisées que nous connaissons quotidiennement.

Enseignements pour la politique sociale et la pratique.

[Retour à la table des matières](#)

L'enseignement du modèle conflictuel sur la politique sociale est malaisé à évaluer. Ses protagonistes sont plus riches en aperçus critiques qu'en propositions concrètes d'action sociale. A part les expériences sporadiques dans les « communes », les cas très particuliers des kibbboutz en Israël, et les pays communistes, on ne connaît pas de réalisation intégrale d'un modèle social qui serait né de l'éclatement de la société actuelle.

Il faut souligner cependant que les efforts visant à « décriminaliser » des actes résultant d'engagements moraux non-conformistes mais non préjudiciables à la majorité peuvent être attribués aux tenants du modèle conflictuel. Certaines pratiques homo ou hétérosexuelles, l'usage de certaines drogues, sont soustraits de l'empire du droit pénal qui les marquait d'une sanction infamante. D'autres conduites, surtout dans la délinquance « en col blanc », devront être davantage « criminalisées » dans la perspective conflictuelle. Il va de soi, toutefois, que les tenants de ce modèle n'avaient pas le monopole du combat pour ces réformes, loin de là.

En général, les efforts pour limiter le rôle du droit pénal à des sphères mettant en danger gravement l'intégrité corporelle et patrimoniale des individus ont été appuyés par des recherches faites sans qu'ici non plus il puisse être question d'exclusivité. La recherche d'alternatives plus ou moins radicales au système de justice pénale actuelle fut également encouragée.

Quels sont, en fin de compte, les effets de nos deux modèles pour la politique criminelle et pour l'action des travailleurs oeuvrant dans le champ de la délinquance ? Il est certain que le modèle consensuel part du système existant, en accepte les impératifs. Ce qu'il propose, c'est le redressement des règles là où certains trichent, leur redéfinition là où un consensus raisonnable peut être atteint. C'est aux chercheurs de dévoiler la réalité telle qu'elle est. Cette dernière est vécue par les au-

tres et représentée non seulement par les « intersubjectivités » des acteurs mais également par les institutions, les traditions avec leurs contraintes et avec leurs poids. Ils supposent la possibilité que des intérêts contradictoires puissent s'harmoniser, sans oublier cependant la hiérarchie naturelle et nécessaire des besoins tant de la majorité des conformistes que de la minorité des déviants. Les praticiens, les cliniciens doivent s'efforcer de guider ceux qui leur sont confiés afin de mieux les armer pour se tailler une place dans le système social. La justice du marché du travail, la justice scolaire, la justice familiale, autant de critères qui répondent aux exigences de l'intégrité morale de ces travailleurs, face à leurs commettants comme face à ceux pour qui ils sont responsables.

C'est donc affirmer que la critique sociale n'est pas absente du modèle consensuel, elle en constitue même une partie intégrale. Mais elle est partielle, et peut parfaitement être radicale si les conditions l'exigent. Leur conception de l'homme et de la société les rend particulièrement attentifs mi fait que remplacer une tyrannie par une autre constitue, dans l'expérience historique des peuples, une dégradation générale des conditions de vie et de liberté. Or les « protecteurs » des plus défavorisés de la société savent que ce sont ces derniers qui perdraient et qui perdraient le plus au change.

Mais les tenants du modèle consensuel pressentent la justesse de la réflexion du philosophe Kolakowski. Notre corruptibilité n'est pas contingente. Nous savons, écrit-il, que le processus même de la vie est source d'anxiété, de conflit, d'agression, d'incertitude, de souci. Aucun système cohérent de valeurs n'est possible et il fait échec dès que l'on tente de l'appliquer à des cas particuliers. La victoire morale du mal est toujours possible.

Si le modèle précédent s'insère bien dans une civilisation apollinienne, le modèle conflictuel, lui, s'apparente nettement aux principes d'une civilisation dionysiaque. Les chercheurs, dans cette perspective, tentent de déceler dans le monde des non-conformistes, des déviations et des délinquances, des signes avant-coureurs d'une libération des contraintes arbitrairement imposées par une société inique, cause de toutes les aliénations, perversions et malheurs de l'humanité présente. Opposer les valeurs non-conformistes aux valeurs conformistes, voici

la tâche première des chercheurs. Utiliser la recherche comme une arme de dénonciation dans la guerre des classes apparaît comme une règle déontologique inévitable du moment où l'on estime que la neutralité est irrecevable pour l'investigateur scientifique. Dénoncer la production des autres chercheurs comme autant de moyens de défense, au service des classes dirigeantes et de leur régime de vie privilégié, fait partie des obligations morales du chercheur.

La situation des juges et des praticiens est intenable dans cette perspective. Soit qu'ils admettent leur rôle de mercenaires au service du pouvoir injuste et illégitime, soit qu'ils continuent à se bercer d'illusions. Dans la mesure où ils n'admettent ni l'une ni l'autre de ces situations, leur devoir est de dénoncer, grâce aux marges d'appréciation que leur laissent la loi et la société, les iniquités du système actuel. De quel côté nous trouvons-nous ? La réponse ne fait pas de doute et bien des magistrats, des éducateurs, ont rejoint des chercheurs pour manifester, chacun avec les moyens à sa disposition, leur refus & endosser, derechef, la responsabilité des injustices du système.

On affirme la primauté de la vérité sur celle de l'efficacité. La promesse d'un salut total, l'espoir d'une bienfaisante apocalypse qui doit rendre à l'homme son innocence, demeure pour eux la suprême source d'espoir et la motivation précise de l'action.

Résumons-nous pour terminer. Nous avons regroupé avec un arbitraire certain toute une série de pensées souvent bien différentes entre elles, en deux modèles paradigmatiques. Nous les qualifions paradigmatique car il s'agit vraiment de deux approches fondamentales, irréductibles l'une de l'autre et commandant chacune une épistémologie, une théorie, une méthodologie et une déontologie qui, sans être exclusives, sont spécifiques. Il s'agit, en fait, de deux familles d'esprit.

Nous avons tâché de rappeler tout au long de cet exposé les incidences de l'épistémologie sur la théorie, de cette dernière sur la méthodologie et sur la stratégie de l'action politique. Nous tenions également à rappeler que la révolution culturelle qui a désagrégé la sociologie vers la fin des années soixante ; laisse autant de traces sur la criminologie sociologique que l'irruption de l'antipsychiatrie en a laissées dans la criminologie clinique...

Intellectuels, hommes de sciences, conseillers du Prince en matière de politique criminelle, conseillers du délinquant qui lui sont confiés par la loi, les criminologues d'aujourd'hui doivent assumer tout le poids de ces contradictions que le perpétuel renouvellement des modes et des approches scientifiques nous imposent. Notre inconfort moral et intellectuel ne doit toutefois pas être plus grand que celui éprouvé par les générations précédentes. Chaque fois qu'il y a une certaine rupture dans l'édifice spirituel et matériel du monde, la contradiction devient plus virulente. Or, ces périodes sont bien plus fréquentes que celles où prévaut le confort intellectuel, assuré par la sécurité que procurent des vérités bien établies.

Les visions du monde que nous avons décrites et auxquelles nous avons relié les interprétations contemporaines de l'inadaptation juvénile, se nourrissent d'une tradition plusieurs fois séculaire du monde occidental. De leur dialogue, des résultats de leur confrontation dépend la qualité de la société d'aujourd'hui comme celle de demain.

J'ai essayé de présenter, avec objectivité, les deux modèles d'explication sociologique de la délinquance. J'ai tenté de dégager leur message pour la politique criminelle contemporaine. Il me reste à dire un mot sur ma propre pensée concernant les problèmes abordés.

À plusieurs reprises, j'ai cité le philosophe Kolakowski (1976) car ma position personnelle rejoint, pour l'essentiel, la sienne. Je pense comme lui que l'unité de l'homme n'est pas possible. Si elle l'était, nous mettrions tout en oeuvre pour l'imposer. Or les pires des tyrannies contemporaines n'invoquaient pas d'autres raisons. Leurs protagonistes n'avaient pas d'autres motivations. Plus grands sont nos espoirs pour l'humanité, plus nous sommes tentés de lui offrir des sacrifices en holocauste. Le mot d'Anatole France garde sa terrible actualité : jamais on n'a tant tué qu'au nom d'une doctrine qui proclame la bonté naturelle de l'homme. Et on peut ajouter que jamais on n'a été aussi dur pour l'homme que lorsqu'on lui imposait des sacrifices au nom de l'humanité...

Le mal qui est en nous ne peut être tenu en échec, au moins partiel, que grâce au doute que nous devons cultiver et que nous devons fer-

mement exercer lors des jugement que nous portons non seulement en science mais également en politique. La plus grande ruse du diable est de faire croire qu'il n'existe pas, disait Baudelaire. C'est en pensant à lui et à sa puissance d'ange déchu que l'intellectuel, l'homme de science, le criminologue doit confronter et évaluer les dangers opposés qu'impliquent chaque acte et chaque décision qu'à pose dans le débat et dans l'action difficile concernant la délinquance.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Première partie :

Qui sont les criminels et qu'est-ce que la criminologie ?

Chapitre IV

Criminologie comparée : signification et tâches

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'oeuvre considérable de Sheldon et Eleonor Gueck, la criminologie comparée occupe une place minime en termes de pages, mais considérable quant aux projets et à l'ambition. Les chercheurs obéissant aux canons d'une démarche scientifique universelle tendent à étendre la portée de leurs conclusions. Leur conception rigoureuse de la méthode scientifique faisait de la criminologie, et de la criminologie comparée, une science universelle au même titre que les autres. Or, on constate la présence d'une autre pensée criminologique, d'inspiration sociologique, dont les postulats, comme les méthodes et conclusions se démarquent, de plus en plus, d'une criminologie dont les Glueck furent les protagonistes les plus brillants et les plus féconds.

C'est pourquoi nous nous proposons, dans ce chapitre, de nous interroger sur les différents points de vue qui se font jour dans la criminologie contemporaine et qui exercent une influence décisive sur la définition comme sur la signification de la criminologie comparée. En rapprochant celle-ci des conflits épistémologiques et théoriques qu'on retrouve également dans d'autres sciences humaines, nous avons tenté de cerner ces points de vue parfois contradictoires.

Dans une deuxième partie, compte tenu du diagnostic de ces divergences de confrontation entre « criminologies », nous proposons un programme d'action permettant l'expression de tous les points de vue, le déroulement de toutes les expériences qui assurent, à la recherche comparative, des conditions satisfaisantes de progrès et de développement.

L'œuvre de pionniers des Glueck n'a pas sa pareille dans les travaux criminologiques de tradition sociologique. Nous ne craignons point d'affirmer qu'une telle œuvre se place au-delà des querelles d'école tant par sa qualité que son envergure ; c'est pour cette raison qu'elle peut, à partir de postulats différents, voire opposés, contribuer au progrès de la science par une confrontation féconde. La criminologie comparée appelée à un avenir prometteur devrait constituer le terrain de rencontre idéal pour les criminologues de toutes obédiences.

Les différents points de vue dans la criminologie contemporaine

Criminologie et criminologie comparée : l'apport de la tradition positiviste et scientifique

[Retour à la table des matières](#)

La criminologie comparée est née en même temps que la criminologie scientifique. Dans les ouvrages de Lombroso, Garofalo et Ferri, on pose déjà la question du permanent et de l'accessoire, du « naturel » et du « surajouté » dans la conduite délinquante. Il n'y a rien d'étonnant à cela si l'on se souvient de l'inspiration darwinienne et marxiste de la pensée des fondateurs italiens de la criminologie. On croyait au postulat évolutionniste de l'espèce humaine quoique celle-ci fut façonnée, par ailleurs, par les diversités socio-économiques et culturelles qui caractérisent le progrès de l'humanité.

On peut affirmer, de façon générale, que la plupart des ouvrages criminologiques parus avant 1920 ont été des traités comparatistes,

c'est-à-dire qu'ils visaient la compréhension de la criminalité comme un phénomène naturel universel. C'est ainsi que Gabriel Tarde intitule « Criminalité comparée » le livre dans lequel il examine et critique la contribution de l'école italienne. Les recherches de Lombroso sur les délinquants politiques sont à vocation aussi universelle que celles de Durkheim sur le suicide, ou celle de Gina Lombroso sur la femme criminelle.

Il est surprenant de constater l'écho considérable qu'a suscité la conférence que Sheldon Glueck a prononcée au IV^e Congrès International de Criminologie à La Haye en 1960. C'était en quelque sorte une réponse à l'appel des Nations Unies dont le premier congrès tenu à Genève portait sur la prévention du crime et le traitement des délinquants. Voici en quels termes Glueck cite ces recommandations : « Comparative, coordinated, and interdisciplinary research should be carried out to determine the relative effects of programs in different countries and through cooperation between researchers from different countries to develop a highly promising new field of comparative criminology in order to determine uniformities and differences in casual influences, in predictive factors and in results of preventive and treatment programs and to develop a true science of criminology ». (cité par Glueck, page 304).

Hermann Mannheim, dans son traité de « Comparative Criminology » publié en 1964, répond à l'invitation de Sheldon Glueck, « replication of researches designed to uncover etiologic universals operative as causal agents irrespective of cultural differences among the different countries »æ. (p. XI).

Jean Pinatel, dans son traité paru en 1964, témoigne du même souci ; à soumet au même examen tous les déterminismes qu'ils soient biologiques, psychologiques ou socio-culturels et ce, sans tenir compte des origines des données.

En effet, dans la criminologie du passage à l'acte, centrée sur l'étude des mécanismes qui déclenchent l'acte anti-social, la démarche comparative vient naturellement au chercheur. On suppose le potentiel anti-social comme fondamental et présent dans chaque société ; on présume l'existence dans chaque individu, soit au niveau de l'affectivi-

té, soit au niveau de la socialisation, de défauts, d'orientations qui inclinent aux actes anti-sociaux, réprimés par le législateur quel qu'il soit. Dans la même perspective on postule soit explicitement, soit implicitement, l'universalité fondamentale de la nature humaine à laquelle des conditions socio-économiques et culturelles impriment un nombre limité de variations. De plus, le point de départ de l'analyse étant la conduite humaine, on privilégie les données individuelles ; il n'est pas rare de constater un certain réductionnisme bio-psychologique qui caractérise nombre de théories sur la « personnalité criminelle ». Au fur et à mesure que l'on s'éloigne des données sur lesquelles se fondent des analyses bio-psychologiques, l'intérêt et la valeur des comparaisons diminuent. En effet, quelle peut être la valeur heuristique de comparaisons statistiques concernant les divorces, l'alcoolisme ou les toxicomanies en provenance de pays ayant des cultures très différentes et la plupart du temps, des niveaux de développement socio-économique également différents ?

La théorie organisciste et évolutionniste allant de pair assez curieusement avec la théorie behavioriste s'oriente donc vers l'usage de la méthode comparative, et se penche sur l'analyse des données qui proviennent des sociétés les plus diverses. Cette prédilection pour la méthode comparative a plusieurs raisons :

- a) le postulat de l'unité fondamentale de la « nature humaine » constitué d'un ensemble d'aspirations et de répulsions ;
- b) le postulat des variations limitées entre structures, organisations culturelles et types de personnalités qui s'exprime dans le concept de la « personnalité modale » ;
- c) le postulat du déterminisme scientifique qui suppose l'explication de l'acte, variable dépendante, par des variables indépendantes, ou intervenantes, provenant soit du monde mésologique, soit de la personnalité ;
- d) le postulat selon lequel chaque société définit ses règles de conduite et sanctionne ceux qui les transgressent.

Pendant l'entre-deux guerres, on assiste, en Europe, à une éclipse de cette criminologie à vocation universaliste ; les dictatures totalitaires d'inspiration humaniste font face à des crises socio-politiques grave qui ne créent guère l'atmosphère propice à son épanouissement. De par son orientation même la criminologie comparée constitue un obstacle à la floraison des dogmatismes nationalistes ou socialistes.

En revanche, l'étude de la criminalité en Amérique du Nord, durant cette période, s'empaigne d'empirisme et de pragmatisme. On note l'absence des perspectives universalistes qui caractérisaient l'esprit scientifique américain au cours de la première moitié du XXe siècle. Cette concentration de l'intérêt des chercheurs sur les problèmes sociaux en vue d'une réforme immédiate imposait un esprit particulariste, et utilitaire. Le naturalisme réformiste de la tendance écologique de Chicago exprime le mieux les orientations de cette pensée.

Les Glueck semblent cependant avoir échappé à ce mouvement général comme en témoignent ces postulats où ils proposent leur programme de recherches comparatives qu'on peut regrouper en quatre catégories.

a) les études sur le récidivisme et l'impact des programmes de traitement ou de resocialisation sur la carrière « criminelle » des individus. On pourrait tracer les cycles de vie d'un individu en marquant bien les épisodes anti-sociaux, ainsi que l'impact des mesures judiciaires au correctionnelles prises à son égard. En comparant un grand nombre d'expériences on peut évaluer les chances de resocialisation des récidivistes dans les diverses phases de leur vie. Ces analyses s'étendent sur l'utilisation des loisirs, la satisfaction des obligations pécuniaires à l'égard des dépendants, la constance observée dans l'emploi, etc.

b) les études sur la causalité de la délinquance offrent aussi des possibilités nombreuses dans le domaine des comparaisons transculturelles. En effet, à l'encontre de la théorie psychologique sous-jacente au droit pénal. classique qui simplifie au point de supposer une décision rationnelle à la base de l'acte criminel, la théorie de « multi-causalité » postulée par les Glueck offre une explication multidisciplinaire, beaucoup plus nuancée et riche en possibilités heuristiques. Les

études de prédictions réalisées dans plusieurs contextes nationaux seraient un instrument privilégié de la méthode comparative.

La valeur éducative des sanctions prises à l'égard des délinquants repose, pour une bonne part, sur les rapports entre leur âge chronologique et leur maturité affective. Un contexte transculturel semble fort propice à notre auteur pour la vérification de ce lien et de ces variantes.

c) il en va de même des études consacrées à la prédominance de certains types physiques dans les populations criminelles. On sait que les recherches des Glueck ont noté une plus grande fréquence des constitutions mésomorphes chez les condamnés.

d) finalement, soulignons l'importance des analyses comparatives pour les procédures légales ou médico-psychologiques. On note en effet un clivage souvent considérable entre les dispositions ou des stipulations de telles procédures et la connaissance scientifique de la réalité humaine à laquelle elles s'appliquent. Le recours, et la longueur de la détention préventive, les critères utilisés dans l'évaluation de la santé mentale des accusés, la définition des « psychopathes » ou des « criminels d'habitude » constituent autant d'exemples qui appellent les lumières de la méthode comparative.

L'échec relatif de la criminologie comparée clinique.

[Retour à la table des matières](#)

Les progrès de la criminologie comparée, dans les perspectives tracées par Sheldon Glueck, ont été modestes depuis 12 ans. Cela tient, essentiellement, à deux raisons. La première est due, paradoxalement, à l'accroissement extraordinaire des recherches criminologiques sur les scènes nationales. La criminalité s'étant accrue considérablement, provoquant des sentiments de crise aiguë, voire de panique dans certains États, les pouvoirs publics, comme la communauté universitaire, se sont appliqués à accroître leurs travaux de recherches, en particulier dans le domaine de l'évaluation des programmes de traitement et de

prévention de la délinquance. La préoccupation relative aux effets de la sanction pénale a été dominante durant cette décennie et une véritable criminologie appliquée est née au carrefour de rencontres entre universitaires et administrateurs publics. la mobilisation des ressources humaines et matérielles a été telle qu'il restait peu d'intérêt et d'énergie disponibles pour les études comparatives.

On voyait une stagnation relative des études étiologiques concernant la causalité de la délinquance. En revanche, on assistait à l'accroissement spectaculaire des travaux d'évaluation des mesures et de programme de resocialisation, de prévention. Les hypothèses sous-jacentes aux mesures correctionnelles et préventives ont fait l'objet de recherches systématiques des plus spectaculaires. Notons celles de Glaser sur les établissements pénitentiaires américains, ainsi que les travaux de Warren et Grant sur des mesures de rééducation et de prévention. Plusieurs de ces études peuvent faire l'objet d'analyse comparative, sur le plan méthodologique. La pénologie est peut-être la plus susceptible de bénéficier de ces progrès, comme en témoignent des travaux d'analyse et de comparaison entrepris dans le cadre du Conseil de l'Europe et des Nations Unies.

La seconde raison de ce développement modeste tient à l'émergence d'une autre école criminologique, qu'on peut appeler la « criminologie de la réaction sociale ». On constate, en effet, en examinant les causes de la crise sociale qu'indique l'accroissement de la criminalité, que le système d'administration de la justice et le code pénal semblent revêtir une importance cruciale dans l'analyse et la compréhension de cette augmentation. Si la criminalité s'accroît, fait tangible pour les citoyens ordinaires comme pour les pouvoirs chargés de la défense sociale, est-ce dû d'abord à l'accroissement des facteurs criminogènes bio-psychiques ou socio-économiques ? Ou bien est-ce plutôt l'effet de la défaillance de l'action préventive et répressive des services de police et des tribunaux ? Peut-on l'attribuer à l'échec des mesures correctionnelles dans les divers services comme la probation, les prisons, la liberté surveillée, la post-cure ? Ou bien encore, plus fondamentalement, au décalage entre les valeurs consacrées par les normes et les règles du droit pénal et les valeurs, les aspirations d'une fraction croissante des membres du corps social ?

En d'autres termes, peut-on analyser la conduite déviante séparément des mécanismes de sélection, d'adjudication et de sanction qui opèrent par le truchement des services composant l'administration de la justice ? Cette interrogation présente dans l'œuvre des sociologues européens du droit, revient avec insistance chez les sociologues américains depuis le début des années soixante.

la criminalité n'est-elle pas bien plus le reflet du fonctionnement de ce système institutionnalisé de contrôle social que de la répartition réelle de la conduite antisociale au sein du corps social ? De plus, les normes elles-mêmes, qu'interprètent les organismes créés pour la lutte contre la criminalité et la prévention du crime, expriment-elles des critères d'appréciation immuables ou bien sont-elles, tout simplement, les reflets d'une situation sociale conflictuelle où la majorité impose sa loi à la minorité ? À la suite de Sellin, Gorges Vold posait, parmi les premiers, cette question d'une manière systématique dans la criminologie américaine contemporaine.

N'est-ce pas, en fin de compte, une question de pouvoir, où ceux qui dominant, imposent leurs « lois » à ceux qui sont dominés ? L'action des premiers étant qualifiée de « légitime » et la « résistance » des autres étant considérée comme illégale ? Aux Etats-Unis, surtout à la suite du procès d'Angela Davis, certains milieux noirs américains n'hésitaient pas à voir dans le système de justice criminelle américain un moyen d'oppression sociale et raciale et dans tous les détenus noirs, des prisonniers politiques.

*Critique de la criminologie : le conflit épistémologique
dans les sciences humaines.*

[Retour à la table des matières](#)

La criminologie de la réaction sociale est née ainsi, inspirée par les travaux d'auteurs, tels que Garfinkel, Becker, Cicourel, Cohen, Goffman, Lemert et Matza aux Etats-Unis, Shoham en Israël, Christie et Aubert en Norvège. Les sociologues du droit en général, sur le continent européen, comme Treves en Italie et Versele en Belgique, avec

des nuances parfois importantes, appartiennent à cette école de pensée.

Le point de départ de ces études n'est pas l'analyse des facteurs criminogénétiques de la personnalité ou de la société, car le critère même de ce qui est « criminel » est remis en cause par plusieurs. Aussi Lemert suggère-t-il de reprendre des critères traditionnels de « différenciation sociale » pour les substituer à l'opposition normal-pathologique ; ce qui rejoint la suggestion de Leslie Wilkins qui classe les actes humains sur un continuum entre deux pôles extrêmes qu'on pourrait appeler vertu et crime. Le critère utilisé est le même que celui que Durkheim avait déjà proposé pour la « normalité » soit la définition que donne la société de ce qui lui est tolérable. Le crime comme la peine sont « fonctionnels » par rapport à l'organisation sociale.

C'est là également que se rejoignent, jusqu'à un certain point, les vues de l'école de la réaction sociale et celles de l'école « structuraliste » ou « situationniste » ou « existentielle » des sciences humaines. En effet, bien des auteurs refusent la définition de l'acte normal et, par voie de conséquence de la « conduite déviante », selon les critères de certains groupes dominants de la société. « Ce que nous qualifions de « normal » - écrit Laing dans sa « politique de l'expérience » - est un produit du refoulement, du reniement, de la dissociation, de la projection, de l'introjection et d'autres formes d'actions destructives de l'expérience ». Et il conclut : « Cela est totalement étranger à la structure de l'être ». (p. 24). On est donc en présence d'une épistémologie qui remet en question les modèles behavioriste, gestaltiste, positiviste, culturaliste qui, avec de nombreuses nuances et écoles de pensées, dominant toujours la pensée scientifique moderne.

La socialisation et l'apprentissage, leurs mécanismes et leurs effets ont été au cœur même des sciences psycho-sociologiques depuis plus d'un demi-siècle. Génétique dans la pensée d'un Piaget, dynamique et analytique chez Erikson, expérimentale et matérialiste pour Eysenck et Skinner, l'interprétation contemporaine de la conduite déviante ou non adopte un contexte normatif ne mettant pas en cause des valeurs axiologiques de la tradition rationaliste et humaniste de la culture occidentale. La science conserve ici une fonction critique bien que cette dernière ne soit ni engagée idéologiquement ; on reconnaît de même la va-

leur de l'objectivité dans la démarche intellectuelle, toute relative qu'elle soit, et celle de l'exercice d'un libre examen tempérant les passions idéologiques.

Parfois utilitaire, parfois désengagée par rapport au contexte socio-culturel et politique, cette tendance n'admet pas la soumission de l'investigation scientifique à aucun *génie* extrinsèque à la logique de l'exploration scientifique. L'oeuvre de Carl Popper dans la philosophie des sciences, celle de Hayek dans la philosophie sociale caractérisent assez bien *l'idéologie* de ces chercheurs.

Les concepts d'« aliénation », « spontanéité », « créativité » reliés aux sources vives de la personnalité, aux virtualités du « ça » freudien constituent le point de départ de bien des analyses récentes. Une nouvelle définition de la « structure de l'être » se substitue aux postulats qui ont inspiré ou sous-tendu les recherches de la tradition behavioriste ou positiviste. Les schizoïdes, les schizophrènes ou les hystériques subissent des formes d'aliénation différentes de celles que l'on dit statistiquement normales. la personne « normalement aliénée », écrit Laing, est considérée comme saine d'esprit en raison du fait qu'elle agit plus ou moins comme tout le monde. Les autres formes d'aliénation, celles qui ne correspondent pas à un état général, sont qualifiées de mauvaises ou de démentes par la majorité normale. La conclusion de Laing, le jugement de valeur qu'il porte sur la société et l'homme contemporains, est probablement partagée par la majorité des analystes de la « criminalité » en termes de réaction de la société à la déviance. Il affirme que l'aliénation est la condition de l'homme normal. La société estime hautement l'homme normal. « Elle enseigne aux enfants à se perdre eux-mêmes, à devenir absurdes, c'est-à-dire (pour elle) à être normaux. Et comme nous sommes éminemment dans le domaine normatif, où la conclusion théorique a une portée immédiatement pratique et politique, Laing de conclure : « Depuis 50 ans, les hommes normaux ont tué peut-être cent millions de leurs semblables, également normaux » (p. 25).

La pensée néo-marxiste et néo-hégélienne bien présentée par Gouldner aux Etats-Unis et par Althusser et ses élèves en France, est incarnée le plus spectaculairement dans l'oeuvre de Marcuse et de l'École de Francfort, elle met en cause, radicalement, la tradition

scientifique basée sur l'objectivité du chercheur et sur l'utilité de la connaissance scientifique.

On y dénonce l'hypocrisie du chercheur qui prétend à l'objectivité : toute connaissance est jugement, discrimination, évaluation et prise de position. Le processus d'aliénation et de répression se retrouve déjà au niveau du langage, dont les structures constituent autant de prises de position idéologique. La fonction critique de l'intellectuel commence par une critique radicale de l'appareil linguistique dont Noam Chomsky est un des porte-parole.

Toute science est située par rapport à des conflits entre pouvoirs reflétant des rapports de forces et le nier constituerait un machiavélisme aussi déshonorant qu'est la Realpolitik (Gouldner, p. 486).

On dénonce avec virulence l'assimilation positiviste entre l'« utile » et le moralement bon, et l'humanisme traditionnel qui imprègne l'esprit scientifique est considéré comme une grave erreur, voire une faute morale. En effet, les postulats évolutionnistes et positivistes qui érigent, en principe, la valeur per se de la connaissance scientifique sont récusés, toute connaissance devant être conçue comme faisant partie du système de contrôle et de manipulation des pouvoirs établis.

Dans l'esprit de cette sociologie engagée, la praxis est le critère de la science : si l'on se bat pour une bonne cause, la science humaine est acceptable. Sinon, elle dépend servilement du pouvoir établi, quel qu'il soit. Le pouvoir ici est évidemment conçu comme la force bureaucratique par excellence, mise au service d'intérêts matériels et moraux ; il prend sa substance et se maintient par l'aliénation imposée à ceux qui subissent cette organisation des pouvoirs.

Il faut souligner particulièrement l'apport des penseurs comme Garfinkel, Goffman et Lemert qui, grâce à une fine analyse psychologique, ont éclairé les mécanismes d'interaction entre un individu ayant des problèmes d'adaptation sociale et la réaction de la société à sa conduite. Puisant aux sources de la psychologie de G.H. Mead et de la philosophie de A. Schutz, ces auteurs illustrent les subtiles relations de conditionnement mutuel qui surgit à la suite d'une « déviance » de conduite au sein même des mécanismes de contrôle social. Contraire-

ment aux hypothèses simplistes postulant des réactions de cause à effet entre « déviance-sanction-dissuasion-récidive ou réinsertion sociale », ces auteurs montrent comment ces pulsions anti-sociales sont renforcées tant au niveau des satisfactions immédiates, des besoins de la personnalité, qu'à celui des mécanismes de contrôle social prévus pour eux au niveau de l'organisation sociale. Pour le buveur invétéré, le voleur ou l'agresseur sexuel compulsifs, les mécanismes de déviance sont nourris et encouragés par des besoins instinctuels, parfois morbides, au niveau de la personnalité.

Dans la société elle-même, des mécanismes institutionnalisés de contrôle, tels les hôpitaux psychiatriques, les prisons, les agences communautaires de bien-être social, contribuent puissamment au renforcement de mécanismes psychologiques et des conduites « déviantes » en créant chez l'individu une identité double à la fois normale et déviante.

Il en résulte une crise permanente d'identité pour la victime de cette situation. La personne ainsi marquée est tiraillée entre son pôle négatif (anti-social) et positif (pro-social). Cette tension constitue la pierre de touche dans l'explication de la déviance.

Goffman, à la suite de Simmel, a approfondi le processus de stigmatisation ; il l'a placé à l'origine de ces rôles contradictoires qui surgissent au sein d'une personnalité y semant le désarroi et l'aliénant. Ces rôles conflictuels reflètent les cultures, les sous-cultures et les organisations sociales dont fait partie l'individu. Il est, en même temps, le soutien et la victime, la substance et le produit de ces structures en situation conflictuelle.

La criminologie clinique postulait la démarche thérapeutique, visait la réinsertion sociale du délinquant. La criminologie de la réaction sociale proclame le droit de l'homme à être différent, voir déviant. Kitzie (1971) analysait les données de cette confrontation entre les deux écoles. Si les criminologues cliniques reflètent la société et l'ordre établi, en acceptant implicitement le cadre juridique et institutionnel de la société et de sa justice, les adhérents de l'école de la réaction sociale en remettent en cause les formes et le fond.

Les spécialistes des sciences humaines, qu'ils soient psychiatres, sociologues ou criminologues se font alors les porte-parole des minorités culturellement ou légalement réprimées, et souffrant d'aliénation à cause des groupes majoritaires. Tous les groupes sociaux qui comptent dans leur sein un nombre important d'individus dont les conduites sont « non-conformistes » ou souffrent de discrimination, se retrouvent dans l'imagerie projetée par des analyses, comme celles de Kaing, par exemple. Chez les jeunes, les artistes, les minorités ethniques ou religieuses, on trouvera des exemples plus nombreux pour une telle épistémologie que parmi les catégories socio-culturelles conformistes.

C'est ainsi que dans les classes moyennes industrielles, commerciales, artisanales et professionnelles, dans les bureaucraties gouvernementales et privées, parmi les techniciens et ouvriers en mobilité sociale ascendante, des attitudes non-conformistes et « déviantes » suscitent ce que Lombroso a appelé le « minoséisme », c'est-à-dire le sentiment de résistance au changement, d'hostilité à l'innovation et au renouveau. Il en résulte une oscillation entre les mouvements de réforme et de contre-réforme qui privilégie, tout à tour, les valeurs de changements au celles de la stabilité. A la remise en question et à la lente érosion des nonnes et des valeurs conformistes correspond la redoutable capacité de récupération des structures sociales organisées ; elles absorbent les critiques des élites contestataires au rythme même d'un changement compatible avec la préservation des intérêts déjà établis. C'est l'alternative de la « longue marche à travers les déserts », des institutions.

Les valeurs du conservatisme et du progressisme se remodelent à la suite de chaque confrontation et elles se transmettent sous la forme d'une nouvelle synthèse, aux générations futures. Les groupes sociaux qui sont porteurs de ces valeurs demeurent remarquablement stables et les facteurs de stabilité et d'instabilité socio-culturels se rééquilibrent sans cesse. (voir l'analyse de Kahn & Briggs, surtout les chapitres IV et V).

Cette science sociale engagée au service des causes minoritaires fait évidemment des tenants d'autres épistémologies (fonctionnalistes, positivistes, néo-kantiens, etc) les défenseurs de fait du statu quo de la

majorité « conformiste » ; ils deviennent des appuis coupables du maintien des aliénations qui sapent la santé morale de l'humanité. De plus en plus on pose la question : de quel côté se trouve-t-on ?

Science étant devenu synonyme d'engagement personnel au service d'une cause on assimile le non-militant au défenseur des pires iniquités du système social. Ainsi les écologistes deviennent les plus coupables des agents de pollution, les démographes, ceux du génocide, les spécialistes des relations industrielles, ceux de l'exploitation des salariés, les politicologues et économistes, ceux du complexe militaire et industriel contrôlant le gouvernement. Finalement, le criminologue qu'il soit psychiatre ou officier de probation, responsable de planification, ou chercheur universitaire, est plus responsable du caractère médiéval des services judiciaires et correctionnels que l'ancien colonel, ou l'avocat, qui dirige la plupart du temps ces services et qui détient le pouvoir réel.

De grandes institutions sociales qui constituent des courroies de transmission des valeurs et des aspirations de la collectivité apparaissent comme des facteurs principaux d'aliénation et, par conséquent, comme des institutions à abattre. N'étant plus d'accord sur le critère même de la normalité et de la sanction qui doit l'accompagner, comment pourrait-on accepter des institutions telles que la famille, l'école, le travail, la justice qui ont été façonnées en fonction des valeurs déclarées fausses et récusées par des minorités agissantes ?

Une véritable atmosphère de guerres de religions se dégage de la lecture de certains travaux animés par un souci révolutionnaire de refaçonner les structures des institutions pour qu'elles correspondent véritablement aux nouveaux critères, ou aux nouvelles aspirations, des minorités « aliénées ». C'est encore Laing qui exprime le mieux l'authenticité de cet appel au renouveau : « Pourtant chaque fois que naît un enfant, apparaît la possibilité de sursis. Chaque enfant est un être neuf, un prophète potentiel, un nouveau prince de l'esprit, une nouvelle étincelle de lumière éclatante dans les ténèbres extérieures. Comment pouvons-nous espérer que cela est sans espoir ? » (p. 26).

Refaire la société en refaisant l'homme, voici le programme de ce renouveau qui est passé si souvent au banc d'essai de l'histoire de la

civilisation humaine. En reformulant les normes qui régissent les institutions, on introduira le ferment de changement nécessaire à la dynamique sociale. On se fait donc l'avocat de l'anti-école (Illitch), de l'antipsychiatrie (Laing), de l'anti-justice (Versele) pour abattre les déterminismes aliénants des structures présentes.

Les reformulations radicales présentées d'une manière dogmatique et propagées souvent avec un militantisme intolérant, suscitent des résistances parfois légitimes, mais la plupart du temps irrationnelles. Les propositions présentées en terme d'alternative, tant de valeur morale que d'utilité sociale, semblent toutefois avoir plus de chance d'être acceptées comme une pédagogie de l'application des résultats des recherches scientifiques.

Il serait évidemment exagéré de caractériser toute la criminologie de la réaction sociale par les traits radicaux et révolutionnaires que nous avons esquissés. La sociologie du droit européen se contente de décrire les mécanismes des prises de décision de l'appareil judiciaire, et les réactions de l'opinion publique, sans pour cela remettre en question l'épistémologie scientifique traditionnelle.

Toutefois, la mise en cause des institutions ne peut point être évitée lorsqu'on observe les décalages considérables entre les faits et les normes dans les sociétés à tendance démocratiques et égalitaires. L'autorité de l'État est cependant plus traditionnellement réglementée, plus circonscrite et aussi plus envahissante dans la tradition européenne. Sous l'empire du droit coutumier, en Amérique du Nord en particulier, ce pouvoir réglementaire est plus réduit, le principe de l'état libéral non-interventionniste étant acquis et pratiqué. Le libéralisme défini par John Stuart Mill, et l'esprit libertaire de Voltaire (« Quel que soit le contenu de votre message, vous avez le droit inaliénable de le diffuser et de le défendre ») ont prévalu largement sur le continent. On ne s'étonnera donc guère si c'est l'Amérique du Nord qui vit éclore le plus de conséquences pratiques de ces remises en question systématiques. La tradition de communalisme auto-gestionnaire est encouragée par le système constitutionnel et l'histoire. Le droit d'être différent est une vocation qui est née avec la création même des Etats-Unis.

Il n'est donc pas surprenant que l'analyse des normes de la majorité du point de vue de la minorité, quelle qu'elle soit, a rapidement posé le problème de la légitimité de la sanction. De plus, on a mis en lumière le pouvoir discrétionnaire considérable dont disposent, normalement, dans un état libéral nord-américain, les organes qui administrent la loi et la justice. Il est apparu que l'interprétation que donne la police à l'acte « criminel » a une marge d'appréciation énorme, qui donne au policier un véritable rôle de « justicier » que ni la loi, ni sa formation ni, surtout, sa vocation ne prévoient et n'exigent de lui. C'est une justice (mise en accusation + sanction) sans procès (ni garanties judiciaires) suivant le mot frappant de J. Skolnick. À toute fin pratique, l'arbitraire est érigé en système : l'agent de la justice est comparé, avec raison, à un diplomate par D. Cressey. Les procédures de prononciation de la sentence avec le pouvoir d'appréciation normalement élevé du juge sont, depuis longtemps, étudiées et leurs inconsistances mises en lumière. L'accroissement du « case load », le sous-équipement technologique des tribunaux ont fait pousser des cris d'alarme aux plus hautes autorités judiciaires et politiques des Etats-Unis.

Le même jugement a été porté sur l'échec du système correctionnel dont les effets de « resocialisation » ne sont point convaincants.

Devant l'arbitraire et l'inefficacité du système d'administration de la justice (un « non-système suivant ses détracteurs), certains chercheurs ont proposé de procéder à des comparaisons entre des systèmes semblables. Les travaux de recherche les plus significatifs conçus dans la perspective d'une réaction sociale à la déviance sont donc des monographies méticuleuses décrivant et analysant le fonctionnement d'une institution (par exemple, la police, les cours et les prisons), ou d'une sous-culture organisée autour des valeurs « minoritaires » (fumeurs de marijuana, motards, hippies, communes des « drop outs », etc.).

Paradoxalement, l'accroissement de la « compétence » des services chargés d'administrer la justice (policiers, juges, travailleurs sociaux, criminologues, etc.), augmente les effets néfastes, du système aux yeux de ceux qui le récusent. En effet, les spécialistes les mieux formés aux techniques des sciences humaines, administratives et juridiques ne font qu'accroître le clivage entre les valeurs qualifiées

d'« authentiques » par les minorités réprimées et celles de la majorité oppressive et conformiste. Le « méliorisme », le réformisme traditionnel des chercheurs préoccupés de problèmes sociaux et de politique sociale serait donc une entreprise aussi néfaste, quoique plus insidieuse, que la répression brutale. Il faudra donc tenter de rationaliser et de justifier les idéologies « mélioristes » des élites « in group ».

Rappelons les implications subjectives et politiques de ces problèmes, car nous assistons depuis quelques temps à une « politisation » accrue des débats tant dans le domaine de la criminologie que dans celui des autres sciences humaines et sociales. Il n'y a pas lieu de rappeler ici les crises de conscience qui ont secoué l'histoire, les sciences politiques sociologiques, anthropologiques et psychologiques. Disons simplement que ces confrontations, chargées d'un contenu émotif considérable, n'ont épargné rien ni personne. La dénonciation par Szasz, de ses collègues psychiatres, ne cède en rien en violence aux porte-parole des groupes minoritaires refusant la légitimité de la sanction qui les frappe.

Les mouvements anti-psychiatriques, anti-criminologiques, variantes de la tendance « anti-scientifique » générale, reflètent la crise morale des milieux intellectuels. Cette crise universelle frappe tout particulièrement des milieux scientifiques non-américains (D. Nelkin, 1972). Résumons notre propos en reprenant les conséquences du rôle accru des idéologies sur la criminologie. Notons d'abord la *polarisation* des positions qui cristallise des hypothèses en dogmes sacrés et transforme les adhérents d'opinions différentes en individus immoraux et dangereux. Des prises de position extrêmement voisines par ailleurs, s'en trouvent ainsi séparées et irréconciliables. Le tenant de l'extrême-gauche, par exemple, jugera plus subversives les opinions de la gauche modérée que celles de la droite ; ainsi le veut la traditionnelle division des opinions d'extrême-gauche ou d'extrême-droite en groupuscules fermés, chacun étant le farouche gardien de sa « vérité ». L'hostilité à l'égard de toute recherche est très nette. En effet, les réponses sont déjà là, péremptoirement posées par l'idéologie. Les faits nouveaux ne peuvent qu'obscurcir indûment le débat, subvertir la vérité idéologique en suggérant sa possible relativité. *Le catastrophisme* marque les dogmatismes extrêmes de la gauche comme de la droite : si l'on n'accepte pas les remèdes proposés, in toto, on ne peut espérer

aucun salut. Si jamais le régime survit, c'est qu'il a été averti par les prémonitions des prophètes, des catastrophes imminentes. *L'exagération des faits* associés aux menaces que représente « l'ennemi » est très nette : le nombre et la qualité de l'organisation des militants opposés sont considérés, de loin, supérieurs à ce qu'ils sont réellement. Les groupuscules extrémistes sont évidemment minoritaires et leurs sentiments de peur et d'insécurité trouvent leur justification subjective dans l'exagération des menaces qui pèsent sur eux. Finalement, *la distorsion systématique* de la position adverse est une arme utilisée depuis toujours dans les querelles à caractère idéologique. La lecture des polémiques, avec leurs recours systématiques au bestiaire et au vocabulaire scatologique imprimées dans l'histoire des partis communistes d'obédience trotskystes ou staliniste, est des plus édifiantes à ce propos. Le caractère sacré de la fin légitime toutes les tactiques sans égard pour les moyens. Le débat entre L. Wilkins et W. Korn illustre nos propos.

À qui revient-il donc de trancher le débat ?

[Retour à la table des matières](#)

La puissance croissante concentrée entre les mains de groupes restreints exerçant le pouvoir de décision effraie l'intellectuel particulièrement sensible aux possibilités d'erreurs et d'injustices. L'échec des élites exerçant ces pouvoirs remet en cause la légitimité de cet exercice bien plus que n'importe quelle spéculation philosophique.

En criminologie, en particulier, il faut admettre que très peu de solutions peuvent être offertes, à l'échec patent du système actuel. Y a-t-il un fondement scientifique à la plupart des réformes que, pourtant, le criminologue n'hésite pas à recommander ? Connaissions-nous seulement les causes de la conduite déviante ? Le terrain est donc fort peu solide quant à l'évidence scientifique devant les confrontations idéologiques. En dernière analyse, il faut bien l'admettre, une philosophie réformiste s'oppose à une philosophie révolutionnaire sans que la science y soit pour grand chose !

Un des critères importants de la légitimité est la réussite, le succès un système est moins contesté, ses valeurs sont moins violemment récusées si ses élites et ses entrepreneurs moraux assurent une satisfaction assez générale aux aspirations des diverses couches de la population. L'exercice du pouvoir se fait par la délégation démocratique aux organes d'exécution : moins il y a d'ambiguïté sur les valeurs et les normes à sanctionner, plus grande est l'acceptation tacite de la contrainte exercée au service de ces valeurs. Le pouvoir constitué devient ainsi un concept-clef pour le criminologue-révolutionnaire. L'acte de violence exprime une protestation contre les normes-valeurs du système établi. « Men who engage in dangerous and desperate behavior indeed any behavior, have a certain claim to have taken seriously the meaning with which they see in their own acts and wish others to see them ». (Cité par Skolnick, page 69).

On n'hésite pas à qualifier de contre-révolutionnaire toute prétention à une certaine neutralité de la démarche scientifique. Dans cette vision polarisée et manichéenne de la réalité sociale et du rôle du pouvoir, tout geste révolutionnaire est l'expression d'une réaction à une aliénation pathologique fondamentale de l'homme opprimé. Il n'y a pas de neutralité possible entre les forces du bien (minorité opprimée) et du mal (contrôle, répression sociale et judiciaire) (Skolnick, pages 7-72).

« We would want to look at various forms of collective action whether within or beyond the « normal » or conventionnal social and political rangement in the light of the capacity to promote (or retard) the creation and maintenance of these values » (Skolnick, page 71).

L'ire de notre auteur dirigée contre le sociologue Smelser s'alimente aux mêmes sources que celles de Szasz et de Laing. la politisation de la science est donc totale dans cette perspective et rappelle celle des marxistes léninistes des pays où la doctrine n'a point triomphé encore. Ils étaient, eux aussi, les porte-parole des minorités aliénées et on se souvient du puissant appel de la dialectique du maître et de l'esclave. Il n'est pas inutile de considérer les conditions dans lesquelles s'exerce l'activité scientifique, une fois que l'aliénation de ces minorités a été transmutée en exercice du pouvoir libérateur. (R.R. Medvedev, 1971 - J. Cohen, 1968 - W.D. Connor, 1972).

Rappelons pour terminer les phrases de G. Ferrero : « Le pouvoir ne devient légitime et n'est libéré de la peur que par le consentement, actif ou passif, mais sincère de ceux qui doivent obéir. Il ne faut jamais oublier ce double mouvement en direction inverse du pouvoir et de la légitimité. C'est lui qui nous explique pourquoi la démocratie ne peut se légitimer sans l'unité spirituelle intérieure ; si tout le peuple n'est pas d'accord non seulement sur le principe de légitimité, mais aussi sur les grands principes de la vie morale et religieuse. Si cette unité n'existe pas, le droit d'opposition deviendra le terrain d'un duel à mort. Les partis, au lieu de se battre dans des tournois chevaleresques, chercheront à s'entre-détruire. Le jeu de la majorité et de la minorité ne sera plus possible ; à la première occasion, un des partis en lutte s'emparera du pouvoir par la force et anéantira l'adversaire. On tombera dans le gouvernement révolutionnaire ». (p. 318). Cette citation n'est pas sans rappeler les écrits de Hermann Hesse et l'on sait combien ceux-ci ont exprimé l'atmosphère de l'Europe au lendemain de la première guerre mondiale. Certains n'hésitent pas à établir des parallèles entre cette époque et celle qui prévalut dans certains milieux intellectuels à la fin des années soixante.

On doit bien admettre les limites très étroites dans lesquelles ceux qui exercent le pouvoir politique au administratif recourent, effectivement, aux lumières de la science. La finalité des deux ordres est radicalement différente. En effet, le pouvoir est exercé par un « leadership », soit pour défendre les intérêts tels qu'ils sont interprétés par les électeurs, soit au nom d'une majorité démocratique, soit au nom d'une idéologie déclarée « vraie ». On proclame que la défense des intérêts « supérieurs » correspond au bien commun.

L'homme de science, au contraire, examine et mesure les conséquences des options normatives quelles qu'elles soient. Il ne lui revient pas, de les redéfinir. En revanche, il s'exprime en tant qu'intellectuel, dans l'ordre normatif et peut refuser de se mettre au service des causes qu'il condamne. C'est là que de véritables conflits de rôles prennent naissance, qu'on pense à toute la littérature qu'a suscité la fameuse affaire Oppenheimer concernant l'usage de la science dans la guerre atomique.

Un principe doit toujours être respecté en criminologie comparée : il importe de toujours prendre comme point de départ le système de contrôle de la criminalité ; se baser sur les condamnations des tribunaux ne permet que d'enregistrer le fonctionnement du système judiciaire. Et comme ce contrôle particulier appartient à un système plus large de contrôle social, Christie plaide pour une restitution de l'étude criminologique à la perspective sociologique totale englobant le système social dans son ensemble : « We have to study social systems and not isolated attributes ». (p. 44). Et il conclut : « Crime cannot be understood except in relation to the total social system. Until that system is sufficiently well known and understood, we will, for most purposes have little to gain from comparing the crime picture between two different societies ». (p. 44).

Dans cette perspective, les thèmes qu'il propose à l'attention des chercheurs sont fort différents de ceux dégagés par Sheldon Glueck, dix ans auparavant. Christie souhaite une discussion méthodologique concernant les moyens les plus adéquats pour circonvenir l'inconsistance et l'insuffisance des données criminologiques résultant de l'administration de la justice. D'après lui, il faut analyser le fonctionnement réel du système de contrôle social. Pour y parvenir, un moyen pratique semble être l'étude des conduites déviantes dans deux ou plusieurs sociétés différentes et de voir, en particulier, leurs variations dans le temps, la substitution d'une conduite déviante à une autre, etc.

Une avenue prometteuse de la recherche semble être l'analyse comparative de systèmes sociaux relativement délimités tels que la prison, la police, etc ; des monographies nationales réalisées dans plusieurs pays, permettraient l'étude des rôles joués par ces organismes dans le système de contrôle social total et on pourrait relever les spécificités locales par la méthode comparative.

Ceci est encore plus recommandable lorsqu'il s'agit de procéder à la comparaison de la criminalité entre pays in toto : il importe alors de situer l'analyse dans la perspective de la sociologie du système social global.

Comme on le voit, la perspective de la criminologie du passage à l'acte et celle de la réaction sociale à la déviance semblent irréconci-

liables, la confrontation se situant au plan affectif aussi bien qu'au plan des idées. Mais s'agit-il d'un conflit irréductible ? Il va de soi que les deux conceptions du rapport existant entre la recherche et l'engagement politique du chercheur sont incompatibles. Pour les uns, ce rapport ne peut être qu'immédiat et direct, pour les autres il demeure médiat et lointain. Citons, à ce propos, Arthur Bestor : « ... As an institution for the advancement of knowledge it serves the world best by insisting that its members conduct themselves as scholars not propagandists and by protecting from interference and intimidation those who carry out honestly their professional duty of inquiring critically and objectively into the whole range of human concerns and announcing the documented often controversial conclusions ». (page 24). Quant à la nature du problème posé, elle relève d'une prise de position épistémologique, accompagnée d'une attitude morale. Elle n'est pas justiciable des procédures ordinaires de la science.

Il y a des analogies dans le débat qui s'engage entre tenants des deux criminologies et ceux qui se déroulent en psychologie sur le rôle des traits innés ou acquis dans la réussite sociale ou scolaire de l'enfant, en économie quant aux effets d'une politique monétaire sur l'expansion industrielle, ou en histoire sur le rôle du leader charismatique par rapport au déterminisme socio-économique. Les résultats d'observations scientifiques peuvent permettre des interprétations fort différentes suivant l'allégeance théorique du chercheur. Mais la « rigueur » des observations et de l'expérimentation doit être le seul terrain de rencontre entre criminologues.

Comme le souligne Jean Pinatel, la criminologie du passage à l'acte développe des hypothèses fécondes en criminologie clinique. Prenant un point de départ différent dans ces observations, la criminologie sociologique et les criminologies spéciales utilisent légitimement la réaction sociale comme point de départ et de référence dans leurs travaux. (Pinatel, page 423).

C'est la valeur des explications et des prédictions, fonction de la rigueur des observations scientifiques qui, en dernière analyse, rendra justice à la fécondité de l'un, ou de l'autre, point de vue. Et nous sommes loin, très loin, d'avoir apporté des preuves -permettant de prononcer le dernier mot...

Il s'agit de souligner le danger que représentent l'impatience et l'intolérance qui s'emparent de l'esprit du criminologue devant l'échec patent de ses efforts pour traduire, en termes d'action thérapeutique ou politique, les conclusions de ses observations. Il n'y a pas que Lénine qui proclamait que l'aube du socialisme scientifique expérimenté en U.R.S.S. était également l'aube de l'expérimentation scientifique à l'échelle d'une société. L'appartenance du chercheur à une école de pensée influence le choix de ses thèmes et l'angle sous lequel il les aborde. Personne ne peut nier l'existence du coefficient personnel en science humaine. Cependant l'authenticité et la véracité des observations demeurent les seuls critères permettant de qualifier une recherche de scientifique. L'authenticité veut dire pertinence par rapport à certaines valeurs humaines perçues, la véracité signifie la description ou la mesure du phénomène dans ses traits les plus significatifs.

C'est dans la mesure où les deux criminologies obéiront aux règles de *l'authenticité et de la véracité*, que leurs apports pourront contribuer à l'explication de la conduite déviante dans la civilisation contemporaine. L'heure n'est ni au bilan, ni à la guerre civile, ni même aux querelles universitaires. Elle est au travail, à la démonstration par des recherches valables de la validité aussi bien de l'une que de l'autre position.

Notons, enfin, que l'applicabilité des résultats des recherches n'est pas un critère suffisant de leur véracité scientifique. En effet, de multiples facteurs extrinsèques au domaine scientifique peuvent altérer les conditions d'application d'une théorie dans un champ social complet. Ceci semble aller de soi, néanmoins beaucoup de jugements péremptaires sur la « science » sont basés sur l'échec d'une théorie à prédire ou à expliquer des phénomènes humains ou sociaux particuliers.

L'apport provenant des biais idéologiques divergents des chercheurs peut être considérable si les canons de la recherche scientifique sont respectés par ailleurs. Ainsi, une criminologie à partir de l'expérience de la victime est en train de s'ébaucher. La victimologie explore les premières données surtout cliniques. On ne tardera pas à analyser la réaction sociale des victimes à l'égard de leur agresseur et à l'égard des organes de la société sensés les protéger. Les criminolo-

gues explorant ces dimensions encore plus inédites de la réalité sociale apportent, eux aussi, une sensibilité et une préoccupation qui seront fort différentes des précédentes. Sur le plan de la théorie scientifique proprement dite, nous pouvons prévoir avec Wolfgang (1973), une intégration croissante entre ce qu'il appelle micro et macro-criminologie. « Criminology is joined by others areas of behavioral science in looking at larger sciences of analysis. Criminal deviance is seen as a part of the fabric of deviance and conformity, of riots and revolutions, of conflict and control, of peace research and interdictions and counter-interdictions. Compromise, arbitration, game theory, intellectual groupings, and mass movements are in the general theorizing mold, and criminology should become increasingly a part of this large social organisation theory. Theories of political mobilization and developing nations are intellectually akin to criminological concern with culture systems, the data on industrialization and culture conflict. Conflict resolution models of analysis can find utility in crime control programs and theory » (pp. 30-31).

Cette « grande théorie » macro-criminologique sera enrichie par l'apport des techniques de plus en plus poussées d'analyse multivariée, de régressions multiples, d'analyse par attributs dichotomiques, d'analyse de la fonction discriminante, en somme de techniques qui appliquées par l'économétrie en science économique ont apporté un niveau de raffinement dans l'analyse théorique qui était complètement impen-sable il y a quarante ans.

Ce mariage de la mesure et de la grande théorie, de macro et de micro-criminologie que Wolfgang appelle de ses vœux contribuera, sans contredit, au progrès rapide de la criminologie. Pour que sa contribution soit également importante en criminologie comparée, il faut ajouter l'importance complémentaire de la démarche ethno-méthodologique. En effet, nous avons besoin d'analyses monographiques très approfondies pour cerner le sens des variables auxquelles nous recourons, tant dans la micro que la macro-criminologie. Cette démarche, déjà très importante au sein des criminologies nationales, devient capitale en criminologie comparée ; la raison en est la signification profondément différente que revêtent les conduites humaines et la réaction sociale qu'elles suscitent au sein des différentes cultures se situant à des niveaux de développement socio-économique très diffé-

rents. L'exploration des sociétés plus simples que la nôtre est utile à cet égard et les travaux de V. Goldschmidt : (1973) et de ses collaborateurs sur les Inuits, indiquent la fécondité de cette démarche pour l'avenir.

Quelles sont donc, compte tenu de ce qui précède, les priorités et les chances d'une criminologie comparée pour les années 1970-80 ?

Esquisse d'un programme pragmatique de criminologie comparée pour les années 1980.

Compte tenu des conflits, des confusions, voire de la remise en question de la notion même de criminologie et de l'apparition d'une « Methodenstreik » qui sévit déjà dans les autres sciences humaines, quelle devrait être la stratégie propre à assurer le développement d'une criminologie comparée au sein de la criminologie contemporaine ?

Orientation actuelle des recherches.

[Retour à la table des matières](#)

En premier lieu, tâchons de préciser vers quelles avenues s'oriente la criminologie comparée.

a) La criminologie du passage à l'acte l'achemine vers l'intégration de plus en plus prononcée des disciplines. Jean Pinatel et Jacques Léauté ont raison d'affirmer que la criminologie comme science repose entièrement sur l'établissement de la spécificité criminelle. Le premier admet l'existence de cette dernière tandis que le second semble sceptique.

La criminologie de la réaction sociale pour sa part, prône la restitution de l'étude de la déviance à des perspectives globalistes de la sociologie. Le contrôle social dont le contrôle judiciaire n'est qu'un aspect partiel se situe, de toute évidence, à l'échelon des conséquences et

non pas à celui de la causalité première. C'est cette façon de voir les choses qui prédomine dans les pays de langue anglaise.

b) Le caractère appliqué de la criminologie, évident dans les deux tendances, prend, toutefois, des significations fort différentes dans chacune d'elles. La criminologie du passage à l'acte, s'alimente des recherches fondamentales faites dans les sciences médicales, psychologiques et sociologiques ; elle se concentre sur la critique de la notion classique de sanction de la peine et vise un aménagement radicalement différent de l'appareil correctionnel. Sans perdre de vue l'importance des autres composantes de l'appareil de protection sociale, on privilégie en fait le secteur phénoménologique, car c'est là que se concrétise le plus, l'apport possible de la criminologie à la réforme pénale.

La criminologie de la réaction sociale s'alimente surtout aux sources des recherches fondamentales menées en sociologie, en science politique et en psychologie sociale. On favorise l'application des connaissances issues de la sociologie du droit qui indiquent les distances séparant les normes légales des normes sociales ; on examine les critères utilisés pour qualifier les normes et les actes tant individuels que sociaux. On étudie aussi le pouvoir : qui, pour quelle raison et pour quel bénéfice, soutient l'application de telle sanction, telle loi, telle peine ? S'il y a une stratégie de changement à préconiser, c'est au niveau du réaménagement du pouvoir que l'action doit se situer.

Notons sur ce point qu'il serait erroné d'assimiler à une position « progressiste » ou « conservatrice » - quel que soit d'ailleurs le sens de ces distinctions - la position de ces deux tendances. Il s'agit là vraiment de valeurs tout à fait personnelles des chercheurs concernés et l'on peut aboutir à une plaidoirie pour le maintien de l'ordre comme pour un changement révolutionnaire à partir des deux tendances.

Néanmoins, il faut remarquer que le criminologue du passage à l'acte concentre ses efforts sur la réorganisation des services cliniques, sur la reformulation des Politiques de traitement et de prévention. Le criminologue de la réaction sociale s'attaquera en premier à l'appareil politique et administratif : la réforme législative, la transformation de l'opinion publique qui commandent, jusqu'à un certain point, la volon-

té de réforme du pouvoir législatif, seront parmi ses objectifs prioritaires. Le pouvoir discrétionnaire du policier, du juge et des services prélibératoires seront autant de signes d'un décalage jugé excessif, entre les faits et les règles. Les mécanismes de fonctionnement de l'appareil judiciaire, et leur transformation possible seront un sujet d'études privilégié. On constate un entrecroisement de plus en plus fécond entre cette criminologie et la sociologie du droit, la sociologie des organisations et celle des pouvoirs.

c) En ce qui concerne la méthodologie, les différences entre les deux tendances sont notables : les criminologues du passage à l'acte s'appuient sur la tradition néo-positiviste si remarquablement illustrée par l'œuvre des Glueck. On développera donc des indices quantitatifs pour analyser les conduites et les populations « criminelles ». On adaptera des tests psychologiques aux problèmes propres de la criminologie pour mesurer les spécificités caractéristiques de la personnalité « criminelle ». Les sociologues-criminologues préoccupés de la mesure du phénomène social de la criminalité à travers les statistiques, sont proches de cette tendance. Les études de « cohorte » faites par Christie (1960) et Wolfgang (1973) visent à saisir par des méthodes quantitatives, des caractéristiques des populations « criminelles » au sein des populations « normales ».

La criminologie de la réaction sociale a une préférence marquée pour les monographies réalisées grâce à la technique de l'observation participante. L'analyse en profondeur du « cas privilégié » révèle bien plus sur les relations entre les « normes vécues » et les « normes imposées » que mille analyses à partir d'indices quantitatifs. Là encore, les frontières ne sont point étanches : l'analyse de prise de décision judiciaire ou législative, grâce à la théorie des jeux, peut s'effectuer par des indices essentiellement quantitatifs. L'examen des fonctions policières ou de l'image de la justice dans les divers milieux sociaux, suit la tradition d'analyse quantitative bien établie dans les branches respectives de la sociologie et des sciences politiques.

Stratégie d'action.

[Retour à la table des matières](#)

Si, d'une façon fort schématique ces dilemmes caractérisent la criminologie contemporaine, comment concevoir une stratégie d'action pour la criminologie comparée ? D'abord à quelle criminologie appartiendra-t-elle ? C'est en gardant en mémoire l'existence des divergences dont nous venons de parler que nous formulerons la première de nos trois règles.

a) La recherche d'un univers de discours sinon commun, du moins *suffisamment recoupé pour autoriser un dialogue entre criminologues*, quelle que soit par ailleurs leur allégeance épistémologique. Cette recherche d'un dénominateur commun peut se faire par le choix de thèmes de discussions qui reconnaissent toute la complexité des problèmes auxquels fait face la criminologie contemporaine sans préjuger d'aucune prise de position, sans écarter aucun apport, sans privilégier aucune épistémologie.

Il nous apparut ici significatif d'illustrer cette règle en étudiant son mode d'application dans un cadre précis que nous connaissons particulièrement bien. En effet de 1969 à 1973, le Centre International de Criminologie Comparée a organisé cinq symposia internationaux. Le premier avait pour objectif de permettre une confrontation entre les criminologues et les autres spécialistes des sciences humaines sur le plan de la méthodologie et de la problématique de recherche. Forts de l'expérience des sociologues, politicologues et anthropologues (voir par exemple P. Murdock, S. Rokkan & R. L. Merrit, R.M. Mars, etc.), les criminologues de toute obédience ont tenté d'examiner les faits, les concepts et les méthodes courantes en criminologie, se demandant dans quelle mesure ceux-ci peuvent faire l'objet d'une utilisation comparative. Au moindre des nombreux thèmes qui ont émergé on retrouve l'étude de la violence sous ses diverses formes individuelles et collectives et de même que celle de la déviance au sein d'aires culturelles différentes. Depuis lors la Commission. Eisenhower aux États-Unis a procédé, sous la direction scientifique de J. Short et M. Volf-

gang, à une étude exhaustive de ce thème notamment sur le plan comparatif. Des recherches ont été entreprises au C.I.C.C. et à l'U.N.S.D.R.I. concernant le problème de la déviance, et un instrument de mesure à vocation transculturelle, a été élaboré et testé partiellement. Une deuxième phase de cette recherche, en collaboration avec d'autres centres est en voie d'élaboration.

L'étude de la réaction sociale à la déviance permet d'expliquer un problème théorique important, à savoir quelles sont les limites entre les variations des conduites proscrites, tolérées et acceptées, d'une culture à l'autre. Existe-t-il un noyau commun d'actes proscrits partout, à l'instar de l'inceste ? Une première règle de la « culture » qui se démarque de la « nature » (Lévi-Strauss) ? La nature de la déviance en soi fait problème : par rapport à quel critère, quel intérêt, quel pouvoir la définir ? Les rapports du Conseil de l'Europe donnent une vue d'ensemble fort complète de toute cette discussion. Il n'en reste pas moins que l'intérêt d'une telle étude, sur le plan transculturel constitue une priorité reconnue pour la criminologie.

Le deuxième symposium a été consacré aux aspects économiques de la criminalité : on y a étudié les possibilités de mettre au service d'une planification appropriée, des services de protection sociale, des concepts de gestion rationnelle éprouvés, tels la « rationalisation des choix budgétaires ». A cette occasion sont apparues les limites de la collaboration entre chercheurs et administrateurs, responsables politiques et universitaires, soumis chacun à des objectifs différents, tout en étant obligés de chercher un terrain de rencontre et de dialogue.

Il en est ressorti en particulier, que les finalités contradictoires assignées à l'appareil de défense sociale (police, tribunaux, services correctionnels) condamnent celui-ci à une inefficacité coûteuse. En courant plusieurs lièvres à la fois, le pouvoir et l'administration qui le sert sont responsables de la banqueroute du système avec les conséquences prévisibles sur l'autorité de la justice dans le système politique du pays. De plus, les projets de réformes venant des chercheurs avaient toujours été formulés, par le passé, en termes scientifiques basés sur une justification d'ordre moral (par exemple l'inhumanité des conditions de détention était inférée du fait que ces conditions détérioraient la personnalité, ne resocialisaient pas, rendaient le délinquant dange-

reux, etc...). Ces allégations basées sur les recherches psychosociologiques ont maintenant été traduites en termes de coûts-efficacité ; les mêmes résultats « moraux » peuvent être atteints, mais cette fois, à travers un langage que comprend et utilise de plus en plus l'administration publique contemporaine.

Le troisième symposium pose le problème de la criminalité et de son contrôle dans les zones métropolitaines. Il est apparu, en effet, de plus en plus que l'augmentation alarmante de la criminalité dans les grandes villes remet en cause le fonctionnement de l'appareil de justice pénale, et la pertinence des lois qui les régissent. L'administration et la gestion de la vie dans les métropoles manifestent les signes d'une crise dont la criminalité, sa répression et sa prévention sont des indices éloquentes. La planification urbaine, l'aménagement régional visent à adapter et à inventer des structures et des organismes pour les nouveaux besoins des citoyens. Partant, il est important d'indiquer les exigences criminologiques tant dans la réforme sociale qu'en ce qui concerne la gestion des services judiciaires.

La police constitue le thème du quatrième symposium. Insuffisamment étudiée, difficile d'accès mais jouant un rôle croissant dans la définition même du fait criminel, l'institution policière mérite l'attention des criminologues. D'une société à l'autre, le rôle de la police est déterminé culturellement. Depuis l'accroissement de la violence collective aux côtés de la violence individuelle, son rôle est de plus en plus contesté. Parmi les divers groupes sociaux, dont l'intérêt comparatif est à retenir, celui de la police frappe par son actualité. Non seulement elle correspond à des besoins de maintien de l'ordre, mais elle constitue un sismographe sensible indiquant tout changement d'attitudes de la collectivité à l'égard de la déviance et de la criminalité. Le problème du contrôle judiciaire de la police se pose, mais reçoit des solutions différant d'un système juridique à un autre.

Le cinquième symposium étudie les besoins de la justice en fonction des transformations socio-économiques rapides qui caractérisent les pays du Tiers Monde. L'influence de l'Europe s'est exercée entre autre dans le domaine législatif. Les systèmes légaux anglais, français et ibérique ont été implantés dans les cultures autochtones d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

Us formes de la criminalité comme la signification de la délinquance sont profondément tributaires des cultures traditionnelles ; l'appareil judiciaire issu des législations d'origine occidentale crée des problèmes de pertinence considérables. Tant dans la pénologie que dans le domaine de la délinquance juvénile, une pensée criminologique tout-à-fait originale doit surgir pour protéger les réalités socio-culturelles nationales. Le développement des grandes villes et l'industrialisation provoquent des déséquilibres sociaux comparables, à certains égards, aux problèmes créés par le début de l'industrialisation dans les pays d'Europe et d'Amérique, aux XVIIIe et XIXe siècles. Comment prendre les leçons de nos tribulations, de nos échecs ? Voilà quelques-unes des questions que ce symposium a cherché à résoudre en confrontant des criminologues du Tiers Monde avec ceux d'autres régions.

Environ quatre cent chercheurs d'une trentaine de pays ont participé à ces réunions ; elles ont été suivies de séminaires régionaux, où les mêmes thèmes ont été abordés dans des contextes d'application plus restreints et plus spécifiques. L'interaction et le dialogue ne furent pas toujours aisés, mais, comme en témoignent les actes, ils ont néanmoins débouché sur des débats et des échanges fructueux. Et cela peut être le début d'une entreprise de collaboration intellectuelle, pour beaucoup de monde.

b) La deuxième règle concerne la mise en commun d'expériences et d'efforts des chercheurs afin d'explorer les possibilités d'un travail concerté. Nous avons noté l'étude des formes variées de la déviance ou de la réaction sociale à la criminalité. Considérons à titre d'exemple les travaux entrepris sur l'utilisation des loisirs. Celle-ci est apparue comme un indice important d'adaptation ou d'inadaptation des jeunes dans les mégapoles contemporaines. Examiner l'équipement et son utilisation en fonction des valeurs des jeunes issus de divers milieux socio-culturels et, en particulier, des milieux défavorisés, apparaît comme un sujet susceptible de faire l'objet d'une recherche concertée.

La mesure du phénomène criminel a fait quelques progrès grâce aux travaux de Sellin et Wolfgang et des efforts comparatifs auxquels ils ont donné lieu. Il faut accentuer ce genre de travaux, voire les

étendre dans le domaine des indicateurs sociaux. Les indicateurs des mouvements de la criminalité, de même que ceux de l'activité de l'appareil judiciaire (police et tribunaux) assureront une meilleure compréhension macro-sociologique de la criminalité et de son contrôle socio-institutionnel. La sévérité des sentences pour des délits définissables à des fins de comparaison constitue un indice intéressant de la qualité de la réaction sociale exprimée par le pouvoir judiciaire ; la covariation entre les indices de désadaptation individuelle et sociale (suicides, divorces, maladies sociales telles que la tuberculose, mortalité infantile, etc.) et la délinquance, constitue un autre domaine fécond pour la recherche comparative. Cependant, il va de soi que de grands efforts de déblayage doivent être faits avant de pouvoir procéder à des analyses comparatives véritables.

Des monographies minutieuses, exécutées sur les communautés relativement restreintes, visant la compréhension des mécanismes du contrôle social, seraient d'un grand intérêt. Comparer sur le plan des valeurs et des normes culturelles, des groupes très intégrés avec d'autres fortement hétérogènes au même niveau permettrait de mieux comprendre quels ressorts peuvent être cassés ou altérés dans les sociétés métropolitaines. Vu l'urgence que prend la recherche de nouvelles formes de vie en commun, à appartient à la criminologie comparée, d'y apporter quelques lumières, grâce à de telles études qualitatives, compréhensives et comparatives.

c) La troisième règle concerne l'institutionnalisation de la diffusion critique des résultats de recherches. Aux chercheurs indépendants, représentant toutes les traditions intellectuelles et nationales, il appartient de diffuser et d'évaluer tous les efforts d'innovation couronnés ou non de succès, toutes les idées nouvelles, mais toujours confrontées avec l'expérience. Des séminaires annuels intensifs, où les chercheurs présenteraient leurs réflexions devant des auditeurs possédant une certaine expérience pratique dans le champ criminologique, peuvent satisfaire, partiellement, ces besoins. La création d'un enseignement supérieur en criminologie comparée, s'inspirant du modèle de droit comparé, assurera la formation des chercheurs.

De telles initiatives permettraient une accélération considérable des échanges. Les culs-de-sacs seraient identifiés plus rapidement et de

nouvelles idées pourraient être testées sur une plus large échelle. Un véritable courant d'idées circulerait balayant les habitudes de pensée et les traditions administratives séculaires.

Le bilan des études comparatives dans les sciences sociales vient d'être dressé sous les auspices de l'Institut des Sciences sociales de l'Unesco, dont le siège est à Vienne. Il est instructif, car il indique des limites heuristiques sévères à l'application des méthodes quantitatives en recherches comparées. Les actes du Colloque de Budapest, de l'été 1972, publiés sous la direction des professeurs Schaff et Szalai, indiquent les voies les plus prometteuses comme celles semées d'embûches, parcourues par les sciences sociales depuis 1950.

Existe-t-il un paradigme pour l'étude de la criminologie comparée ? Il y a lieu d'abord de distinguer entre les démarches macro-criminologique et micro-criminologique. Dans la première démarche, on envisage l'étude des mouvements collectifs, des phénomènes de masse, des structures, des organisations et institutions dont la configuration d'ensemble constitue la société globale. Dans toute société organisée, il existe cet ensemble de réalités sociales que Durkheim a caractérisé par son extériorité et son caractère contraignant par rapport à l'individu. Toujours d'après Durkheim, la physiologie et la morphologie de la société peuvent être appréhendées moyennant des descriptions et des analyses de traits sociaux présents dans les statistiques de fonctionnement de chaque collectivité. Dans la démarche micro-criminologique, le chercheur s'applique à l'analyse du processus de criminalisation, de l'éclosion des conduites déviantes par rapport aux valeurs-normes en vigueur au sein des groupes ou des sous-groupes d'une société donnée.

Mais cette distinction est de caractère purement didactique : en fait, on doit pouvoir arriver à l'analyse des forces collectives façonnant la société globale, à partir des processus de socialisation et d'interaction entre l'individu et le groupe, entre l'Ego et l'Alter et vice-versa. On aboutit à l'analyse de cette interaction fondamentale au niveau de très petits groupes, en prenant comme point de départ, les structures, l'organisation et le fonctionnement des institutions. Sorokin traduit justement la définition du phénomène socio-culturel en tant qu'unité de base, l'analyse au niveau macro ou au niveau micro-sociologique. Il

y note trois composantes : les significations, les valeurs et les normes. ((physical & biological objects & energies are the vehicles through which meanings-values-normes are objectified, materialised, or conserved ; & human agents, who create, use & realize these meanings-values-normes as either their ideological &/or material &/or behavioral culture in the process of interacting & in establishing & carrying on mutual relationships » (p. 159).

Trois démarches doivent être synchronisées ici, procurant trois genres différents de données. (Nisbet, 1969). *La première consiste à recueillir des données sur l'organisation sociale d'une population occupant une aire de culture déterminée*. Les institutions économiques, politiques, religieuses, familiales et parentales, les classes sociales, la santé, l'éducation et la justice doivent être décrites, leur interdépendance et leur signification précisées. Ces données seront classifiées d'une manière logico-spatiale, suivant le critère de simplicité-complexité.

Cette démarche largement utilisée par l'ethnographie et illustrée par Thurnwald et Murdock est essentiellement taxonomique, classificatoire.

Elle doit permettre de décrire l'organisation et le fonctionnement des systèmes de contrôle social et judiciaire que les peuples des diverses aires culturelles se sont donnés en fonction des diverses formes de criminalité et de déviance qui leur étaient propres. On examine la criminalité, la déviance et le contrôle social à la lumière des données sur les autres institutions de l'organisation sociale. Tel que l'a prévu Durkheim, de cette démarche, naîtront la morphologie et la physiologie sociales.

Pour appliquer cette première démarche, il faut encourager la préparation des monographies sur les grandes aires culturelles du monde en y incluant l'analyse de la criminalité, de la déviance et des diverses formes de contrôle social et judiciaire. L'Afrique occidentale, l'Amérique Latine furent l'objet de tels travaux au C.I.C.C. ; ceux concernant le Moyen-Orient et la région Arctique sont en préparation. Grâce à cette démarche, les matériaux criminologiques serviront non seulement à la criminologie comparée, mais également procureront des ma-

tériaux criminologiques aux comparatistes des autres sciences sociales. L'absence de ces données explique le manque d'intérêt de ces derniers pour le domaine qui nous intéresse. On souhaite donc la préparation de travaux descriptifs précis, par pays ou par aire culturelle, sur l'organisation judiciaire, policière et correctionnelle : il s'agit de parties importantes du système de contrôle social, témoins de la réaction sociale aux diverses formes de criminalité et de déviance. C'est à partir de ces matériaux, interprétés et analysés en fonction de la société globale, que cette première démarche prouvera sa fécondité pour la criminologie comparée.

La deuxième démarche fait appel aux séries chronologiques et explore la dimension temporelle du phénomène criminel. Presqu'aucune étude systématique n'a eu lieu sur la genèse historique des conduites déviantes, ni sur celle des institutions de contrôle social. On constate par quelques monographies comme celle de L. Chevalier, ainsi que par des travaux plus récents de N. Christie, que les définitions de la déviance et la façon dont il faut la « traiter », varient considérablement d'une époque à l'autre. On note cependant la constance d'une certaine quantité d'actes réprouvés et des variations entre un certain nombre de formes de réactions sociales, allant de l'élimination physique à la réparation par restitution. Pour départager les traits universels et les traits contingents de la déviance et du contrôle social, la démarche diachronique et taxonomique doit être complétée par cette démarche historique et chronologique. Là encore, la recherche criminologique demeure en friche et la démarche comparative ne pourra se greffer que sur des travaux originaux quand ils seront un jour engagés. Pouvons-nous seule. ment affirmer la baisse de la criminalité ? Pouvons-nous prouver son augmentation ? Sommes-nous en mesure, pour une aire culturelle don. née, de connaître l'évolution du contrôle social et judiciaire ? Comment s'étonner alors que la méthode comparative demeure foncièrement déficiente, étant privée de toutes les données de l'histoire ?

La troisième démarche est qualifiée de « développementale » : on y est fait abstraction de l'histoire concrète des peuples, ou des périodes historiques précises. On construit des séries à partir de la combinaison des traits, des idées, des éléments qui constituent, suppose-t-on, les phases successives du développement de la société prise

comme un tout, durant toute son histoire universelle. On étudie, non la société dans son ensemble mais seulement ses traits universels, organisés en phases successives comme le système de parenté, le système économique, le système religieux, politique etc. Cette démarche est plus abstraite que les deux premières. Elle suppose aussi un schème évolutif, implicite et universel, abstraction faite des variations spatiales et temporelles. Ces variations fournissent des matériaux pour illustrer le devenir d'une institution ou d'un sous-système de la société humaine universelle. Les travaux des grands évolutionnistes du XIXe siècle et du premier tiers du XXe illustrent cette démarche. Le système de contrôle social et judiciaire retenait éminemment leur attention. Maine, Hobhouse et Ginsberg, ainsi que des historiens et sociologues du droit comme Stavitzki, Duguit, Kelsen et Levy-Bruhl (cette liste est purement illustrative) ont produit des oeuvres magistrales à cet égard.

Le discrédit relatif qui a frappé l'école évolutionniste-comparatiste a tari cette source d'investigation scientifique. Aucune oeuvre d'envergure n'est venue enrichir la démarche « développementale » au cours des dernières décennies que l'on pourrait rattacher à la criminologie comparée.

En conclusion, le paradigme macro-criminologique se caractérise par la démarche taxonomique et sa référence à la fois à Une société globale et à une évolution historique. Des traits communs et particuliers, doivent se dégager des facteurs spécifiques et les caractéristiques universelles du contrôle social et judiciaire d'une part, et des diverses formes de déviance et de criminalité, de l'autre. Dans son expression la plus fondamentale, la démarche macro-criminologique comparative équivaut à l'étude de l'émergence et du fonctionnement des archétypes des normes sociales et légales dans leurs relations avec des valeurs. Celles-ci expriment les aspirations fondamentales de l'homme vers l'accomplissement de soi, vers la sécurité de sa personne et de ses biens. Un travail considérable fut accompli par les fondateurs de la sociologie du droit et celle de la morale au XIXe siècle et au début du XXe. Il pourrait servir de base à des travaux utilisant des matériaux contemporains d'ordre démographique, socio-économique, juridique, psycho-sociologique et criminologique.

Le paradigme micro-criminologique part du processus d'interaction entre valeurs-normes, véhiculées par les individus d'une part et ces mêmes valeurs-normes telles qu'elles s'expriment par les agents du contrôle social. (Robertson, Taylor, 1973). Des comparaisons peuvent être faites entre sociétés appartenant à la civilisation industrielle, post-industrielle ou pré-industrielle. Partant d'une classification empruntée à la criminologie, le paradigme micro-criminologique comprendra l'analyse des quatre facteurs suivants, tenant compte des sujets subissant le contrôle social d'une part et les agents exerçant ce contrôle d'autre part : a) le degré d'autorité de la norme mesurée à son acceptation ; b) le degré de cohérence du contrôle social exercé par des groupes et institutions sociales ; c) le degré d'accessibilité des cultures déviantes alternatives pour des personnes et groupes déviants ; d) le degré dans lequel les définitions stigmatisantes des agents de contrôle social sont effectivement acceptées par les déviants, individus ou groupes.

a) une dichotomie existe entre les sociétés dont les membres y compris les déviants perçoivent avec netteté les normes que les agents et agences de contrôle social imposent (et dont la légitimité n'est pas remise en cause) d'une part, et les sociétés dont les normes sont ambiguës, et perçues différemment par les déviants et les non-déviants (et dont la légitimité peut être contestée) d'autre part. Les « valeurs-normes. règles d'application » sont peu ambiguës dans les sociétés simples et peu différenciées et la loi consacre d'ordinaire cette perception cohérente des membres de la communauté. L'esprit d'équité manifesté par les organismes et les personnes chargées du contrôle social et judiciaire suffit pour maintenir l'adhésion de tous aux règles dont la transgression demeure cependant source de culpabilité et de repentir.

Dans des sociétés complexes cette autorité n'est pas reconnue dans la même mesure par tous les groupes et tous les membres de l'organisation sociale. Les délits de moralité ne sont pas les seuls à être contestés par la remise en cause de la validité de la norme qui les sous-tend. D'autres délits, comme ceux de la circulation routière par exemple, peuvent être perçus différemment par les sujets du contrôle social et par ceux qui exercent le contrôle au nom de la loi. Cette fois-ci, c'est l'efficacité des règles qui est contestée et on ne peut rejeter la responsabilité sur les facteurs incitant à cette délinquance (insuffi-

sance des réseaux routiers, de la signalisation, de la construction des véhicules, etc). Il en résulte une perception et une acceptation différentes de la nonne et des règles par ceux qui subissent et ceux qui imposent le contrôle social.

b) le degré d'homogénéité des agences de contrôle social varie et cette variation a pour conséquence une inconsistance dans l'application des règles dérivées des normes de conduite. Dans des sociétés simples, il y a un consensus entre les parents, les groupes de pairs, de voisinage, d'école, la police et les tribunaux, les services de resocialisation et de thérapie individuelle et collective, sur les fonctions et les objectifs du contrôle social. Il n'en va pas de même dans les sociétés complexes où le pouvoir discrétionnaire croissant de toutes ces agences, devient aux yeux de ceux qui subissent leur contrôle, un pouvoir arbitraire. L'incohérence peut se mesurer aux conflits qui surgissent dans les débats sur les méthodes d'éducation utilisées par les parents et les éducateurs professionnels, par les policiers, sur la pratique inconsistante du « sentencing » des magistrats et à la crise qu'on note en pénologie quant à la valeur des méthodes courantes de resocialisation. Cette incohérence au niveau des « valeurs-normes-règles » se répercute au niveau de l'organisation qui est mal ajustée dans ses divers éléments et finit par être vouée à un état de crise permanente.

c) le degré d'accessibilité à des cultures déviantes représente une alternative viable pour ceux qui adhèrent à des conduites déviantes. Dans les sociétés simples, l'exil seul, avec l'élimination physique existant comme alternative sanctionne ceux qui ne veulent pas se soumettre à la règle édictée par la morale, imposée par les moeurs et la loi.

Dans les sociétés complexes, les sous-cultures voire des contre-cultures se forment et leur éclosion et prolifération assurent l'appui d'un milieu social organisé à ceux qui récusent la légitimité de l'ordre social dominant. Les minorités érotiques, les minorités narcotiques, socio-politiques et religieuses peuvent trouver les genres de vie alternatifs dont la réalisation est due à un accroissement de la tolérance des agences du contrôle social. Cette tolérance accrue découle en ligne directe, cela va de soi, de l'affaiblissement de l'autorité des « valeurs-normes dominantes et par conséquent des règles d'application.

d) le degré de résistance de ceux qui subissent le contrôle, à l'égard de l'étiquette de « déviant » que des agences de stigmatisation leur infligent. Dans les sociétés pré-industrielles et en particulier dans les cultures tribales, l'acceptation de l'étiquette de « déviant-délinquant » est quasi automatique. Non seulement la légitimité n'en est point contestée, mais l'individu « déviant » souffre de son état et reconnaît sa « délinquance ». Il n'en va pas de même dans les sociétés complexes : les techniques réprouvées telles que le chantage, la prostitution, l'extorsion, certaines formes de vols entre autres, peuvent être utilisées par des individus qui ne se considèrent ni comme déviants, ni comme délinquants. Le contrôle social n'a alors aucun impact sur ces individus ou ces groupes « résistants » : ceux-ci sont socialisés dans des contre-cultures, soutenus par des « valeurs-normes-règles » fortement intégrées et qui constituent ainsi des appuis solides pour l'auto-perpétration de ces groupes. Certains parmi ceux-ci finissent par réclamer une certaine « légitimité » au sein de la société globale.

Toute conduite criminelle ne peut évidemment pas être « légitimée » de la sorte. La démarche comparative aura pour tâche de classer des actes et des conduites dans les divers systèmes socio-culturels qui doivent une certaine légitimité à la tolérance des agents et agences du contrôle social, tolérance qui résulte de la résistance des « déviants » à être étiquetés comme tels.

Le paradigme micro-criminologique s'applique donc à des systèmes socio-culturels dont les différences et la typologie ont été établies grâce à la démarche macro-criminologique esquissée précédemment. L'examen des quatre facteurs suggérés par Robertson et Taylor permet d'analyser le processus du devenir « délinquant-déviant », indiquant une progressive dissociation entre les deux concepts, donc des types différents de systèmes socio-culturels.

En conclusion, on peut donc prévoir que l'esquisse des paradigmes macro et micro-criminologiques inspirera les chercheurs qui se livrent à des travaux de criminologie comparée.

La sociologie du droit et de la morale, celle de l'histoire et des institutions politiques féconderont la démarche comparatiste du criminologue. En ce qui concerne la micro-criminologie, les matériaux sont

moins abondants. L'ethnographie, la psychiatrie transculturelle et la psychologie comparée enrichiront cependant la perspective du criminologue.

La méthodologie comparatiste, qu'elle soit de l'ordre macro ou micro-criminologique, vise à discerner les éléments universels tant dans la conduite humaine qu'au sein de la réaction sociale. En fait, ces difficultés d'application sont à la mesure de ses ambitions : distinguer le permanent et le changeant dans la condition humaine.

Quel avenir la criminologie comparée se réserve-t-elle ? La théorie de l'évolution cyclique des civilisations, mise en lumière par Pareto et appuyée par Sorokin, est bien illustrée par les crises dans les sciences humaines. Les spécialistes de ces disciplines s'efforcent de déchiffrer, chacun par ses propres méthodes, la marche du changement social, ses orientations et ses implications en termes moraux. Comme l'écrit S. Cohen : « Sociologists are increasingly becoming traders in definitions ; they hawk their versions of reality around to whoever will buy them » (page 24). L'échec relatif des élites au pouvoir précipite une crise de la légitimité qui, venant du domaine politique, envahit le domaine scientifique. Chaque génération a sa sensibilité propre, ses scandales, ses ressentiments qui alimentent les débats et orientent les critiques et les plans d'action.

La génération des Glueck, dont l'œuvre a mûri entre 1930 et 1960 est contemporaine de la maturation de la criminologie du passage à l'acte. Elle correspond à une sensibilité idéologique et à une phase de l'évolution socio-politique dont les valeurs ont été, pour une bonne part, incorporées dans l'acquis de l'aile progressiste des élites au pouvoir. Le mouvement de la défense sociale, sympathique à ces idées a exercé sur le continent européen, une influence importante dans la réforme législative pénale ; les commissions présidentielles américaines, les commissions royales britannique et canadienne ont accredité des idées qui étaient dénoncées comme subversives et farfelues par les éléments conservateurs, il y a peu de temps encore. Mais le nouveau succès tout relatif de la criminologie ayant enfin acquis droit de cité, constituait en même temps sa condamnation aux yeux des jeunes générations de chercheurs.

Pourquoi cette nouvelle résistance ? Elle est due surtout à la formidable capacité, à la fois inertie et pouvoir de récupération, de l'organisation sociale, et à la flexibilité du pouvoir « polyarchique » (Dahl, 1972). Le système si facile à critiquer et à dénoncer, finit par avoir raison, du moins partiellement, des plus généreux et des plus violents réformateurs. Lorsqu'il faut mettre la main à la pâte, les proposeurs de réformes, d'expériences, de changements radicaux ou graduels réalisent combien sont étroites les marges dont ils disposent pour effectuer leurs modifications.

Or, cette récupération de la criminologie, substantielle pour la criminologie du passage à l'acte (les réformes pénologiques et correctionnelles) et en bonne voie de l'être pour la criminologie de la réaction sociale (tentative de réformes des structures en législation pénale et en ce qui concerne l'organisation des services), discrédite la science aux yeux du moraliste et la rend vulnérable aux yeux du critique. Comme le note encore fort justement S. Cohen : « criminologists should be more honest and explicit about what their values are and what they are aiming to do. If they want to be technologists to help solve the states's administrative and political problems, let them state this. But, however interesting and commendable such research may be, there are surely some subjects where something else is required ». (page 22). Et il souligne la difficulté de définir et de s'entendre sur ce « something else », ce qui n'est guère étonnant. En effet, une nouvelle critique et un nouveau projet doivent être formulés, ou plutôt reformulés, à partir des éléments du passé afin de préciser un plan d'action et une stratégie pour ces nouvelles forces sociales. On ne risque pas beaucoup de se tromper et on ne doit pas être accusé de scepticisme démoralisant en prévoyant que ce plan d'action, une fois établi et mené sur les voies du succès, le même phénomène de « récupération » par le misonéisme social s'opérera, comme il s'est opéré pour les « criminologies » précédentes.

On constate donc que la criminologie, comme les autres sciences humaines, fait partie de l'arsenal des stratégies utilisées par les pouvoirs ; elle s'associe, plus ou moins directement, aux essais d'aménagement de la cité des hommes et ceci conformément à ses propres vœux qui visaient la réforme et l'amélioration de la condition humaine.

Il est donc normal qu'elle paie, comme d'autres l'ont payée avant elle, la rançon pour avoir servi le pouvoir.

La criminologie comparée, à l'instar de la criminologie, doit poursuivre cette quête d'identité ; elle doit apprendre du passé, même si l'on sait combien peu l'expérience des uns profite aux autres en matière de morale. Elle doit aussi créer les conditions favorables à l'émergence de nouvelles interrogations, de nouveaux points de départ et de nouvelles méthodes.

Il est encore trop tôt pour prévoir l'impact de la criminologie des Glueck ; la criminologie, qu'ils appelaient de tous leurs vœux, progresse lentement ; rien ne dit, cependant, que ces progrès ne s'accéléreront pas suivant le modèle de la psychologie comparée. Quant à la criminologie de la réaction sociale, elle empruntera les voies tracées par la sociologie et la science politique. Nous verrons probablement la lente éclosion de cette criminologie comparée empruntant des modèles déjà éprouvés par ces disciplines mieux constituées et mieux organisées sur le plan académique et de la recherche universitaire.

Deuxième partie

QUE FAIRE DES CRIMINELS ?
LA POLITIQUE CRIMINELLE :
LES BONS ET MAUVAIS USAGES
DE LA CRIMINOLOGIE

[Retour à la table des matières](#)

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre I

Criminologie et politique criminelle

[Retour à la table des matières](#)

Rares sont les domaines de l'agir humain qui ont échappé au pouvoir d'attraction de la politique. La science avait pris auprès de l'État la place laissée vide par l'Église quand la criminologie, à peine née, s'est lancée tête première dans la mêlée. La confusion y régnait encore entre les croyances idéologiques et les conclusions scientifiques. Pourtant, « faire de la politique scientifique » fut l'une des grandes tentations, on pourrait dire le péché mignon des hommes de sciences subissant en cela l'influence de Saint-Simon, de Condorcet, de Marx ou de Comte. Que cette politique sociale soit teintée d'idéologie paraît évident.

Nous réalisons immédiatement sur quel terrain glissant et dangereux cette jeune science s'est engagée, et combien furent redoutables les sanctions qui l'attendaient dans la mesure où ses hypothèses s'avéraient fausses ou insuffisantes. Or, l'idéologie n'est ni vraie ni fausse, comme le note Baechler (1976), elle ne peut être qu'efficace ou inefficace, cohérente ou incohérente. Du moment où le criminologue s'engage dans la bataille idéologique, c'est à l'aune de ce critère qu'il sera évalué. Il ne peut pas s'attendre à ce que cela soit le critère de la « vérité » scientifique.

Or, pendant le premier siècle de l'existence de la criminologie, son influence sur la politique fut négligeable. Les polémiques que ses recherches suscitaient, les applications qu'on tentait d'en tirer, demeuraient périphériques entre 1860 et 1960. Les mouvements de politique criminelle comme la « Défense sociale » en Europe, le « Code pénal modèle » en Amérique du Nord et du Sud demeuraient circonscrits aux milieux universitaires et à quelques magistrats et fonctionnaires d'inspiration progressiste. Ce n'est qu'après 1950 que les préoccupations des pouvoirs publics avec la criminalité galopante en Amérique du Nord et avec la délinquance juvénile en Europe, ont fait poser des questions au « criminologue ».

Marginale dans les universités, plus marginale encore dans les laboratoires de recherche, la criminologie scientifique n'était guère équipée pour relever le défi que l'accroissement de la criminalité posait aux pouvoirs publics. N'oublions pas qu'au milieu de notre siècle, les universités du monde possédaient une poignée de chaires de criminologie, la plupart du temps établies dans des facultés de droit en Europe, de sciences sociales, aux Etats-Unis, et disposant à cause de crédits de recherches limités d'un personnel scientifique réduit. À côté de maigres connaissances scientifiquement vérifiées, les criminologues avaient surtout une idéologie à offrir. Us n'ont pas été tout à fait conscients de ce fait à l'époque.

Le conservatisme des institutions, leur inadéquation par rapport à certains besoins jugés essentiels, d'après l'idéologie libérale, fut une invitation à l'action réformatrice pour ces intellectuels. La science, aussi maigres que soient ses résultats, devenait facilement le prétexte d'une génération d'universitaires, désireux d'opposer enfin une « sagesse non conventionnelle », suivant le mot de J. Q. Wilson (1975), au conservatisme de « l'establishment ».

C'est donc pour des raisons idéologiques que les criminologues se sont avancés, sous la bannière d'une science peu assurée mais enfin établie et ont participé à la grande aventure d'une politique sociale assez interventionniste dans le domaine de l'administration de la justice des années soixante. Les écrits de l'époque montrent que cette option ne fut pas très consciente chez la plupart d'entre eux. Non seulement fis étaient peu équipés scientifiquement, mais ils étaient souvent trop

mal informés politiquement pour ne pas succomber à cette tentation exaltante. C'est alors que les criminologues ont fait aux hommes politiques toute une série de suggestions susceptibles d'influencer les prises de décision. Citons-en quelques-unes : la resocialisation doit être considérée comme l'objectif majeur du système pénitentiaire ; l'effet dissuasif de la peine ne se vérifiant pas, réorganisons les cours en fonction de la resocialisation. Incertains au sujet des valeurs que protège le droit pénal, les criminologues proposaient de « déjudiciariser » bien des comportements déviants pour les soumettre à des contrôles sociaux ou administratifs et les soustraire à la sanction pénale. En somme, à l'idéologie conservatrice « rien n'est possible » les criminologues opposaient l'option « tout est possible »... Et ils ont encouru évidemment les mêmes critiques que les hommes politiques exposés comme eux aux règles dures d'une démocratie parlementaire, pluraliste et libérale.

La criminologie contemporaine entretient des relations complexes avec la politique criminelle. La distinction classique entre l'« être » et le « devoir être » marque, pour les hommes de science, la frontière entre deux ordres certes indépendants, mais obéissant à leurs règles propres. Une criminologie « pure » détachée de contextes juridiques et institutionnels qui, respectivement, désignent l'acte criminel et « traite » l'homme condamné, apparaît aussi factice que l'étude de la personnalité humaine en dehors du contexte des classes sociales, des groupes ethniques, du niveau de développement social, culturel, etc.

La politique criminelle consiste pour les juristes, dans la mise en oeuvre des principes arrêtés par le législateur dans le Code pénal (la Magna Carta des criminels, suivant le mot de von Liszt) ; pour le criminologue, elle comprend aussi une partie descriptive qui est l'étude scientifique des mécanismes de répression et de prévention et une partie évaluative qui a pour objet leur efficacité par rapport aux nonnes fixées par la loi.

Il convient d'insister sur le sens différent attribué au terme « politique criminelle » par les juristes et par les criminologues. Notons une certaine analogie dans l'usage distinct que font les psychologues et les sociologues du terme « psychologie sociale ». Celle-ci n'est pas exactement la même lorsqu'elle est pratiquée par quelqu'un de formation

psychologique ou de formation sociologique. Les concepts, l'approche, la tradition dans la manière de poser les problèmes seront différents. Un cours de psychologie sociale donné dans un département de sociologie n'aura pas le même contenu que s'il était offert par un département de psychologie. Il en va de même en ce qui concerne la politique criminelle : les facultés de droit et les écoles de criminologie vont avoir des cours de politique criminelle différents.

En définissant le domaine de la politique criminelle, M. Ancel (1975) note la quasi identité de politique criminelle avec le droit pénal. Écoutons-le. « Tout système de droit pénal, c'est-à-dire toute organisation étatique, systématique d'un régime légal d'incrimination et de sanction a nécessairement une politique criminelle, fût-elle embryonnaire... on ne peut vraiment parler de politique criminelle... que lorsque le système de répression est organisé selon des lignes directrices concertées. La recherche consistera alors à dégager et à définir ces lignes directrices de la répression à partir du droit criminel positif. » (p. 16)

Pour la majorité des pénalistes, la politique criminelle se limite à la dogmatique pénale. L'exposé des principes de l'incrimination légale constitue le cœur de la démarche. Les pénalistes intéressés à la politique criminelle, tels que M. Ancel, étendent le domaine d'investigation en y incluant la procédure criminelle qui est le système en action.

La procédure pénale appliquée est donc une composante majeure du champ de la politique criminelle.

Ce que la tradition européenne appelle la « politique pénitentiaire » et la tradition nord-américaine, « corrections », relève aussi de la politique criminelle, toujours d'après M. Ancel. La mise en oeuvre administrative des politiques gouvernementales en constitue la partie essentielle.

Finalement, la prévention du crime, l'aspect curatif de la politique pénitentiaire, la mesure de sûreté, la législation concernant la délinquance juvénile où les principes de rééducation priment ceux de la répression, constituent des parties intégrantes de la politique criminelle. Pour notre auteur, « les réalités positives de la vie sociale... dans

toute leur complexité... » (p. 19), tel est le champ ouvert à la recherche en politique criminelle. En résumé, on y distingue un *niveau législatif*, où sont déterminés les options décisives ; un *niveau exécutif* qui normalement met en œuvre les choix du législateur selon les moyens techniques dont disposent les exécutants ; et un *niveau judiciaire*, par lequel le système en action se traduit dans des décisions contraignantes (p. 18). Et M. Ancel précise qu'il faut y inclure les réactions ou les attitudes du barreau, de la police et des services d'exécution des peines. Finalement, à cela s'ajoute l'interaction entre les différents sous-systèmes en présence, la cohérence ou le défaut de cohérence des diverses forces en action, les disparités ou les oppositions qui peuvent se manifester entre les théoriciens et les praticiens, entre la politique criminelle déclarée et celle qui se réalise aux trois niveaux indiqués (p. 18-19).

Examinant les relations de la politique criminelle avec les préoccupations pratiques du droit pénal, les spéculations et les recherches criminologiques orientées vers ce que nous appelons la « criminologie du système pénal », M. Ancel conclut sur la spécificité des recherches de politique criminelle qu'il définit comme suit :

- d'une part (orientation proprement scientifique), la recherche consiste d'abord dans l'observation de la politique criminelle telle qu'elle est pratiquée effectivement dans les divers pays, et eue est alors étudiée comme un fait social ; la recherche de la politique criminelle revêt ainsi un caractère de science d'observation ;
- d'autre part (aspect fonctionnel et prospectif), compte tenu des données et des renseignements de l'observation, la recherche tend à dégager les meilleures conditions d'une organisation rationnelle de la protection sociale contre le crime. La politique criminelle peut alors être considérée comme un art, plus que comme une science, ou... comme une stratégie méthodique de la réaction anti-criminelle (p. 22).

Nous pouvons marquer notre accord avec la définition de la politique criminelle comme science d'observation. Dans les divers chapitres qui suivent, on notera que ce que nous considérons comme étant la

criminologie du système de l'administration de la justice, est en fait ce que M. Ancel caractérise comme la politique criminelle en tant que science d'observation. Toutefois, la partie normative de la politique criminelle, ce qu'il appelle « aspects fonctionnels et prospectifs », ne fait pas partie, d'après la perspective adoptée ici, de la démarche du criminologue. En effet, c'est probablement par là que diffère la notion de « politique criminelle » du juriste et celle du criminologue. Pour ce dernier, la définition de la norme relève des insistances et d'un ordre différent de ceux de la science. La science constate, mesure, évalue les relations entre objectifs et résultats ; elle ne propose pas une définition de ce qui est menaçant pour « la cohésion et le développement harmonieux » (p. 23) de la collectivité.

Le criminologue contribue à la politique criminelle en y apportant l'étude scientifique de la réaction sociale telle qu'elle se concrétise dans le droit, la procédure pénale et la pratique des institutions faisant partie du système de justice criminelle. Les autres composantes de la politique criminelle proviennent des pénalistes (juristes) qui transcrivent en langage juridique les souhaits du législateur et en langage réglementaire les directives du bureaucrate, dirigeant effectivement l'administration de la justice.

Le criminologue, formé plus par les sciences sociales que par le droit, surtout en Amérique du Nord, a joué, traditionnellement, un rôle plus actif dans le système de justice criminelle que ses homologues européens. Ceux-ci étant principalement médecins ou psychologues, étaient moins intéressés, en fait, à des observations et à des recherches sur la justice pénale telles que les a définies M. Ancel. C'est donc tout à fait naturel que celui-ci l'incorpore dans sa définition de politique criminelle (couvre de juriste). En revanche notre expérience nord-américaine, tant aux Etats-Unis qu'au Canada, nous a amené à participer en tant que criminologue, à des travaux de recherches qui, d'après la définition de M. Ancel, relèvent de la politique criminelle.

Cette mise au point reflète aussi une différence dans le rôle historique du droit et des institutions judiciaires dans les pays du droit continental et ceux du « common law ». Les juristes du continent européen sont très différents des « lawyers » des Etats-Unis. Leurs relations avec les autres praticiens du système pénal sont également fort diffé-

rentes. Nous ne le notons ici que dans le but de souligner l'importance du contexte historique et intellectuel dans lequel raisonnent des juristes comme M. Ancel et les criminologues principalement nord-américains.

Selon nous, la politique criminelle, telle que la définit M. Ancel, est l'œuvre de plusieurs groupes de personnes.

Ceci se reflète dans le vocabulaire utilisé, dans le cadre des références conceptuelles invoquées dans les démarches privilégiées, etc. Nous sommes loin encore d'un corps de connaissances, d'un univers de discours bien délimités, d'une « science » de politique criminelle. On note l'existence parallèle de deux traditions, l'une continentale dont M. Ancel est un des plus éminents représentants, l'autre anglo-américaine à laquelle participent le Québec et le Canada. Les divers chapitres de la deuxième partie de ce livre reflètent ces différences. Partageant la philosophie de la défense sociale qui, faut-il le souligner, n'a jamais pu pénétrer véritablement dans les pays du « common law », j'ai, pour ma part, agi selon son esprit. Devant cependant m'adapter aux exigences des traditions spécifiques ainsi qu'à une conjoncture historique particulière, j'ai traité les problèmes de politique criminelle à la manière d'un criminologue.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre II

Triple rôle du criminologue face au changement social

Fonction critique, créatrice
et prophétique du criminologue

[Retour à la table des matières](#)

On assigne, habituellement, trois fonctions à l'intellectuel dans la Cité : la première est la fonction critique qui se caractérise par l'usage des méthodes standardisées d'investigations, par un effort constant vers l'objectivité, tant dans le choix des sujets d'étude que dans celui des méthodes d'enquêtes. Le fait de se tenir, autant que possible, en dehors de la mêlée, apparaît comme un gage supplémentaire de ce rôle mi-arbitre, mi-sage que constitue la fonction critique.

La deuxième fonction de l'intellectuel est créatrice : elle consiste à inventer tant par l'application de la fonction critique que par le recours à l'intuition des nouvelles approches, de nouvelles manières d'interpréter et de comprendre une réalité physique ou socio-culturelle habituelle. Prenant souvent le contre-pied des enseignements traditionnels, de nouvelles visions de compréhension du monde et de ses problèmes jaillissent dans l'esprit des rares élus dont le génie a fait progresser d'une manière décisive les arts et les sciences.

Il y a finalement la fonction prophétique, qui s'appuie, prend sa source en quelque sorte, sur une faculté d'enthousiasme ou d'indignation morale. Cette faculté se nourrit d'aspirations, de valeurs à caractère absolu et dont le respect ne se conçoit que dans une société idéale, projeté dans l'avenir lointain. Fort de l'adhésion passionnée à ces valeurs, la médiocrité et l'iniquité du présent inspirent, à l'intellectuel, une répulsion, provoquent chez lui une indignation qui rappelle les sentiments forts dont se sont inspirés des prophètes de l'Ancien Testament.

Ces trois fonctions sont emmêlées, inextricablement. Chacune a ses perversions et chaque société a son lot d'intellectuels à dominante critique, créatrice ou prophétique. Le bureaucrate sans âme, désabusé, mettant ses hautes performances techniques au service de n'importe quelle cause, constitue la perversion la plus fréquente de la fonction critique. Le rêveur inconsistant, vague, rebelle à l'effort discrédite souvent la fonction créatrice. L'agitateur activiste, fanatique et borné pervertit gravement la fonction prophétique qu'il ne peut jamais consentir à justifier le recours à n'importe quel moyen, en vue d'une fin si louable qu'elle soit.

Or, le criminologue est un intellectuel, un chercheur qui applique son intelligence à l'étude des causes complexes de la criminalité et qui s'interroge sur la meilleure façon de la prévenir. C'est une discipline appliquée et, de ce fait, elle est à la fois positive (décrit et analyse les phénomènes) et normative (prescrit les mesures de prophylaxie sociale). Le criminologue, comme tout intellectuel, est fibre d'adhérer à un système de valeur, à une « Weltanschauung » qui corresponde à ses préférences subjectives. Comme chercheur, il doit cependant se soumettre aux canons de la logique formelle, de l'observation et de l'expérimentation scientifique et faire preuve d'un maximum d'objectivité en matière sociale et politique.

Une certaine confusion peut résulter de la présence irrévocable des trois fonctions que nous venons d'évoquer, quant au rôle du criminologue dans la société. En effet, la vision prophétique dévoile les postulats, les partis pris plus ou moins conscients du chercheur et en affaiblit la crédibilité scientifique. D'autre part, sa crédibilité morale ne serait-elle pas affectée par une attitude indifférente face à la préven-

tion de la délinquance ? C'est là une contradiction qu'impose l'application d'une science sociale à ceux qui s'y consacrent.

Idéologies changeantes, institutions stables

[Retour à la table des matières](#)

Tout intellectuel est doublé d'un missionnaire : son rôle consiste non seulement à éclairer les déterminismes complexes qui dominent le monde physique et le monde social ; il doit aussi satisfaire la soif inextinguible de l'être humain dans les croyances, les mythes de toutes sortes concernant les contradictions de la condition humaine ; à côté de son rôle de « démystificateur », l'intellectuel est forcé d'être également mystificateur : toutes les explications globales participent au mythe de la simplicité pour user du mot d'Alfred Sauvy. Malgré les écueils et les contradictions que révèle l'examen critique de la réalité qui nous entoure, nous *devons* également fournir une explication intuitive et globale. Ces mythes simples qui s'expriment souvent dans des formules poétiques, représentent des variations sur des thèmes immémoriaux et traduisent des rêves de l'homme assoiffé d'un rôle prométhéen. Rien d'étonnant donc au spectacle de tel savant, parfois titulaire du prix Nobel, colportant des mythes d'une simplicité qui exige, en vérité, la foi du charbonnier.

Or, ces mythes ne peuvent être conçus qu'au prix d'une simplification excessive, d'une trahison consciente de la complexité, voire de l'épaisse banalité des réalités de la vie quotidienne qui nous entoure et dont chaque citoyen, intellectuel ou non, a une expérience vécue et permanente. De quoi sont faites les « institutions » ? - de la famille au milieu du travail, des groupes de loisirs aux organisations professionnelles - sinon de relations sociales basées sur l'équilibre précaire réalisé entre les aspirations, les répulsions, les intérêts égoïstes et des concessions altruistes dictées par les nécessités de cohabitation au sein d'un même espace physique ou moral. Obéissant aux règles non-écrites, la plupart du temps, d'un jeu infiniment complexe, les acteurs (ou victimes..) se meuvent allant d'affrontement en affrontement, de

compromis en compromis dans la protection difficile de leurs intérêts respectifs.

Le monde dans lequel on vit n'est pas le monde dans lequel on pense : cette observation de Gaston Bachelard rend bien la différence qui existe entre les effets de miroirs étincelants dont est capable l'esprit humain appliqué à expliquer - à embellir ou à vilipender - les nombreux rôles enchevêtrés dont sont faites les relations humaines. Les pénibles confrontations suivies de tractations parfois sordides caractérisent la vie quotidienne : elles constituent le véritable rythme de « respiration » des institutions.

Rappeler la formidable résistance au changement qu'oppose chacun d'entre nous à toute initiative, risquant de mettre en jeu un privilège, un avantage réel ou putatif est une insulte aux yeux de l'idéologue puisque nous travestissons, tout naturellement, la défense de nos intérêts dans les costumes étincelants de concepts, d'idées ou d'idéaux qui se plient, eux, sans grande résistance, à nos désirs. La défense de chaque pouce de terrain acquis est le fruit d'une lutte implacable où chaque individu est déguisé, comme dans un gigantesque bal masqué, dans des atours symbolisant des vertus imaginaires. Alors qu'en fait, ils s'efforcent de maintenir ou d'augmenter leur avantage sur leurs partenaires.

Au lieu de sous-estimer le rôle puissant des idéologies véhiculées par les chapelles d'intellectuels, tâchons d'expliquer le désenchantement qu'éprouvent beaucoup de jeunes et moins jeunes.

Ils comparent la ronde sans fin des idéaux et des théories dans le grand jardin des mythologies à la désespérante lenteur, à l'implacable égoïsme (toujours qualifié de courte vue) qui apparaît lorsqu'on analyse le potentiel ou la capacité de changement véritable (donc mesurable) au sein des institutions sociales, telles qu'elles existent.

Déjà les philosophes grecs étaient frappés par l'opposition entre le « physis » et le « nomos » : le premier expliquait le naturel, le spontané et portait la marque de l'épanouissement. L'homme se projetait dans la nature ou dans autrui par le travail créateur ou par une relation humaine, sans aliéner sa liberté, son sentiment de disposer de soi. Le

« nomos » désignait le poids et la résistance de la nature, de la complexité peu flexible et peu maniable des relations humaines cristallisées en institutions. L'homme y perdait sa liberté et la spontanéité de ses rapports au profit du monde extérieur dont le poids et les règles de fonctionnement propres menaçaient son autonomie individuelle. Avec la société industrielle, le conflit entre « physis » et « nomos » n'a fait que croître.

Toutes les institutions sociales offrent des exemples nombreux à l'appui de nos propos. La méthode d'investigation et d'exposition n'est pas trop difficile : les objectifs, et les justifications d'une réforme, ou d'une revendication sont exprimés en termes généraux, à forte teneur morale, faisant appel aux sentiments profonds et élémentaires tels que « justice », « solidarité », « sécurité », etc. Il n'y a rien de machiavélique en cela puisque le désir profond de chacun de nous est de voir s'exprimer nos besoins vitaux en termes subjectifs, sentimentaux. Mais, immédiatement, il faut superposer au vocabulaire « idéologique » la grille de décodage qui rend ces « mots » intelligibles en termes d'intérêts matériels précis. Prenons nos exemples au Canada, dans le domaine de la criminologie et de l'administration de la justice. On pourrait substituer, sans efforts, des exemples semblables tirés d'expériences d'autres pays.

Lorsqu'on énonce le principe d'une réorganisation plus rationnelle des forces policières du Québec, qui commencerait par la région métropolitaine et viserait à assurer un meilleur service aux contribuables, tout le monde proclame son accord. Dès le moment où l'on envisage des réformes concrètes telles qu'esquissées par exemple dans le livre Blanc du Ministre de la Justice sur la police, les oppositions les plus vives ne tardent pas à se manifester. Tout le monde est d'accord avec le mythe d'une « police honnête et efficace au service des citoyens » ; des plus graves conflits, allant jusqu'à défier la loi surgissent dès le moment que les intérêts jugés vitaux pour certaines parties en cause ne semblent pas être respectés.

La professionnalisation de la police est un mythe puissant et beaucoup y adhèrent. Sa contrepartie peut cependant imposer des contraintes que les représentants des intérêts corporatifs des agents de la paix ne voudront pas accepter. Une analyse approfondie de la grève de la

police de Montréal et de celle de la Sûreté du Québec reste encore à faire : on peut présumer toutefois que derrière les prétextes invoqués pour la justification de ces actes, la défense résolue d'avantages matériels précis dominait nettement. Il n'y a d'ailleurs là rien qui ne soit ni choquant, ni surprenant. Ce qu'il faut noter c'est qu'à la globalité et à l'imprécision du mythe correspond toujours l'extrême précision des intérêts de tout ordre en cause.

Les pouvoirs municipaux, provinciaux et fédéraux incarnent, à leur tour, une coalition d'intérêts dont ils sont comptables devant leurs commettants. Il n'y a guère d'égalité de traitement des groupes d'intérêts dans nos démocraties libérales : le plus puissant, celui qui contrôle le plus de leviers dans le registre des mécanismes socio-politiques, l'emportera, en général, sur le plus faible. On aurait tort de penser que le gouvernement est toujours le plus fort.

Une police centralisée ou décentralisée ? des agents spécialisés ou polyvalents ? l'existence d'une déontologie professionnelle ou de comités de surveillance « civils » ? Voilà autant de questions auxquelles on pourrait répondre à condition, évidemment, de se livrer aux recherches et aux expériences indispensables.

Le principe de l'indépendance et de la compétence des magistrats est également un mythe que peu de gens récusent. Toutefois, dès que l'on veut réformer les critères de nomination, fixer le montant des traitements, établir des exigences de formation ou d'entraînement des juges, la plus aiguë des oppositions se manifeste dans les diverses couches de la société, comme au sein de la magistrature.

Cependant, on pourrait bien évaluer les avantages et les inconvénients des juges « fonctionnaires » par rapport aux juges dont les activités seraient régies par un conseil professionnel.

La défense de la société contre l'agression des malfaiteurs est un principe qui figure au programme de tous les mouvements politiques : faut-il le faire en agrandissant nos prisons et en aggravant le caractère punitif de la détention au bien s'agit-il de recourir à des méthodes préventives, y compris la réhabilitation ? Les avis sont, comme on le sait, violemment partagés. On n'a qu'à faire l'expérience d'une ligne ou-

verte d'un poste radiophonique ou suivre les enquêtes Gallup, pour se convaincre de la diversité des convictions à ce sujet.

Mais les prisons, préviennent-elles véritablement la récidive ? Quelle en est l'alternative, quelle en est la valeur ? Le traitement en vue d'une resocialisation est un autre de ces mythes puissants qui n'a jamais été confronté sérieusement avec la réalité.

La réforme est-elle un mythe ? Les quelques exemples cités, et on pourrait en multiplier aisément le nombre, ont plusieurs caractéristiques en commun. Les voici :

a) l'expression des mythes correspond à l'aspiration vague des hommes pour formuler des désirs, sans l'aide d'un examen scientifique satisfaisant des moyens à employer ;

b) les hommes ou les groupes d'individus adhèrent à un mythe dans la mesure où ils en croient le principe utile pour la défense d'intérêts précis ;

c) l'impact véritable des mythes sur la réalité institutionnelle de la société est extrêmement superficiel : les organisations sociales disposent de mécanismes de sélection, de transformation, de neutralisation, d'absorption ou de rejet de toute « nouvelle idée » qui contreviendrait aux règles propres du jeu dans la société politique ;

d) les intellectuels, les politiciens, les faiseurs d'opinion, les administrateurs jouent un jeu de cache-cache qui suit des règles infiniment complexes mais dont la conséquence la plus évidente est le maintien du statu quo des rapports des forces en présence... Le fait que l'on change les inscriptions sur les enseignes périodiquement, ne signifie pas que la réalité institutionnelle ait véritablement changé.

Ces raisons suffisent à expliquer le sentiment de frustration et de déception régulièrement éprouvé par les intellectuels-missionnaires : leurs armes principales étant la parole, ils s'en font régulièrement dépouiller par l'aile « éclairée » ou « réformiste » des pouvoirs administratifs ou politiques. Ceux-ci entrent d'autant plus facilement dans un nouvel univers de discours, qu'ils sont souvent eux-mêmes des intel-

lectuels transfuges. Or, la meilleure manière de neutraliser les effets d'un mythe nouveau, c'est de le récupérer... en paroles, au niveau du discours. L'ambiguïté demeure donc totale et elle provoque la création et le lancement de nouveaux mythes basés sur les contradictions entre l'ancien mythe (récupéré) et l'inadmissible médiocrité, voire turpitude de la "té institutionnelle. Ce qu'il faut comprendre ici, c'est qu'à un changement souvent radical au niveau du « mythe » correspond une stabilité à toute épreuve au niveau des institutions. La comparaison entre la *prétention* du système et ses *performances* fait naturellement crier au scandale et à l'hypocrisie. Et la déception atteint également la population qui se demande si elle ne serait pas la victime au bout du compte.

Or, s'il est vrai que la « vérification » d'un mythe ne peut être l'œuvre que d'un acte de foi, ce qui indique bien sa capacité de survivre à toute contradiction tirée de l'expérience, il est également vrai que l'évaluation des moyens proposés en vue, ou justifiés par un mythe est parfaitement réalisable. En d'autres termes, on ne fera jamais (ou presque) changer d'avis un partisan de la main-forte sur l'opportunité d'abolir la peine capitale, pas plus qu'on ne persuadera un marxiste des mérites d'une politique visant à réduire, les antagonismes entre les classes sociales. Mais, il est tout à fait concevable d'examiner les effets des mesures répressives sur le récidivisme et le contrôle de la criminalité comme ceux d'une politique de redistribution des revenus sur les conflits sociaux.

L'impasse n'est donc pas totale mais ce serait se leurrer que de refuser d'admettre qu'au mythe on ne peut opposer que d'autres mythes ; les faits apparaissent tout à fait non-pertinents dans les conflits à caractère idéologique, nous l'avons déjà dit. En revanche les moyens que proposent des idéologues peuvent faire l'objet d'analyse méthodique, raisonnablement objective. Mais l'impasse demeurera totale si l'on ne reconnaît pas l'autonomie, au moins relative, des deux ordres. Prenons comme exemple le discrédit dans lequel tombent la notion de traitement et celle de communauté thérapeutique en criminologie. De deux à trois générations de chercheurs et de praticiens en pénologie ont développé, puis opposé une théorie de resocialisation, à la pratique de l'incarcération punitive héritée du XIXe siècle. Ils ont réussi à semer le doute dans l'esprit de nombreuses personnes qui constataient, par

ailleurs, le peu d'efficacité de simples mesures privatives de liberté. Un début de conversion des esprits s'est donc manifesté et les gouvernements, les partis politiques, se faisant l'écho en cela de l'opinion publique éclairée, ont mis au point des réformes pénitentiaires. La lenteur de cette réforme, en pratique, n'a rien de surprenant car il n'y a pas que les bâtiments séculaires qui résistent à de brusques changements, mais les mentalités du personnel en charge ne changent pas non plus du jour au lendemain. Quelques expériences de communautés thérapeutiques furent menées, le plus souvent dans des conditions peu favorables, et leur échec fut proclamé par des esprits critiques impatientes, sans que les évaluations aient été effectuées. On peut en dire autant des cours juvéniles, soumises à de dures critiques depuis quelques années alors que jamais, elles ne disposaient de ressources et de conditions de fonctionnement indispensables pour réaliser le mandat de protection de la jeunesse qui leur fut confié à l'origine.

Ces deux exemples n'épuisent évidemment pas le sujet. On ne prétend pas non plus que les théories et les hypothèses sur la nature de la criminalité qui ont inspiré les chercheurs et les praticiens de l'époque résistent, aujourd'hui comme hier, à l'épreuve d'une critique basée sur d'autres théories toutes aussi valables en principe. Mais personne ne pourrait nier que les vraies performances du système n'ont pas eu lieu et c'est sur des expériences bâclées que l'on porte des jugements bâclés. Hélas, la liste est longue, de semblables exercices, en futilité intellectuelle.

Que conclure ? Ces quelques exemples mettent en évidence les contradictions qui caractérisent les explications globales et les propositions de réformes qu'elles inspirent : lorsqu'on met à l'épreuve des faits, lorsqu'on tente de plier la réalité institutionnelle aux conditions de l'« expérience », on constate une résistance au changement. S'il fallait des preuves pour indiquer les limites d'une analogie entre les sciences de l'homme et de la société et les sciences de la matière, les exemples que l'on vient de citer en fournissent d'évidentes.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre III

Recherche évaluative et politique sociale

[Retour à la table des matières](#)

Pour cette partie de l'exposé, plaçons-nous dans le contexte de l'état libéral occidental, principalement du type nord-américain. La conception et le rôle de la politique sociale, et de sa variante « criminelle », sont, en effet, très différents dans les États socialistes, comme dans les États obéissants à d'autres philosophies que celle d'une démocratie libérale. Dans les démocraties sociales, européennes occidentales, la puissance de la bureaucratie étatique dans l'application d'une politique sociale est telle, qu'il faudrait poser les problèmes que nous abordons, d'une manière bien différente.

Sur la scène nord-américaine, les grandes initiatives de politique sociale ont été amorcées au début des années soixante ; l'esprit des « nouvelles frontières » de la « grande société » a inspiré de nombreux projets et des stratégies d'actions orientées vers la suppression des sources des inégalités sociales. Ces inégalités, et les discriminations qui en résultaient dans le domaine de l'éducation, de l'emploi, de l'habitat et de la justice, devaient être éliminées aux termes des déclarations des hommes politiques.

Les Parlementaires votaient des subventions importantes pour éliminer les causes socio-économiques à caractère structurel de ces inégalités, afin d'assurer des chances égales à tous, dans la société nord-américaine.

Us spécialistes des sciences sociales, longtemps ignorés de l'opinion publique et des élites politiques ont saisi l'occasion qui se présentait pour mettre à l'épreuve leurs théories et leurs hypothèses : ils voulaient contribuer ainsi au progrès de leur discipline, et, en même temps, tenter d'influencer dans leur sens, l'évolution politique et sociale de leur pays. Devant le conservatisme des dirigeants bureaucratiques, devant l'indifférence, et parfois l'hostilité de la majorité silencieuse, s'amorçait une sorte de revanche des intellectuels des sciences sociales ; ces derniers tâchaient, par émulation, d'apporter la même contribution à la « guerre intérieure » contre les injustices sociales que leurs confrères des sciences exactes ont apporté dans la guerre extérieure pour la défense des régimes démocratiques durant les années quarante.

C'est pendant cette période de mise en oeuvre des grandes politiques sociales, en particulier dans les domaines de l'éducation et du travail, que les recherches évaluatives sont nées. Il s'agissait, en effet, de mesurer les effets des nouvelles politiques engagées par l'administration. Notons ici que ces dernières ont été lancées pour répondre à un besoin politique : c'est donc un jugement de valeur qui fut posé, une option qui fut prise par des organismes politiques qui traduisaient ainsi les aspirations de leur clientèle électorale. Les hommes de science, qui pouvaient partager au non les mêmes options ou jugements de valeurs, ont été appelés à évaluer les effets de ces initiatives politiques. La recherche évaluative est devenue un instrument indispensable d'une administration publique, de plus en plus interventionniste.

Les plus importants travaux de recherches dans les sciences sociales en Amérique du Nord, au cours des années soixante, ont été consacrés à l'évaluation de politiques sociales. Le rapport Coleman (1966) en est un bon exemple. Vers la fin des années soixante, on dressait le premier bilan des recherches évaluatives et, par ricochet, des politiques dont elles devaient mesurer les effets. Ce bilan était largement

négalif sur le plan scientifique, et ses effets sur le moral des réformateurs sociaux, qu'ils soient universitaires, bureaucrates ou politiciens, furent plutôt décourageants.

Les principales critiques, peuvent se résumer ainsi : insuffisances théoriques et méthodologiques ; insuffisances politiques.

De la faiblesse théorique des sciences sociales, fi ressort que très peu de propositions cohérentes peuvent relier la conduite sociale à tel ou tel facteur causal.

Ainsi, quel rôle joue l'agressivité dans un contexte socio-culturel ? Aucune théorie éprouvée ne peut interpréter les effets sur le comportement, des scènes de violence véhiculées par la télévision ou le cinéma. L'interprétation d'indicateurs sociaux présente la même difficulté : un plus grand absentéisme dans l'industrie, pour raisons de santé, reflète-t-il une détérioration de la santé individuelle, ou une amélioration de la santé publique, c'est-à-dire une meilleure accessibilité aux services médicaux (Sheldon, E. B., Freeman, H. E., 1970) ?

Exigeant dune recherche évaluative, une congruence entre les objectifs du projet et les résultats obtenus, on sous-estime, méthodologiquement, l'importance des variables qui interviennent. Pour certaines recherches, leur importance peut être stratégiquement décisive (Guba, 1972). L'expérience historique collective de l'institution ou du groupe évalué, les rôle des personnalités, la perception différentielle des individus ou des groupes impliqués, relatifs aux sujets ou aux objectifs ou aux moyens propres à les réaliser, constituent autant de variables que la mesure quantitative tend à sous-estimer sinon à éliminer (Suchman, 1967).

La création de groupes témoins est une tâche difficile. Comme le souligne D.C. Cohen (1970), les effets mesurés d'une politique nouvelle doivent se comparer à une situation qui n'avait pas besoin de cette mesure pour fonctionner convenablement. C'est donc une évaluation par rapport à la population « normale », c'est-à-dire non concernée par des mesures apportées par la politique sociale.

Une des plus intéressantes expériences en recherches évaluatives, dans le domaine correctionnel, a été conduite par D.A. Ward et G.G. Kassebaum (1972). Ils ont étudié, dans des conditions expérimentales particulièrement favorables, les effets de quatre programmes différents de traitement, appliqués dans une nouvelle institution correctionnelle à sécurité moyenne en Californie. Dans les différentes ailes de l'établissement, constituant autant d'unités quasi-autonomes de vie, on pratiquait la thérapie de groupe (group counseling), la thérapie de groupe spéciale (research group counseling), la communauté de vie thérapeutique et, finalement, toutes formes de traitement, exception faite de la thérapie de groupe et la communauté de vie thérapeutique. De 150 à 600 hommes choisis au hasard, formaient chacun des groupes impliqués dans les trois programmes.

Après un « follow up » de 24 mois, basé sur 70% de l'échantillon étudié, on constatait que dans 43% des cas il y avait récidence, que dans 26%, il n'y en avait pas et que le restant avait des problèmes mineurs avec la justice. Mais, et c'est là la conclusion capitale, aucune différence n'était attribuable au genre de traitement subi par les individus. (pp. 306-307)

La difficulté méthodologique dans cette étude était de taille : répartissant les détenus, au hasard, entre les divers groupes soumis à des programmes de traitement différents, on postulait :

a) que les délinquants incarcérés représentent, en termes de génotypes bio-psychologiques, des catégories homogènes ou du moins comparables ; or le processus de sélection judiciaire des délinquants est tel, que le postulat devient hautement contestable ;

b) on présume que les techniques complexes de traitement, tels que la thérapie de groupe et la communauté thérapeutique, peuvent être considérées comme une variable homogène aux effets précis et mesurables. C'est là un postulat que la plupart des cliniciens contesteront, étant donné la réaction différente des individus aux diverses méthodes de traitement et le caractère complexe de leur utilisation en particulier par l'équipe thérapeutique. (voir pour ce genre de difficulté Mann, 1972, p. 267 et suivantes).

Venons-en maintenant aux *insuffisances politiques*. On ne réalise pas suffisamment que la recherche évaluative, toute scientifique qu'elle soit dans sa démarche et dans sa technologie, est une opération politique. En effet, l'autorité charge l'administration d'appliquer une mesure dont elle escompte des avantages politiques. Les exigences de l'objectivité et le respect de la liberté d'expression qui demeurent des valeurs fondamentales pour le chercheur universitaire, ne sont pas appréciées de la même manière par les éventuels commanditaires de ce genre de recherches. On peut affirmer que plus le projet est important, plus élevé est l'enjeu politique quant au succès ou à l'insuccès des objectifs visés. Les résultats, bien souvent, sont promis à l'avance. Pour prendre encore un exemple nord-américain, l'évaluation de la politique linguistique du gouvernement canadien, tant dans le domaine de la fonction publique que dans celui de l'industrie privée, suscite les plus vives controverses créant parfois de véritables crises politiques.

La difficulté est la même, voire plus grave, dans le domaine criminologique, car c'est la protection de la sécurité et de la liberté individuelle qui est l'enjeu de ces mesures.

Peter Rossi (1972) souligne d'ailleurs la formidable capacité des bureaucraties à ignorer les résultats des recherches évaluatives, pourtant absolument sans équivoque. Bien qu'on ait démontré, par exemple, que l'importance numérique des classes n'avait aucun effet sur les résultats scolaires ou l'application des méthodes pédagogiques, tant les syndicats d'enseignants que les administrations scolaires continuent à réclamer des classes restreintes prétendant ainsi améliorer le rendement. La même remarque peut être faite pour beaucoup d'autres institutions sociales, dont la capacité de résistance au changement « rationnel » est remarquable. On constatait l'absence de relation entre le système de bourses et la sélection de candidats doués, mais pauvres, pour l'enseignement supérieur : le système continue comme avant, utilisant le même argument. On indiquait tantôt les résultats décevants des méthodes de traitement dans les institutions pénales : aucun État n'a proclamé, cependant, qu'il renonce désormais à tenter de « resocialiser » l'individu condamné. La portée préventive de l'action policière et judiciaire n'a guère encore été évaluée d'une manière satisfaisante, et surtout à une grande échelle : on peut cependant présumer que la

résistance au changement, des institutions concernées, va être aussi forte que l'importance des mesures de réformes proposées.

La solution qu'on peut entrevoir consiste à faire admettre le caractère radicalement hypothétique des effets des mesures de politique sociale, arrêtés par l'autorité politique. De plus, il faut faire accepter, foncièrement, tant par l'administration que par les chercheurs, le caractère de pari quant aux résultats de l'évaluation. Il s'agit de développer un état d'esprit expérimental, de tenter la mise en chantier progressive et Partielle des réformes envisagées, afin qu'une rétroaction adéquate puisse apparaître au cours de l'application progressive des réformes. C'est là le rôle des recherches évaluatives. On conçoit la prudence et la sagesse que suppose l'acceptation d'une telle règle de conduite dans les démocraties libérales, où les partis politiques se font une concurrence impitoyable pour le pouvoir, et où tout échec ou succès en politique sociale est une arme puissante entre les mains d'adversaires implacables.

À l'heure actuelle, des progrès lents mais inéluctables sont observables dans la recherche évaluative, tant sur le plan méthodologique que théorique et politique, quant à l'impact de programmes particuliers sur des populations sélectionnées pour l'expérience. Les résultats sont cependant tout à fait incertains quant à l'extension possible des résultats obtenus sur les populations expérimentales à des catégories plus élargies de populations.

La distinction entre « impact » et « coverage » suggérée par P. Rossi (1972, p. 230), permet d'entrevoir l'objectif que doit viser la recherche évaluative dans les prochaines décennies : multipliant la quantité comme la qualité des recherches pour évaluer *l'impact* des nouvelles mesures, on finira par mieux comprendre et évaluer théoriquement et méthodologiquement les variables en cause. Notre arsenal heuristique augmentera beaucoup et se reflétera dans la qualité des interprétations que nous pourrions donner.

Trop souvent, chercheurs comme administrateurs ont tiré des conclusions, se sont enthousiasmés ou découragés sans raisons suffisantes, devant les résultats d'une étude partielle et à portée forcément limitée. Avant de bâtir des modèles expérimentaux complexes, sus-

ceptibles de contenir de nombreuses imprécisions, des erreurs théoriques et méthodologiques, il faudrait utiliser des méthodes exploratoires plus approximatives, pour cerner les problèmes dans un contexte d'évaluation. Dans cet état d'esprit des démarches plus ambitieuses seront de règle : mais il faut bien admettre que nous sommes encore loin d'une situation où celles-ci pourront être démultipliées.

Parmi les difficultés majeures qui entravent le développement des recherches évaluatives en criminologie, il faut noter l'absence de coordination entre les divers composants ou sous-systèmes de ce que l'on appelle le « système de justice criminelle ». De plus, les problèmes spécifiques surgissent lors de l'application des techniques d'évaluation mise au point originellement dans le champ des services publics. Examinons-les brièvement.

Le système de justice criminelle est organisé en vertu des principes du code pénal. En fait, il représente la mise en oeuvre de l'intention du législateur en édictant des règles qui protègent les personnes, les biens et les valeurs morales communes de la société. Les lois et les règlements fixent la mission de la police, celles des tribunaux, du parquet, du service pénitentiaire. Toutefois, -ces corps constituent aussi des organisations bureaucratiques qui interprètent et adaptent souvent à leur manière, l'esprit et la lettre des lois. Les études nombreuses, en Amérique du Nord, sur les pouvoirs d'appréciation de ces services (discretionary power) indiquent bien l'inquiétude à la source de ces recherches. On se demande, en effet, si l'écart est grand entre l'intention, la lettre et l'application concrète de la loi. Les contradictions apparaissent rapidement entre la fonction principale de la police qui est la lutte contre le crime et l'emploi de temps effectif des policiers accomplissant des actes qui relèvent plutôt du service social. Le taux de succès très peu élevé des policiers dans la solution des crimes graves de nos grandes villes (de 10 à 30%) contraste sévèrement avec la menace qu'ils sont censés exercer sur les éléments criminels de la société. Des difficultés particulières surgissent, pour la police, dans la présentation de la preuve, justifiant une inculpation du parquet. Les décisions de la Cour Suprême américaine tendant à protéger les libertés individuelles (en particulier le fait de ne pas pouvoir présenter devant le juge les preuves obtenues sans mandat de perquisition) constituent, en fait, une garantie d'impunité pour beaucoup de criminels profes-

sionnels, ceux-ci connaissant souvent aussi bien le code que leurs avocats. Le système de cautionnement très libéralement utilisé met, en fait, hors de la portée de la loi, les criminels récidivistes n'ayant d'autres sources de revenus que le produit de leurs activités criminelles. Il y a là une certaine contradiction, à l'échelle du tribunal, entre un double rôle traditionnellement assumé. Protectrice des valeurs sociales par l'application des lois dans un esprit de justice et d'équité, la Cour doit aussi protéger les libertés individuelles, devant les abus de pouvoir des organes policiers ou judiciaires. Les mêmes contradictions peuvent être observées en ce qui concerne le service pénitentiaire qui doit en même temps punir, resocialiser, procéder à une ségrégation des condamnés. Ces contradictions se reflètent, évidemment, dans la pratique des personnes oeuvrant dans chacun des sous-systèmes.

Les contradictions à l'intérieur des sous-systèmes sont aggravées par celles qui caractérisent l'ensemble de l'administration de la justice. En effet, non seulement les services relèvent de plusieurs ministères, mais le statut des magistrats leur garantit des libertés exceptionnelles. L'interprétation que chaque corps constitué fait de la loi n'est ajustée, coordonnée, intégrée, en fait, par aucune autorité supérieure. Bien des chercheurs ont qualifié cet ensemble de non-système. Le souci de la protection des libertés individuelles est sans doute primordial dans l'esprit des citoyens comme dans celui des dirigeants politiques et judiciaires. Dans certaines circonstances, ceci se fait au détriment d'une organisation rationnelle, efficace, de la défense sociale en vue de la protection du public contre la criminalité. On réalise, dans ces conditions, combien il est difficile d'établir des critères objectifs d'évaluation alors que les objectifs du système comme tel sont vagues et que ceux des sous-systèmes sont contradictoires (Rizkalla, S., Szabo, Denis et al (1976)).

Examinons maintenant la différence entre les secteurs privés et publics quant aux critères d'évaluation de l'efficacité. Contrairement aux croyances répandues, le secteur public ne souffre pas, par rapport au secteur privé, d'un manque de cadres qualifiés et compétents. Mais la clientèle, dont les intérêts doivent être servis par les institutions/systèmes est, de toute évidence, moins homogène que les services publics. Comme le fait remarquer P. F. Drucker (1973), le système scolaire, par exemple doit servir à la fois les intérêts des élèves, ceux

des instituteurs, des parents, des contribuables et de la communauté en général. Ces intérêts sont parfois contradictoires, ils sont toujours partiels. Il est en particulier malaisé de les traduire dans un concept opérationnel et mesurable. On ne peut pas évaluer l'intérêt général de la même manière qu'une usine de fabrication de produits alimentaires peut préciser ses objectifs et les moyens appropriés pour y parvenir.

Cette hétérogénéité de la clientèle à servir apparaît dans le domaine de la justice pénale. Ce qui est efficace pour les uns ne l'est pas pour les autres. Une société pluraliste en proie à de graves conflits d'intérêt, excessivement mobile et hétérogène, peut difficilement s'accorder sur des critères d'évaluation de coût-efficacité de son système de justice pénale. Il n'est pas étonnant que lors des premiers débats concernant le coût des services pénitentiaires, certains s'inquiètent du fait que l'on ne réduise pas l'ordinaire des prisonniers.

Selon Drucker, une différence majeure et souvent négligée rend le transfert des technologies d'évaluation particulièrement précaire entre le secteur privé et les services publics. Elle réside dans le financement radicalement différent de ces deux secteurs. En effet, l'efficacité des services privés est évalué en fonction de la satisfaction de la clientèle. Les organismes publics, en revanche, sont financés à partir d'allocations budgétaires, votées par le Parlement et gérées par l'État. Il n'y a pas de relation nette et directe entre la production et le coût. Ce dernier est couvert par les impôts que lève le législateur.

De plus, au lieu d'être en compétition avec d'autres organismes privés produisant des biens similaires, comme c'est la règle, les services publics ont le monopole des fonctions qu'ils accomplissent. Pour eux, selon Drucker, le « résultat » de leurs activités se mesure en termes de budget : meilleur résultat est égal à plus gros budget. L'efficacité d'un organisme public dans ces conditions ne consiste pas à produire plus pour un coût moindre, comme c'est le cas dans l'industrie privée. L'efficacité pour les services publics est synonyme de capacité de maintenir, voire d'accroître le budget de l'organisme.

Lorsqu'on présente des arguments pour accroître le budget des services publics, la justification n'est point basée sur la réalisation de tel ou tel de ses objectifs. L'argumentation devrait être accordée à la me-

sure de l'intention de rencontrer des objectifs. Pour la forme, on parle d'efficacité et de contrôle des coûts. En fait, l'importance d'un service public repose sur deux critères étroitement liés : l'importance du personnel et le montant du budget. Contrairement donc au secteur privé où la vertu suprême consiste à réaliser de meilleurs rendements à un coût moindre et avec le minimum de personnel, le service public doit honorer ses « promesses » à une clientèle large (car monopolisée), ayant des intérêts hétéroclites et souvent opposés.

Il faut servir tout le monde, plaire à tout le monde, voici la logique des services publics. Appliquées au système de justice criminelle, la punition comme la réhabilitation, la prévention comme la répression ont de puissantes clientèles dans la société. Il s'agit de ménager chacun partiellement. Ce qui apparaît comme une dépense injustifiable pour les uns, Peut constituer la mesure la plus « fonctionnelle », la plus « efficace » pour les autres. Ainsi, dès la création des services d'assistance à l'administration de la justice au ministère de la justice américaine, vers la fin des années soixante, les milieux criminologiques ont dénoncé avec véhémence les dépenses que ce service a effectuées pour l'équipement technologique des forces policières. On estimait que les subventions ne tenaient pas compte des besoins pressants des autres secteurs comme la prévention, la formation du personnel, la recherche, etc.

Les conclusions de Drucker méritent d'être méditées. Selon lui, un organisme financé à même les fonds publics, jouissant d'un monopole établi par la loi, est compensé pour ses services non pas suivant des critères de « performance » mais suivant des critères de « mérite ». Ces institutions sont rémunérées, non pas parce qu'elles rapportent à la communauté mais en fonction des bonnes intentions et de la générosité de ses programmes. Il est illusoire d'espérer des miracles grâce aux recherches évaluatives sans réaliser un minimum de consensus entre les éléments des sous-systèmes et l'ensemble du système de l'administration de la justice. Tout au plus, s'agit-il là d'exercices d'école qui indiquent ce qui serait possible une fois réalisé le consensus concernant les critères.

Il est néanmoins intéressant d'examiner la suggestion de N. Morris et G. Hawkins (Letter on crime control to the President, The Universi-

ty of Chicago Press, 1977) qui constitue une proposition bien structurée en vue de l'établissement d'une politique criminelle. Les recommandations de réformes de la commission Katzencach datent de plus de dix ans et la criminalité a augmenté de 70% alors que la population américaine ne s'est accrue que de 7%. La moitié seulement des cambriolages sont rapportés et moins de la moitié de l'ensemble des agressions contre les personnes et des viols sont portés à la connaissance de la police. Le caractère endémique et incontrôlable de l'accroissement de la criminalité est tel qu'il y a plus de probabilité pour un jeune mâle américain né en 1974 de mourir aux mains d'un criminel qu'un soldat américain avait de mourir au combat pendant la Seconde Guerre Mondiale.

Devant une telle aggravation de la situation, les autorités fédérales ont affecté des ressources considérables à la lutte contre le crime. Entre 1969 et 1974, les budgets ont doublé, allant de 7,3 billions à 15 billions de dollars. Les dépenses en personnel ont absorbé une portion importante du budget : de plus de 700. 000, le nombre de personnes employées dans l'administration de la justice est passé à plus d'un million. Or, durant cette même période la criminalité violente enregistrée par la police s'est accrue de moitié ! Les pouvoirs publics furent désarmés. La philosophie et les préceptes des criminels s'exprimaient d'une manière lapidaire dans la réponse donnée par le jeune et populaire gouverneur de Californie M. Brown, à une question du journaliste alarmé devant l'inefficacité des mesures de prévention et de répression de la criminalité :

« Stay low, move fast, and don't carry a lot of money » (traduction libre : ne vous montrez pas trop, mais si c'est indispensable, déplacez-vous avec rapidité, et sans avoir trop d'argent sur vous..)

C'est devant cette carence des pouvoirs publics en matière de politique criminelle que nos auteurs soumettent les suggestions précises que voici :

- il faut établir clairement les priorités de l'action gouvernementale. Elles ne peuvent concerner que les mesures visant à faire diminuer le nombre des crimes violents et prédateurs. À cet effet, il importe de libérer la police comme les tribunaux de toutes les tâches qui ne sont

pas directement liées à cet objectif ; d'autres juridictions devront être créées pour traiter des affaires qui, jusqu'à présent, ont encombré les services de police et de justice ;

- le contrôle des armes à feu doit faire l'objet d'une législation précise longtemps attendue. Il doit en résulter une diminution considérable du nombre des revolvers et des pistolets en circulation chez les particuliers ;

- les présentes dispositions pour combattre l'usage des drogues sont à la fois inefficaces et criminogènes. Une nouvelle structure administrative doit aller de pair avec une nouvelle législation ;

- la surcharge des tribunaux a provoqué des pratiques abusives (plea bargaining) qui non seulement bafouent la notion de la justice, mais rendent infructueuse la lutte contre le crime. « Acheter » par le parquet la coopération de l'accusé lors de la présentation de la preuve, négocier l'admission de la responsabilité dans tel ou tel crime par rapport à d'autres informations (d'ordinares plus graves), est une pratique généralisée qui doit cesser. De même la prononciation de la sentence doit obéir à un certain nombre de règles souples mises au point avec la collaboration de l'association des magistrats par le « American Law Institute Model Penal Code ». Il doit en être de même pour les procédures des appels et pour les sentences en matière criminelle ;

- si l'on admet que les prisons existent pour punir le condamné, il ne s'ensuit pas qu'on doive refuser les possibilités de resocialisation, que certains peuvent réclamer. Les services de resocialisation actuellement existants, doivent s'étendre, le rôle des officiers de probation et de libérations conditionnelles, se préciser, leur nombre, s'accroître.

Afin de mettre en oeuvre leurs recommandations, nos auteurs suggèrent la création d'un droit pénal administratif. Ce droit aura pour objet toute réglementation, concernant la circulation, l'alimentation, la construction (logement, loyer), l'alcool et les autres drogues, la sécurité industrielle, la discrimination dans l'emploi, les réglementations des marchés. Tous ces règlements et les délits qu'ils établissent, les auteurs les qualifient de « social welfare offenses », c'est-à-dire d'atteinte aux règlements protégeant la qualité de la vie collective. En plus, ce

même droit devra inclure la criminalité des corporations, ou personnes morales. La distinction entre compétition acceptable ou frauduleuse, les marges de profits décentes ou inadmissibles, etc., doivent figurer dans ce type de droit. L'actuel droit criminel nous est de peu de secours en la matière. Le droit civil, de son côté, apparaît insuffisant.

Un tel système juridique exige la mise sur pied d'un personnel distinct de celui des cours criminelles habituelles. Celui qui est bien préparé pour combattre en tant que policier, procureur, ou juge, les crimes de sang ou le proxénétisme, n'est probablement pas aussi bien équipé pour traiter les infractions d'une compagnie multinationale, susceptible de se livrer à des activités frauduleuses, ou d'une industrie contrevenant à la protection de l'environnement.

Le système de justice criminelle pourrait aussi être délesté des « crimes sans victimes » dont la poursuite constitue actuellement la moitié des arrestations effectuées par la police. Le droit criminel ne devrait pas réglementer ce qui relève, de l'avis de la majorité des citoyens, de la moralité privée de chacun qu'il s'agisse du commerce sexuel entre adultes consentants, de l'usage des drogues en privé et sans but lucratif ou des jeux de hasard.

Le diagramme suivant illustre et résume l'argument de Morris et de Hawkins (p. 24). Les crimes de catégorie A incluent les délits prédateurs comme l'homicide, le viol, le cambriolage, le vol à main armée et avec effraction, l'incendie et le vol de type traditionnel. Les crimes de catégorie B comprennent les pratiques illicites, y compris les fraudes, la corruption, la criminalité des affaires, la criminalité fiscale, les jeux illicites, le trafic des drogues, le recel, etc. Les crimes de catégorie C concernent les pratiques illégitimes relevant surtout de la protection de la qualité de vie, telles que la réglementation concernant les produits alimentaires, l'urbanisme y compris les règlements de zonage, la protection de l'environnement, le droit du travail, les jeux illicites, le viol et les attentats à la pudeur, l'abandon de la famille, la mendicité, le vagabondage, la prostitution, l'alcoolisme et l'usage des drogues, etc.

Type de crimes	Enquêteur	Preneur de décision	Peine maximum
A	Police	Cours criminelles	Emprisonnement
B	Agents civils, inspecteurs, agents secrets, etc.	Cours criminelles	Emprisonnement
C	Agents civils, inspecteurs, agents secrets, etc.	Commissions, régies administratives, cours criminelles seulement pour multirécidivistes.	Amende, retrait de permis, etc.

Nous avons présenté la proposition de ces deux auteurs afin d'illustrer les problèmes que posent la politique criminelle et son arme principale, la recherche évaluative, dans un grand pays du « common law ». On constate que l'état libéral nord-américain est particulièrement démuné tant sur le plan législatif et réglementaire que sur le plan de la mise en application des lois (services, organismes, personnels), lorsqu'il s'agit de concevoir et d'appliquer une politique criminelle. Il n'en va pas de même pour les pays socialistes, où la politique criminelle fait partie d'une politique sociale et administrative cohérente. La situation est bien moins délicate aussi dans les pays vivant sous la règle du droit continental : les codes et les services publics administrant la justice constituent des points d'appui plus solides dans la lutte contre le crime que l'appareil législatif et administratif des pays de *common law*, en particulier les Etats-Unis.

Le bilan que nous venons d'esquisser peut paraître, et à juste titre, plutôt sombre pour les usagers en puissance des services criminologiques. L'introduction de la dimension dynamique basée sur une perspective temporelle, peut peut-être faire entrevoir le rôle plus décisif que la recherche criminologique évaluative pourrait jouer dans la politique sociale. Les problèmes posés prennent, en effet, un relief particu-

lier suivant qu'on les place dans une perspective à court, à moyen et à long termes.

Des mesures à *court terme*, d'ordre pratique, sont nombreuses et leur justification découle, soit d'études déjà effectuées, soit d'une conviction humanitaire et morale, partagée par une fraction importante du public et des cadres dirigeants. L'action ne requiert point ici de recherches approfondies, ni d'expérimentations socio-culturelles complexes. Ce qui est exigé, c'est une volonté politique de proposer et puis d'imposer une solution acceptable pour la majorité des personnes ou groupes concernés. Par exemple, la majorité est d'accord pour diminuer les effets déshumanisants du système pénitentiaire, accélérer les procès devant les tribunaux, assurer l'accessibilité de l'assistance judiciaire à tous les justiciables, diminuer l'arbitraire discrétionnaire des agents de la justice, tant dans les institutions pénales que devant les cours juvéniles. Il y a aussi, très probablement, une majorité qui approuve l'accroissement de la compétence académique des techniciens auxiliaires de la justice ; qui voudrait qu'on légifère contre les agissements du crime organisé, qui réclame la protection des consommateurs contre la fraude organisée.

Cette perspective d'une durée de 5 à 10 ans, épuise d'ordinaire la capacité d'innovation des gouvernements au pouvoir. Pour effectuer ces changements, on a besoin d'une volonté inébranlable d'aboutir, basée sur la conviction, proclamée publiquement, de la justesse de ces mesures. Cette volonté doit s'accompagner d'une habilité tactique, d'un usage de l'art de persuasion pour créer un consensus.

L'intellectuel-technicien, « démystificateur », a son rôle à jouer ici en démasquant les faux arguments et en aidant à placer les données du problème dans une perspective rationnelle.

Ce genre de mesures figure dans le programme électoral des partis politiques qui ne sont pas carrément réactionnaires. Il ne faut pas être non plus délibérément progressiste pour en proposer et en appuyer la mise en pratique.

L'établissement des standards, les nonnes d'intervention des pouvoirs publics auprès des délinquants constitue un bon exemple de re-

cherche dont l'impact à court terme est aussi évident que son importance à moyen terme. Les Nations unies elles-mêmes, ont proposé des règles minima à être observées dans les conditions de détention des criminels. Elles ont également suggéré, lors de leur congrès à Genève en 1975, des règles tendant à l'élimination de la torture dans la phase policière du procès pénal.

Plus récemment, Maurice Cusson et D. Laberge-Altmejd (1977) ont entrepris une recherche concernant les normes d'intervention auprès des jeunes mésadaptés. Visant la situation au Québec, leur recherche s'étend toutefois à toutes les normes actuellement disponibles et pratiquées. Ils suggèrent l'adaptation de ces normes à la situation locale, Voici comment ils définissent leurs propos :

« Les standards ou normes d'intervention auprès des jeunes mésadaptés sont des règles qui indiquent les lignes d'action que devraient adopter les institutions, les foyers de groupe, les services de probation... qui ont pour clients des jeunes ayant des problèmes d'adaptation comme la délinquance. Ces normes établissent les conditions à respecter pour offrir aux clients et à la société les meilleurs services possibles. Elles se présentent comme des énoncés brefs sur ce qui devraient être et, à ce titre, fournissent un modèle auquel on compare une pratique et une action. À la condition d'être suffisamment précise, la norme ou standard offre un critère... à celui qui veut évaluer les politiques et les interventions des praticiens. »

Les standards définissent l'excellence, et doivent être élaborés en fonction des connaissances scientifiques, des principes de politique criminelle, des exigences -de justice et de l'expérience. Représentant une synthèse de connaissances et d'expériences, ils évoluent à la lumière de ces deux facteurs. Cette évolution est cependant mesurable et susceptible d'évaluation de la part de ceux qui ont la charge des services.

Suivant les amateurs, l'établissement des standards clarifie, tout d'abord, les règles du jeu. Les programmes d'intervention précise et cohérente sont substitués aux obligations floues et imprécises. On réduit ainsi l'arbitraire et les risques d'abus. Ensuite, les standards assurent une opérationnalisation systématique du système des principes de politique criminelle, réduisant ainsi la distance qui sépare la théorie de l'action.

Plus importants encore au niveau des moyens, les standards invitent à contrôler la qualité du travail non seulement quant aux services offerts, mais également dans le processus décisionnel dans le milieu de vie du client, etc. Les standards rendent également possibles des procédures d'accréditation et d'évaluation, incluant l'autoévaluation et l'évaluation continue.

Insistant bien sur le danger de bureaucratisation que peut provoquer l'implantation des standards ainsi que sur le caractère dogmatique qu'ils peuvent revêtir aux yeux de personnes mal avisées, les auteurs les regroupent en cinq chapitres. Nous les énumérons en marquant entre parenthèses, les diverses sections que couvre chacun des chapitres. I. Principes et objectifs (énoncés de politique, objectifs, principes, droits), II. Décision (l'admission, en cours d'intervention) ; III. Services (éducation et formation scolaire, travail-emploi, loisirs, traitement, travail avec la famille, réinsertion sociale, utilisation des ressources externes) ; IV. Cadre de l'intervention (relations personnel-client, règlements, sanctions, mesures de contrôle, milieu de vie, contacts avec l'extérieur) ; V. Organisation (personnel, dossiers, information, coordination avec le réseau, recherche et évaluation).

Us efforts similaires à ceux de M. Cusson et de D. Laberge-Altmejd se multiplient depuis le développement des recherches criminologiques, et sont indispensables à tout progrès. Ils indiquent avec précision l'apport de la recherche dont les bénéfices sont déjà perceptibles à court terme.

Une perspective à *moyen terme* convient à l'examen des problèmes plus complexes. Quelle doit être l'étendue des services juridiques communautaires ? En ce qui concerne les personnes éligibles, où doit se situer la ligne de démarcation quant au revenu minimum acceptable ? Dans le droit contesté, devons-nous inclure le droit pénal seulement ou bien aussi le droit familial, civil et commercial ? L'alternative à l'emprisonnement gagne de plus en plus d'appuis, mais le choix des mesures divise les experts comme l'opinion. L'amende ou les interdictions professionnelles ne seraient-elles pas des sanctions plus appropriées que l'emprisonnement dans le domaine du droit du travail et du droit commercial ? Quel genre de soutien et de surveillance devons-

nous assurer et à quel type de récidiviste, l'appliquer pour permettre une resocialisation, à la suite d'une incarcération prolongée ?

La victime est la grande oubliée des réformes judiciaires. Au delà des timides mesures d'indemnisation ne faudrait-il pas envisager un système qui mette en contact directement agresseurs et victimes en substituant la réparation « morale » (punition) par une restitution et une compensation effective pour des dommages infligés ? Faire travailler des chauffards dans des salles d'urgence, des escrocs pour des mères nécessiteuses, des ivrognes dans des cliniques de désintoxication, autant de mesures dont l'intérêt paraît évident. Il en va de même pour le maintien ou l'élimination du code pénal de toute une série de délits qui heurtent les sentiments moraux d'une partie de la société mais qui, en fait, ne causent de dommages qu'à celui qui s'inflige cette pratique. Les jeux, les délits de mœurs entre adultes consentants, la pornographie, etc., - tout ce qu'on appelle des crimes sans victimes - pourraient faire l'objet de mesures administratives, de réglementations sanitaires, etc., au lieu de demeurer sous l'empire d'une législation pénale.

Tous ces exemples ont cependant en commun le caractère hypothétique des résultats escomptés. Us menacent des sanctions dissuadentelles tout le monde de la même manière ? La réglementation des délits actuels de mœurs suffit-elle pour protéger l'ordre public et les mineurs ? La législation de l'usage de certaines drogues diminue-t-elle les conséquences criminogènes de la situation actuelle ? Il faut bien admettre qu'on l'ignore. On présume de certains résultats en fonction de l'expérience passée, mais aussi, il faut bien l'admettre, de nos préférences morales ou idéologiques. La manière de poser le problème, de s'interroger sur certains points, trahissent un penchant, une prise de position.

Dans ces conditions, le criminologue collabore avec des organismes publics ou privés bien disposés, à la mise en oeuvre d'expériences soigneusement conçues, rigoureusement exécutées et évaluées. Une belle illustration de nos propos est l'expérience conduite au Massachusetts par la Commission et l'État pour l'enfance délinquante et le Centre d'études judiciaires de l'Université Harvard. À un an de préavis et sur l'ordre du Gouverneur de l'État, les opérations de toutes les ins-

titutions d'accueil et de traitement de jeunes délinquants ont été suspendues. Les budgets gelés devaient être affectés à l'exécution de mesures de rechanges, proposées par les services. Les chercheurs de Harvard conduisent des recherches sur les effets de ces mesures. Après évaluation, de nouvelles directions de réformes peuvent être envisagées.

En effet, le nombre des institutions était largement réduit, et la re-socialisation devait être basée sur les ressources communautaires. Le taux de récidive considérable (plus de 50%) des institutions traditionnelles, la stigmatisation infligée aux jeunes internés pour le reste de leurs jours, enfin l'obligation du traitement allant à l'encontre du droit des jeunes à « être différents » favorisaient une remise en cause radicale du système institutionnel traditionnel. Rien n'assurait cependant que les ressources communautaires constituent une alternative réaliste et valable à l'institutionnalisation actuelle. L'ouvrage de MM. Ohlin, Miller et Coates, en cours de publication, nous apprendra ce qui en est : ces livres constitueront probablement le premier effort systématique en vue d'évaluer un changement social planifié en politique criminelle (LE. Ohlin, AD. Miller et RE. Coates, (1977)).

Les fonctions critiques, créatrices et prophétiques du criminologue peuvent se combiner heureusement. Chacun est libre de mettre l'accent là où il voudra : les esprits pessimistes comme optimistes, les sceptiques comme les naïfs, peuvent se composer des justifications suffisantes pour un engagement effectif.

Les mesures à moyen terme ont une portée de 10 à 30 ans ; de ce fait, elles sont sujettes à des variations considérables dans l'interprétation des résultats puisque les espoirs comme les goûts changent notablement durant un tel laps de temps ; elles peuvent néanmoins figurer, au moins en pointillé, dans le programme politique des mouvements surtout à caractère idéologique. Leur parenté avec les grands mythes idéologiques est assez visible ; la société se partage d'ordinaire, à leur sujet entre les habituelles familles politiques échelonnées de la gauche à la droite. Cependant, l'engagement au niveau existentiel est possible puisque le moyen terme s'intègre aisément dans le cycle de vie d'une génération.

Les explications strictement scientifiques, les effets des tendances idéologiques et les exigences d'une conjoncture politique, témoins des préférences de l'opinion publique, s'entremêlent à court et à moyen termes sans s'amalgamer cependant. Un dosage s'établit à la suite de conflits, de négociations, de feintes et de concessions réelles ou frauduleuses entre les divers points de vue et les divers intérêts appliqués. Chacun peut même si c'est parfois extrêmement compliqué et risqué, tenter de protéger ses propres critères d'intégrité morale. Rien de tel n'est plus possible lorsqu'il s'agit des problèmes qui commandent une solution à *long terme*. Tout y est subordonné à la fonction prophétique, tout dépend de la conception qu'on a de la destinée ultime de l'homme et de la société. Des aristotéliens et des platoniciens, des thomistes et des augustinien, des hégéliens et d'autres, partisans de philosophies matérialistes ou idéalistes, évolutionnistes, fonctionnalistes ou structuralistes, se partagent depuis toujours les philosophes, les intellectuels et les « prophètes ». La propension des individus - aucun mot plus précis ne désigne cette ouverture et cette capacité d'imprégnation de chacun des intellectuels à l'égard de l'une ou l'autre proposition philosophique - leur appartenance à l'une ou l'autre des familles d'esprit, obéissent probablement à des règles au moins aussi complexes que celles qui fixent le patrimoine génétique de l'humanité.

Dans une *longue perspective*, les moyens prévus pour la solution des problèmes perdent radicalement de leur intérêt. Seules comptent les valeurs auxquelles ont adhère viscéralement, intellectuellement et moralement. Celui qui espère - et croit - dans l'avènement d'un nouvel Adam envisagera et luttera pour des mesures qui suppriment la contrainte aliénante de la société, il rêvera d'une organisation sociale où la sanction d'un acte illicite sera prise instantanément dans les cadres d'une démocratie de participation directe et totale.

« The task is to create a society in which the facts of human diversity, whether personal, organic or social, are not subject to the power to criminalize » (Taylor et al, 1973). C'est ce que proclament les protagonistes de la nouvelle criminologie. D'autres n'auront qu'un sourire narquois pour de tels espoirs ; ils placeront les leurs dans une société régie par les lois de la cybernétique et soumise aux manipulations biogénétiques des élites dirigeantes, en accord avec un peuple préoccupé surtout de la qualité de sa vie à lui. Toutes les expériences et solutions

partielles à court et moyen terme apparaissent comme des mythes, de ridicules rapiécages, des tentatives à la fois futiles et coupables de concilier l'inconciliable. Celui qui juge à long terme assume le rôle prométhéen par excellence de l'homme.

Il n'y a cependant aucun critère, hormis la foi, pour départager les protagonistes ; on sait que les Guerres de Religions, de l'Inquisition jusqu'aux guerres civiles révolutionnaires, furent parmi les plus sanglantes, les plus longues de l'histoire et laissèrent au cœur des hommes des blessures inguérissables. Il n'y a aucun critère autre que le combat verbal puis, rapidement, physique, pour séparer les « croyants » des « hérétiques ». On pourrait espérer que les grands affrontements idéologiques de la première moitié du siècle, aient prouvé leur terrible stérilité et leur caractère suicidaire. Mais il ne semble pas que la leçon fut comprise par tous, car de nouveaux barbares naissent à chaque génération, hérauts fanatiques de leurs vérités mythiques simplistes... Et les leçons, chèrement acquises par l'ancienne génération, sont payées régulièrement, par les nouvelles. Le criminologue réformateur poursuivant ses expériences à moyen terme, deviendra la cible de ces nouveaux intégristes penchés sur les sommets de leur vérité première, qui le tueront de communiste, s'ils sont d'extrême-droite ou de capitaliste s'ils sont d'extrême-gauche.

Les fonctions critiques des intellectuels sont considérées comme ridicules et leurs fonctions créatrices apparaissent grotesques devant les passions meurtrières que crée l'indignation morale du prophète brandissant le fléau du jugement dernier. On ne peut que se rappeler le dicton : « inter armas silent musae ».

En conclusion, on aurait bien tort de voir en ces quelques considérations, la marque d'un esprit désabusé. De nombreuses raisons peuvent motiver l'engagement des citoyens, criminologues ou non, dans l'oeuvre de Sisyphe qu'est la réforme de la condition de l'homme dans la société. L'esprit millénariste des prophètes du bonheur ou du malheur éternel n'est pas le seul qui puisse susciter l'engagement au service d'un idéal. Cependant, l'engagement en vue d'une action visant à changer des institutions existantes obéit à des règles différentes, suivant qu'on se place à court, à moyen ou à long terme. Dans les deux premières perspectives, on est conscient d'intervenir sur des situations

en déséquilibre permanent où la solution de chaque problème en crée d'autres qui, à leur tour, devront être résolus dans un esprit pragmatique bien qu'inspiré par des jugements de valeur et des options philosophiques plus ou moins explicites. Le criminologue, quelle que soit sa fonction sociale est armé pour ce genre d'action et la sauvegarde de son intégrité, face à des intérêts antagonistes, peut être assurée dans le cadre d'un état non totalitaire. L'intransigeance de l'homme de sciences, sera par ailleurs, fonction de sa propension prophétique : plus la passion nourrie par l'indignation morale à l'égard du milieu est puissante, plus il préconisera des solutions et des méthodes d'intervention qui tendent vers l'utopie. Or, à court et à moyen terme, des méthodes d'évaluation existent ; dans certaines conditions favorables, les leçons qu'on en tire, peuvent être cumulatives et transmises. La politique économique est le seul secteur dans le domaine socio-culturel qui offre l'exemple probant d'un tel développement. Comme on a tenté de l'indiquer, les autres secteurs de la politique sociale, en particulier la criminologie, ne peuvent point s'appuyer sur de tels arguments, faute d'avoir pu expérimenter sur une haute échelle les diverses hypothèses possibles. Mais nous sommes encore à l'aube de la recherche scientifique en matière politique et sociale.

Pour terminer, il faut bien affirmer que tout engagement, quelle qu'en soit la perspective, n'est en dernière analyse qu'individuel. Contrairement à ce que pensait Durkheim, la conscience collective n'est pas un substitut de divinité. La dualité entre l'homme et son semblable, l'individu et la société, est une donnée fondamentale et inhérente à l'histoire de l'humanité. Le mal absolu, s'il existe, s'incarne dans l'esprit et les actes des hommes et non dans les structures abstraites des organisations collectives. Par conséquent, il ne sert à rien de vouloir changer les institutions sans faire appel aux sentiments des hommes ; ceux-ci les inspirent dans une large mesure, et les font fonctionner. La démocratie politique avec l'extension progressiste de la démocratie économique, assure le maximum de marge à l'expression libre de la créativité et de la spontanéité de chacun, en accord avec l'exercice de la liberté d'autrui.

Enfin, on pourrait peut-être méditer une réflexion d'Hannah Arendt (1972) paraphrasant sans doute un vieux proverbe. Il récuse la légitimité de la violence comme un moyen d'action dans le règlement de

conflits entre individus ou entre groupes. En effet, comme il n'y a pas de « bons » ni de « mauvais » mythes, il n'y a pas de critères universels pour apprécier les objectifs qu'on assigne à l'homme ou à la société, tous louables d'un certain point de vue. En revanche, les moyens mis en oeuvre pour réaliser ces objectifs, peuvent faire l'objet de mesures et d'évaluations. L'intellectuel-chercheur, peut jouer un rôle considérable dans le domaine modeste des moyens : à court et à long termes, eux seuls sont susceptibles d'expérience et d'évaluation et finalement, eux seuls peuvent amener un changement dans la stabilité épaisse des institutions.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre IV

Criminologie appliquée : conditions d'une collaboration entre l'université et l'État

Criminologie « pure » ou « universitaire » : concepts et fonctionnement

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à tout récemment, la très grande majorité des chercheurs a été de type fondamental, selon le sens que Pinatel (1975) donne à ce terme. Il s'agit en effet de travaux en vue d'augmenter la connaissance scientifique par l'exploration et la clarification des aspects théoriques de la criminologie ; leur but immédiat n'est pas l'amélioration ni la correction d'un état de fait et leur financement est indépendant d'une application à des situations concrètes. Ces recherches peuvent être étiologiques au comparatives et s'inspirer soit des sciences naturelles soit des sciences humaines. Quelles sont les conséquences de cette conception sur l'état actuel de la recherche, quel bilan peut-on dresser ? Quatre points nous semblent résumer la question

- a) la diversité des sujets traités ;
- b) la complexité grandissante des instruments de recherche ;
- c) le caractère uni-disciplinaire de la plupart des démarches ;
- d) l'absence de coordination des recherches universitaires.

La diversité des sujets traités.

[Retour à la table des matières](#)

La curiosité intellectuelle du chercheur orientant ses travaux et le choix de ses sujets, on ne s'étonnera point de rencontrer en criminologie la plus grande diversité de thèmes et de méthodologies. Si peu de problèmes ont échappé à la curiosité des universitaires, peu de connaissances cumulatives subsistent. Rares sont les recherches qui subissent l'épreuve d'un contrôle véritable et les travaux qui font l'objet d'une confrontation critique.

Les connaissances qui en résultent sont empreintes d'un impressionnisme intellectuel, qui est à la science ce qu'est la poésie par rapport à la prose. En toute justice, avouons que la situation n'est guère meilleure dans la plupart des sciences sociales, dont l'orientation « pure » s'apparente d'ailleurs fortement à celle de notre discipline. Les sources de financement précaires des recherches universitaires obligent le chercheur à un grand opportunisme : il doit saisir l'occasion favorable et l'exploiter avec une grande économie de moyens. Ceci contribue encore à dégager une image peu cohérente de l'univers de la recherche criminologique. On n'a pas souligné par ailleurs, le caractère illusoire de la démarche des sciences exactes qui préconisent l'accumulation patiente des faits et des observations, comme source prépondérante du progrès scientifique. Le phénomène criminel est si mouvant, les liens avec le contexte socio-culturel sont si intimes, qu'une expérience n'est souvent transposable qu'au prix de simplifications qui la vident de sa substance.

La complexité grandissante des instruments de recherche.

Les progrès de la technologie et de la méthodologie scientifiques avançant rapidement, ceux qui y font des emprunts dans le domaine criminologique, en ont accru substantiellement l'arsenal d'outils d'investigation. Les instruments de mesure les plus perfectionnés ont connu des applications fort intéressantes depuis quelques années ; le contrôle des variables a fait des progrès incontestables. Toutefois, les

résultats sont soit décevants, soit sans rapport avec l'importance de l'investissement intellectuel ou matériel. L'exemple le plus spectaculaire concerne l'évaluation des méthodes de traitement de groupes d'individus en liberté surveillée en Californie. Us différentes méthodes de traitement (ou de non-traitement) ne semblent avoir aucun effet sur le comportement de l'individu. Parmi les multiples causes possibles du phénomène, il faut souligner celle qui illustre notre propos présent : l'ambiguïté des concepts (recouvrant l'ambiguïté d'une réalité) de traitement, de liberté surveillée, de délinquants etc... Nos unités de mesures fondamentales ne sont pas clairement définies et sont par conséquent rebelles à une manipulation scientifique complexe. Les tableaux de prédiction des Glueck en donnent un autre exemple : élaborés à partir des pourcentages, leur valeur prédictive est corroborée par l'application de techniques complexes comme l'analyse de régression.

Le caractère uni-disciplinaire de la recherche criminologique

[Retour à la table des matières](#)

Le caractère uni-disciplinaire de la recherche criminologique tient surtout à l'organisation de l'infrastructure institutionnelle dont eue relève. On peut le décrire comme une recherche qui se conçoit et s'exécute dans les instituts de l'université, sous la direction d'un maître. Conçus sur le modèle de laboratoire des sciences naturelles fondamentales, des mini-centres abordent en toute liberté et en toute pauvreté l'étude des phénomènes qui préoccupent le titulaire de la chaire. L'examen des relevés publiés par le Conseil de l'Europe ou le NCCD est instructif à cet égard. Les lettres de noblesse de la recherche criminologique étant plutôt récentes dans le monde académique, les crédits qui lui sont attribués reflètent parfaitement cette situation.

Le professeur, consacrant par ailleurs une partie importante de son temps à l'enseignement et à l'administration, dirige quelques assistants ou étudiants qui préparent une thèse : voici l'image d'Epinal de la recherche criminologique universitaire, qui se dégage avec netteté du panorama dressé par Radzinowicz (1961), dans « L'avenir de la Cri-

minologie ». La plupart des publications sont signées par un seul chercheur, ce qui dénote l'inspiration uni-disciplinaire de ces travaux. L'abondance croissante des enseignants-chercheurs et des fonds de recherche en Amérique du Nord, n'altère pas fondamentalement cette image de la recherche universitaire. Les structures académiques n'assurent pas en effet une plus grande perméabilité et les criminologues font, en règle générale, partie de départements ou facultés, pour lesquels leur préoccupation demeure partielle sinon marginale. La pratique de plus en plus répandue de la recherche contractuelle s'insérant dans des cadres académiques à dominants uni-disciplinaire, ne modifie pas sensiblement le tableau.

L'absence de coordination des recherches universitaires.

[Retour à la table des matières](#)

L'absence de coordination réfère au problème des priorités. Le postulat implicite est clair : est prioritaire le sujet que le chercheur trouve intéressant. Cette conception a été exprimée avec cohérence tout récemment par le Dr. T.C.N. Gibbens dans son rapport général présenté à la septième conférence des instituts de recherches criminologiques tenue à Strasbourg en Décembre 1969. Il déclare que la priorité doit être accordée aux études que les chercheurs, compte tenu des possibilités, des méthodes et des techniques existantes jugent pouvoir mener à bon terme, et qu'ils estiment contribuer substantiellement à la théorie et, en deuxième lieu, à la pratique. Dans cette perspective les priorités sont égales aux thèmes généraux de recherche et Gibbens dégage, à partir des rapports internationaux qui lui furent soumis, les points suivants :

- étude de la société : le comportement criminel inconscient ou non-relevé par les autorités ou le public ; effets de dissuasion des peines ; attitude du public devant la gravité des crimes et le traitement des délinquants ; sociologie des services médicaux et juridiques consacrés aux criminels.

- étude des institutions sociales : étude sociologique sur le fonctionnement des tribunaux, les services de protection de l'enfance, les services médico-psychologiques, la police ; les méthodes d'établissement de statistiques sur le crime et les criminels.

- étude des délinquants : études phénoménologique et psychologique portant notamment sur les nouveaux types de délinquants ; étude de « follow-up » des carrières criminelles par rapport aux autres formes de comportement social ; typologie des délinquants ; études étiologiques de tel ou tel type de délinquant par rapport au traitement appliqué.

- étude des institutions de traitement : les implications criminologiques d'éventuelles modifications juridiques concernant la fraude, les jeunes délinquants adultes et les délinquants dangereux ; étude comparative des traitements ; la durée du traitement ; les caractéristiques des institutions pénitentiaires et les moyens permettant d'obtenir et de mesurer la transformation accomplie ; l'influence de l'aide post-pénitentiaire apportée par les fonctionnaires ou par des volontaires sur les effets du traitement.

On voit combien cette liste cerne avec précision les tendances de la recherche universitaire et on note l'absence de tout classement prioritaire. On y définit en effet la criminologie en fonction des intérêts des chercheurs et non pas en fonction des intérêts de la société dont l'objectif est la lutte contre le crime. Cette même tendance prévaut dans la note d'orientation sur la politique de recherche du Ministère de la justice française comme dans le rapport présidentiel américain Katzenbach publié en 1967. Dans un ouvrage récent et qui a retenu à juste titre l'attention tant des milieux universitaires que du public éclairé, Morris et Hawkins distinguent les domaines suivants toujours sans leur assigner une quelconque priorité :

- analyse de systèmes
- recherches étiologiques
- recherches de prédiction
- recherches évaluatives ;
- recherches sur l'intimidation.

Il correspond à ce fractionnement des orientations une égale dispersion des organisations des structures de la recherche. Dans l'absence de priorités établies, chaque département ou faculté universitaire, chaque ministère ou organisme de protection sociale, s'organise comme bon lui semble, entraînant ainsi une allocation peu économique des ressources et des énergies.

Que peut-on conclure de ce tableau des traits de la recherche criminologique « pure » ou « universitaire » ? Insérée dans l'université dont les traditions les plus puissantes protègent et valorisent la liberté d'initiative totale du chercheur, sa diversité est à l'image de la multiplicité des facettes de la criminalité et de la réaction sociale qu'elle suscite. Tributaires d'épistémologies, de formation et d'obédience méthodologiques les plus diverses, les chercheurs universitaires ont une conception personnelle de « leur univers scientifique » et des priorités de recherches correspondant à cette conception personnelle. Or, sans avoir pu faire de recensement précis, on peut affirmer que les criminologues qui engagent au moins la moitié de leur temps à la recherche, sont à 80% des chercheurs universitaires. Une notable exception est relevée dans les pays socialistes qui ont créé des groupes de recherche dans le cadre de leurs ministères et de leurs académies et où ce pourcentage semble plus près de 50%. Aucun recensement précis n'existant à l'heure présente, ce n'est qu'avec une marge considérable d'erreurs, que l'on peut risquer des estimations : il n'y a probablement pas plus de 1500 personnes engagées plus qu'à mi-temps dans la recherche criminologique dans le monde entier. Les deux tiers de ces personnes sont probablement intégrées dans les structures universitaires et pratiquent la recherche « universitaire » telle que nous l'avons analysée ici.

Application des connaissances criminologiques : problèmes de communication

[Retour à la table des matières](#)

Si l'histoire de la recherche criminologique se confond avec l'histoire de la criminologie universitaire, nous n'avons toujours pas une analyse historique du rôle de l'administration dans le développement de ces recherches. Celles-ci se caractérisent probablement par l'incompréhension, la méfiance et la résistance tant à l'égard des chercheurs qu'à l'égard de l'apport possible de leurs travaux à l'administration de la justice. Nous allons nous interroger, par la suite, sur les raisons de cet état de choses, avant de chercher les meilleures conditions d'un changement social et d'une fructueuse coopération.

Raisons de la réticence de l'administration à appliquer les résultats de la recherche criminologique

Les raisons motivant la résistance de l'administration peuvent être résumées en cinq points :

1. l'idéologie de l'administration où prédomine, normalement, l'esprit du *statu quo* et où survit une tradition séculaire incarnée dans les structures et dans les institutions ;
2. la portée pratique limitée des conclusions éprouvées des travaux de recherche ;
3. l'idéologie réformiste des chercheurs qui risque de créer un conflit d'autorité.
4. l'idéologie de l'opinion publique influencée par le danger que représentent pour la collectivité, les activités criminelles ;
5. l'attitude du parlement et du gouvernement qui reflète les mouvements d'opinion du public et les préoccupations de l'administration.

L'administration : esprit gestionnaire.

L'administrateur de la justice, qu'il soit responsable des services de la police, des pénitenciers, de la liberté surveillée ou de l'élaboration des sentences et de leur exécution, est chargé de l'application et de l'interprétation, des lois dans des limites sévères. L'autorité dont il est investi dérive de celle de l'État dont il est l'agent exécutif. Pour comprendre l'administration, il faut donc examiner la loi, en l'occurrence le code pénal et les arrêtés ou décrets ministériels, qui prescrivent les règlements, les procédures, etc... L'absence presque complète d'une sociologie de l'administration de la justice, nous réduit aux simples constatations de sens commun même si ce dernier peut nous conduire à de graves erreurs d'appréciation.

On relève souvent l'immobilisme, le conservatisme de ceux qui sont chargés de l'administration de la justice et qui ne réalisent pas que la fonction de cette administration est définie par d'autres qu'elle-même. Si la police est chargée de maintenir l'ordre public quel qu'il soit, est-il raisonnable de s'attendre de sa part à une analyse critique de la situation de crise qu'elle est obligée d'affronter ? Si la loi prescrit la responsabilité morale individuelle des accusés, peut-on reprocher à la magistrature de tenir peu compte des dossiers de personnalité et des éléments socioculturels dans l'évaluation de l'accusé ? Si l'administration pénitentiaire est chargée de la punition en même temps que de la « réhabilitation » des détenus, peut-on sincèrement s'attendre de sa part à la mise au point d'expériences complexes et hasardeuses privilégiant d'une façon décisive les techniques de resocialisation au détriment de celles de la punition ?

À ces considérations s'ajoutent le poids des traditions et des structures sans parler des limites qu'imposent l'architecture judiciaire et pénitentiaire à tout changement d'orientation même ordonné par les pouvoirs constitués, et sans oublier les mentalités qui s'expriment dans les manières d'aborder, de traiter et de disposer de l'accusé ou du détenu rebelle à toute transformation radicale. Là encore, les recherches précises font défaut. Des mémoires nombreux, consacrés aux souvenirs de prison ou de persécution policière frappent cependant par la similitude des récits... Peu de relations sociales semblent affligées

d'une continuité, d'une pérennité comparables à celles qui régissent les rapports entre justiciers et justiciables.

Il convient de noter également à cet égard la formation intellectuelle des membres de l'administration de la justice. Les facultés de droit, les écoles militaires et parfois, les écoles d'administration publique constituent les pépinières de la grande majorité. Les facultés des sciences humaines (médecine incluse) fournissent de plus en plus de candidats : ceux-ci chaussent cependant des bottes qui furent fabriquées et utilisées par et pour d'autres usagers. Sans porter un jugement catégorique on peut souligner que cette formation juridique ou militaire ne prédispose pas ses titulaires à l'esprit de la recherche scientifique. L'administrateur porte le poids d'une organisation hiérarchique, dont la règle d'or est de ne jamais encourir de risques inutiles. Il gère et à la rigueur interprète prudemment les institutions et les lois qui lui sont confiées par le législateur ou le supérieur hiérarchique. Certains événements se chargent d'ailleurs de rappeler aux plus audacieux les dangers des initiatives nouvelles et hasardeuses : les émeutes éclatent plus facilement dans des prisons connaissant des changements de régime de vie, car la « culture carcérale » garante de stabilité se sent menacée dans ses privilèges ; le voleur à main armée à son premier délit, et mis en probation, peut récidiver spectaculairement ; les jeunes entreposent de la marchandise volée dans le club de prévention organisé sous la protection de la police... etc.

On constate donc que le système social caractérisant cette bureaucratie ne stimule pas l'initiative d'un changement quel qu'il soit ; au contraire, il semble que tout le poids du système va vers un conformisme au niveau des fins et pratiques traditionnelles. Ce n'est pas un spécialiste des sciences sociales qui devrait alors s'étonner du peu de réceptivité, voire de l'hostilité de ces milieux à l'égard de la recherche criminologique. En effet qu'est-ce que cette recherche leur apporte ou leur rapporte ?

*Portée pratique limitée des conclusions
des travaux de recherche.*

À l'instar des autres sciences humaines, la criminologie fournit peu de certitudes ou de lois scientifiques d'où peu d'applications. Berelson (1964), a tenté de résumer toutes les conclusions vérifiées auxquelles sont parvenues les sciences du comportement. L'examen critique de cette liste révèle 50 propositions originales et valides parmi les 1045 énumérées par l'auteur. Il importe de rappeler ici le caractère universitaire de la recherche criminologique contemporaine. Les savants qui sont la plupart du temps à cent lieues des milieux lugubres où s'administre la justice et loin des problèmes peu intellectuels qui préoccupent ceux qui l'administrent, ont peu d'attraction pour les praticiens et vice versa. Sous les pressions diverses, les administrations ont commencé à introduire, depuis une dizaine d'années, les services de recherche dans les ministères de la justice et à établir par le truchement des contrats, des relations de travail avec certains centres universitaires. Le plus ancien et le plus intéressant exemple est, à cet égard, celui du « Horne Office » au Royaume Uni, dont le modèle a inspiré les autres initiatives gouvernementales. Dans les pays socialistes en particulier, en Pologne, en Yougoslavie, en URSS et dans la RDA, d'importants services de recherche relèvent soit du ministre de la justice soit des services du procureur général. Il est probablement trop tôt pour dresser un bilan de ces expériences, mais les universitaires ont dû cependant renoncer à l'initiative du choix de sujet, accepter les limitations dans le choix méthodologique et renoncer parfois à la publication intégrale des résultats des recherches. On conviendra qu'il s'agit là d'un crime de lèse-majesté dans l'optique traditionnelle du chercheur universitaire. On ne doit donc pas s'étonner que l'enthousiasme pour cette collaboration ne soit pas débordant.

Il n'est pas excessif non plus chez les administrateurs. Quel est l'intérêt pour le magistrat Mine étude complexe sur la prise de décision judiciaire et le rôle des dossiers de personnalité, alors que les services de probation de la cour sont parfaitement insuffisants par rapport aux besoins de la clientèle. Quelle est l'utilité d'une recherche dans de telles conditions ? Quel enthousiasme peut-on espérer de l'administrateur pénitentiaire pour les raffinements des tests de classification et de dia-

gnostic ou pour des expériences prometteuses en traitement de toute sorte, s'il sait que l'architecture des institutions existantes, le niveau de formation actuelle de son personnel, la persistance d'une culture carcérale constituent un carcan d'acier s'opposant à toute velléité de réforme ?

L'application des connaissances dérivées des recherches exige le développement d'une stratégie d'application qui commande une démarche administrative encore inédite dans la plupart des secteurs de l'administration publique. Pensons à l'échec des politiques sociales dans des domaines aussi vitaux que l'éducation, la santé publique, le développement régional etc... Nous en parlerons en détail plus loin. Qu'il suffise de dire ici, que dans l'état actuel de la recherche scientifique et de l'administration de la justice, on voit mal les possibilités d'application des connaissances devant améliorer l'administration. Notons à titre indicatif les difficultés rencontrées par les économistes face aux hommes d'affaires et aux industriels, par les biologistes face aux cliniciens et praticiens avant que des modes institutionnalisés de collaboration ne soient institués dans le respect de la vocation particulière de chacun. Nous sommes loin, encore très loin d'un tel *modus vivendi*, en ce qui concerne la criminologie et l'administration de la justice.

Idéologie réformiste des chercheurs.

L'idéologie véhiculée par la recherche scientifique ajoute encore aux difficultés de coopération. Tout universitaire demeure attaché avec une intransigeance souvent jalouse, à la liberté de choix de ses sujets de recherche, de ses instruments de mesure et à la publication de ses résultats afin de les confronter publiquement avec ceux d'autres chercheurs.

Cette philosophie est la garantie indiscutable de la liberté académique qui a fait des universités des foyers de la liberté de pensée et parfois des libertés tout court. Personne ne songe à contester cette position et l'attitude qui en résulte pour le chercheur individuel dans les pays où survit la tradition d'une démocratie libérale. Mais à partir du moment où le chercheur se fait le promoteur d'une certaine conception de l'homme et de la société, de certains moyens pour réaliser l'épa-

nouissement de l'un ou de l'autre, il sort de son sanctuaire et affronte les défenseurs d'autres conceptions opposées aux siennes. On ne peut plus invoquer à ce moment-là les principes qui garantissent l'intangibilité de sa liberté. Le « savoir pour pouvoir » d'Auguste Comte, a fait d'une catégorie importante de chercheurs et d'universitaires les protagonistes d'une certaine réforme sociale qui se range sur le côté gauche et progressiste de l'échiquier politique. Il est normal que les protagonistes d'autres conceptions philosophiques, sociales et politiques n'accordent aucun privilège particulier aux chercheurs : leur opinion est une parmi d'autres et on en disposera suivant des règles étrangères aux procédures des débats dans les séminaires universitaires.

Concrètement nous sommes en face de la situation suivante les criminologues cliniciens prônent, sur le plan pratique une réforme radicale de l'institution pénitentiaire telle qu'elle existe et invoquent, pour l'essentiel les résultats de leurs recherches en milieu carcéral. Ils décrivent la faillite totale des efforts (modestes) de resocialisation entrepris par l'administration. Le moindre effort de compromis ou d'arrondissement des angles suscite pour le chercheur les pires difficultés : qu'on songe aux attaques dont fut l'objet l'éminent criminologue qui s'est livré à l'analyse probablement la plus exhaustive de l'efficacité du système correctionnel américain, non seulement de la part de l'administration mais surtout de certains de ses collègues « progressistes » (D. Glaser). La moindre concession aux uns, suscite des accusations de s'être « vendu », et la moindre opposition de réforme, un tant soit peu substantielle, fait taxer son auteur d'utopiste ou d'esprit subversif. Le sociologue qui analyse le fonctionnement de la police ou celui des tribunaux, est rarement ami d'une philosophie punitive et des méthodes fortes vis-à-vis des accusés.

Les résultats de ces recherches risquent d'être entachés d'un certain parti-pris ; mais même si les biais peuvent être limités à cet égard, rien n'empêchera d'ordinaire la sociologue-citoyen d'invoquer ses qualités et son expérience à l'appui d'une politique plus libérale dans l'administration des tribunaux et de la police.

Comment peut-on espérer, dans ces conditions, que les chefs responsables de ces administrations ne perçoivent pas les chercheurs comme un des groupes de pression politique dans l'arène des luttes

sociales dont l'arme s'appelle « la recherche scientifique » ? Ferri en Italie, Prins en Belgique, Bates aux USA pour les anciens, Lady Wootton, Jean Pinatel, Noël Mailloux, Thorsten Sellin chez les contemporains, ont été non seulement des chercheurs mais aussi des militants acharnés et combatifs de la réforme pénale ; de ce fait, leur exemple est instructif à souhait.

Il ne faut pas sous-estimer dans ce contexte, la fragilité de la défense que les méthodes objectives de la science assurent aux chercheurs face à l'administration, comme d'ailleurs face à l'opinion publique divisée. Qu'on rappelle l'expérience toute récente du groupe de recherche sur l'administration de la justice, du département de Criminologie de l'Université de Montréal, qui s'est livré à une analyse de l'opinion publique sur les activités policières et judiciaires. Il en est ressorti que le public a une opinion plutôt favorable de la police et négative à bien des égards vis-à-vis de la magistrature et des membres du barreau. Or la Commission pour le compte de qui l'enquête a été menée, était perçue comme ayant une orientation résolument réformatrice et libérale. La réaction à la publication des résultats ne s'est pas fait attendre : les milieux de gauche accusaient les chercheurs d'un biais en faveur de la police, pourfendeurs de la jeunesse contestataire et menace pour les libertés des citoyens. Les plus conservateurs furent non moins sévères : saper l'autorité des corps constitués, dénigrer le banc et les gens de robe, est-ce là que visent les criminologues ? Les méthodes des sciences sociales n'ont rien de très objectif et en tout cas rien d'inoffensif aux yeux de ceux dont la formation professionnelle est basée sur la critique impitoyable de toute opinion. Les opinions de certains sociologues prenant position pour une sociologie engagée ne fait que les confirmer dans les soupçons déjà entretenus.

On peut donc conclure que les chercheurs se faisant les porte-parole de réformes, sont perçus par l'administration comme les représentants d'un groupe de pression dont l'outil, la recherche scientifique, ne sert souvent qu'à déguiser le dessein d'une épreuve de force en vue de l'exercice du pouvoir.

Réaction de l'opinion publique.

Et c'est ici qu'on doit aborder l'influence sur l'opinion publique, des activités criminelles et leurs effets sur l'attitude de l'administration et sur les chercheurs. On n'a peut-être pas assez souligné le lien qui existe entre la peur de la criminalité, ressentie par l'opinion publique, et le degré de tolérance, qui s'exprime par l'opinion libérale. Prenons l'exemple des pays scandinaves. L'idée des réformes libérales ne se heurte pas dans ces pays à des sentiments de frustration ou de vengeance de l'opinion publique ou de l'administration de la justice comme dans la majorité des autres pays. Si nous imaginons un instant les conditions de sécurité publique transportées de Washington à Stockholm, nous pouvons présumer une détérioration rapide de l'opinion publique libérale. La menace quotidienne que l'activité criminelle exerce sur les citoyens, rend l'opinion publique extrêmement nerveuse et fermée aux changements ou réformes, dont personne ne pourrait garantir les effets bénéfiques. De plus, la qualité médiocre de la chronique judiciaire dans la plupart des pays, l'existence des journaux à sensation qui vivent en symbiose souvent avec les éléments les moins recommandables, jouent un rôle notable à ce propos.

Ce qu'il est nécessaire de souligner toutefois, c'est l'importance du poids de la criminalité mise en relation avec les lois, et l'administration nationale de la justice. Les résultats obtenus dans les enquêtes d'opinion publique s'interprètent en fonction de ceux-ci. L'opinion publique véhicule des représentations qui reflètent les philosophies politiques et sociales. Les organes d'informations, exercent un rôle non négligeable, ainsi les journaux de gauche seront plus ouverts aux idées de réformes, les journaux conservateurs le seront moins. Le rôle des média, bien qu'il ait été peu considéré dans les recherches d'opinion publique jusqu'à présent, peut constituer un centre d'intérêt pour les chercheurs, dans la mesure où ils sont préoccupés par une réforme pénale, et peut notamment contribuer aux changements d'attitudes afin de raffermir l'opinion libérale.

Position du gouvernement.

En dernier lieu nous devons souligner combien l'attitude des parlements et des gouvernements reflète celle de l'opinion publique d'une part, et est conditionnée par les administrations d'autre part. C'est une tautologie que d'affirmer l'interdépendance de l'opinion publique et des pouvoirs politiques dans des pays de démocratie libérale. Aucun homme politique ne pourra survivre, sur le plan électoral, s'il est en contradiction flagrante et prolongée avec des courants majoritaires de l'opinion publique. *Les exceptions confirment ici la règle* : que telle personnalité non-conformiste ait pu se faire même un capital politique avec des opinions « réformistes » ou « très réactionnaires » ceci n'altère pas le fait que l'opinion publique vit en symbiose étroite avec le pouvoir politique.

Il convient de s'arrêter un peu plus longuement à l'examen des relations entre l'administration et le pouvoir politique. *Les recherches faites sur la bureaucratie gouvernementale nous enseignent à quel point est mince la marge de manoeuvre du ministre, pourtant seul responsable de la politique, en face de celle pratiquée par les hauts fonctionnaires de son ministère.* En plus de la législation, des règlements hérités d'un passé séculaire, et des habitudes de penser et d'agir modelées sur ces règles, il y a la conviction profondément ancrée dans la mentalité des serviteurs du public, qu'ils savent mieux que quiconque ce qu'il faut faire pour bien administrer leurs services. Tout homme politique connaît ce syndrome et essaie d'y parer, en bâtissant un cabinet bien étoffé de « conseillers spéciaux » qui, dans certains pays et à certains égards finissent par dédoubler ou par court-circuiter la hiérarchie administrative officielle.

Notre propos n'est pas d'analyser en détail le phénomène : les « politicologues » y ont déjà consacré leur attention depuis quelques années. Il suffit pour nous d'attirer l'attention et de signaler la nécessité pour la communauté des chercheurs, d'établir une stratégie d'action et de collaboration s'ils veulent que leurs idées aient un impact sur la politique sociale de leur pays.

Conditions d'un changement social

[Retour à la table des matières](#)

Quels sont les moyens pour assurer un changement social en adaptant l'administration de la justice aux exigences de la criminologie contemporaine ?

Si nous admettons qu'il se dégage des recherches criminologiques une certaine conception de l'administration de la justice, et si nous reconnaissons la légitimité pour les chercheurs de se préoccuper d'une réforme visant la réalisation de cette conception, on peut s'interroger sur les rôles respectifs des diverses parties en cause :

1. l'université d'abord qui réunit le plus grand nombre de chercheurs.
2. l'administration ensuite qui a la charge des institutions
3. le pouvoir politique finalement qui doit arbitrer les divers projets de réforme et à qui revient la responsabilité de faire respecter le bien commun.

Rôle de l'Université

Il y a lieu de développer à l'université, sans préjudice pour les traditions de liberté académique, un secteur dans le domaine des sciences sociales qui accepte la perspective de l'application des connaissances dérivées des recherches. À l'instar des écoles de polytechnique et de médecine qui se sont développées aux côtés des facultés des sciences vouées à la recherche fondamentale, on doit souhaiter la création d'écoles d'ingénieurs sociaux ou de « polytechniques psychosociales », couvrant l'ensemble des champs économiques, sociaux et politiques. Il faut bien reconnaître que nos universités sont loin d'avoir admis la nécessité de former des praticiens, de les équiper de techniques d'action et d'intervention et de développer des activités de recherche visant les transformations sociales. Les exigences de la formation scientifique des chercheurs visent à instruire des étudiants en vue de connaître de plus en plus de choses sur des phénomènes de

plus en plus restreints et précis. Or, la démarche d'une science appliquée va à l'inverse : c'est sur un champ ou un domaine de plus en plus complexe, la santé, et l'urbanisme par exemple, qu'il s'agit de connaître de plus en plus de choses. Toutes les tentatives pour greffer l'application sur la recherche fondamentale ont été vouées à l'échec : les deux démarches sont incompatibles au sein d'un seul curriculum de déontologie et d'épistémologie. Elles sont plutôt complémentaires : on parle de choses semblables, mais dans une perspective et avec une finalité différentes. Il faut donc leur créer, et on l'a d'ailleurs déjà fait, des institutions distinctes.

On peut concevoir dans une telle perspective et dans un tel contexte institutionnel, la naissance d'équipes de recherches qui pourraient collaborer, avec de considérables chances de succès, avec une administration orientée vers le progrès.

Rôle de l'administration.

À quelles conditions l'administration peut-elle devenir réceptive à l'apport sensible de la recherche ? On pourrait en signaler quelques-unes : tout d'abord les fonctionnaires devront être recrutés de plus en plus dans les milieux des sciences humaines appliquées et un certain dénominateur commun, pourrait exister du moins au niveau de la formulation des problèmes et des moyens pour les étudier et les résoudre. La question du choix des objectifs demeure entière : elle relève de l'échelon politique. Mais des magistrats et avocats plus renseignés sur les sciences humaines, des fonctionnaires chargés de traitement et formés dans le cadre des sciences humaines devront créer de toute évidence, dans des conditions actuellement inconnues, un dialogue entre la communauté des chercheurs et celles des praticiens-administrateurs.

Une autre conséquence de cet état de choses sera que l'administration intégrera dans son sein un service de recherche, de programmation et de développement à l'instar d'autres branches de l'administration publique. Cette pratique, mise au point dans l'industrie privée, a fait faire des progrès considérables dans le domaine de la rationalisation des méthodes de gestion administrative. Des administrateurs de la justice formés dans ce moule n'auront aucune difficulté à intégrer la

recherche et ses résultats dans la règle interne de leur gestion. Les universités devront pourvoir à ces besoins qui iront en s'accroissant une fois le tournant pris. Le moment de cette transformation n'est pas si éloigné qu'on pourrait le croire : les créations comme l'Institut national de justice criminelle à Washington ou les services de recherches du Solliciteur Général du Canada, et les réalisations analogues dans plusieurs pays européens, justifient un optimisme certain en l'avenir.

Rôle du pouvoir politique

C'est là qu'on arrive à cerner le rôle du pouvoir politique dans cette stratégie du changement. Chaque gouvernement quelle que soit sa couleur politique, doit faire face au décalage qui existe entre l'esprit et la lettre de la loi, la tradition de l'administration et les aspirations des groupes plus ou moins puissants vers un changement plus ou moins radical. Comment canaliser ces forces, comment disposer de ces problèmes le plus utilement possible, voilà la question qui se pose à ceux qui exercent le pouvoir. Une des techniques, dans des pays à tradition de droit coutumier, est de créer tous les 25 à 50 ans une Commission royale d'enquête, dont les travaux s'étendent sur une période de deux à cinq ans et constituent une base d'action pour l'administration et le gouvernement. Il s'agit là d'une opération essentiellement politique : en effet, la Commission doit faire des recommandations qui relèvent de la décision politique : elle a toute la latitude et l'indépendance voulues pour enquêter sur tous les aspects du problème qui relève de son mandat. L'inconvénient du système est que le gouvernement qui a institué la Commission a rarement l'occasion d'examiner les possibilités de mise en oeuvre des recommandations, et les conditions politiques sont rarement réunies pour assurer une réalisation intégrale des recommandations. Les commissions de planification, composées principalement de fonctionnaires correspondent aux mêmes besoins dans les pays du continent européen. Les Commissions royales travaillent publiquement, avec des audiences largement commentées par l'opinion publique, et déposent un rapport devant le parlement. Par contre, les comités de fonctionnaires travaillent d'ordinaire, dans la grande discrétion qui caractérise le pouvoir étatique qu'il soit de la tradition napoléonienne, metternichienne ou bismarckienne.

Il semble que le système des commissions royales d'enquête, pour aussi libre qu'il soit de garantir l'examen le plus complet et le plus objectif d'un problème complexe et épineux, pêche par les trop grandes bouchées que constituent presque nécessairement ses rapports. Rarement le pragmatisme, qui est la règle d'or de l'action politique, peut en faire usage au point que cela rende justice à l'importance des recommandations de la Commission. Le comité de fonctionnaires pêche, de son côté, par une trop grande discrétion et se trouve de ce fait dans une trop grande dépendance de la conjoncture politique quotidienne dont est tributaire tout pouvoir politique. Nous avons noté déjà la traditionnelle tendance de l'administration à préserver le statu quo, le pouvoir ministériel seul, semble être un contrepoids trop léger pour assurer une orientation suffisamment dynamique, suffisamment axée sur le changement.

Sans écarter ces deux systèmes d'opération dont disposent les gouvernements et qui peuvent se justifier probablement dans des contextes politiques particuliers, il y aurait lieu d'envisager la possibilité d'une troisième solution. Celle-ci consistera dans l'institution d'une commission permanente, responsable devant le Parlement, qui recommandera chaque année les réformes qui lui paraissent opportunes dans l'administration de la justice du pays. Il s'agira de surveiller non seulement la lettre de l'application des lois, mais également leur esprit et de porter une appréciation en fonction des besoins des justiciables et des exigences de la protection des biens et des personnes de même que les libertés civiles. Une telle Commission ne se substituera point ni au pouvoir politique ni à l'administration : le premier conservera toujours la responsabilité des initiatives et la seconde celle de l'exécution. Mais une commission de la réforme permanente de la justice permettra d'introduire la souplesse nécessaire dans les tentations de l'immobilisme ou des réformes trop incohérentes qui ne tiendraient compte que d'aspects partiels du problème. L'opinion publique pourrait ainsi être éclairée sur la complexité et l'enjeu des réformes en cours. De plus une telle Commission pourrait agir comme agent stabilisateur lors des périodes de troubles ou de crises politiques.

Conditions d'une collaboration plus harmonieuse entre chercheurs et administration.

[Retour à la table des matières](#)

Telles sont d'ailleurs les meilleures conditions d'une plus harmonieuse collaboration entre chercheurs et administrateurs. En effet, à l'heure actuelle les conditions d'une pareille entente ne sont point réunies : l'université, où règne en maître l'esprit de la recherche pure, reste sourde aux problèmes de l'administration de la justice. (Qui parmi nous n'a pas entendu les réflexions de certains collègues, et non des moindres, sur le caractère déplaisant ou dégradant pour un universitaire de s'intéresser aux problèmes de la police par exemple ?..) Il faut qu'un secteur des sciences humaines ou sociales appliquées soit créé avec comme partie intégrante un secteur consacré à la criminologie et à l'administration de la justice. En contrepartie, l'administration doit redéfinir les critères de recrutement de ses agents, intégrer dans sa gestion des principes rationnels d'innovation, de tests et d'évaluation subordonnant progressivement à ces nouveaux critères les modes de gestion traditionnels. Enfin, le pouvoir politique pourrait garantir une adaptation permanente de l'administration de la justice aux exigences changeantes de la situation en instituant une commission permanente de réforme pénale. Les communautés de chercheurs, de citoyens et l'administration pourraient être représentés au sein de cette commission dont le rôle, tout en n'étant que consultatif, pourrait revêtir une grande importance comme catalyseur et stabilisateur des forces diverses en interaction, voire en conflit les uns avec les autres.

Nous ne prétendons pas que ces innovations assureront, à coup sûr, des évolutions régulièrement harmonieuses. Il semble toutefois qu'à une époque de rapides changements socio-économiques et socioculturels, l'administration de la justice doit sortir d'une torpeur que son sous-développement relatif a provoqué. Même si les sciences humaines n'assurent pas autant de certitudes qu'on aimerait, la création d'une grande école des sciences humaines appliquées dans les importantes sociétés du monde accélérera, à coup sûr, le développement des connaissances, des recherches et la formation d'un personnel d'un haut

niveau technique dans tous les domaines où les changements socio-économiques et socio-culturels ont besoin de spécialistes avertis. Même si le pouvoir politique devait normalement, avec une administration compétente, assurer l'adaptation des lois et des structures passées à une réalité nouvelle et changeante, la création des Commissions permanentes de réforme pénale donnera une meilleure garantie de stabilité et de mouvement de réforme équilibré. Grâce à ces quelques innovations, les conditions d'un dialogue et d'une collaboration meilleure, pour tous les intérêts en cause, pourraient être instituées entre ceux qui s'intéressent à une même administration de la justice plus humaine.

Modèle de criminologie appliquée

[Retour à la table des matières](#)

Le troisième et dernier problème que nous abordons concerne la possibilité d'établir un modèle de criminologie appliquée qui pourrait contribuer par une démarche appropriée à une administration plus rationnelle de la justice. Nous avons vu comment l'intérêt intellectuel du chercheur est le moteur de la recherche universitaire et son seul critère d'évaluation consiste dans son apport théorique original. Les recherches de ce type pourraient seulement conclure, sur le plan pratique, à la nécessité d'autres recherches en vue d'éclaircir ou de vérifier le rôle des variables peu explorées dans les recherches présentes. On conçoit le haussement d'épaules impatient de l'administration devant de tels résultats alors qu'elle est aux prises avec des problèmes d'un tout autre ordre. La recherche contractuelle dont l'initiative revient soit à l'administration soit à l'université mais dont l'orientation est conforme à tel au tel besoin spécifique de l'administration, permet d'apporter quelque lumière, quoique en ordre dispersé, à la solution de problèmes concrets. On conçoit également le scepticisme de certains universitaires devant de telles recherches qui ne remettent en cause les bases d'aucun système et contribuent en fait, d'après eux, au maintien de services ou de pratiques tout à fait néfastes ou injustifiées. La quasi totalité cependant des recherches criminologiques actuelles peut être classée dans l'une ou l'autre des deux catégories.

La conséquence de cette situation est facilement prévisible : ni la confiance ni le respect ne règnent entre chercheurs universitaires et fonctionnaires ou hommes publics chargés d'administrer la justice. Les récentes confrontations sur le plan international, comme l'expérience quotidienne vécue par la plupart de nous dans le contexte national, prouvent bien l'existence d'une atmosphère peu propice à la compréhension et à la collaboration mutuelles.

Il semble que seul un changement radical par rapport à la situation de fait actuelle peut nous sortir de l'impasse. Les changements qu'on observe dans les transformations des techniques de gestion étatique d'une part, et les préoccupations de certains milieux universitaires d'autre part, nous donnent des éléments dont pourraient se dégager des solutions concrètes. Il s'agit en fait d'arriver à une conception de science appliquée qui puisse à la fois satisfaire les exigences de l'administration publique et celles des chercheurs.

Ce changement auquel nous nous référons consiste dans la rationalisation des choix budgétaires - le « planning, programming, budgeting-system » mise au point dans l'industrie privée et importée dans l'administration publique d'abord aux USA et de plus en plus en Europe. L'analyse des coûts et des bénéfices dérivés d'une opération au d'un choix politiques, constitue la pierre angulaire de cette technique ainsi que l'analyse de systèmes qui permet d'évaluer en termes de « input » et « out-put » le rendement d'un service donné. Nous n'avons pas à développer ici les concepts théoriques ni à dresser le bilan de ce nouvel effort de gestion et de comptabilité nationales. Précisons simplement que grâce à elle, les objectifs d'une politique ont pu être explicités en termes précis et en rapport avec les moyens nécessaires à leur réalisation. Des méthodes appropriées peuvent être prévues afin d'évaluer en cours d'exécution les conséquences et la portée précise de chaque phase et de chaque élément qui intervient dans l'opération.

On voit immédiatement les conséquences révolutionnaires de cette technique de gestion pour notre domaine : à part des abstractions générales du code pénal, aucun État n'a explicité les objectifs en termes de moyens nécessaires à sa réalisation dans le domaine de la protection des citoyens contre la criminalité. L'orientation des services, qui

tous devraient être ordonnés à une même fin, relève d'une demi-douzaine de ministères, même dans les États à structure fortement centralisée. Que dire d'une poussière de juridictions dans le cas des états nord-américains où l'unification simple, voire la coordination des forces policières par exemple se heurte à des obstacles considérables ? On imagine les changements radicaux que l'introduction d'un tel système suppose dans l'administration publique. Devant l'urgence dramatique que revêtent les problèmes de la sécurité publique, il n'est cependant plus utopique ni inconcevable que le processus de changement s'accélère.

L'objectif fondamental est la réduction du coût social total accompagnant la criminalité grâce à un programme de recherche, d'innovation, de tests et d'évaluations (RDT). Concrètement, il s'agit de disposer d'une meilleure description des caractéristiques de la criminalité, des relations entre ses diverses composantes et les actions, les règlements et les pratiques prévues pour les contrôler, les réprimer ou les prévenir ; il faut améliorer les moyens de prévention, de répression ou de contrôle, en s'assurant de leur efficacité par des tests et des évaluations périodiques.

Dans cette perspective, la recherche criminologique a trois fonctions : la prévention du crime et la réhabilitation du criminel, le contrôle de la criminalité et les systèmes judiciaire, policier et correctionnel. Contrairement à l'approche universitaire, cette démarche permet de mieux sélectionner les priorités. Sous cet angle, un grand nombre de données communes à l'ensemble permettent une planification du système total ; d'autres indiquent des relations entre des composantes du système ; d'autres encore incluent des considérations extérieures au système de la justice (telles que les causes du crime) et finalement certaines s'appliquent à tous les sous-systèmes (allocation des ressources).

Pour réduire le coût total associé au crime, on propose la réduction du besoin et du désir de commettre des crimes ainsi que la réduction du coût associé à la répression et la prévention en les rendant plus efficaces. Une deuxième tâche consiste à tenter de réduire le coût inhérent aux opérations et au fonctionnement du système de la justice pé-

nale ; la dernière envisage la mise au point de programmes d'appoint et de support.

Blumstein énumère onze programmes que nous résumons ainsi :

Fonction I	Réduction du besoin et du désir de commettre des crimes : prévention et réhabilitation.
Programme I	identification et réduction des causes du crime.
Programme II	réhabilitation des délinquants.
Fonction II	Augmentation des risques et des difficultés de commettre des crimes : contrôle du crime.
Programme III	prévention directe du crime.
Programme IV	amélioration de la probabilité d'appréhension et de conviction des criminels.
Fonction III	Réduction des coûts d'opération du système de la justice criminelle.
Programme V	amélioration du rendement et de l'efficacité du système de la justice criminelle.
Programme VI	amélioration des relations entre le système de la justice criminelle et la communauté.
Programme VII	amélioration de la sélection et formation du personnel.
Fonction VI	Programmes d'appoint et de support.
Programme VIII	établissement d'équipement pour les tests et le laboratoire d'évaluation.
Programme IX	établissement et opération du centre de statistiques et de mensuration du crime.
Programme X	établissement d'instituts de recherches privées.
Programme XI	provision pour l'appoint technique à l'administration du programme.

Une application immédiate de ce nouveau concept a été envisagée : les ressources du nouvel institut de recherche de la justice criminelle du Ministère de la justice américaine, ont été allouées grâce à la collaboration d'un comité d'experts, en tenant compte des priorités. Voici un aperçu de ce programme.

FONCTIONS	PROGRAMMES	1968	1970	1975
I Prévention Réhabilitation	1 réduire les causes	39%	10%	6%
	2 réduire la récidive	26%	13%	12%
II Contrôle du crime	3 prévention directe	5%	10%	10%
	4 appréhension et conviction	1%	21%	20%
III Système de la justice	5 efficacité	15%	14%	10%
	6 relation avec communauté	3%	8%	6%
	7 personnel	5%	4%	6%
IV Appoint et support	8 centre d'évaluation	0%	3%	6%
	9 statistiques et mesures de la criminalité	5%	3%	10%
	10 centre de recherche	0%	10%	10%
	11 gestion du programme	1%	4%	4%
Fonds Totaux		\$18.2	\$10	\$50.
		millions fonds privés et gou- verne- men- taux	millions fonds gouver- nemen- taux	millions fonds estimés gouver- nemen- taux

On peut se demander si les indications de ce tableau sont valides pour les pays d'Europe. Nous le donnons à titre d'exemple et il sera intéressant de vérifier des variations transculturelles, reflets probables des tendances diversifiées de la criminalité et de la réaction sociale qu'elle suscite.

Ce tableau indique l'accent mis sur la prévention, l'appréhension et la conviction des criminels au détriment des études étiologiques ou de

celles consacrées au récidivisme. Les sommes consacrées à l'étude de ces derniers phénomènes demeurent néanmoins substantielles. L'application du modèle permet de rassurer ceux des praticiens et des citoyens qui se préoccupent essentiellement de l'amélioration du système de protection sociale sans sacrifier pour autant la recherche sur les causes plus générales.

Comment pourrait-on organiser la recherche suivant ce modèle appliqué ? il est évident que ni l'université, ni l'administration ne peuvent, dans leur cadre habituel, en assurer les conditions optimales de fonctionnement, comme nous avons tenté de le démontrer dans le chapitre précédent. Un institut national, attaché à la Commission permanente de réforme pénale, mais disposant d'une large autonomie de gestion et où sont représentés tant les divers services de l'État que les criminologues engagés dans la recherche, semble le lieu le plus approprié. Trois grands services devraient y figurer :

a) Un centre de recherche sur la prévention et la réhabilitation qui aurait pour objectif la réduction des besoins et des désirs de commettre des crimes.

b) Un centre de recherche sur la répression et le contrôle de l'activité criminelle qui viserait à rendre plus difficile la commission des crimes et à augmenter les risques d'être pris.

c) Un centre de recherche sur l'ensemble du système d'administration de la justice (police, tribunaux, services correctionnels, etc.) dont l'objectif serait de réduire les coûts, d'opération tout en rendant le système plus efficace.

Est-ce à dire qu'aucun service de recherche ne devrait exister en dehors de l'institut national si fortement orienté vers une recherche appliquée ? Certainement pas. Sans parler des recherches universitaires traditionnelles dont l'importance ne peut que s'accroître les divers secteurs comme la police, les pénitenciers, les services de liberté surveillée peuvent avoir sinon des centres de recherche du moins des chercheurs attachés à leur service. La tâche de ceux-ci consistera à réaliser les opérations de recherche liées intimement au fonctionnement de ces services à l'instar de l'économiste ou de l'ingénieur-

conseil engagé par les banques ou les entreprises industrielles. Ils constitueront les débouchés naturels des diplômés des écoles universitaires de criminologie formant des chercheurs appliqués.

Il ne semble pas que cette conception soit utopique ou hors d'atteinte pour la criminologie contemporaine. Quatre considérations nous semblent militer en faveur de l'hypothèse optimiste et pourraient inspirer des initiatives majeures dans les prochaines décennies :

a) La préoccupation de plus en plus vive de l'opinion et des pouvoirs publics concernant l'augmentation de la criminalité, et l'apparition de nouvelles formes de criminalité tant en Amérique du Nord qu'en Europe. La réforme pénitentiaire, parent pauvre de la politique sociale contemporaine, n'est plus seule en cause : on réalise le rôle de la police, l'importance de l'équipement des tribunaux, des services de prévention sociale etc., sans parler de la réforme du code pénal. Pour illustrer notre propos, notons que la lutte contre le crime précédait la guerre du Vietnam, la lutte contre la pauvreté et pour la sécurité de l'emploi parmi les points au programme du parti républicain aux dernières élections présidentielles américaines.

b) La deuxième raison concerne le coût vertigineux de l'administration de la justice sans qu'aucun moyen existe pour en évaluer les effets ni en prévoir les limites. Que faut-il améliorer d'abord ? Quel investissement a un meilleur rendement : augmenter le nombre des policiers, le niveau de leur formation ou les pouvoirs à leur disposition ? Personne ne peut répondre « scientifiquement » à ces questions pourtant simples. Faut-il construire des prisons à sécurité maximum, ou faut-il développer des régimes de traitement en communauté ? A quel rythme ? Pour quel type de délinquant ? Des milliards de dollars sont en jeu, sans parler de l'incidence humaine de ces mesures ; pourtant personne n'est en mesure de répondre.

c) La justice vient de sortir de l'antichambre de la politique sociale : elle figure maintenant aux côtés de l'éducation, de la santé et du bien-être comme un service essentiel et prioritaire dont les gouvernements doivent assurer le fonctionnement équitable et efficace. L'état développe des techniques de gestion budgétaire qui permettent l'établissement des priorités fiées aux moyens disponibles : rien ne l'empê-

chera de les appliquer à l'administration de la justice. La rationalisation des choix budgétaires et tout ce que cela implique sortira ce secteur des ornières comme elle est en train d'en sortir d'autres, et la recherche y jouera un rôle décisif.

d) Les crises qui ont secoué les universités depuis quelques années, ont conduit bien des professeurs à un examen de conscience. A côté du chercheur dans sa tour d'ivoire et du partisan d'une idéologie, deux extrêmes qui se retrouvent un peu partout, émerge dans les sciences humaines un nouveau type de chercheur, profondément préoccupé de la portée concrète de ses travaux et de son enseignement. Le nouveau type d'enseignement rencontre le désir profond des nouvelles générations de consacrer leurs efforts et leurs talents à l'amélioration de leur héritage physique et socio-culturel. Il nous semble que peu de disciplines sont aussi aptes que la criminologie, à canaliser un tel dévouement de la part des chercheurs-professeurs et de celle des jeunes en quête d'un champ d'engagement dans la société qu'ils abordent. Il est donc parfaitement possible de prévoir dans l'avenir la création des écoles de criminologie, foyers d'une recherche et d'une formation en science appliquée.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre V

Société post-industrielle, déviance et criminalité : vues sur l'avenir

[Retour à la table des matières](#)

Vingt ans d'expérience et de réformes, dans le domaine de la prévention du crime, laissent une image désolante. Pourquoi ? Il y a à cela plusieurs explications concourantes :

a) ni le laps de temps, ni les conditions d'expérimentation sociales et administratives n'ont été suffisantes pour qu'on puisse tirer des conclusions sur les faits étudiés, les programmes de correction ou de prévention appliquée, les mesures de politiques sociale et économique à plus vaste portée.

b) les données et les critères précis faisaient défaut pour établir des évaluations convaincantes, certes ; il y eut des améliorations notables, telles que l'enquête sur la victimation entreprise depuis peu, par le Bureau de Recensement américain, l'amélioration du système de collecte des données pour créer des statistiques intégrées, l'étude comparative des taux de succès observés dans divers systèmes correctionnels utilisant des méthodes d'intervention différentes, etc. néanmoins, ces résultats sont beaucoup trop partiels et imparfaits pour conduire à des politiques cohérentes.

c) la finalité de l'action préventive et curative et la légitimité de l'intervention publique sont apparues ambiguës et contradictoires à une fraction croissante quoique minoritaire des milieux sociaux. Cette prise de conscience de toutes les dimensions du problème touchant à la criminalité, est restée lettre morte, jusqu'à présent, et ce, à cause de plusieurs facteurs.

On présumait trop facilement que le progrès de la politique sociale et économique assainirait la société et qu'il en résulterait une diminution massive et quasi automatique de la délinquance : l'expérience ne corrobore pas ce postulat très répandu pourtant, parmi les responsables de la politique socio-économique.

On sous-estimait également et sans preuves suffisantes, le sentiment de justice ou d'injustice diffus dans la population, par rapport à l'égalité des chances dans le domaine économique, éducatif, sanitaire, etc. Dans l'ordre des priorités, la justice venait en queue jusqu'à ces toutes dernières années.

la doctrine et l'esprit même du néo-capitalisme libéral qui caractérisent la société nord-américaine, et dans une assez large mesure celle de l'ouest de l'Europe, excluent toute option, toute prise de position au niveau des valeurs. Seule, l'expression des préférences par des choix quantitatifs traduits sur les -mécanismes des marchés doit être sauvegardée à tout prix ; tout engagement au niveau des valeurs peut mener à une limitation des libertés et constituer le début d'un totalitarisme. Cette doctrine a reçu de nombreux correctifs, en particulier de la part de la social-démocratie ; néanmoins, elle demeure dans son principe même et il en résulte le caractère essentiellement amoral de notre système économique. Or, les sentiments de justice, quelle que soit l'analyse ou la description qu'on en fait, constituent des prises de positions profondément ancrées dans l'émotion et le subconscient humain.

À la suite de ce raisonnement, nous suggérons que la crise des valeurs de la civilisation occidentale s'exprime, d'une manière prioritaire, dans le domaine de la justice. Par conséquent, si l'on veut chercher des réponses aux questions posées, il faut s'y appliquer avec la même énergie et le même sentiment d'urgence qu'on a manifestés vis-

à-vis de la sécurité collective, du problème de la croissance ou de celui de la pollution.

Il est de notre conviction profonde que des réflexions créatrices, imaginatives et persévérantes contribueront aux mêmes progrès, modestes mais réels, qu'on a noté dans les secteurs précités. Il s'agit évidemment de vaincre les hésitations dues à notre formation, à notre esprit foncièrement libéral qui refuse d'aborder le problème des valeurs sur le plan collectif estimant qu'elles relèvent de la conscience individuelle.

Comme les fondements mêmes de l'action collective sont remis en question, il n'est que juste de réévaluer ces mêmes fondements à la lumière de la conscience contemporaine, de toutes les expériences scientifiques et administratives pertinentes, et des diverses options philosophiques.

Plusieurs ont affirmé que ce manque de consensus menace bien plus notre sécurité et notre survie collective tributaire du passé, que les guerres extérieures.

Les projections que nous pouvons faire à partir des tendances actuelles de la criminalité ainsi que l'évolution de la législation pénale justifient un profond pessimisme. L'accroissement de la criminalité est alarmant et l'arsenal de dissuasion paraît cruellement inadéquat. Depuis les temps les plus anciens, nos concepts comme nos techniques sont demeurés les mêmes alors que la société, elle, s'est modifiée considérablement. Traditionnellement, le droit exprimait les nonnes régissant le contrôle de la société sur ses membres ; selon toute apparence, ce contrôle s'exerce de moins en moins efficacement et tout indique que d'ici l'an deux mille, l'appareil judiciaire, incluant la police, les tribunaux, les services pénitentiaires et ceux consacrés à la délinquance juvénile, s'écroulera devant les tâches qui l'écrasent. Référons-nous aux révoltes dans les prisons, aux revendications des syndicats de magistrats et de policiers, etc.

La loi est, depuis toujours, réactive au lieu d'être proactive. Cela implique que le législateur ne précise les normes, ne prévoit les sanctions qu'une fois les faits imposés en suffisamment grand nombre à

son attention. L'ordre social inspiré par une morale incontestée n'a pas besoin de beaucoup de lois, car le comportement des gens est raisonnablement prévisible. Tant que la conscience individuelle, la conscience collective et les lois ne font qu'un, il n'y a pas de crise dans le sens où nous l'évoquons ici.

Le problème surgit lorsque les trois dimensions se séparent comme c'est le cas aujourd'hui ; bien des personnes ont noté que nous avons parcouru plus de chemin depuis la fin du XVIII^e siècle, que durant toute la révolution néolithique qui s'étend sur des millénaires. Depuis le milieu du XX^e siècle, les sauts dans l'évolution se mesurent à l'aune des décennies.

Or, on constate que le législateur qui traduit dans les lois les sentiments moraux de la société, a de plus en plus de mal à trouver des critères acceptables non seulement pour les délits dits de mœurs, mais également pour les délits contre l'intégrité physique de la personne ou des propriétés. Ce n'est donc pas seulement les conduites homosexuelles ou la prostitution qui sont devenues de plus en plus problématiques aux yeux de la morale de l'homme moyen, mais il est de plus en plus difficile de maintenir les critères traditionnels de « dangerosité » sociale qui opposaient le meurtre, le vol et la fraude aux dangers de la pollution, des véhicules à moteurs, des aliments et des drogues défectueuses. La fraude électorale et politique, la pénalisation des infractions économiques et commerciales touchent de plus en plus le public.

Le lien entre le processus politique, l'activité législative et l'application des lois par les organismes judiciaires plus ou moins dépendants des pouvoirs politiques, devient de plus en plus évident à mesure que l'on s'éloigne d'un consensus, sur la légitimité de la sanction prévue pour donner force à la loi.

Le caractère réactif de la loi, opposé à une conception proactive, apparaît encore dans l'incapacité de légiférer à temps concernant toute une série de situations de conflits d'intérêt nés des transformations techniques et socio-économiques accélérées. Il en résulte une prolifération de lois (les plus cocasses touchent la moralité sexuelle et les permis d'alcool), qui contribue à leur discrédit en même temps qu'à leur inefficacité ; cette surabondance coexiste avec une pénurie la-

mentable de réglementations concernant des secteurs d'importance vitale, tels que les nouvelles techniques de procréation artificielle, la protection de la vie privée contre les systèmes de renseignements électroniques, les droits de l'homme dans certains milieux défavorisés de la société, comme les détenus ou les vieux, les taux de profits réalisés par les commerces ou industries dans des secteurs largement subsidiés par les fonds publics, etc. La loi reflète ainsi certains intérêts, certaines valeurs acceptées et certaines attitudes. La société articulée autour de ces valeurs est de type industriel et se caractérise par son inspiration utilitaire, son système de valeur matérialiste, son organisation bureaucratique rationnelle, son système de production de masse, sa subordination au mécanisme de l'économie du marché, etc.

La nouvelle société post-industrielle qui s'élabore sous nos yeux et prédominera vers la fin du siècle, aura une technologie distincte, des mœurs et des préférences culturelles différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui. Son système légal doit donc refléter ces différences.

La moralité victorienne qui a marqué la société industrielle fut édifée sur quatre pierres angulaires : « performance » (achievement), « domination de soi » (self-control), « esprit d'indépendance » (independence) et « capacité de faire face, en silence, à la mauvaise fortune » (endurance of distress).

La nouvelle morale pourrait être définie comme étant « l'épanouissement de soi » (self-actualisation), « l'expression de soi » (self-expression), « le sentiment d'interdépendance » (interdependence) et « la capacité de jouir » (potential for enjoyment).

Ces valeurs peuvent très difficilement être mesurées par des méthodes de la science positiviste. Le conflit qui existe entre elles est cependant décelable à l'oeil nu. Une seule valeur de base pourrait donc dominer et rallier la majorité de l'opinion d'une société post-industrielle : c'est l'intérêt personnel bien compris (« enlightened self interest ») (Wilkins).

Suivant les constatations de Toffler (1971), les sociétés peuvent vivre sans lois, car les mœurs peuvent modeler les conduites suffi-

samment pour sous-tendre l'ordre social. En revanche, aucune société n'est concevable sans l'ordre, ce qui veut dire que c'est l'organisation sociale qui permet aux membres de cette société de prévoir les conséquences de leurs propres actes ainsi que des actes d'autrui. Or, l'ordre - ses critères comme sa justification et sa légitimité - dépend des valeurs qui l'authentifient. Les remèdes envisagés sont aussi contestables : du changement à tout prix semble être la devise. Plus de prisons qui ne resocialisent guère et ne punissent pas, plus de magistrats dont les sentences n'apparaissent pas équitables au public, plus de policiers dont on ignore l'utilité. On réclame aussi le plein emploi, les réformes dans l'éducation morale, les mesures sociales et d'hygiène mentale, alors qu'on ne connaît rien des relations de ces problèmes socio-économiques ou psycho-sociaux avec l'origine et le développement des conduites criminelles. Recourir à de tels remèdes, c'est encourager par un traitement aux hormones une croissance foncièrement déséquilibrée, qui ne peut conduire qu'à la destruction de l'organisme.

La seule voie, le seul mécanisme permettant de sortir de l'ornière réside dans la réévaluation des critères qui rendent un acte socialement dangereux. Et nous revenons à la nécessité de réexaminer les valeurs légitimant l'action collective de la loi.

la nature du jugement en droit est binaire, c'est-à-dire qu'elle s'exprime en terme absolus de « vrai » au de « faux », dont la simplicité correspond à des systèmes d'organisation sociale et culturelle révolus ; déjà, la notion de la « loi » utilisée en science est très différente de celle qu'on utilise en droit. La loi scientifique consiste dans la formulation d'un principe qui explique avec exactitude un certain nombre de faits, ou événements, qui apparaissent lorsque certaines conditions sont réunies. Chaque nouvelle découverte ajoute à la généralité et à l'exactitude de la loi en permettant d'y incorporer des variantes nombreuses. Rien de tel n'est impliqué dans une loi formulée par le droit ; son universalité dépend des règles d'équité culturellement enracinées et son application est exclusive : approbation ou désapprobation. Le jugement est binaire et absolu.

Or, suivant les remarques de Toffler, deux tendances convergentes se font jour dans la société actuelle et leur épanouissement vers l'an deux mille manifesterait les caractéristiques de la société post-

industrielle. Le premier de ces deux processus est appelé la « fragmentation », le second, « l'éphémérisation ».

L'explosion technologique multiplie les choix à des prix de plus en plus accessibles à la majorité. Contrairement au nivellement qui résultait de la société industrielle à cause de la révolution technologique du XIXe siècle, cette nouvelle révolution résulte en un accroissement tout à fait inattendu des options possibles sur le marché des biens de consommation. Il y a peu de temps encore, le téléphone, « la démocratisation de la distance », était salué comme un progrès majeur. Aujourd'hui, on offre pas moins de 1500 modèles d'appareils téléphoniques.

Le droit d'être différent est rendu possible non seulement par l'accroissement du pouvoir d'achat des masses, mais par les transformations radicales des grandes institutions sociales, telles que l'éducation. De plus en plus, on organise des écoles, des classes, des régimes pédagogiques spécifiques pour répondre à autant de besoins, d'aspirations et de groupes qui prolifèrent dans la société. Le même phénomène s'observe dans le domaine des communications : si les illustrés à grand tirage survivent difficilement, leur place est prise par une littérature périodique foisonnante allant de l'underground jusqu'à des revues orientées vers les sports, les « hobbies », etc. La révolution des cassettes introduit la même fragmentation, là même liberté de choix, dans le domaine audio-visuel : chacun veut se programmer comme il l'entend sur des sujets qui le satisfont.

Cette « déstandardisation » des goûts, des préférences, grâce aux possibilités techniques, a des conséquences frappantes dans le domaine des cultures. Les valeurs régionales ou nationales peuvent s'exprimer d'une façon économique : les particularismes linguistique, culinaire, littéraire, etc., trouvent des adhérents dans d'innombrables sous-cultures sans pour autant se couper des avantages de la haute technologie.

La conséquence de cette « fragmentation » dans le domaine du droit entraîne tout naturellement une multiplication effarante de procès. Tous ces segments de la société, représentant des sous-cultures des plus diversifiées, ne sont plus gouvernables par un code fondé sur

le sens commun ou sur la moralité de l'homme du XIX^e siècle. L'opposition entre les valeurs mentionnée plus haut, a libre cours. Peut-on seulement imaginer au espérer que la société fragmentaire du siècle prochain puisse être maintenue et régie par des lois toujours plus nombreuses et toujours en retard de quelques générations ?

« L'éphémérisation » est l'autre tendance qui caractérise la société post-industrielle. Elle affecte profondément le domaine légal. La stabilité de celui-ci durant les millénaires de la révolution néolithique, pouvait sembler une sorte de seconde nature de l'homme vivant en société. Les droits et les devoirs qui devaient être réglementés étaient en nombre relativement limité, le droit romain étant une étape transitoire entre celui des Sumères et celui de Napoléon. Or, le rythme de changement est devenu tel qu'une sorte « d'adhocratie » se substitue à la bureaucratie rationnellement développée au Me siècle. L'accroissement vertigineux des droits administratifs, commerciaux, etc., les règlements hors cours d'un nombre grandissant d'affaires, indiquent l'orientation qu'a pris le droit coutumier en face de ce processus d'« éphémérisation » des relations entre individus, entre groupes et institutions.

La mobilité des individus est telle, les opérations des compagnies multinationales sont tellement diversifiées et complexes que les règles de droit, conçues pour un ordre social stable, éprouvent une difficulté croissante à régler les conflits qui surgissent ou même à réglementer des relations inédites.

La liberté de choix est encore multipliée du fait de l'« éphémérisation » des relations sociales. Nous pouvons nous livrer à des expériences nombreuses et variées et nous en désengager une fois nos besoins ou notre curiosité satisfaits. La stabilité de l'ordre social, c'est-à-dire la prédictabilité des relations, des actions et des réactions des gens et des institutions, devient problématique ou impossible.

Les effets de ce deuxième processus sur le droit actuel sont aussi profonds et néfastes que ceux du premier. Si la « fragmentation » amène, en effet, une explosion quantitative de procès, l'« éphémérisation » démultiplie, elle, la nécessité des réformes, des ajustements, des changements. Or, une situation antinomique est ainsi créée : la

valeur de la loi dépend traditionnellement de sa stabilité et de sa prédictabilité des comportements conformistes. Un rythme de changement trop rapide la dépouille de ses attributs essentiels. Les phénomènes socio-culturels tellement segmentaires et éphémères ne peuvent guère servir de critères à des réformes législatives permanentes.

Les mutations des valeurs étant liées à ces deux processus, il n'est guère étonnant de voir des tensions et des conflits entre l'ordre juridique d'une société industrielle et l'ordre social naissant d'une société post-industrielle. Ces conflits provoquent un désenchantement profond dans les différents groupes sociaux, pour les individus dont les aspirations ne trouvent pas d'écho dans les lois. Les doutes sur la légitimité de l'ordre social et légal s'accroissent, l'ambivalence à l'égard des règles s'étend et des oppositions plus ou moins violentes apparaissent.

Le caractère réactif de la loi a des conséquences des plus sérieuses durant cette période de mutation et de rapide évolution. Les « déviations » apparaissent si fréquemment et en si grand nombre que la loi ne peut guère tenir compte, ni dans sa lettre et encore moins dans son esprit, de ces changements. De plus, le système actuel d'administration de la justice ne dispose pas de mécanismes de rétroaction permettant de corriger ses propres erreurs : les techniques d'évaluation des politiques administratives sont embryonnaires et, de toute façon, les critères d'évaluation demeurent ambigus et contestables. Cette situation ajoute encore à l'extrême fragilité du système et à la menace, déjà soulignée, de son effondrement sous les charges croissantes.

L'inflation des règles juridiques provoquée par l'augmentation accélérée de la fragmentation de l'ordre social, sa décomposition en sous-culture interdépendante de plus en plus diversifiée autour des valeurs-normes divergentes et souvent opposées, ne font que contribuer à la crise. C'est là encore, un modèle « du changement à tous prix » que nous avons énoncé plus haut.

L'inflation des sanctions punitives et leur sévérité accrue ne semblent pas être une solution d'avenir non plus... Davantage de policiers, de juges ou de prisons chargés de la même mission - qui est déjà la leur - ne conduiront qu'à accroître d'une manière intolérable les char-

ges financières de la collectivité sans pour autant assurer une meilleure sécurité aux citoyens. La « volonté générale » exprimant les valeurs d'une société industrielle est déjà fort avancée. Les agents de la défense sociale sentent glisser sous leurs pieds la base même du sentiment de légitimité indispensable à toute action efficace.

Que conclure ? Même si l'on créait une « Commission des lois proactives », chargée de purger, tous les cinq ans, la législation des lois désuètes, de sonder les tendances d'évolution socio-économiques et culturelles et de suggérer de nouvelles législations, le problème de l'ordre social doté de mécanismes de contrôle social et légal demeurerait le même. Il faut trouver les moyens de reconstituer l'ordre social en rapport avec les exigences de la société post-industrielle.

Si l'on suppose que l'on est au terme de 10.000 ans d'histoire juridique où les règles de droit ont dominé les mécanismes subtils et nombreux du contrôle social, l'on peut présumer que dans la nouvelle ère, le droit sera subordonné à l'ordre social.

La loi pourrait être conçue et administrée à l'échelle de petites communautés, d'unités sous-culturelles dont nous avons souligné l'accroissement rapide et la diversification progressiste. La prolifération des juridictions administratives actuelles, « les régies » nombreuses qui suppléent, dans les pays à régime de droit coutumier, à l'absence de juridiction administrative centralisée, en constituent une indication.

L'ethnologie juridique nous donne de nombreux exemples d'auto-régulation de l'ordre social par le large recours au système de jurés, à l'évaluation par des pairs, à des réglementations édictées et administrées par des organismes « ad hoc », toujours très flexibles. Cette « communalisation » de l'administration de la justice réside dans la « déprofessionalisation » ; ce qui en réduit considérablement les coûts et en renforce la légitimité étant donné la « proximité » entre « juges » et « déviants ». La Chine populaire en fournit maints exemples. Déjà, sur la scène nord-américaine, apparaît cette tendance visant à délester le système de justice d'une proportion croissante d'affaires qui l'encombrent. Cela va de la remise de certains délinquants à des organismes d'aide sociale à la suite d'un accord entre la police et le parquet (comme par exemple à la Vera Foundation de New York), jusqu'à la

suppression pure et simple des services de détention juvénile, obligeant ainsi l'administration à trouver des alternatives radicales à l'institutionnalisation des jeunes (comme dans l'État du Massachussets).

La surveillance des quartiers pourrait être faite par des officiers de paix « laïcs » recrutés sur place parmi les citoyens qui accompliraient ce devoir civique à tour de rôle. La responsabilité de réinsérer socialement l'ancien détenu incombera aussi à des services de sa communauté d'origine ou d'accueil.

Les sanctions, pour leur part, devraient être infiniment plus variées. Depuis longtemps, on a dénoncé l'injustifiable manque d'imagination du législateur qui ne connaît que deux étalons - le temps et l'argent - pour sanctionner une conduite criminelle. C'est une égalité illusoire. Les sociologues de la culture ont abondamment démontré que la valeur du temps n'est pas la même pour divers groupes ou cultures ; à ne faut pas être économiste pour constater qu'une amende de \$1,000 ne punit pas également le salarié et le gros industriel. Ce faux postulat de l'égalité de chacun devant la loi introduisait de graves injustices de fait, étant donné l'inégalité des hommes et des valeurs culturelles dans les communautés.

Jean Fourastié a plaidé depuis longtemps déjà pour une morale et une politique « expérimentales ». Le champ des sanctions judiciaires en est un par excellence où elles devraient s'appliquer. Le principe en est simple : si l'on veut dissuader chacun de nous de commettre des actes qui enfreignent, bafouent ou mettent en danger les libertés d'autrui, les sanctions qui nous menacent devraient réellement nous faire peur. Que les vandales ou les déprédateurs de propriétés publiques soient assignés à des ateliers de réparation de la municipalité, les chauffards aux services d'urgence des cliniques, les violateurs du règlement de stationnement au nettoyage des voies publiques ; voici quelques exemples. Celui qui vole devrait rembourser la victime par son travail, celui qui fraude le fisc devrait être affecté à une tâche bénévole dans les services sociaux, etc. Toutes ces mesures ont un trait commun : leur impact sur le genre de vie et de culture du « coupable », sur son milieu de vie ainsi que sur celui de la victime. Il y a donc une anticipation possible des conséquences d'un acte déviant et

une rétroaction des conséquences d'une infraction aux lois ou aux règlements.

En conclusion, il faut anticiper l'ordre social de la société postindustrielle qui se dessine sous nos yeux et prévoir des mécanismes de contrôle social et judiciaire adéquats. Les profonds changements intervenus dans la sensibilité aux valeurs ont provoqué une crise de la justice reflet d'une crise plus profonde de l'ordre social dont les critères et l'authenticité sont récusés par des fractions croissantes d'individus, bien que pour des motifs souvent divergents.

La criminologie visant une meilleure qualité de vie dans la société industrielle au post-industrielle, sait combiner l'empirisme pragmatique qui reflète les tendances de la réalité sociale telle qu'elle nous apparaît et le prophétisme futuriste qui provoque des expériences de laboratoire en vue de découvrir les contours de l'ordre social des décennies à venir.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre VI

Types de sociétés, criminalité et politique criminelle

[Retour à la table des matières](#)

Il nous reste à évoquer, bien sommairement encore, l'incidence de la société globale sur la criminalité et la politique criminelle. C'est le principe même de l'organisation sociale qu'on aborde ici. Notre démarche est d'ordre macro-sociologique.

Parmi les critères pour classer les sociétés, il y a entre autre, le développement économique. On distingue alors *les sociétés industrielles et post-industrielles* qui peuvent avoir des régimes politiques socialistes ou libéraux des sociétés du type agricole. Dans ces sociétés, la criminalité a tendance à s'accroître, à se spécialiser, à se diversifier. Dans la variante libérale, les délits de violence tant contre les personnes et la propriété sont nombreux. Dans les pays socialistes, ce sont les délits contre la propriété collective, la fraude à l'égard de l'État et la corruption qui prévalent. Bien qu'il n'y ait pas de statistiques probantes, étant donné la grande différence dans la manière de définir et de collecter les renseignements, on peut cependant observer que la criminalité atteint, des dimensions endémiques dans les grandes villes nord-américaines, alors qu'elle ne représente pas un problème majeur dans les villes des pays socialistes. Les pays d'Europe Occidentale se

situent entre les deux avec une certaine tendance à se rapprocher du modèle nord-américain. Par exemple, il n'y a pas de problème de sécurité qui se pose aux noctambules dans les grandes agglomérations de l'Union Soviétique. Les ivrognes représentent le seul danger potentiel. On ne pourrait sûrement pas affirmer la même chose des mégapoles des États-Unis.

La politique criminelle et l'administration de la justice des pays *socialistes industrialisés* sont toutes deux bien charpentées et fortement intégrées dans la politique sociale du régime. Le travail constitue le moyen de resocialisation dans les pays socialistes et les pouvoirs publics pèsent de tout leur poids et sur le délinquant pour qu'il s'amende et sur la société pour qu'elle le réintègre après l'accomplissement de la peine corrective.

Il n'en va pas de même dans les pays à *régime politique libéral*. La politique criminelle est le parent pauvre de la politique sociale. Ce n'est que depuis très peu de temps d'ailleurs que la prévention du crime figure parmi les objectifs admis de la politique sociale. On a atteint des succès spectaculaires dans certains pays, comme la Hollande, et dans une moindre mesure dans les pays scandinaves. Le nombre de personnes gardées en prison a diminué et les mesures alternatives de surveillance, d'aide et d'entr'aide, ont été expérimentées et mises au point.

Dans d'autres pays, c'est le cas des pays d'Europe occidentale et méditerranéenne, on assiste à une lente prise de conscience à cet égard, comme en témoignent les travaux du Comité européen pour les problèmes criminels du Conseil de l'Europe. Mais on est bien loin encore du compte et la criminalité demeure l'affaire presque exclusive du policier, du magistrat et du geôlier.

En Amérique du Nord, on s'est efforcé depuis dix ans de développer une véritable politique criminelle, intégrée à la politique sociale. Les fruits tardent cependant à venir. L'heure n'est pas encore venue de dresser les bilans.

La deuxième catégorie des pays, toujours suivant le critère de développement économique, est constituée par *les pays en voie de déve-*

loppement, partiellement industrialisés, la majorité de la population vivant d'agriculture. Dans ces pays, quelque soit le régime politique, la criminalité présente un visage très différent selon qu'il s'agisse des milieux ruraux traditionnels et des milieux urbains en transformation rapide. Dans les milieux traditionnels, et rappelons qu'ils impliquent la grande majorité de la population mondiale, la délinquance est fort réduite. Elle va des homicides rituels aux vols et à l'adultère. Le sort de ces délinquants est réglé, nous l'avons vu, par la justice tribale, voire même familiale. Baignée dans une atmosphère magico-religieuse, la justice traditionnelle ne connaît pas, en général, la notion de la responsabilité individuelle, basée sur la culpabilité morale. Les mesures visent à restituer son équilibre à l'ordre enfreint par l'agresseur. Elles se concrétisent souvent par des mesures de compensation matérielle. Dans d'autres cas, c'est la vendetta : la perte d'une vie doit être compensée par celle d'une autre.

Tout autre est la situation dans les grandes villes, développées la plupart du temps sous l'influence de l'industrialisation. Le cadre ethnique se dilue, la sécurité matérielle et morale de la communauté tribale et villageoise fait défaut à l'individu. De larges fractions des populations urbaines, attirées par les espoirs d'emploi, grossissent le nombre des chômeurs et les populations déracinées des bidonvilles des grandes villes d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie. la criminalité qui s'y fait jour se rapproche, à bien des égards, de celle des pays d'Europe du début de la révolution industrielle. L'historien français Louis Chevallier pouvait assimiler, durant cette période, les classes laborieuses aux classes dangereuses.

Dotés d'une législation criminelle héritée des anciennes puissances coloniales, les pays du tiers monde sont très peu et très mal outillés pour faire face au défi moderne de la criminalité des grandes villes.

La délinquance juvénile y devient un problème majeur à cause de l'absence presque totale de politique préventive adéquate. Considéré souvent comme une question de simple police, donc de répression, le traitement de la criminalité dans le tiers monde risque de parcourir le même calvaire qu'il a connu chez nous. Il est très difficile de faire admettre par les protagonistes du développement économique que la prévention du crime n'est pas un luxe, mais fait partie du respect dû à

la dignité de l'homme et figure parmi les exigences d'un harmonieux progrès social. L'insécurité, la violence, l'injustice, ne sont pas des facteurs qui favorisent normalement des politiques d'investissement et de progrès économique.

Un mot de la Chine qui représente un cas à part. Pays socialiste et en voie de développement, la Chine offre certains des traits que nous venons de signaler. Toutefois, le poids de la tradition *chinoise*, et l'isolement du pays depuis bientôt trente ans prêtent à la criminalité et à la justice chinoise des caractères particuliers. A part le taux de délinquance extrêmement bas et une correction sévère par le travail forcé, la structure de la société chinoise est particulièrement favorable à des conduites conformistes. On peut supposer que c'est cette société qui, aujourd'hui, présente le moins de criminalité et la justice la plus proche des justiciables.

Un autre critère de classification des sociétés repose sur leur intégration de certaines valeurs commandant l'adhésion des divers groupes qui les composent. Les lois et les sanctions expriment, pour l'essentiel, le consensus autour de ces valeurs.

Dans une société intégrée, il y a une large convergence entre les valeurs morales, les mœurs et la loi : toute transgression est châtiée promptement et si l'on conteste l'application des lois dans les cas particuliers, on ne conteste pas la légitimité de l'intervention publique. Le criminel est un hors-la-loi, un malade ou un ennemi public : le sens de la sanction qui le frappe est clair pour la loi comme pour le public. La société, où prévaut le système de parti unique tant dans les pays du tiers monde que dans les pays industrialisés, appartient à ce type.

Les sociétés partiellement intégrées présentent une différenciation plus poussée entre organes et fonctions. Les mœurs sont plus variées et la charpente culturelle se diversifie dans des sous-cultures nombreuses. L'existence des sous-cultures indique une variation dans l'interprétation des valeurs, donc des conduites et des actes, d'où des variations et des hésitations dans l'appréciation de ce qui est « juste » et « approprié ». Le jugement moral devient relatif et perd son caractère binaire. L'évaluation des justifications morales des conduites déviantes, voire criminelles, s'accroissent et l'utilité sociale devient le princi-

pal critère d'appréciation dans le recours à la tolérance ou à la condamnation morale. La tolérance à l'égard des déviants ne signifie cependant pas l'approbation des valeurs sous-culturelles. Mais un processus « d'habitation » est engagé. Il est puissamment secondé par les grands organes de socialisation, tels la famille, l'école, les moyens de communication, etc. Les hésitations ou le refus de poser un jugement moral sur les conduites déviantes correspond ainsi à l'érosion décisive de la conformité dans le jugement moral.

Ce type de société est parcouru de tensions, de conflits de toutes sortes. Cette absence de sanction à l'égard des conduites déviantes repose sur le manque d'un sentiment de légitimité partagée.

Les détenteurs du pouvoir (parlement, pouvoir exécutif) et ceux qui appliquent la loi quotidiennement (policiers, magistrats, éducateurs, etc.) hésitent devant cet héritage d'une société intégrée de type consensuel. la majorité des pays ayant un régime de démocratie politique et parfois sociale et économique, se rapprochent de ce modèle.

Enfin, dans les *sociétés non intégrées*, des mœurs très variées correspondent à des genres de vie diversifiés. Le dénominateur commun de la société globale se réduit à des valeurs vagues, ambiguës, foncièrement diluées. Non seulement -les sous-cultures envahissent ce type de société, mais on y assiste aussi à la naissance de contre-cultures qui s'organisent autour de valeurs justifiant et légitimant des conduites opposées. L'interdépendance du système social suscite, dans ces conditions, de nombreuses sources de conflits. Il ne s'agit plus ici de conflits d'interprétations de ce qui est permis, comme dans le modèle précédent. Bien souvent, ce sont de véritables « casus belli » qui surgissent.

La légitimité du pouvoir central étant récusée, le rôle des lois et des sanctions apparaît comme des instruments d'oppression au service d'une minorité.

Nous assistons à une décomposition du système socio-culturel due à l'absence de principes unificateurs pouvant servir de dénominateur commun. Sans code commun, comment pourrait-on en effet établir un

dialogue et, par voie de conséquence, une négociation de compromis partiels ?

L'indignation morale, qui constitue un des fondements du sentiment de justice, renaît de ses cendres, mais s'incarne dans de multiples et contradictoires exemples. L'esprit de tolérance caractérisant le type de société partiellement intégrée apparaît ici comme étant de l'hypocrisie et de la lâcheté. La confusion entre délinquance, déviance, contestation et insurrection, devient totale. La polarisation impose ses lois et ne justifie l'allégeance qu'à une « divinité », à l'exclusion de toute autre. Plusieurs sociétés occidentales, à régime de démocratie politique et sociale, se rapprochent de ce système.

De ces esquisses rapides, devaient surgir les profils du criminel et les causes de la criminalité. On a tenté d'évoquer les remèdes et les responsabilités qui incombent à la collectivité. Que pouvons-nous conclure ? Pour le criminologue, l'homme de science, mais de science appliquée, c'est le progrès lent mais constant de ses connaissances et de sa compréhension du phénomène qui importe. Rien de spectaculaire n'est en vue puisque les « laboratoires » criminologiques sont encore à peine existants dans nos universités et les recherches systématiques sont à peine amorcées.

La science n'a pas bonne presse dans bien des milieux : on en attend soit trop, soit trop peu. Ceux qui surestiment ses pouvoirs espèrent l'avènement d'un monde que le grand psychologue Skinner situe « Au-delà de la liberté et de la dignité ». L'être humain s'adaptera aux exigences du système, apprendra la vie en commun et obéira à ses lois implacables sous la conduite de l'ingénieur psycho-social. Ces lois seront d'autant plus douces qu'elles correspondront à la recherche obscure par l'homme d'un ordre qui sécurise, qui protège et qui rassure. Il appartient donc à l'homme de science de découvrir les lois de la nature et de les rendre aptes à gérer l'univers humain ou social, comme on gère l'univers matériel et naturel. Le mal sera exorcisé par la raison, et les techniques qu'on infère des lois de la nature doivent permettre à l'homme de modifier son comportement de telle manière qu'il ne représente plus un danger permanent et grave pour lui-même et ses semblables.

Le « Hubris », désordre créateur de liberté et de conflits, qu'a évoqué si éloquemment Edgar Morin, caractérise un monde où le mal rôde. L'esprit humain suscite en lui-même toutes les tentations dont certaines interfèrent, lorsque l'homme y succombe, avec la liberté, la sécurité et l'intégrité d'autrui. Que peut l'homme de science, le criminologue dans ce monde où le crime se calcule comme un intérêt cumulé de la liberté ? La recherche des causes, la conception des politiques sociales, sont-elles autre chose que des cataplasmes, des pétitions de principes, des mirages qui s'évanouissent aussi vite qu'ils apparaissent à l'écran des tableaux statistiques, des textes de programmes législatifs ou des plans d'action sociale ?

Pour le spécialiste de politique criminelle et ceux qui s'occupent des déviants la situation apparaît particulièrement difficile. La crise des valeurs que nous évoquions nous obligera, tôt ou tard, à réviser le rôle de la loi dans la vie des sociétés et à réformer, parfois radicalement, l'administration de la justice chargée de l'appliquer. Ceci risque de ne pas être une mince affaire. Mais chaque jour qui passe ne fera qu'en souligner l'inéluctable échéance.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre VII

Un cas particulier : le délinquant politique

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire nous enseigne comment naissent les délits politiques et leur mode de répression dans les premières collectivités. Dès leur avènement comme organisations politiques, ces sociétés durent se défendre très tôt contre des ennemis internes et externes. Elles se protégeaient grâce à la répression du déficit politique dont l'archétype est la trahison. Ces délits ont été considérés avec la dernière sévérité, tant par les porte-parole de la conscience publique, que par le législateur lui-même.

C'est autour de la protection de la personne du chef, première incarnation de l'autorité publique collective, que la répression des délits politiques apparaît. Elle est d'autant plus sévère, que le chef participe au pouvoir divin tant dans les sociétés primitives que sous l'Ancien Régime.

À première vue les délits politiques présentent des aspects psychologiques, sociaux, moraux, juridiques et judiciaires qu'il convient de distinguer soigneusement. Il est évident aussi que chaque civilisation se fait des délits politiques, une idée qui révèle ses valeurs propres.

Or, comme les civilisations sont mortelles, le concept des délits politiques est essentiellement contingent ; il varie d'une époque et d'une civilisation à l'autre.

Pour toutes ces raisons, nous tenterons de définir successivement le délit politique sous ses angles psycho-sociologiques, juridiques et judiciaires.

Nous essayerons ensuite de présenter une synthèse criminologique. Un aperçu historique mettra en lumière les diverses conceptions des délits politiques dans l'antiquité gréco-romaine, au Moyen-Age chrétien, et dans les temps modernes. Nous décrirons brièvement la pratique judiciaire et les principes philosophiques et légaux qui caractérisent un certain nombre de pays ; nous traiterons enfin de l'incidence des délits politiques sur le droit international, en fonction notamment des perspectives d'avenir.

Définitions du délit politique

[Retour à la table des matières](#)

Du point de vue strictement juridique, le délit politique est rebelle à toute définition, étant donné le caractère contingent du qualificatif « politique ». En effet, comment suivre la règle de la légalité, si le mot « politique » change de signifié continuellement ? La seule issue qui se présente consiste dans l'énumération restrictive de tous les actes réputés « criminels ». Parmi les pays contemporains la Grande-Bretagne se contente de cette solution, alors que les autres s'inspirent de définitions bien plus vagues, sources possibles d'arbitraire et menaçant, le cas échéant, les libertés publiques. Ce délit est, par essence, un délit d'exception manifestant une réaction de défense du corps social contre une attaque interne (liée presque toujours à des complicités externes) ; il met en danger, par son existence même, les libertés publiques par la menace d'arbitraire qui en émane nécessairement.

Si l'on considère le but poursuivi par les délinquants, donc les éléments subjectifs du crime, on constate que les criminels sont, en géné-

ral, mus par des mobiles qui dépassent leur intérêt personnel. De ce fait, ils bénéficient de régimes de faveur en ce qui a trait à la détention et au droit d'asile à l'étranger. Le délit politique ne marque pas ses auteurs d'infamie étant donné le caractère altruiste du mobile de l'acte.

Compte tenu de cet élément subjectif, sont exclus de cette catégorie, les gens qui ont obéi à un sentiment égoïste tel que la cupidité ou la rancune. Par contre, on peut assimiler aux délinquants politiques, les délinquants « politico-sociaux », c'est-à-dire ceux dont l'entreprise, sans porter atteinte à l'existence de l'État, procède d'un mobile d'ordre général et d'une vue désintéressée.

La doctrine juridique note encore une distinction concernant les délits connexes. Selon la définition de l'Institut de Droit International, sont réputés délits politiques les délits perpétrés pour un motif politique à moins qu'il ne s'agisse de crimes plus graves au point de vue de la morale et du droit commun tels que l'assassinat, le meurtre, l'empoisonnement, les mutilations, les blessures, volontaires et préméditées, les tentatives de crimes de ce genre et les attentats aux propriétés par incendie, explosion, ainsi que les vols et notamment ceux qui sont commis à main armée et avec violence.

On constate donc que la distinction, en droit pur, entre délit politique et délit de droit commun ne donne satisfaction ni à la thèse objectiviste (seul l'acte répréhensible compte), ni à la thèse subjectiviste (seul le mobile compte). Comme le note Donnedieu de Vabres, l'impression produite par le crime sur l'opinion publique a une importance énorme : il y a infraction de droit commun quand les procédés employés sont l'objet d'une réprobation générale, quand ils révoltent le sentiment public.

Le point de vue objectif a été adopté en 1935, à Copenhague lors de la Conférence Internationale pour l'unification du droit pénal. La définition retenue par les congressistes dit, en effet, que « sont délits politiques les infractions dirigées contre l'organisation et le fonctionnement de l'État ainsi que celles qui sont dirigées contre les droits qui en résultent pour les citoyens ».

De ces brèves considérations sur la définition du délit politique à ressort qu'il s'agit là d'une notion essentiellement contingente : d'où l'importance d'étudier soigneusement le contexte socio-culturel, en d'autres termes, les faits de civilisation où le délit politique s'insère. L'histoire nous fournira diverses formes de délits politiques que nous replacerons dans les législations répressives contemporaines. Au préalable, invoquons le témoignage d'Albert Camus, qui, devant le spectacle effrayant offert par la déraison politique, et le fanatisme idéologique, interrogeait la conscience de l'honnête homme dans « L'Homme révolté ».

« Pour l'homme désorienté par la lutte des dieux concurrent, déçu par les absolus et qui accepte l'absurdité de l'existence, là première et la seule évidence de la liberté, c'est la révolte. La révolte naît du spectacle de la déraison, d'une condition injuste et incompréhensible », écrit-il. Mais son élan aveugle revendique l'ordre au milieu du chaos et l'unité au cœur même de ce qui fuit et disparaît. La révolte veut transformer, mais transformer c'est agir et agir demain ce sera tuer, alors qu'elle ne sait pas si le meurtre est légitime. Elle engendre justement des actions qu'on lui demande de légitimer. Il faut bien que la révolte tire ses raisons d'elle-même, puisqu'elle ne peut les tirer de rien d'autre ». Et Camus conclut : « il faut qu'elle consente à s'examiner pour apprendre à se conduire ».

Ces considérations témoignent d'une façon frappante du doute profond qui saisit l'homme occidental, au sortir des hécatombes du deuxième conflit mondial, affrontement idéologique à l'instar des guerres de religions, et auxquelles les guerres coloniales et raciales prêtent un aspect encore plus terrifiant. Les fondements moraux de l'ordre établi fléchissent sous le feu des idéologies adverses et le sens du devoir devient, dans ces époques de crise, de plus en plus ambigu.

Les mêmes qui, hier, étaient accusés de saper les fondements de l'ordre établi, représentent maintenant l'ordre établi : dans bien des pays, les monarchistes furent remplacés par les républicains, les libéraux par les socialistes ou les colonisateurs par les colonisés et déjà d'autres groupes se préparent à l'assaut du pouvoir...

Avant d'examiner les formes que le délit politique a revêtues au cours de l'histoire, résumons, avec Henri Lévy-Bruhl, quelques observations permettant de le caractériser :

a) Le mot politique est mal choisi pour le désigner : il est, en effet, trop étroit. De nombreuses infractions aux législations religieuses sont aussi dénuées de motifs égoïstes : sacrilège, hérésie, blasphème etc., ont figuré pendant longtemps parmi les délits graves. Il existe des délits politico-sociaux qui appartiennent à la même catégorie tel les luttes syndicales, les manifestations politiques. Par conséquent, il n'y a pas que les délits qui concernent le Gouvernement des États qui appartiennent à cette catégorie. En effet, ces derniers, comme les délits religieux et sociaux sont inspirés par le même genre de motivation. C'est pour cela que Lévy-Bruhl suggère le terme : « délit idéologique ».

b) Plus que tous les autres, la catégorie qui nous intéresse est liée aux courants d'opinion et aux principes dominants dans la société. Au XXe siècle, deux espèces d'États sont à distinguer car on y envisage les délits politiques d'une façon fort différente : les États démocratiques d'une part et les États totalitaires d'autre part. Dans ces derniers, les délits politiques sont considérés avec une extrême sévérité et la notion même du droit de l'individu est pratiquement inexistante.

c) Comme les délinquants politiques sont mus, la plupart du temps, par des motifs désintéressés, ils bénéficient souvent, dans les contextes démocratiques, de régimes de faveur. Leur situation y demeure cependant compliquée au regard de la loi. La doctrine juridique distingue, en effet, entre délit complexe et délit connexe. Dans le premier cas, le délit est politique par son but et commun par le résultat : exemple, l'assassinat d'un Chef d'État. Dans le second, un délit de droit commun est commis à l'occasion d'un dessein politique : exemple, le pillage d'une armurerie.

d) L'indulgence dont bénéficient dans les pays démocratiques, les délits politiques, est cependant toute relative car dès que l'acte blesse tant soit peu profondément la sensibilité du public, leur auteur perd sa situation privilégiée.

En définitive, nous pouvons reprendre à notre compte les définitions de Lévy-Bruhl : « Sont des délits politiques les infractions commises en vue d'un intérêt qui dépasse celui de l'auteur et qui tendent à réaliser une réforme de l'ordre politique, social, religieux, etc. Toutefois, elles sont privées des avantages qui les caractérisent et sont assimilées aux délits de droit commun si elles heurtent, par les moyens utilisés, l'opinion publique ».

HISTOIRE DU DÉLIT POLITIQUE

[Retour à la table des matières](#)

On peut affirmer qu'aucune distinction n'a existé entre délit politique et délit du droit commun sous l'Ancien Régime. Les intérêts de l'État et de l'ordre public s'identifiaient avec ceux du Monarque. De plus, c'est aux personnes inculpées de lèse-majesté (*crimen majestatis*) que les pires supplices étaient réservés. Pour eux, on dérogeait au principe de la personnalité des peines qui en limite l'application à celui qui a commis le crime : on confisquait leurs biens, on bannissait leurs proches, etc... C'est pour des délinquants politiques enfin, que le principe d'extradition a pénétré dans les législations des États.

L'antiquité

Dans la cité antique, tant à Rome qu'à Athènes, bien qu'aucune juridiction spéciale n'existât à ce sujet, les délits politiques étaient punis avec la dernière sévérité, comme en témoigne le décret de Démophante en 410 av. J.C.

« Si quelqu'un renverse le Gouvernement démocratique d'Athènes, il sera censé ennemi des Athéniens, il pourra être tué impunément, ses biens seront confisqués... Quiconque le tuera, ou conseillera de le tuer sera réputé innocent et pur. Que tous les Athéniens fassent le serment suivant : Je tuerai de ma propre main, si je puis, celui qui détruira la démocratie à Athènes, celui qui possédera une charge quand la démocratie sera détruite, celui enfin qui s'établira despote ou aidera quel-

qu'un à se faire despote. Si un autre le tue, je le réputerai innocent et pur devant les dieux et les démons, comme celui qui aurait tué à la guerre un ennemi des Athéniens ».

Fustel de Coulanges démontre, pour sa part, que la répression des délits religieux avait un caractère politique. La religion nationale servait à maintenir la cohésion sociale indispensable à l'État, aussi l'atteinte portée contre elle était-elle sévèrement réprimée. Toute offense aux divinités de l'Olympe était considérée comme un crime contre l'État. Inversement, la trahison contre l'État avait un caractère sacrilège.

Chez les Romains, le coupable de « perduellio », de « crimen majestatis immunitae » était assimilé à l'ennemi extérieur. Ces dispositions, comme en Grèce, étaient en marge du système légal : la répression de ces crimes, surtout au Bas-Empire, exprime la violence d'une réaction populaire ou l'arbitraire de César. Comme en Grèce, l'intention hostile suffisait pour se faire inculper, et durant l'Empire, les pires règlements de comptes ont eu lieu sous l'égide de la répression de lèse-majesté. La peine capitale était le plus souvent appliquée cependant que le bannissement évolua vers la déportation entraînant la confiscation du patrimoine et la perte des droits civiques. La Lex Quisquis, sous Arcadius en 397, prévoyait des conséquences pénales pour les descendants des condamnés convaincus de lèse-majesté. Outre la trahison, le renversement de la constitution, l'atteinte à l'autorité du moindre fonctionnaire représentant l'État (OU l'empereur) étaient punis comme un crime de lèse-majesté. L'infidélité à l'égard de la religion nationale était punie de mort, de même le fait de déclarer devant un tribunal romain que l'on appartenait à la religion chrétienne. La confusion du profane et du sacré est aussi évidente ici qu'en Grèce.

Le Moyen Age

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu combien se confondaient, dans le droit de la cité antique, la règle légale et la loi religieuse. Tout procède d'une conception religieuse de l'univers, comme nous le dit Fustel de Coulanges.

D'ailleurs, le Christ ainsi que Socrate furent accusés de vouloir introduire de nouveaux dieux dans la cité. On retrouve, au Moyen Age chrétien, l'empreinte du droit romain : les crimes de lèse-majesté divine tombant sous le coup des juridictions ecclésiastiques et les crimes de lèse-majesté humaine, tombant sous la juridiction royale, sont jugés, la plupart du temps, par des commissions extraordinaires et soustraits aux règles du droit commun.

Toutefois, une importante évolution se dessine, par rapport à l'arbitraire total de la société antique : la distinction entre Roi et Tyran permet d'introduire, dans la philosophie politique et parallèlement dans le droit positif, le droit de révolte contre le pouvoir usurpateur. Ce droit de révolte est expressément reconnu dans la Grande Charte d'Angleterre en 1215, dans la Bulle d'Or de Hongrie en 1222, dans la paix de Fexhe de la Principauté de Liège et dans les Joyeuses Entrées de Brabant en 1356. A partir de la période carolingienne, les devoirs découlant du serment de fidélité prirent une extension considérable et leur répression fut soumise au pouvoir royal arbitraire. En effet, les liens de fidélité, doublés d'un serment d'allégeance, qui constituaient la base de l'ordre politique féodal, ont été protégés par des peines sévères contre les félons. Dès 1351, l'Angleterre établit le Treason Act punissant la rupture d'allégeance envers les seigneurs et surtout envers le Roi. La peine de mort sanctionnait normalement un tel délit ainsi que la « corruption du sang » stipulant « qu'une personne atteinte intercepte pour sa postérité tout ce qui viendra d'elle ou par elle. » En Allemagne, la rébellion et l'émeute étaient frappées de mort et de confiscation des biens.

Dans le droit français, les manquements au respect du contrat féodal, protection du Roi, service des armes et service de la Justice, constituait le champ principal des délits politiques. Le crime contre l'État (ou le Prince) (rupture du lien de vassalité), était frappé de mort ou d'exil ainsi que de la perte du fief et de la confiscation des biens. Lorsque le vassal lève la main contre son seigneur, il est puni de la perte de son poing ; s'il s'y dérobe par la fuite, il est banni du domaine seigneurial. S'il ne porte point secours à son seigneur en danger, ses biens sont confisqués. Le vassal est cependant protégé contre l'action arbitraire du seigneur : il est libéré de tout lien à son égard si celui-ci lui ravit sa femme ou sa fille vierge.

En Angleterre, c'est le même contexte féodal qui caractérise les délits politiques ; toutefois, dès 1351, les barons imposent des « Statuts » au Roi, limitant la haute trahison à sept catégories ce qui constitue la première tentative pour garantir l'indépendance de l'individu devant le pouvoir en matière de crime d'État.

On note que toutes ces peines, dans les royaumes chrétiens se caractérisent d'une part par leur inégalité, (elles varient en effet suivant le rang du coupable) et d'autre part par leur caractère arbitraire (le juge ou le seigneur jugeant sans restriction, selon son bon plaisir et souvent avec une grande sévérité).

À la même époque, l'Église était, ne l'oublions pas, une puissance séculière tout en exerçant sa juridiction spirituelle à l'intérieur des frontières politiques des États chrétiens. Les principaux crimes frappés par l'Église furent l'hérésie, le blasphème (tous deux intégrés bientôt dans le droit pénal « laïc »). Étant donné les liens intimes entre les pouvoirs temporel et spirituel au Moyen Age, les principaux délits politiques (comme tous ceux qui touchent la personne du Souverain), ont été considérés comme des délits dangereux, bien qu'ils fussent punis par l'autorité publique. C'est ainsi que le sacrilège couvrait à la fois les délits contre la foi et les délits contre le Prince.

L'excommunication, souvent employée par l'Église à des fins purement temporelles, avait de graves conséquences en droit civil. Le bras séculier prêta main-forte à l'Église : à cette époque, être excommunié équivalait pratiquement à être rejeté de la communauté, être mis « hors-la-loi ».

En conclusion, on voit qu'au Moyen Age l'influence du droit romain était prédominante. Les garanties de Justice, de légalité, de mansuétude (toute relative il est vrai) qui s'introduisaient progressivement dans d'autres secteurs du droit, étaient absentes dans celui qui nous concerne.

L'époque moderne

[Retour à la table des matières](#)

Le caractère séculier du pouvoir s'affirmera de plus en plus dès le XVI^e siècle. Les rois devinrent plus indépendants de l'Église et le pouvoir central l'emporta sur celui des grands barons. La raison d'État se substitua aux liens d'allégeance féodaux, et en son nom furent commis les pires actes de vengeance politique. Les prétendus délits politiques furent soustraits des tribunaux ordinaires et soumis au principe de la légalité : « Nullum crimen, nullum poena sine lege ». Au contraire, ces juridictions qualifiaient elles-mêmes le crime et déterminaient la peine. Richelieu défendit en ces termes le tribunal d'exception : « Au cours des affaires ordinaires, la justice requiert une clarté et une évidence des preuves. Mais ce n'est pas de même aux affaires d'État, car souvent des conjectures doivent tenir lieu de preuves. » Et il demanda l'autorisation au Pape de faire mourir secrètement dans les prisons ses ennemis politiques...

On ne s'étonnera point, si l'on connaît la barbarie des punitions prévues pour les crimes de droit commun, de l'extrême sévérité du châtimement des crimes d'État. Les magistrats qui condamnèrent Jean Châtel, Ravaillac et Damiens (tous trois régicides) firent précéder et suivre l'écartèlement de plusieurs autres peines : amende honorable ; le poing coupé ; le tenaillement aux mamelles, bras, cuisses et gras des jambes, sur les plaies duquel on jette du plomb fondu, de l'huile bouillante, de la poix-résine, de la cire et du soufre fondus ensemble ; les membres furent ramassés et jetés au feu pour être consumés ; on confisqua tous leurs biens ; on démolit et on rasa leur maison avec interdiction d'y construire à l'avertir aucun bâtiment ; le bannissement à perpétuité des père, mère, et enfants du criminel s'accompagna de la défense de jamais revenir au royaume ; rappelons enfin la défense aux parents du condamné de porter son nom.

Ce règne de l'arbitraire du pouvoir, sous prétexte de Raison d'État, ainsi que la sévérité barbare de la répression, qui remontent au droit romain, et que favorise le caractère divin attribué à l'origine et à

l'exercice du pouvoir, prédominèrent jusqu'à la fin du XVII^e siècle autant en France que dans plusieurs autres États du continent.

Au cours des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, dans les grands pays d'occident, l'opinion publique, les lois et les procédures pénales à l'en-droit du délit politique, n'évoluèrent presque pas. En Allemagne, la règle de la Caroline, fait frémir le lecteur contemporain par la cruauté dans le choix des méthodes de répression ; et en France, on a vu la façon dont Richelieu traitait le délinquant politique. Le seul changement notable durant cette période est celui qui se produit en Angle-terre, où la révolution de 1688 fait avancer d'un grand pas la cause de la légalité de la répression des crimes d'État. C'est un siècle avant la Révolution française que le peuple anglais mît fin à l'absolutisme royal (avec la disparition de la dynastie des Stuart) ; cette évolution salubre doit beaucoup à l'influence du philosophe John Locke, dont les idées ont été exposées dans son « Essai sur le Gouvernement ci-vil », où il définit ainsi le principe du pacte social : « Ce qui a donné naissance à la société politique, c'est le consentement d'un certain nombre d'hommes libres, représentés par le plus grand nombre d'entre eux. C'est cela qui donne naissance à un Gouvernement légitime ».

La liberté constitue désormais le bien fondamental de l'homme dont l'État doit se porter garant. Le rôle de celui-ci se limite à protéger la liberté des citoyens. Les crimes de l'État diminuent en importance au fur et à mesure que l'absolutisme de l'État décroît. Celui qui est ac-cusé de trahison dispose dorénavant de garanties légales, dont entre autres :

- a) le droit d'avoir connaissance de la liste des jurés devant in-tervenir dans l'affaire ;
- b) le droit de recevoir communication de l'acte d'accusation
- c) le droit d'être assisté d'un avocat ;
- d) le droit de proposer et de faire citer des témoins pour sa dé-fense ;
- e) le droit de ne pas être condamné sans un minimum de preu-ves concernant sa culpabilité.

La trahison, enfin, ne peut être poursuivie que dans un délai de trois années, à compter de la date de l'infraction.

L'évolution anglaise, influencée par les idées de Locke, nous amène à l'aube de la période contemporaine. En France, Montesquieu prépare les esprits à accepter des notions plus relatives des lois, dont il caractérise l'esprit en rapport avec les mœurs, l'histoire, le climat et le terrain de chaque pays. Il s'indigne par exemple du fait que l'Inca Athualpa ait été jugé en Espagne, pour avoir fait mourir quelques-uns de ses sujets, pour avoir eu plusieurs femmes etc., et il note : « le comble de la stupidité fut qu'ils ne le condamnèrent pas par les lois politiques et "es de son pays, mais par les lois politiques et civiles du leur. »

Mais ce fut surtout Jean-Jacques Rousseau qui développa les idées de Locke en Europe. Il leur apporta toutefois de sévères restrictions qui marqueront le sérieux décalage entre l'évolution politique, juridique et morale de l'Angleterre et celle du Continent. Rousseau prétend, en effet, que « tout ce que chacun aliène par le pacte social de sa puissance, de ses biens, de sa liberté, c'est seulement la partie de tout cela dont l'usage importe à la communauté ». Mais il ajoute aussitôt : « Il faut convenir que le souverain est le seul juge de cette importance », rendant ainsi la restriction illusoire. Pour Rousseau, en effet, l'État n'est astreint à aucune loi.

Il n'en reste pas moins qu'au cours du XVIII^e siècle, on constate une certaine « dépersonnalisation » du crime d'État, celui-ci correspondant de plus en plus à quelque chose d'abstrait, de détaché de la personne du Prince, retrouvant ainsi la conception du droit public de la République Romaine et faisant disparaître les caractéristiques de la féodalité.

La Révolution Française marque la fin de l'Ancien Régime. La « Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen » qui a inspiré les Déclarations des droits figurant dans les constitutions de bien d'autres pays, consacre les idées libérales qui se répandent dans le monde entier. L'omnipotence de la loi se substitue à celle du juge et de l'administration. La conception de l'État libéral est née : il est le gardien et le dépositaire des libertés publiques et privées. Si la paix politique - sinon sociale - règne en Angleterre, il n'en est pas de même sur le Continent où révolutions et contre-révolutions se succèdent. La crimi-

nalité politique est sévèrement punie mais - et c'est là la grande acquisition de la Révolution Française -, elle est punie suivant des lois promulguées par le législateur. Par ce grand crime de lèse-majesté que fut la révolution, le pouvoir souverain change définitivement de mains. A la personne du Prince et aux droits absolus du monarque se substituent l'entité abstraite de l'État et les droits de l'homme.

Dans le nouveau droit public, la personne morale de l'État se distingue nettement des organes par lesquels elle agit, c'est-à-dire des individus qui exercent le pouvoir en son nom. Le crime d'État se conçoit désormais sous deux angles : d'une part l'atteinte contre l'État, dans son existence et dans ses droits (crime contre la sûreté extérieure de l'État) d'autre part, les crimes contre les organes de l'État, son Gouvernement et ses Institutions politiques, (atteinte à la sûreté intérieure de l'État). Cette distinction est capitale. En effet, le premier délit met en danger l'existence même de l'État, alors que le second a des conséquences moins importantes. Leur répression est, de ce fait, également différente : elle est plus grave pour le premier.

La liberté de conscience, un des principes fondamentaux du nouveau régime, implique la liberté d'expression dans les domaines politiques et religieux. La religion chrétienne cesse donc d'être le fondement de l'ordre public et devient affaire privée. Pour maintenir l'ordre public, le pouvoir de proscrire des actes nuisibles à la société, sans cependant compromettre la liberté des individus, revient au législateur élu par le peuple. C'est le fameux principe de la légalité des délits et des peines. Comme le stipule l'article 8, de la Déclaration des droits : « Nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée ».

Les peines deviennent fixes, (plus d'appréciation arbitraire du juge) et personnelles (plus d'extension à la famille) et la confiscation des biens est supprimée.

En résumé donc, l'omnipotence de la loi se substitue à celle du juge et de l'administration. C'est là l'une des conquêtes morales majeures de l'humanité.

Plus encore dans les démocraties libérales, l'idée prévaut, désormais, que les crimes politiques sont moins graves que les crimes de droit commun et qu'ils doivent être frappés de peines modérées. L'origine de cette idée se situe dans la séparation progressiste du pouvoir temporel et du pouvoir religieux et dans la laïcisation de l'État, qui permet à l'ordre politique de se dépouiller de tout caractère sacrilège. Un profond scepticisme politique est né, en effet, de l'alternance des partis au pouvoir et les délinquants politiques apparaissent, bien souvent, comme des joueurs malchanceux, plutôt que comme de véritables criminels. Le grand juriste Guizot fut un des théoriciens de ce nouveau droit concernant les délits politiques. Les délits politiques ont été sous l'ancien régime, le fait d'oligarques complotant contre le Prince, à l'époque moderne, ils deviennent l'expression d'une protestation ou d'une revendication populaire, qui peut se légaliser, le cas échéant, par une majorité électorale et obtenir de la sorte le sceau de la légitimité. Comme toute notion d'ordre moral et juridique, celle de criminalité politique est soumise à la critique historique et « scientifique » des esprits, imprégnés de la philosophie des encyclopédistes.

« L'immoralité des délits politiques, écrit Guizot, n'est pas aussi claire ni aussi immuable que celle des délits de droit commun ; continuellement modifiée et observée par les vicissitudes des choses humaines, elle varie suivant les temps, les événements, les droits et les mérites du pouvoir et vacille à tout instant, sous les coups de la force, qui prétend donner une forme selon ses besoins. Difficilement, dans la sphère de la politique, on trouvera des actes innocents ou méritoires qui n'ont pas reçu en quelque partie du monde une inculpation légale ».

Or, tandis que personne ne veut légitimer les crimes contre les personnes ou la propriété, il se trouve toujours une fraction, plus ou moins grande de la population qui donne une certaine approbation aux délits politiques. Guizot recommande au gouvernement d'utiliser avec modération la répression en matière de criminalité politique.

Nous constatons donc que, dans la démocratie libérale, inspirée par les idées de Locke et de Jean-Jacques Rousseau, la politique tend à être absorbée par la justice ; la tendance générale allant vers la dispari-

tion progressive des tribunaux politiques ou, dans la mesure où ils subsistent, vers leur soumission progressive à la procédure commune.

Cette évolution ne se produit toutefois pas sans heurts ni sans régressions notables. Les propagandes subversives, s'attaquant au moral des armées, aux fondements de l'ordre politique et social (idéologies totalitaires) ont provoqué des réactions de défense de la part de l'État libéral. Ainsi, en France, la peine de mort, qui n'était plus requise depuis 1850 dans les procès de trahison, fut rétablie en 1939.

Ce sont, cependant, les attentats anarchistes, de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, qui constituent le point tournant d'une réaction sociale - par le truchement de l'opinion publique et des parlements - et qui provoquent le durcissement des sentences et la réintroduction de textes de lois prévoyant la protection de l'état contre les menées subversives. Seule l'Angleterre sut résister à cette évolution : le crime de « sédition » existe toujours mais, depuis 1832, les poursuites ont été rares et l'acquittement est même devenu la règle générale. Aux Etats-Unis la base juridique de la législation anti-subversive repose sur les lois Smith (1946) et Mc Carran (1950) ainsi que sur un jugement de la Cour Suprême *Dennis vs US.* de 1951 qui condamne les chefs communistes pour avoir organisé le parti communiste américain dont le but est de renverser le gouvernement légal du pays. Cette législation et ce jugement furent violemment critiqués par l'opinion libérale américaine, qui y voyait une grave atteinte à la liberté d'opinion.

En France, la guerre d'Algérie et l'état de quasi guerre civile qu'elle a provoqué dans la métropole ont donné naissance à une nouvelle juridiction d'exception : la Cour de Sûreté de l'État. Us événements ont révélé que les moyens de subversion ont changé et que les techniques les plus modernes de la guerre psychologique sont mises à profit par ceux qui veulent conquérir le pouvoir. Le mouvement rebelle s'appuie sur des bases situées à l'étranger et il bénéficie de l'aide occulte de puissances étrangères. Il use de la terreur pour asseoir son emprise sur la population et des infractions de droit commun sont commises pour entretenir un climat de violence. Le préjugé favorable dont bénéficiait le délinquant politique, étant donné les motifs altruistes de ses actes, tend à disparaître d'une manière assez radicale.

L'opinion libérale française, à l'instar de celle des Etats-Unis, s'est émue devant les risques qu'une telle juridiction, plus rigide, représente pour les libertés publiques ainsi que pour la liberté d'opinion. L'interprétation extensive de la compétence du tribunal fait peser, en effet, une menace constante sur les forces d'opposition au pouvoir. Les articles 70 et suivants du Code pénal français défèrent à cette Cour les crimes de trahison et d'espionnage, les attentats, les complots, et autres infractions contre l'autorité de l'État, les crimes tendant à troubler l'État par des massacres ou des dévastations, les mouvements insurrectionnels, le recel de choses, ou de personnes et la non-dénonciation d'infractions contre la sûreté de l'État. La compétence de la Cour est étendue aux mineurs de 16 à 18 ans, les perquisitions sont possibles même la nuit, la détention provisoire plus étendue qu'en droit commun et d'autres stipulations encore indiquent l'importance du recul qu'ont subi la législation et la tradition libérales, développées au cours du XIXe siècle.

On constate en somme que le romantisme révolutionnaire, imbu des idées qui triomphèrent en 1789, et qui a conduit à une considérable libéralisation de la répression des crimes d'État, a subi des reculs progressifs au fur et à mesure que les transformations économico-sociales, issues des révolutions industrielles successives, secouèrent les structures politiques du pouvoir. La bienveillance dont jouissaient les délinquants politiques en France a diminué progressivement au cours de la deuxième moitié du XIXe siècle. Les transformations sont moins spectaculaires dans le droit anglais : celui-ci en effet, n'a pas connu les soubresauts juridiques provoqués par la Révolution Française et a continué de réprimer sévèrement les crimes d'État, en donnant cependant de plus en plus de garanties judiciaires aux accusés.

Au Canada, la crise d'octobre 1970 s'inscrit dans la même perspective : le recours aux mesures exceptionnelles provoque des atteintes aux libertés individuelles que le danger en cours ne semble pas avoir justifiées, après coup.

Avant d'examiner la place des délits politiques dans la législation et la jurisprudence de quelques pays contemporains, rappelons brièvement les éléments fondamentaux qui entrent aujourd'hui dans la dé-

finition de ce type de délits. On distingue, généralement, le délit politique pur du délit politique relatif. Le premier porte exclusivement atteinte à l'État, le second touche également aux biens juridiques des particuliers.

Dans la définition du délit politique pur, deux thèses s'affrontent. Les théories « subjectives » voient dans l'intention du délinquant le seul critère de l'infraction politique. Les théories « objectives » estiment que c'est la nature du droit lésé qui reste l'élément décisif.

La théorie subjective a son origine dans la pensée des libéraux polir qui le révolutionnaire aux idées nobles et aux intentions désintéressées constitue le modèle du délinquant politique. Mais, comme le fait remarquer Papadatos, si le mobile est un élément important pour apprécier le degré de culpabilité et surtout le degré de criminalité d'un accusé, il ne peut suffire d'aucune façon de seul critère. S'il en était ainsi, toute infraction motivée par des considérations politiques serait transformée en défit politique.

Dans la théorie objective, c'est la nature du droit lésé qui importe. « Sont politiques, dit le jurisconsulte allemand von Liszt, les délits commis intentionnellement contre l'existence de la Sûreté de l'État ou dun État étranger, de même que ceux qui sont dirigés contre le chef du Gouvernement et les droits politiques des citoyens ».

D'après cette théorie, l'État constitue le sujet passif de tout délit politique bien que ce dernier porte atteinte aux intérêts, et aux droits de l'État considéré comme puissance publique. Sont par conséquent exclus de cette qualification de « délits politiques », les délits contre l'administration ainsi que contre les autres droits et prérogatives de l'État. Une simple violation de l'ordre politique n'est cependant pas suffisante pour constituer un délit politique, encore faut-il qu'il y ait intention de destruction totale ou partielle de l'ordre politique.

Bien que la thèse « objective » soit largement acceptée dans le droit positif contemporain, on peut, avec Papadatos, lui adresser certaines critiques. En effet, elle ne tient pas compte du sens qu'ont attribué aux délits politiques la conscience populaire et la tradition libé-

rale, à l'aube de l'époque contemporaine. L'intention noble et désintéressée du délinquant politique n'est nullement prise en considération.

On voit donc, en définitive, la grande difficulté, sinon l'impossibilité de donner une réponse satisfaisante, sur le plan du droit strict, aux problèmes que posent les « délits politiques ». Le qualificatif « politique » échappe, rappelons-le, à toute tentative de définition rationnelle qui, par ailleurs, sert de base à la codification légale. La part d'arbitraire est, et demeurera sans doute à l'avenir, bien importante, en ce qui a trait notamment au sort que les diverses législations et pouvoirs étatiques réserveront aux délinquants politiques. Ceci dit, il convient de souligner, dès le départ, que les États modernes doivent être classés en deux groupes : les démocraties libérales, où le crime d'État est un moyen de défense de l'ordre démocratique, et les États à idéologie politique militante, où le crime d'État est un instrument de domination politique.

Dans les pages qui suivent, nous examinerons donc, dans cette optique, leurs structures fondamentales, et cela, sur la base de quelques exemples concrets.

Le délit politique dans un certain nombre de pays

La France

[Retour à la table des matières](#)

Selon Donnedieu de Vabres, l'attentat à la sûreté extérieure de l'État demeure le délit politique par excellence, puisqu'il menace directement et exclusivement l'existence même de l'État. Mais le caractère méprisable du mobile qui anime généralement ses auteurs les fait exclure de l'appréciation indulgente dont bénéficient les délinquants politiques. Ce sentiment d'hostilité s'est fortifié au fur et à mesure que le patriotisme s'affirmait, que se développaient les grands États et que le progrès des armements exigeait une surveillance de plus en plus rigoureuse des secrets militaires.

Alors que les articles 75 et suivants du Code pénal ne prévoyaient, pour les auteurs d'attentat à la sûreté extérieure de l'État, que des peines politiques, la loi du 26 janvier 1934 sur l'espionnage, complétée par le décret-loi du 17 juin 1938, a introduit des peines de droit commun à l'égard de ces délits. Le décret-loi du 29 juillet 1939 a donné une acceptation juridique aux termes imprécis de trahison et d'espionnage. Désormais, la trahison implique un manquement au devoir de fidélité d'un citoyen français. L'espionnage est le fait d'un étranger. Les délits revêtant un caractère de moindre gravité, qu'ils soient commis par un citoyen français ou un étranger, sont appelés « atteinte à la sûreté extérieure de l'État ».

Lorsqu'il s'est agi de flétrir la collaboration avec l'ennemi, la législation française a créé une expression nouvelle : l'indignité nationale. Est coupable d'indignité nationale, aux termes d'une Ordonnance du 26 décembre 1944, tout Français qui aura, postérieurement au 16 juin 1940, sciemment apporté en France, ou à l'étranger une aide directe, ou indirecte à l'Allemagne, ou à ses alliés, ou porté atteinte à l'unité de la nation, à la liberté des Français, ou à l'égalité entre ces derniers.

On note le caractère rétroactif de la loi (ce qui va à l'encontre du principe de la légalité des délits). Sur le plan des peines, cependant, au lieu des peines privatives de liberté, on introduit une peine privative de droits, peine plus infamante qu'afflictive. On pensait ainsi atteindre plus facilement le but de répression politique que le législateur s'était fixé.

Toutefois, la tendance de la législation française tend à assimiler aux délits de droit commun les délits contre la sûreté extérieure de l'État, tout du moins quant à la pénalité prévue. En effet, dans la deuxième partie de la loi No. 70-643 du 17 juillet 1970 concernant la répression des crimes et délits contre la sûreté de l'État, on apporte plusieurs précisions ayant trait à la garde à vue ou la détention préventive, ainsi qu'aux modalités de reconnaissance de la culpabilité et de la condamnation, qui confirment cette affirmation dans le contexte des législations les plus récentes.

Il n'en reste pas moins que si le cas des traîtres pour motif vénal ne paraît pas susciter des problèmes, ceux qui ont commis leur délit

contre la sûreté extérieure de l'État pour un motif idéologique continuent de provoquer des remises en question. Comme le fait remarquer Donnedieu de Vabres, la logique et l'équité répugnent à traiter comme de vulgaires malfaiteurs des personnes dont l'attitude anti-nationale fut souvent dictée par des préoccupations idéologiques.

En définitive, en France, la catégorie des délits purement politiques se réduit progressivement. Celles-ci ne comprennent plus que les atteintes contre la sûreté intérieure de l'État, c'est-à-dire les activités dirigées contre la forme du Gouvernement, le fonctionnement des pouvoirs politiques et le libre exercice des droits des citoyens, les fraudes électorales, les délits de presse, les délits d'association, de grèves et de réunions politiques.

Examinons un peu plus en détail certains délits contre la sûreté intérieure de l'État, les délits dits sociaux. Ils offrent ce trait commun avec les délits politiques que leurs auteurs obéissent à un mobile d'ordre général et qu'ils visent un intérêt collectif. Ils tendent eux aussi à ébranler l'organisation sociale, abstraction faite de la forme politique de l'État. Les délits anarchistes ont été réprimés, par des mesures d'exception, et se sont assimilés aux délits de droit commun. Si les attentats anarchistes sont des cas extrêmes, peuvent entrer dans cette catégorie tous les actes qui visent à obtenir satisfaction lors de revendications sociales ou économiques par des moyens violents tels que la grève générale par exemple.

Par ailleurs, mentionnons la convention internationale du 16 novembre 1937, signée par la France à Genève, pour la répression du terrorisme. Celui-ci est défini comme un fait criminel dirigé contre un État et dont le but ou la nature est de provoquer la terreur chez des Personnalités, des groupes de personnes déterminées, ou dans le public. Or, les terroristes agissent parfois pour des motifs idéologiques, non égoïstes. En fait, la répression des délits sociaux, ou du terrorisme, peut viser des groupes de citoyens opposés à ceux qui détiennent le pouvoir.

La pierre de touche de la démocratie libérale est la liberté de la conscience, qui trouve son expression collective dans la liberté d'opinion, incluant celle de la presse. Or, le développement d'idéologies

opposées peut menacer, surtout en temps de guerre ou d'instabilité politique et sociale, l'existence même de l'État. D'où la nécessité d'une législation donnant à l'État les moyens de se protéger. En France, ces moyens consistent dans la répression de la démoralisation de l'armée. Démoraliser l'armée, c'est ébranler sa force de résistance, sa volonté de vaincre.

L'intention de nuire suffit, mais la preuve reste cependant à la charge de l'accusation. On conçoit qu'elle n'est point facile à administrer. La diffusion d'une idéologie, d'une doctrine, est toujours, dans une certaine mesure, démoralisante pour ses adversaires, comme le fait remarquer Roger Pinto. Toute opposition radicale implique une démoralisation de l'ordre établi. On peut la craindre et tenter de la supprimer, mais ce faisant, on supprimera en même temps l'un des fondements de la démocratie.

La Grande-Bretagne

[Retour à la table des matières](#)

Traditionnellement, on distingue en Angleterre trois champs juridiques de la protection de l'État. Le premier protège le souverain, sa famille et ses officiers ; le deuxième, la succession d'une lignée protestante sur le trône d'Angleterre ; le troisième, la sécurité du pouvoir protestant (the protestant establishment). Les plus graves parmi les délits, notamment dans les deux dernières catégories, ont été assimilés à la haute trahison. Avec la sécularisation des mœurs, ces champs protégés pénalement par l'État, ont perdu de leur importance pour ne pas dire qu'ils sont tombés en désuétude. La stabilité de la société anglaise lui a permis de manifester une grande tolérance pour les délits politiques. La sédition, ou l'incitation des sujets de Sa Majesté à la révolte, ou à l'infidélité est punie par le droit commun.

Depuis 1832, date de la première grande réforme électorale, les poursuites, en vertu de cette loi, ont été très rares et les contrevenants généralement acquittés. En 1886, un chef du mouvement chartiste fut poursuivi pour avoir prononcé un discours séditieux à Trafalgar Square, discours suivi de rixes. A cette occasion le juge Cave, dans

ses instructions au Jury, donna une définition nouvelle de l'intention criminelle. La sédition suppose l'intention de réformer, ou de renverser les institutions, ou les pouvoirs établis par des moyens illégaux. L'accusé John Burns fut acquitté. Le dernier cas d'acquittement lors d'un procès de cette nature date de 1909. L'accusé avait fait l'apologie d'un assassin hindou en le présentant comme un martyr de l'indépendance.

Quant à la sécurité extérieure de l'État, une loi de 1911 protège les secrets officiels (c'est en vertu de cette loi que des condamnations sévères furent prononcées contre des espions atomiques). L'acte sur l'ordre public de 1936, réprime les mots menaçants, insultants ou abusifs qui peuvent conduire à une rupture de la paix. Cette législation visait les mouvements fascistes qui s'organisaient et qui pouvaient menacer la sûreté intérieure du pays.

On peut donc constater, avec Roger Pinto, que la législation britannique est demeurée très libérale. Il y reste possible de défendre et de répandre les opinions les plus subversives, à condition de se conduire en gentleman. Les limitations, apportées par des textes spéciaux, sont définies avec précision. Et Sir Winston Churchill a renouvelé, aux applaudissements unanimes de la Chambre des Communes, cette adhésion au principe de la liberté : « La liberté de parole entraîne avec elle les maux qu'apportent toutes les choses stupides, déplaisantes ou venimeuses qui sont dites, mais, dans l'ensemble, nous préférons les avaler que les supprimer ».

Les États-Unis d'Amérique

[Retour à la table des matières](#)

À l'instar de toutes les autres législations modernes, la loi américaine protège la sûreté extérieure de l'État en suivant, dans ses grandes lignes, la tradition du « Common Law ». Toutefois, dans le domaine de la protection de la sûreté intérieure de l'État la situation de ce pays diffère grandement de celle de la Grande-Bretagne. la liberté d'opinion y est protégée par la Constitution fédérale (premier amendement). La jurisprudence de la Cour suprême a défini, entre les deux guerres, les

conditions dans lesquelles les expressions d'opinions pouvaient être réprimées. Il est nécessaire qu'elles provoquent de façon manifeste et actuelle, des actes illicites, et il ne suffit pas qu'elles tendent normalement à provoquer de tels actes ou qu'elles soient susceptibles d'avoir cet effet. La jurisprudence d'avant la dernière guerre mondiale confirmait une interprétation libérale des infractions dans ce domaine.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, à l'époque de la guerre froide, l'opinion publique américaine s'émute devant le danger de coup d'état ou de subversion intérieure que faisaient courir, à l'état américain, certains mouvements comme le communisme. La Cour suprême, dont la jurisprudence façonne l'évolution politique et morale de la grande République, a admis la validité des poursuites dirigées exclusivement contre les manifestations d'opinions dans le cas *Dennis vs US* (341 US, 1951). On reprochait aux accusés d'avoir participé collectivement de 1945 à 1948, à l'organisation du parti communiste américain dont le but est de défendre et de propager le marxisme-léninisme. Cette doctrine prône le renversement par la force du gouvernement légal du pays. Or, la loi fédérale (loi Smith de 1940), punit quiconque se fait avocat de la destruction du gouvernement par la force ou la violence.

L'arrêt de la Cour, rédigé par le président Vinson, et approuvé par trois juges, estime que le danger résultant de la propagande communiste est suffisant pour restreindre la liberté d'expression. Le danger d'un coup d'État est manifeste. N'oublions pas, en effet, que cet arrêt fut prononcé pendant la période de la mainmise des partis communistes sur les États d'Europe centrale et orientale (le coup de Prague, notamment). Le juge Jackson note dans une opinion séparée, que la raison sur laquelle la condamnation doit être fondée est l'organisation totalitaire du parti communiste, mais il reconnaît la vanité de telles mesures

« Je n'ai guère foi dans l'efficacité finale d'une telle condamnation pour arrêter l'essor du mouvement communiste. Le communisme n'ira pas en prison avec les communistes ».

Dans son opinion dissidente, le Juge Black se fonde pour sa part sur l'absence de provocations effectives au renversement du Gouver-

nement par la violence. La propagande subversive n'est certes pas sans danger, mais c'est un danger que les fondateurs de la nation américaine ont accepté plutôt que d'étouffer la liberté. Le Juge Douglas ajoute qu'aucun acte de sabotage ou de conduite illégale n'a accompagné la propagande subversive. La discussion libre fut un acte de foi de la nation américaine et elle est la sauvegarde des groupes religieux, politiques, philosophiques, économiques et techniques qui existent au pays. Sa conclusion est donc que la liberté de parole ou d'opinion ne saurait être sacrifiée à moins que ne soit rapportée la preuve positive et objective que le danger du mal prêché est imminent.

Finalement, la loi de 1953, le « Communist Control Act », prive le parti communiste, ou l'un quelconque de ses successeurs, des droits et immunités reconnus aux personnes morales. Elle lui interdit de présenter ouvertement des candidats aux élections. Les membres d'une organisation vouée au renversement du Gouvernement par la violence ne pourront exercer leurs droits de citoyens. Ils devront se faire enregistrer en vertu de la loi sur la sécurité intérieure de 1950 et ils ne pourront obtenir de passeports.

La protection des secrets militaires aux États-Unis n'est pas régie par une législation d'ensemble. Des règles, surtout administratives, visent la protection des informations « classées ». Un domaine fait exception : c'est la loi de 1946 sur l'énergie atomique. Elle place les activités scientifiques, techniques, industrielles et militaires, dans le domaine de l'énergie atomique, sous le contrôle policier du Fédéral Bureau of Investigation (F.B.I.)

Cette loi a été sévèrement critiquée par bien des savants américains comme préjudiciable au progrès de la science, mais les exigences de la sécurité de l'État ont eu priorité.

La révélation des secrets atomiques fut reprochée aux époux Rosenberg qui ont été condamnés à la peine de mort. Comme on se le rappelle, ils avaient révélé, en temps de guerre, un secret de la défense nationale concernant la bombe atomique aux agents Mine puissance étrangère. Ils furent condamnés en vertu d'une loi sur l'espionnage, au terme de laquelle la condamnation peut être prononcée sans que l'intention de nuire soit prouvée.

Un problème particulier est posé par la liberté d'opinion de fonctionnaires, ou de personnes chargées de responsabilités particulièrement importantes pour la sûreté de l'État. L'épuration des services publics américains, à la suite du MacCarthysme des années 50, se faisait en vertu de la loi du 27 avril 1953. Les conditions pour devenir un « risque pour la sécurité de l'État » sont définies d'une façon particulièrement large. Le fait d'avoir des relations suivies avec un saboteur, un espion, un individu séditieux ou révolutionnaire, suffit. Le cas le plus célèbre, parmi les victimes de cette limitation de la liberté d'opinion, fut le professeur Oppenheimer, exclu en 1954, de la Commission de l'énergie atomique.

L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste

[Retour à la table des matières](#)

Si le fondement philosophique de la démocratie libérale est emprunté à la pensée de Locke, de Montesquieu et de Rousseau, celui des régimes nazis et fascistes se réclame de Hegel. Pour ce philosophe allemand, l'État est la pensée parvenue à la pleine conscience d'elle-même et comme il concentre en lui la plénitude de l'être et l'indépendance de la pensée, il jouit également de la pleine liberté de celle-ci. Aucune règle ne s'impose à lui. Il n'applique pas la loi, il la crée. Tout ce qu'il fait est nécessairement valable. A l'instar de l'État, les gouvernants sont les hommes nécessaires qui ont tous les droits. La question de la légitimité ne se pose pas pour eux. L'individu, par contre, en face de l'État, n'a aucun droit. C'est sur cette conception que se fondèrent les régimes fasciste et nazi. La répression du crime d'État est donc une lutte impitoyable contre tous les ennemis intérieurs du régime. Elle est même étendue aux peuples qui sont militairement asservis à leur dictature.

Le Code pénal fasciste de 1930 met au premier plan la défense de l'État fasciste. L'article 9 définit ainsi le délit politique : « Tout délit qui porte atteinte à un intérêt politique de l'État ou à un droit politique du citoyen. Est aussi réputé délit politique le délit de droit commun perpétré pour motif politique ».

Cette définition permet de poursuivre tout ennemi du régime. Les autres articles stipulent que les circonstances atténuantes accordées pour des motifs moraux ou sociaux sont refusés aux délinquants politiques. On prévoit pour eux des mesures de sûreté, qui prennent la forme de l'internement sans jugement par -mesure administrative. Des peines particulièrement sévères sont prévues pour cette catégorie de délits. Cette situation est aggravée par l'instauration des tribunaux spéciaux, dont les membres sont nommés par le Ministre de la Guerre qui les choisit parmi les militaires et les membres de la milice.

Si le fondement philosophique est le même pour le régime nazi et pour le régime fasciste, il existe cependant un certain nombre de traits distincts qui proviennent des particularités des civilisations où ils s'implantèrent.

L'organisation politique nazie fut fondée sur la Volksgemeinschaft (communauté du peuple, liée au sol national) et le Führer, Guide suprême, dont la volonté est la source unique du pouvoir. Selon cette doctrine, la séparation entre les trois pouvoirs - législatif, exécutif, et judiciaire -n'existe plus, le pouvoir unique du Führer attribue à chacun sa tâche.

La communauté populaire, celle du sang et du sol, se confond avec la race germanique dont la mission et la sûreté sont protégées par les lois. « L'homme », écrit Hitler, dans son ouvrage bien connu « Mein Kampf » a le droit sacré et le plus saint des devoirs, celui de veiller à ce que son sang reste pur, pour que la conservation de ce qu'il y a de meilleur dans l'humanité rende possible un développement plus parfait « d'êtres privilégiés ». Pour assurer la protection de cette pureté, le régime nazi n'a pas hésité à se livrer au génocide, et à l'extermination des peuples entiers, qui représentaient une menace à ses yeux.

La peine prévue pour les délits politiques est précisée par Rosenberg, idéologue du parti. Elle n'est ni un moyen d'éducation, ni une vengeance. La peine est une simple élimination d'un corps étranger. Un homme qui ne regarde pas l'essence du peuple et son honneur comme la plus haute valeur a perdu le droit d'être protégé par le peuple.

Le droit est donc un simple instrument dans les mains du pouvoir pour réduire toute opposition à son idéologie, à sa Weltanschauung (vision du monde). C'est ainsi que tout acte de propagande hostile au parti nazi est qualifié de haute trahison. Rien d'étonnant à cela, puisqu'en vue de la doctrine, le parti se confond avec l'État. Par ailleurs, dès 1936 toute forme de sabotage économique est punie de mort, tandis que des dispositions sévères protègent la pureté du sang aryen allemand et la loi du 15 septembre 1935, punit de la peine de réclusion le mariage ou les relations sexuelles, hors mariage, entre juifs et allemands aryens.

Le régime nazi rejette expressément le principe de la légalité des délits et des peines, puisqu'à côté de la loi, le « saine sentiment du peuple », interprété par le juge, devient source de légalité. Ce sentiment produit et contrôle le droit et un de ses appuis majeurs est la Weltanschauung. L'arbitraire du pouvoir est donc total : tout acte peut être incriminé, à condition d'être contraire à la loi ou à la saine appréciation du peuple.

Enfin, comme en Italie fasciste, une juridiction d'exception est instituée pour juger les délits politiques. Le Tribunal du peuple est composé de 32 membres dont 12 seulement sont magistrats, les autres sont des membres de l'armée ou des organismes paramilitaires nazies. Ils sont nommés par le Führer auquel ils doivent une fidélité absolue. La procédure est sommaire et la détention préventive peut être illimitée. Le tribunal peut refuser son agrément au choix d'un avocat par l'accusé. Sa décision est sans appel et ses débats se déroulent, généralement, à huis clos.

La police secrète, la Gestapo, a le droit, en vertu de la loi du 28 février 1933, d'effectuer toutes les opérations nécessaires au maintien de l'ordre et d'assurer la protection contre les menées révolutionnaires.

On note, en conclusion, que sous les régimes fasciste et nazi, la répression des délits politiques revêt un caractère franchement extralégal. En fait, cette répression a dépassé largement les besoins de protection de l'État : elle était une arme redoutable contre tous les ennemis du régime, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières de ces

pays. C'est cette caractéristique qui motivera l'intervention d'une juridiction supérieure pour la répression des crimes de guerre, telle qu'elle sera élaborée au lendemain de la défaite des pays de l'axe. Notons toutefois que la Constitution de 1949 de l'Allemagne fédérale, prévoit la répression des abus de l'exercice des libertés d'opinion, de presse, de parole, d'assemblée et d'association. L'article 26 proscrit les activités qui tendent à perturber les relations pacifiques entre les nations et qui visent à préparer des guerres d'agression. Les armes de guerre ne peuvent être fabriquées ou vendues qu'avec la permission du gouvernement fédéral.

L'article 88 prévoit d'autres protections encore : subiront les rigueurs de la loi ceux qui veulent aliéner l'indépendance de l'Allemagne et porter atteinte à l'organisation démocratique de ses institutions, à savoir la séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, les élections libres, la responsabilité du Gouvernement devant le Parlement élu, et ceux qui introduiraient la violence dans l'exercice des droits politiques.

En principe, toutes ces dispositions sont motivées par l'expérience de la prise du pouvoir par le mouvement nazi ; il n'en reste pas moins que c'est en vertu de la Constitution de 1949 que le tribunal fédéral suprême a mis hors la loi le parti communiste, afin de mieux protéger le pays contre les influences extrémistes de gauche qui auraient pu être encouragées et subventionnées, entre autres, par le gouvernement de l'Allemagne de l'Est. Ce qui en découle logiquement, c'est que les législations reflètent, non seulement le passé historique, mais parfois aussi les dangers immédiats d'une situation géo-politique particulière...

L'U.R.S.S.

[Retour à la table des matières](#)

C'est la doctrine de Marx et d'Engels, interprétée par Lénine qui donne la clef pour la compréhension du système juridique de l'U.R.S.S. et qui permet de saisir la place qu'occupe, dans ce système,

le délit politique. Notons, dès l'abord, la vocation universelle de cette idéologie.

Contrairement aux doctrines fascistes ou nazies, qui prônaient une suprématie de l'État national ou d'une ethnie supérieure, l'idéologie marxiste-léniniste se considère comme l'interprétation de l'évolution historique inéluctable de l'humanité. Par conséquent, ses adhérents transcendent les frontières nationales et obéissent aux instances politiques supérieures du mouvement communiste international.

Bien que cette situation semble subir des changements marqués depuis quelques années, (pensons en particulier à la thèse de polycentrisme du parti communiste italien), pour la fin de notre propos, nous pouvons considérer que la pensée juridique et la pratique judiciaire des pays socialistes sont à peu près uniformes.

Dans la théorie marxiste-léniniste classique, l'État est le produit de l'histoire et l'instrument de la domination d'une classe sociale sur une autre. « Il se crée une force distincte », écrit Lénine, « des détachements spéciaux d'hommes en armes qui gardent l'État au service de la classe des oppresseurs. C'est par la violence que de nouvelles formes sociales se font accoucher au cours de l'histoire. Le remplacement de l'État bourgeois par l'État prolétarien est impossible sans une révolution violente. Cet état prolétarien n'est pas censé durer éternellement. Par la réalisation de la société communiste, il est destiné à disparaître lui aussi. Cette société supérieure n'aura pas besoin, en effet, de ces techniques de contrainte ».

Dans cette période transitoire - qui dure toujours - l'État prolétarien crée un droit pénal dont la fonction est de combattre les ennemis du régime et d'affermir la dictature du prolétariat. Pour Lénine, en effet, l'État n'est rien d'autre qu'une machine de guerre entre les mains d'une classe dirigeante qui, pour assurer sa domination utilise le droit pénal dans le but d'éliminer les ennemis de l'État.

Voici comment Lénine s'exprime dans son discours sur l'État prononcé devant les étudiants de l'Université Sverdlosk et imprimé dans le quotidien « Pravda » en 1929 : « Nous avons enlevé cette machine - l'État - et avec elle nous écraserons toute exploitation, et lorsque sur la

terre il n'y aura plus de possibilités d'exploitation, plus de gens possédant des terres et des fabriques, plus de gens se gavant au nez des affamés, lorsque de pareilles choses ne seront plus possibles, alors nous mettrons cette machine au rancart ; alors, il n'y aura ni État, ni exploitation ».

Cette fonction oppressive de l'État prolétarien culmine sous le régime de Staline, dont la dictature, de son propre aveu « n'est limitée par aucune loi, n'est gênée par aucune règle et s'appuie sur la violence ».

Dans cette perspective, le délit n'est qu'un reflet de la lutte des classes, fait social fondamental. Lorsque la société communiste sera une réalité, avec la disparition de l'État, disparaîtront également les tribunaux et les juges. Les citoyens régleront leurs problèmes eux-mêmes. « Mais durant cette période transitoire, la fonction de la répression pénale, affirme en 1931, le juriste Stlivitzki, est la destruction des ennemis de classe et un excitant à la discipline pour tous les travailleurs. Ce nouveau droit n'a rien de commun avec le droit objectif des démocraties libérales : il est avant tout une arme de la classe dominante contre celui qui n'observe pas son ordre social. Il vise l'anéantissement de tout ce qui lui résiste ».

Rien n'échappe à ce droit : toute activité hors de la famille relève de la compétence de l'État (il n'y a pas de propriété privée des moyens de production), toute infraction est donc un délit contre l'État ! Rien d'étonnant par conséquent à ce que, dans le Code pénal de 1946, on compte cent cinq articles concernant la criminalité politique, et quarante-trois seulement s'appliquant au droit commun. Les peines sont aussi beaucoup plus sévères pour la première catégorie que pour la seconde. L'homicide simple a pour punition une réclusion de 8 ans au maximum alors que maints délits de nature politique ou économique, sont punis de mort. Tout récemment encore, on s'en souvient, les « spéculateurs » ont été condamnés à la peine capitale. Profitant, en effet, des lacunes de la distribution des biens de consommation en Russie, ils avaient fabriqué des marchandises et les avaient vendues à leur profit. Accusés de vouloir réintroduire le régime capitaliste au pays, ils furent exécutés.

Les principes de la légalité des délits et des peines sont donc expressément éliminés du système soviétique. C'est un droit toujours mouvant, en constante évolution, adapté par le juge aux nécessités de la défense de l'ordre politique soviétique. C'est la conscience socialiste qui guide le juge dans l'application des lois et le choix des peines, et sa conscience s'inspirera de l'idéologie marxiste-léniniste du parti. « La loi du régime socialiste, affirme Vychinsky, est une directive politique et le juge doit l'appliquer comme l'expression politique du parti et du gouvernement ».

De larges pouvoirs administratifs extra-judiciaires sont réservés par le Code soviétique à l'État. Le tribunal peut, sur proposition du Ministère public, exiler les personnes socialement dangereuses, sans que des poursuites pénales aient été entreprises contre eues et ce, même dans le cas où elles auraient été acquittées de l'accusation d'avoir commis un délit particulier. C'est en vertu de telles dispositions que, par simple mesure de police, un très grand nombre de citoyens ont été internés, et le sont encore, dans les camps de travail au nord de la Sibérie.

Du point de vue de la démocratie libérale, nous nous trouvons ici devant un cas manifeste de confusion entre les mesures de prévention et les mesures de répression, entre la fonction administrative et la fonction policière ; confusion qui supprime, en fait, toute limite à l'activité répressive du pouvoir.

Bien que ces articles n'aient pas été abrogés, la jurisprudence a limité, toutefois, leur application depuis la mort de Staline. Le nouveau code de procédure pénale précise même qu'un châtement ne peut être infligé par un tribunal que dans le cas où l'accusé a été reconnu coupable d'avoir commis un délit déterminé.

Notons par ailleurs que les lois flétrissant les activités politiques sous le régime tzariste sont rétroactives et que, de ce fait, le principe de la chose jugée est inexistant. En cas de désertion militaire, le Code pénal soviétique rétablit le principe de la responsabilité collective. Des peines de prison de 5 à 10 ans peuvent frapper les membres de la famille du traître et entraîner leur déportation en Sibérie. De plus, la prescription est inexistante en matière de délit politique.

Parmi les délits politiques on relève, en premier lieu, les délits contre-révolutionnaires. Au terme de l'article 58, est considéré comme contre-révolutionnaire tout acte tendant au renversement, à l'ébranlement ou à l'affaiblissement de la sécurité extérieure de l'URSS et des conquêtes économiques, politiques et sociales de la révolution prolétarienne. Par ailleurs, en vertu de la solidarité internationale de l'intérêt des travailleurs, les mêmes actes sont également considérés comme contre-révolutionnaires lorsqu'ils sont dirigés contre tout État prolétarien, autre que l'URSS.

On voit donc que rien n'empêche le pouvoir soviétique, parle truchement de ses tribunaux, de combattre, sous le chef d'accusation de son choix et avec une large possibilité de peines, tous les ennemis de l'État, ou ceux qui sont considérés comme tels. Rien dans ce code n'entrave, en somme, l'efficacité de la répression voulue par le parti, et aucune règle ne limite la volonté du parti au pouvoir. Il en est résulté le fait que de nombreux citoyens appartenant aux partis d'opposition dans les pays d'Europe orientale ont été arrêtés par les troupes d'occupation soviétiques et condamnés à de lourdes peines lors de procès à huis clos.

Comme la quasi-totalité de l'activité économique et sociale relève de la compétence de l'État, toute activité qui nuit à l'efficacité, ou à la bonne marche du système, est réprimée par le droit pénal. C'est ainsi que : « la non-exécution consciente d'obligations déterminées, ou leur exécution volontairement négligée dans le dessein spécial d'affaiblir le pouvoir soviétique, est punie ».

On conçoit aisément l'extension et l'abus d'interprétation. qui peuvent être donnés à cette règle par les tribunaux.

L'extrême réglementation pénale de la vie soviétique apparaît dans les dispositions qui incriminent, par exemple, de la part des travailleurs de transport, les simples infractions à la discipline du travail, si ces infractions ont pu entraîner la dégradation ou la destruction des matériaux, l'accumulation des wagons vides aux lieux de déchargement etc. Toutes ces infractions peuvent être frappées de peines privatives de liberté pour une durée maximum de dix ans.

Le refus d'exécuter les services obligatoires (livraisons de blé par exemple), ainsi que la nonchalance dans l'exécution des travaux (aux champs, à l'usine ou dans les bureaux administratifs) sont punis par la loi. La mauvaise gestion des affaires, qui met en danger l'exécution des plans quinquennaux est également punie par la loi dont la sévérité demeure toujours exemplaire.

Quant à la nature des peines prononcées par les Cours soviétiques, nous avons vu que celles-ci recourent souvent à la peine capitale. Il faut noter, cependant, une des particularités du système qui est le travail correctif. Dans le code du travail correctif, on classe les individus suivant le danger qu'ils représentent pour le pouvoir soviétique. Le redressement des délinquants politiques est un des buts principaux des camps de travail situés pour la plupart en Sibérie. Pour les délinquants politiques, considérés comme les plus invétérés et les plus dangereux, ces camps se situent dans la région polaire et le Code prévoit que les détenus de droit commun peuvent y être appelés à surveiller les détenus politiques. Une prime de 5% étant allouée aux fonctionnaires des camps sur la productivité des détenus, on se rend compte facilement à quel genre d'abus de tels règlements donnent lieu ipso facto.

Quant à la procédure suivie par le Code soviétique, elle supprime carrément l'indépendance de la magistrature, considérée comme une conception bourgeoise et hypocrite, destinée à masquer la domination bourgeoise sur la justice des pays capitalistes. Selon Vychinsky : « Le pouvoir soviétique exige de ses juges l'application de la politique de la dictature prolétarienne qui correspond aux intérêts d'un peuple socialiste et qui trouve son expression dans les lois socialistes. Il ne faut pas émasculer la justice de son contenu de classe ; il n'y a pas de contradiction entre la légalité révolutionnaire et la suppression des ennemis de classe. La légalité révolutionnaire a pour tâche d'organiser une justice sommaire et la suppression des ennemis de classe ».

La procédure suivie devant les tribunaux, en cas de crimes d'État, est sommaire. Le procès ne sert qu'à compléter les documents et les témoignages préparés par la police politique. Le tribunal peut mettre fin à l'audition des témoins à n'importe quel moment et il peut refuser

la plaidoirie et fonder son verdict sur des documents ou des témoignages qui n'ont pas été présentés au procès.

Il n'en reste pas moins que dès le XXe Congrès du Parti communiste soviétique, en 1956, les atteintes à la légalité socialiste ont été dénoncées par les successeurs de Staline et que le XXIIe Congrès renouvela ces condamnations. Il déclarait, entre autres, que l'URSS entre dans une phase de développement économique et doit adapter son système juridique à la nouvelle situation. Les abus de pouvoir, en particulier les purges des années 1936-39, ont été dénoncées comme ayant coûté la vie à des millions de citoyens. Sur une période de vingt ans, leur nombre se situerait entre 15 et 20 millions.

Après 1953, la dissolution des camps de redressement correctif a commencé et on estime qu'environ 7 à 8 millions de personnes s'y trouvaient à ce moment. Beria, qui fut le dernier commissaire aux affaires intérieures sous Staline, fut accusé par le Gouvernement soviétique d'être le responsable de la perte de centaines de milliers de ses compatriotes.

Mais la position doctrinale du Parti communiste est toujours basée sur le marxisme-léninisme, tel que nous venons de le définir. L'administration de la justice, politique et civile, demeure maintenant comme auparavant, soumise aux intérêts et aux directives du parti au pouvoir et ceci impose une sévère limitation à l'extension de la légalité de l'activité judiciaire, qui évolue, certes, mais ne change pas de façon fondamentale.

Perspectives internationales du délit politique

[Retour à la table des matières](#)

Les concepts concernant le délit politique dont il a été question dans les paragraphes précédents, sont forcément sujets aux applications draconiennes en période de crise. À ce niveau, il convient de préciser la différence fondamentale qui existe entre les délits politiques internationaux, définis sous le terme de crimes de guerre et jugés

comme tels, et les délits politiques commis à l'intérieur du cadre d'un pays donné.

En effet, le 8 août 1945, à la suite de la proclamation des Statuts de Londres qui prévoyaient la création du tribunal militaire international du Nuremberg, les criminels allemands ont été jugés et condamnés. Cette solution juridique n'a pu être envisagée, cependant, qu'en conséquence de la suppression totale de la souveraineté allemande, due à sa capitulation inconditionnelle.

La procédure suivie s'inspirait du droit accusatoire, et les garanties coutumières du droit anglo-saxon furent accordées aux prévenus durant le procès. La publicité du procès fut assurée, ainsi que des formalités minutieuses dans la présentation de la preuve par l'accusation.

Il n'en reste pas moins que l'innovation la plus marquante des Statuts de Londres consiste dans la reconnaissance de l'individu en tant que sujet du droit international, ainsi que celle de la responsabilité pénale individuelle pour les actes criminels commis, au nom et pour le compte de l'État, par ses agents ou ses représentants.

Les critiques principales adressées aux Statuts de Londres soulignent l'entorse faite au principe de la légalité des délits et des peines, en raison de l'absence de législation pénale positive sur le plan international ; elles mentionnent la rétroactivité des délits et le refus d'accepter l'irresponsabilité de l'agent qui exécute l'ordre de ses supérieurs hiérarchiques (tout le pouvoir étant concentré, comme nous l'avons vu, entre les mains du Führer, de telle sorte que les chefs n'étaient, selon le droit allemand, que des exécutants).

Or, ces arguments ne résistent pas à l'examen : les actes que l'on reprochait aux criminels de guerre ont heurté la conscience universelle des pays civilisés qui tiennent à protéger les droits imprescriptibles des peuples. Comme il est apparu lors du procès d'Eichman en Israël en 1961, personne ne peut s'estimer obligé d'exécuter des ordres qui violent manifestement les droits fondamentaux des êtres humains.

Il faut souhaiter que les Statuts de Londres puissent devenir le point de départ d'une législation pénale internationale positive, qu'un

tribunal soit constitué à cet effet (comme celui de La Haye), et puisse statuer sur les actes commis par les individus, au nom d'un État aussi bien que sur les crimes de violence ou de terrorisme à l'égard d'un pays, ou d'une société donnée.

Comme nous l'avons vu précédemment, on peut distinguer les États où les théories fondamentales des structures socio-politiques impliquent une sévérité particulière et une soumission totale du pouvoir législatif, des États libéraux, dont la philosophie n'est pas du tout la même. Il n'en reste pas moins que ce sont ces derniers qui sont le plus menacés dans leurs structures par des crises subites de terrorisme. En effet ils ne disposent pas de législation susceptible de contenir ou de réprimer de pareils attentats tout en préservant les libertés individuelles des citoyens qu'ils considèrent comme prioritaires.

Des exemples concrets démontrent qu'un État libéral dont les structures sont apparentées aux modes de législation anglo-saxonne, ne peut éviter de commettre des abus en période de crise : ne disposant pas des outils indispensables à sa protection, il doit élargir brusquement les pouvoirs de la police, ce qui entraîne certaines formes d'injustice particulièrement difficile à corriger.

À ce propos, il est intéressant de noter que dans certains pays comme la Suède ou le Canada, on s'est efforcé de créer des concepts particuliers destinés, dans l'optique originelle du législateur, à protéger les citoyens contre l'arbitraire de l'État. Plus concrètement, il s'agit d'une sorte de législation suprême, telle la Charte des Droits de l'Homme, et d'une fonction spéciale, celle d'ombudsman qui devient, au Québec, le Protecteur du citoyen.

Il n'en reste pas moins que certains exemples puisés dans l'histoire récente démontrent que ni la Charte des Droits de l'Homme, ni même la législation assurant certains pouvoirs particuliers au Protecteur du citoyen, ne suffisent à éliminer le genre d'abus inhérents, en quelque sorte, à l'état de crise. À ce propos, citons les manifestations violentes d'étudiants, survenues à Stockholm, à l'automne de 1967, de même que les événements vécus au Canada en octobre 1970 ; on sait les effets directs et indirects qu'ils ont entraînés.

Les répressions abusives d'aujourd'hui sont certes moins dramatiques que par le passé, quand elles se soldaient par des lynchages, ou encore par des exécutions publiques particulièrement prisées par le petit peuple. En effet, à cette époque les condamnés vilipendés par la foule expiaient leurs peines, pour devenir, quelques décennies plus tard, et à titre posthume, des héros dont l'histoire devait retenir les noms.

Par ailleurs, le phénomène de la versatilité des sentiments de l'opinion publique surexcitée, est commun aux démocraties libérales et aux pays totalitaires, (bien que dans leur cadre, ses manifestations de réaction a posteriori apparaissent généralement beaucoup plus tard, à la faveur d'un « dégel » de la censure) ; et seules ses formes extérieures varient. C'est ainsi, par exemple, que dans nos civilisations modernes, si le lynchage est généralement évité par les forces de l'ordre, on n'en constate pas moins des abus dans la répression. Les concernés ne parviennent pas, par exemple, à s'assurer les services d'un avocat de la défense, ils sont soumis à des interrogatoires prolongés et à des traitements indus, tandis que leur famille fait l'objet d'une hostilité générale.

En ce qui concerne la réaction des pouvoirs publics impliqués, les précédents démontrent à quel point il est malaisé pour l'État, aussi libéral et aussi permissif puisse-t-il être, de défendre ses structures, tout en tenant compte des impératifs de la préservation des droits civils des citoyens. C'est ainsi que généralement les pouvoirs judiciaires cèdent le pas aux pouvoirs policiers et que la situation de crise favorise les injustices, en ce qui concerne tant les modes d'enquête et d'incarcération, que la présentation de la preuve au moment du procès.

Est-il possible, à long terme, d'éliminer les abus de cet ordre qui accompagnent la situation de crise et qui faussent le véritable sens de la démocratie ?

La période qui se situe entre la dernière guerre mondiale et l'époque actuelle, indique une tendance vers l'élaboration de solutions internationales s'appliquant tant à certains phénomènes permissifs, qu'à quelques catégories particulières de délinquance ou de nuisance publique. C'est ainsi, par exemple, qu'on s'efforce de promouvoir des

ententes sur la répression de la piraterie aérienne. tandis qu'à l'autre extrême, on s'achemine vers une reconnaissance internationale du droit d'asile. Ce droit, autrefois dû à l'intervention des autorités ecclésiastiques, est désormais l'apanage des États qui l'accordent ou le refusent, compte tenu de la gravité des délits, ou de la nature de l'infraction.

Aux Etats-Unis, les « Actes d'immigration » déclarent indésirables les anarchistes et les extrémistes, mais la Russie soviétique accorde, en principe, le droit d'asile à tout étranger poursuivi pour délit politique ou religieux. Soulignons également que le droit d'asile a été accordé, au cours des dernières années, dans plusieurs cas de délits politiques, autant par la Grande-Bretagne, que par la France, l'Espagne, la Suède, ou encore Cuba.

Dès lors, on peut se demander si l'élargissement progressif des accords internationaux, à ce sujet ne permettrait pas la création d'un tribunal international, ou encore d'une Cour Supra-Nationale, chargée de juger en toute objectivité et hors des influences d'une opinion publique nationale, les causes des terroristes.

L'avantage d'une Cour Supra-Nationale de cet ordre serait d'enlever aux gouvernements libéraux la pénible obligation de promulguer des législations répressives, tout en les protégeant contre les agissements des mouvements minoritaires, partisans de la violence, que ne saurait tolérer le contexte d'un État pleinement démocratique. Sans être pessimiste, on doit tenir compte -du danger que représentent certaines manifestations de masse, telles qu'elles se propagent, par exemple, aux États-Unis, et qui portent atteinte à la démocratie.

En effet, le principal danger de ces phénomènes consiste dans la menace qu'ils représentent pour toute la philosophie libérale. chèrement acquise par certains pays occidentaux et qu'il faut défendre coûte que coûte, parce qu'elle demeure, sans doute, la plus grande victoire de l'homme et du citoyen sur le concept politique du « Prince ».

Par conséquent, l'internationalisation de certains modes d'action de la justice ne doit pas être considérée comme une atteinte à l'autonomie des États, mais plutôt comme une protection contre le retour à des

schémas répressifs que ces mêmes États ont dénoncé à maintes reprises, sans se préoccuper a priori du risque de remise en question de leur propre autorité...

On assiste, depuis une dizaine d'années, à une recrudescence de la criminalité pour motif idéologique. On la qualifie, bien improprement, de « terrorisme ». Une des principales méthodes des terroristes, à part les attentats perpétrés contre des individus ou des groupes, consiste dans les prises d'otages. Il est intéressant de noter qu'entre 1968 et 1975, 250 personnes seulement furent victimes d'agressions terroristes (les otages assassinés inclus). Malgré la relative modestie de ce chiffre qui n'excède pas le taux annuel d'homicide d'une grande ville nord-américaine, la peur suscitée par le terrorisme est considérable.

En effet, la fonction principale de l'agression terroriste est d'ordre symbolique. Il s'agit de faire la démonstration de la vulnérabilité d'un ordre social et politique qu'une minorité a décidé de combattre Par tous les moyens. Le recours à des méthodes relevant d'une guerre civile se trouve légitimé, aux yeux des guérillas, de l'intérieur du système politique. Dans les pays en voie de développement, caractérisés par des inégalités socio-économiques doublées parfois d'inégalités ethniques, c'est la répression d'un régime autoritaire qui « légitime » l'action terroriste. Dans les pays à structure démocratique libérale au sociale, c'est l'indifférence des grandes masses et des gouvernants à l'égard des objectifs des minorités agissantes (représentant les intérêts de classe, d'ethnie, de sexe, etc.) qui motive l'agression terroriste. Dans les deux cas, il s'agit, de la part des agresseurs, de motivations altruistes opposées aux motivations égoïstes propres aux délits de droit commun. C'est cette motivation qui attire, par ailleurs, la sympathie d'une partie de la presse et de l'opinion publique. Cette sympathie rend le rôle des organes de protection sociale (parquets, police, tribunaux) particulièrement délicat et souvent controversé.

Plusieurs ont souligné le caractère théâtral de l'agression terroriste il s'agit d'offrir au public le procès de personnes qui appartiennent aux groupes dirigeants, aux « élites » de la société établie. Celle-ci étant jugée répressive, inique et illégitime, un « tribunal du peuple » juge par les méthodes révolutionnaires les coupables du « système ». En acceptant la confrontation avec les terroristes, sur le terrain choisi par

ces derniers, les pouvoirs publics s'exposent, évidemment, à s'identifier aux rôles prévus pour eux, dans le scénario soigneusement préparé par leurs adversaires.

Le caractère international de l'action terroriste indique la vulnérabilité des États incapables de protéger efficacement le droit des gens compte tenu des faibles progrès de la législation supranationale. Bien des groupes minoritaires estiment ainsi « rentable » de porter leur action revendicative hors des frontières nationales. Ils s'assurent un haut degré d'impunité, en profitant des conflits entre les États, de la complexité de certaines puissances, ainsi que de l'inexistence des autorités supranationales capables de contenir ou réprimer leurs activités.

En dépit d'une recrudescence de l'intérêt pour l'étude criminologique du terrorisme contemporain (R. Crelinsten, D. Laberge-Altmejd, et Denis Szabo, 1977), les connaissances psychologiques sur les types de terroristes sont rares et provisoires (C. Dobson, R. Payne, 1977). Les études historiques et sociologiques concernant l'apparition des activités terroristes et leurs corollaires assurent seulement une conclusion : il n'existe pas de règles universelles pour l'apparition, le développement, le succès ou l'échec des activités terroristes. Pour chaque groupe « terroriste » qui se retrouve dans l'exercice d'un pouvoir légitimé par les « canons » des fusils, des dizaines d'autres sont voués soit à la destruction, soit à l'obscurité que l'histoire réserve à la grande majorité des révoltes des minorités réellement ou prétendument opprimées.

Si l'étude criminologique des causes et des types de terrorisme est encore au berceau, l'impact de l'action terroriste sur le système de justice criminelle est plus visible. Abstraction faite du terrorisme dans les pays en voie de développement (y compris la Palestine), la réaction policière, judiciaire et pénitentiaire est particulièrement préparée pour faire face à l'action « subversive » et « violente » exécutée pour un motif politique. Us frontières sont, en pratique, impossibles à tracer entre l'exercice d'une opposition, ou dissidence politique « légale » qui pourrait devenir « illégale ». Ainsi dans le domaine du renseignement et de la surveillance, les scandales du genre « Watergate » ou « Canard enchaîné » se multiplient. Au Québec la police *recueille ou saisit* les dépositions de citoyens devant la commission parlementaire sur la

législation linguistique. La zone grise entre l'action politique légitime et subversive s'accroît dans les sociétés partiellement intégrées. Elles envahissent tous les champs, dont l'Italie ou l'Argentine, qui s'approchent du type non-intégré. La démonstration des contradictions entre libertés « formelles » et réalité de la répression dans les démocraties libérales et sociales constitue un des objectifs de l'action terroriste. Cet objectif est au moins partiellement atteint en ce qui concerne l'action de la police dans la mesure où elle est préventive. Effectivement, le droit et la liberté des citoyens subit par ce fait même, de graves atteintes.

En ce qui concerne les lois et leur application par les tribunaux, elles ont été systématiquement tournées en dérision lors des procès des activistes tant aux Etats-Unis qu'en Allemagne et en Italie. Les juges ont dû faire évacuer le tribunal, placer l'accusé sous une cuve de terre ou le renvoyer dans sa cellule pour le juger *in absentia*. Il s'agit d'accrocs graves aux règles de la procédure judiciaire. Tous ces accrocs, délibérément provoqués, alimentent des débats où les inculpés et leurs avocats dénoncent l'injustice et l'illégalité du procès. La création de tribunaux spéciaux, d'« ordre public » ou de « sûreté de l'État », ne fait qu'aggraver le caractère anti-démocratique du procès. En même temps, elle amène de l'eau au moulin de ceux qui veulent justement faire la démonstration du caractère anti-démocratique du système social et judiciaire.

Les difficultés que rencontre le système pénitentiaire, en face de l'incarcération des terroristes sont aussi considérables que celles qu'éprouvent les autres services du système d'administration de la justice. En effet, non seulement le terroriste joue un rôle de prosélyte auprès des autres détenus (Irlande du Nord, Italie, Californie, par exemple), mais son statut spécial à l'intérieur de la prison suscite le mécontentement des autres en ce qu'il paraît privilégié (visites, exemption de travail, genre de vie « intellectuelle », etc.). -Son sort soulève d'autre part les protestations de ses camarades en liberté s'il semble trop rigoureux (isolement cellulaire du groupe Baader-Meinhof en Allemagne Fédérale).

Par conséquent, quelle que soit la solution pratiquée par la police, les tribunaux et les services pénitentiaires, elle sera combattue au nom

des principes mêmes que l'administration de la justice des régimes libéraux et sociaux-démocratiques chérit. Ces principes sont, effectivement, bien souvent foulés au pied dans la lutte contre les adversaires des régimes démocratiques. La technique de ces derniers consiste justement dans la subversion des sauvegardes habituellement garanties dans les procédures pénales.

Il est particulièrement instructif d'examiner les effets du terrorisme sur divers modèles de justice criminelle. Le modèle médical, basé sur le principe du traitement (volontaire ou imposé) est manifestement impraticable en relation avec le délinquant pour motif politique. Non seulement tout effort de « resocialisation » apparaît comme un lavage de cerveau comme dans le cas des prisonniers de guerre américains en Corée ou au Vietnam, mais également il met en cause la signification et la dignité de l'acte posé par le condamné, acte héroïque de son point de vue. Le modèle judiciaire qui prévoit, pour la défense de la société, des sanctions rétributives aux actes terroristes crée, évidemment, de graves problèmes pour les autorités pénitentiaires. Mais, sa justification principale est basée sur la menace qu'il fait peser sur le délinquant potentiel. Le fanatisme et l'esprit de sacrifice qui caractérisent le délinquant pour cause idéologique, ne reculent guère devant la menace. Au contraire, l'appel du martyr l'incite plutôt au déploiement de son courage. Bien sûr, certains sont « dissuadés » devant la menace judiciaire. Toutefois, comme pour le reste de la population « criminelle », nous ne saurons probablement jamais leur proportion véritable par rapport à l'ensemble des terroristes.

Le modèle préventif, rarement évoqué et plus rarement encore appliqué, n'est pas centré sur la personne du délinquant ni sur la menace pénale mais sur l'objet d'une possible agression criminelle. Suivant ce modèle, il s'agit de rendre impossible ou très difficile, pour le délinquant potentiel, l'atteinte de son objectif. C'est dans cette perspective que les grands magasins ou les banques ont accru considérablement leur service de sécurité, afin de protéger leur marchandise ou leur caisse. Des urbanistes ont suggéré la construction ou l'aménagement urbain qui éliminerait les occasions de criminalité (O. Newman, 1972). Pour la même raison, les services de sécurité ont été accrus près des ambassades, dans les aéroports, auprès des hommes publics, etc.

Ainsi la difficulté d'avoir accès aux aéronefs dans un état armé a, effectivement, limité les agressions terroristes. L'accroissement de la coopération internationale dans la lutte contre la piraterie aérienne a fait aussi quelques progrès (voir le récent accord américano-cubain). Néanmoins, il paraît incontestable que c'est le « target hardening », la difficulté accrue d'accomplir avec succès l'acte criminel, qui fut l'élément décisif dans le succès du modèle préventif.

On réalise aisément l'importance du danger que le détournement des avions faisait peser tant sur la vie que sur le porte-monnaie de la section importante et influente de la société. La reconnaissance de ce danger par l'opinion publique et les gouvernements, par l'industrie comme par les partis politiques, était nécessaire pour mettre en oeuvre des moyens aussi coûteux et des entraves aussi graves à la liberté de circulation. Chaque voyageur aérien peut témoigner de l'esprit de coopération manifesté par le public pour assurer le succès des mesures préventives adoptées.

L'inconvénient de ce modèle saute toutefois aux yeux : la stratégie terroriste tend à s'adapter et à se modifier. On déplace l'objectif : au lieu des avions, ce seront les trains, les autobus, les écoles qui subiront les attaques. Jusqu'à quelles limites la société s'imposera-t-elle les frais élevés et les restrictions considérables des libertés pour se protéger contre d'éventuelles agressions terroristes ? La question demeure et les réponses hypothétiques ne manquent pas d'angoisser citoyens et criminologues à la fin de ce siècle.

En effet, la vulnérabilité de nos sociétés à l'égard de l'agression ou du chantage terroriste demeure considérable. Le succès des attaques terroristes ne se compare qu'avec ceux de la Mafia : les sociétés libérales sont et demeurent très mal outillées, de par leur nature même, pour assurer leur propre défense.

On peut paraphraser, non sans pincement au cœur, la célèbre phrase de Churchill (1941), sur les pilotes héroïques de la bataille d'Angleterre : « Jamais autant de personnes ne devaient autant à un si petit nombre. Jamais autant de personnes n'étaient exposées avec aussi peu de défense, à la menace (très plausible et efficace) d'un si petit nombre... ». Parmi les nombreux dilemmes de la criminologie

contemporaine, ceux que pose le terrorisme au système de justice pénale, et par voie de conséquences, à nos institutions démocratiques, demeurent les plus angoissants.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre VIII

Remèdes et responsabilités : les éléments constitutifs d'une politique criminelle.

[Retour à la table des matières](#)

Pendant longtemps, la réaction de la société à l'activité criminelle fut exclusivement passionnelle et irraisonnée. Atteinte à l'ordre divin : c'est par l'exorcisme que l'on purgeait la société de ses mauvaises tendances. Atteinte à la personne du souverain : la sanction était afflictive et fut dominée par la « raison d'État ». Finalement, depuis la fin du XVIIIe siècle, sous l'influence des doctrines du droit naturel, l'empire du système général du droit fut instauré. Cette période vit le règne de la règle de droit.

Une conception de l'homme sous-tendait les codes pénaux des pays européens qui se sont cristallisés au cours du XIXe siècle ; ce fut celle des encyclopédistes et des grands philosophes libéraux et utilitaristes. L'homme éminemment raisonnable, et libre de ses décisions, enfrenait les règles que la société s'était donnée pour protéger l'exercice efficace de la liberté de chacun de ses membres.

Le crime, délibérément choisi par l'homme doué de raison, en vertu de son libre arbitre, témoignait de sa responsabilité personnelle. Le délit était envisagé comme une entité juridique. Détaché de la personne de son auteur, il n'était considéré que comme un problème de droit. Sous l'influence des sciences sociales naissantes, à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, d'autres théories juridiques ont vu le jour. Pour elles le délit était une entité de fait qu'on pouvait soumettre à la même analyse que les autres faits sociaux. Au juridisme excessif de l'école de droit pénal, dite classique, on oppose une politique criminelle qui veut « déjuridiciser » les notions fondamentales de politique criminelle. Suivant le mot de Marc Ancel (1971), « il convenait de rechercher non plus la punition abstraite de l'acte fautif, mais le « traitement » de la délinquance dans une perspective concrète de réaction anti-criminelle humaine ».

La politique criminelle, pendant trop longtemps, s'est distinguée par le dogmatisme théorique et l'ineptie pratique. Sur le plan théorique, elle fut enfermée dans le dilemme : responsabilité morale-culpabilité d'une part, punition-expiation-récidive d'autre part. Sur le plan pratique, elle se cantonnait dans les vœux pieux. Reléguée aux manuels de droit pénal, ces problèmes devenaient la propriété exclusive des autorités judiciaires et pénitentiaires.

Poser la criminalité comme un problème social ouvre évidemment d'autres perspectives. La politique criminelle devient ainsi un chapitre de la politique sociale. En même temps apparaît l'interdépendance entre la criminalité et le contexte socio-économique ambiant ; on peut alors en tirer les conséquences sur le plan des mesures de prévention, des questions administratives et des mesures curatives.

Quelles sont les données du problème ? Nous examinerons successivement le rôle de la loi et du droit pénal dans la société, le problème des effets de la sanction pénale, l'administration de la justice, son efficacité et finalement, le problème de la prévention sociale du crime.

Le rôle de la loi

[Retour à la table des matières](#)

La protection de la vie, de l'intégrité corporelle, de l'honneur, de la vie privée et de la propriété des citoyens, la sauvegarde de l'intérêt supérieur de l'État et de la propriété collective, telles sont les fonctions traditionnelles de la loi. Or, selon toutes les apparences, les conventions et les systèmes de valeurs que la loi est censée protéger, subissent des changements. De nouveaux aspects apparaissent. La criminalité économique, par exemple, qui retient les infractions aux lois sur les sociétés commerciales, sur la fiscalité, sur l'observance des règles de la compétition et du marché, constitue un secteur encore mal exploré. Elle échappe à une attention législative suffisante et à une répression efficace par les organes appropriés. Les abus d'autorité de la part de l'administration, particulièrement en ce qui concerne les droits de l'homme (écoute électronique, interception de communication postale, établissement de listes noires en vue d'une action discriminatoire), sont également peu combattus. Le citoyen, victime de la bureaucratie, a très peu de recours dans le système des lois actuelles.

Enfin, la conception contemporaine de la justice sociale diffère de celle d'hier. Une plus forte tendance existe pour réclamer l'égalité effective des citoyens, alors que les lois protègent souvent le statu quo. L'impunité de certains actes, la protection dont jouissent certains auteurs de délit, l'efficacité des enlèvements dont sont victimes des innocents, contribuent à discréditer les lois et mettre en question leur légitimité.

Celle-ci doit reposer, pour une large part, sur l'assentiment profond et tacite de la population aux valeurs qu'elle incarne. C'est une des tâches majeures de la politique criminelle que de sonder attentivement les diverses couches de la population pour ajuster au sens de la justice les lois et les législations actuelles.

Les buts de la sanction pénale

[Retour à la table des matières](#)

Ce sont l'intimidation ou dissuasion, l'élimination ou neutralisation, et l'amendement ou punition. Des doutes sérieux surgissent dans l'esprit de celui qui s'interroge sur les effets actuels de cette triple finalité.

Il suffit d'ouvrir le journal ou la radio pour réaliser le degré d'insécurité qui règne dans certains quartiers de nos grandes villes, dans les banlieues de plusieurs conurbations. Si la sanction détourne de moins en moins les auteurs potentiels d'actes criminels de leur forfait, à quoi peut-elle bien servir ? Le taux d'identification des auteurs d'actes criminels par la police dans plusieurs grandes métropoles ne dépasse guère 10%. Deux tiers des meurtres demeurent impunis dans bien des villes américaines et les chiffres sont encore plus élevés pour les viols ou les vols à main armée. Est-ce imputable à l'inefficacité des services de la police ? Au Parquet ou au Tribunal ? A l'astuce particulière ou au nombre accru de criminels ? Ou, à l'instar de certains virus qui développent une accoutumance à certains médicaments, le criminel d'aujourd'hui résiste-t-il mieux à l'intimidation ? Il n'y a pas de réponse claire, scientifiquement établie à la question.

L'élimination du criminel s'appuyait sur des méthodes radicales par le passé. On exécutait, mutilait, déportait ou enrôlait de force dans les armées les éléments indésirables et criminels. Depuis qu'on les gardait en prison, la seule vertu de l'éloignement de la société est apparue comme moralement et matériellement insuffisante aux yeux d'une fraction croissante de la population. Mais réservons à plus tard le problème des prisons.

Finalement, l'amendement, et la resocialisation auxquels on attachait une si grande importance, du moins en principe, se sont avérés inopérants jusqu'à présent dans le milieu carcéral. Non seulement relève-t-on une proportion croissante de détenus qui se rebellent contre la société et refusent, par conséquent, de se voir resocialiser, mais on

constate que pour ceux qui présentent des symptômes de troubles psycho ou socio-pathologiques, les conditions carcérales excluent, à toute fin pratique, toute réhabilitation.

Le rôle de l'Administration de la Justice

[Retour à la table des matières](#)

L'administration de la justice a constitué, pendant fort longtemps, la partie la plus traditionnelle de l'appareil de l'État. Si l'on compare le personnel et les lieux physiques où se déroulent l'administration des finances, des travaux publics ou de l'agriculture, avec ceux qui existaient il y a 50 ans, les différences majeures sauteront aux yeux. Non seulement on trouvera un recours systématique aux techniques de communication et de gestion des plus modernes, mais le personnel qui y travaille est beaucoup plus diversifié au point de vue de la formation et de la spécialisation professionnelles.

Comparons maintenant le tribunal ou le parquet, et parfois même le poste de police, à leurs prédécesseurs d'il y a cent ans. Nous noterons la plupart du temps peu de différences. Le monde a donc changé, la justice est restée sur place ; elle a reculé en fait. Ce n'est pas le lieu ici de débattre tous les problèmes qui écrasent l'administration de la justice et qui s'étalent, d'ailleurs, dans les colonnes des journaux. Non seulement souffre-t-on d'inadaptation entre les lois, les règlements d'application et la réalité sociale, mais l'administration de la justice est marquée du sceau de la sous-administration. Elle commande rarement plus de 3 ou 4% du budget national. Étant un service non productif, politiquement peu rentable dans nos démocraties parlementaires où l'intérêt du législateur est sollicité par des besoins innombrables, l'administration de la justice est le parent pauvre des autres services de l'État.

Toutefois, on note une certaine évolution depuis quinze ans. Signalons sommairement les grands traits d'une réforme de l'administration de la justice : il y a d'abord l'intégration des objectifs des divers sous-systèmes dans un ensemble cohérent. En effet, la police, la cour, la

prison ne se voyaient assigner ni par la loi ni par les habitudes et règlements administratifs, des objectifs socialement cohérents. Il en résultait la situation bien connue du conflit entre les objectifs des uns et ceux des autres. Le policier arrêtait, le magistrat condamnait et le geôlier gardait. Personne ne semblait se soucier de l'effet de son action sur l'ensemble du système judiciaire, voire sur l'ensemble du système social. Pourtant, chaque membre préposé à la protection de la société dans l'administration de la justice doit être en même temps un éducateur et un juge, un homme exerçant des pouvoirs disciplinaires et un travailleur social. la complexité des problèmes auxquels font face les fonctionnaires ne souffre pas l'attribution parcellaire des fonctions.

Il y a ensuite la nécessité de réformer d'une manière permanente la loi afin de l'adapter aux changements des besoins et des conditions sociales. Toute une série de conduites pourraient être justiciables devant des instances socio-administratives au lieu de l'être devant l'appareil judiciaire. Ainsi, l'alcoolisme, l'usage des drogues, les délits de mœurs, les délits des jeunes. D'autres services pourraient être créés et dotés de moyens d'intervention efficaces : lutte contre la fraude et la corruption, contre le crime organisé, par exemple. La protection systématique des droits des personnes doit être maintenue, en assurant que la détention préventive soit réduite au strict minimum, que chaque accusé soit représenté par un avocat, que le cautionnement ne demeure pas lettre morte faute de moyens matériels de l'accusé. Le recours systématique à des sanctions autres que la privation de la liberté par l'emprisonnement est une exigence supplémentaire. Il y a un grand nombre de mesures à portée sociale, moralement positives, qu'il s'agit d'introduire dans le code. Si l'on sait que plus de la moitié des personnes emprisonnées le sont faute d'avoir pu payer l'amende et ne représentent pas un véritable danger pour la société, on peut estimer que le législateur et le public sont sans excuse pour tolérer une telle situation. Notons que la sanction n'est pas en cause ici, mais la manière dont elle est exécutée.

La prévention sociale du crime

[Retour à la table des matières](#)

La prévention du crime est probablement l'élément qui intègre le mieux la politique criminelle dans la politique sociale. En effet, personne ne soutient plus aujourd'hui que la loi à elle seule avec l'aide de ceux qui l'appliquent, suffit à la prévention du crime. On admet communément que sans les mesures sociales appropriées, il n'y a pas de prévention qui tienne. Indiquons rapidement les grands chapitres de la politique de prévention criminelle.

Il y a d'abord la famille. La santé physique et mentale de la future mère est aussi importante que l'harmonie de l'atmosphère familiale. Des études entreprises à Boston indiquent que plus de la moitié des troubles de personnalité chez l'adulte sont liés, à l'origine, à un mauvais fonctionnement physiologique non détecté chez l'enfant. La détection, à l'âge le plus tendre, permet d'en réduire les conséquences néfastes. L'hygiène sociale préventive fait donc partie, avec une politique familiale, de la prévention du crime.

Les services sociaux des quartiers, en particulier dans les grands ensembles urbains et dans les milieux scolaires, retiennent l'attention. Bien des quartiers urbains manquent d'un équipement de loisir convenable, livrant une partie de la jeunesse, souvent la partie la plus vulnérable, à l'oisiveté et à l'ennui. Or, l'ennui collectif est bien mauvais conseiller. Dans certaines écoles également, le vandalisme et les agressions sont devenues endémiques. À ce sujet soulignons seulement l'importance d'une politique de prévention au niveau des écoles et des aires de voisinage urbain.

Le marché du travail pour les jeunes adultes en particulier est d'une importance vitale. Bien souvent, l'absence d'emploi stable constitue le coup de pouce qui déclenche une carrière criminelle. On sait que le taux de chômage est deux ou trois fois plus élevé chez les jeunes que dans les autres catégories d'âge. Une politique de l'emploi, des som-

mes disponibles pour offrir du travail d'été, comme c'est le cas au Canada, ont un effet préventif certain.

Il y a enfin l'assistance post-pénale : les efforts de la communauté devraient être mobilisés et joints à ceux de l'État pour offrir une deuxième chance aux détenus libérés.

Dans les pays socialistes en particulier, on attache la plus grande importance à la réintégration du prisonnier libéré par le travail dans la communauté. Des entreprises passent des accords avec les établissements pénitentiaires ou assurent une priorité à l'embauche aux anciens de la prison.

De ce très schématique aperçu, il ressort quand même qu'un pays dont la politique sociale est axée sur le respect des droits des personnes et qui consent des efforts pour remplir les besoins élémentaires de sécurité économique, sociale et sanitaire, a de ce fait même une politique criminelle préventive.

Les limites d'une telle politique apparaissent, néanmoins évidentes. Les inégalités sociales demeurent ancrées dans les structures et les organisations sociales des pays capitalistes. Leurs effets se reflètent dans l'inégalité des taux de criminalité d'après les classes sociales. Bien qu'il y ait eu amélioration depuis un quart de siècle, là criminalité demeure toujours, dans une large mesure, un problème « social », c'est-à-dire le problème de la misère morale ou matérielle. En dépit de l'« État de bien-être », largement répandu depuis la deuxième guerre mondiale même en Amérique du Nord, la criminalité demeure rebelle apparemment aussi bien à la répression qu'à la prévention.

L'opinion publique dont les pressions orientent le législateur et le gouvernement est soit indifférente, soit hostile à une politique criminelle préventive. Enfin, l'esprit même de nos lois, basé sur le respect de l'initiative privée et de la responsabilité individuelle, prescrit des limites sévères à l'intervention des pouvoirs publics : l'exemple le plus ahurissant est la longue et vaine lutte de l'administration américaine en vue d'obtenir le contrôle des armes à feu.

Le point central d'une politique sociale préventive concerne le rôle de la prison dans la société contemporaine. Les échecs de toutes les réformes tentées jusqu'à présent, illustrent la difficulté et la complexité décourageantes des problèmes auxquels font face les criminologues comme les hommes publics. Les accès de fièvre que les révoltes sanglantes dramatisent, illustrent tragiquement les données du problème.

La révolte dans les prisons est l'exemple d'un échec du système. Pour les uns, c'est la rébellion des damnés de la terre ; pour les autres, le cri de désespoir d'une humanité déchue et abandonnée. D'autres encore y voient les symptômes d'une conspiration contre l'ordre social, l'union d'un « lumpenprolétariat » d'intellectuels avec les fiers-à-bras en mal de justifier de leurs carrières criminelles. La flambée de violence qui a embrasé le monde lugubre des prisons en 1971, n'a pas connu de frontière. Comme pour d'autres phénomènes de violence, la contagion électronique a diffusé non seulement les nouvelles, mais également les modèles à l'échelle de la planète. La raison en est bien simple : aux mêmes causes correspondent les mêmes effets. Clairvaux, Bologne et Attica : trois facettes d'une même réalité, celle de l'univers carcéral. Repoussoir et dépotoir universels, le monde des prisons est, avec l'univers concentrationnaire, la grande trouvaille des temps modernes pour remplacer les pratiques jugées barbares, mais millénaires, d'extermination, de déportation et d'esclavage.

Prenons Attica comme symbole et cherchons nos exemples dans l'histoire américaine, puisque le système pénitentiaire actuellement en vigueur dans le monde occidental, est d'origine américaine. L'illustre voyageur français Alexis de Tocqueville, au début du XIXe siècle, ne tarit pas d'éloges sur les pénitenciers américains qu'il érige en modèle pour la France et les autres pays européens. Charles Dickens, dont les pages sur les prisons anglaises ont fait couler les larmes de générations d'hommes au cœur sensible, observe lors d'une visite à Philadelphie en 1842 « qu'à part les chutes du Niagara, la visite des pénitenciers l'attirait le plus sur les rives américaines ». Qu'est-il donc arrivé à la prison américaine, depuis ce modèle portant de si grands espoirs et que les Quakers de Philadelphie ont concrétisé, en 1790, dans la fameuse prison de la rue des Noyers ?

L'émeute et le massacre d'Attica, en septembre 1971, ont coûté la vie à 43 personnes dont dix gardes tenus en otage, mais qui sont tombés victimes des baffes tirées par les forces de l'ordre. L'horreur suscitée par l'évènement a provoqué la condamnation générale des institutions pénitentiaires américaines par des personnes aux philosophies aussi différentes que le Président de la Cour Suprême, Warren Burger, le champion des droits de l'homme, Ramsey Clark, et l'écrivain, Truman Capote. Le verdict fut unanime : le système pénitentiaire bicentenaire, jadis modèle d'humanité, a fait faillite. Mais, si le verdict est unanime, les motifs du jugement sont différents.

Esquissons-les très schématiquement notant toutefois que les mêmes raisons peuvent - et sont effectivement - invoquées par la gauche ou par la droite. Les premiers mettent plus facilement en cause le « système », les seconds davantage « l'homme et ses penchants ».

a) L'incohérence dans les objectifs de la prison : celle-ci doit punir ou faire expier, guérir ou réhabiliter, et ségréguer ou isoler de la communauté. Il est évident que les contradictions entre ces trois objectifs neutralisent les effets de chacun en particulier. Si l'on punit, comment justifier des soins ergo, psycho ou socio-thérapeutiques, qui doivent préparer l'individu à son retour dans la société ? Si l'on ségrège, comment procéder à l'apprentissage de l'usage socialement acceptable de la liberté ? En d'autres termes, comment apprendre aux candidats aviateurs à voler dans un sous-marin ? Avec l'accroissement du niveau d'instruction des détenus, les contradictions et l'hypocrisie du système qui en résultent provoquent une amertume et un ressentiment croissant.

b) Le régime de vie à l'intérieur des prisons à sécurité maximum n'a pas changé depuis 1819, date à laquelle la réforme d'Auburn fut instaurée. Les détenus passent 14 à 17 heures par jour isolés dans leurs cellules. Le travail de 5 heures consiste en des exercices qui n'ont généralement aucun intérêt, exécutés pour une rémunération symbolique. Les déplacements à l'intérieur de l'institution s'effectuent toujours sous surveillance et la récréation a lieu collectivement par masse de 500, dans des cours carrées et dénudées. Toute vie sexuelle normale est supprimée, les communications avec l'extérieur sont censurées, des uniformes avilissants sont imposés. L'étiquette « crimi-

nel », « forçat » et « bagnard », couramment utilisée pour désigner les anciens détenus, constitue un handicap quasi insurmontable pour leur réinsertion sociale.

c) Due à l'utilisation massive de la probation, à la libération anticipée pour bonne conduite, à la décriminalisation de certaines conduites, la population pénitentiaire résiduaire est devenue plus difficile à traiter. Or, si le régime de vie n'a guère changé, le régime de « traitement » dispensé par l'administration est aussi d'une stagnation décourageante. La quantité de personnel éducatif, rééducatif, sanitaire, demeure dérisoire. Les expériences, comme la création des communautés thérapeutiques, ont la plupart du temps avorté, faute de soutien convenable de la part des autorités.

d) La simple taille des institutions les condamne, bien souvent, à un régime quasi concentrationnaire. L'architecture carcérale, et un calcul de rentabilité à très courte vue, nous ont dotés d'institutions mammoths, logeant plusieurs milliers de détenus. N'importe quel régime, mis à l'épreuve dans un tel milieu, ne peut se solder que par des échecs retentissants. Le critère de sécurité seul domine le mode de vie.

e) Les injustices et les inégalités sociales fournissent plus que des prétextes à bien des détenus pour trouver inacceptable le système pénitentiaire qu'on leur impose. Lorsqu'il y a, proportionnellement, 3 ou 4 fois plus de détenus de couleurs que de blancs dans les prisons américaines, lorsque les pauvres et les handicapés sociaux sont relativement surreprésentés, la prétention d'une justice politique, c'est-à-dire discriminatoire à l'égard de certains groupes, paraît fondée pour plusieurs. La politisation accrue des minorités raciales, la dénonciation du pouvoir d'appréciation des organes judiciaires au détriment de certaines catégories de citoyens, sont devenues une plainte de plus en plus répandue. Une proportion croissante des détenus, comme d'ailleurs de la société, trouve inacceptable la justice qu'on exerce à son encontre : les manifestes des syndicats de la magistrature, de la police, des éducateurs font bien souvent écho des dénonciations qui se lèvent des populations carcérales.

f) La critique grandit et le scepticisme s'accroît à l'égard de ce qu'on appelle le « modèle médical » ou le système orienté vers le

« traitement » des détenus. Il est bien évident qu'en psychiatrie, la coopération du patient, sa fibre adhésion à un régime de cure, sont indispensables. Il peut difficilement en être ainsi en régime carcéral. Les mesures médicales générales qui relèvent de l'hygiène sociale, devront naturellement être accessibles : soins de santé physique, et mentale, apprentissage de métier, etc., sont parfaitement acceptables. Mais un système de resocialisation qui fut assigné à la prison lors des dernières grandes réformes pénitentiaires dans les pays occidentaux, recèle une contradiction interne. Il ne peut pas être obligatoire. Or, cet espoir de réhabilitation étant déçu et les taux de récidive demeurant aussi élevés que par le passé, une dénonciation violente de l'intervention psycho-sociale en résulta, basée non seulement sur son apparente inefficacité, mais également sur son incompatibilité avec les droits des détenus à leur intégrité psychologique personnelle.

g) Finalement, fi a été amplement démontré qu'aucune réforme de l'univers carcéral ne peut être réalisée sans une réforme des autres composantes du système de justice criminelle, c'est-à-dire les tribunaux et la police. Si l'injustice et l'inefficacité sont patentes au niveau de la police et de la magistrature, comment espérer la moindre « efficacité » de la part des prisons ? Ne sont-elles pas là pour ramasser tous les pots cassés ? Seule une réforme de l'ensemble du système recèle quelque espoir d'amélioration.

Tirons brièvement quelques leçons de la crise. Il est de notre intime conviction que jamais la réforme visant à la resocialisation des détenus n'a été tentée dans des conditions et avec des chances de succès raisonnables. Les revendications du comité des détenus d'Attica, en 1971, en font foi : rien d'autre ne fut réclamé par eux, que ce qui ne fut promis, en principe du moins, par le législateur et l'administrateur épris de réforme et qui figure en toutes lettres dans la « Déclaration de principes » de 1870 de la Société Américaine de criminologie. La situation d'aujourd'hui n'a rien à envier au système des villages Potemkine : la façade a changé sans plus. Les esprits radicaux appellent à la révolution : elle seule pourrait changer les prisons en changeant toute la société. Et les esprits cyniques préparent, voire proclament, leur revanche : la menace et l'exécution implacable de la peine protègent, seules, les honnêtes gens ...

Si le pouvoir discrétionnaire du système de justice pénale doit être fortement diminué et si l'idéal de réhabilitation ne doit pas porter atteinte aux droits imprescriptibles de l'homme momentanément privé de liberté, on doit offrir à chaque sujet de l'univers carcéral la chance d'un nouveau départ. On doit multiplier les expériences soigneusement conduites et évaluées par rapport aux types de délinquants.

Il faut aussi plus d'argent pour réaliser les expériences et les réformes : on a estimé à plus de 12 billions de dollars les investissements nécessaires pour moderniser les pénitenciers et les prisons américaines. Où trouver la clientèle électorale pour appuyer de telles mesures ?

La réforme exige aussi qu'on accroisse la compétence professionnelle de ceux qui ont la charge des prisonniers. De leur contact dépend, pour une large part, le succès du séjour en institution. Enfin, la magistrature et la police doivent prendre conscience de leur rôle décisif par rapport au système pénitentiaire.

L'usage de la peine représente un chapitre décourageant dans l'histoire sociale. Il est l'illustration vivante de la philosophie pessimiste de Hobbes, un exemple d'inhumanité de l'homme pour l'homme. La crise pénitentiaire témoigne aussi de l'incapacité de la raison à guider l'action des hommes en inspirant des mesures rationnelles et fonctionnelles pour résoudre un grave problème social. Mais un changement va s'opérer, même si le rythme en paraît désespérément lent. Comme Sysiphe portant les espoirs de l'humanité le réformateur pénal porte le témoignage de son propre espoir dans l'humanité de l'homme.

Organisme paramilitaire chargé par la société du maintien de l'ordre intérieur, la police est une partie importante du système de l'administration de la justice. Curieusement, elle n'a pas fait l'objet d'études scientifiques nombreuses par le passé. La police judiciaire, en tant qu'auxiliaire de la magistrature, a bien sa place dans les manuels de droit pénal. Mais la police comme organisation sociale, comme partie intégrante du système de contrôle social d'une communauté, est relativement peu connue. Son caractère paramilitaire y est pour quelque chose : les gardiens de l'ordre public ne voient toujours pas d'un bon oeil le fait d'être l'objet d'investigations, même pour des raisons « scientifiques » ...

Depuis quelques années, la police n'est plus totalement « *terra incognita* » pour le criminologue ; et cela surtout en Amérique du Nord où de nombreuses recherches ont été entreprises, la plupart du temps avec la coopération cordiale des intéressés. On note, en particulier, que les fonctions traditionnelles de la police subissent, sous nos yeux, des changements notables. Leur rôle essentiellement répressif se transforme en un rôle plutôt préventif. Au lieu d'une application pure et simple des lois, on a réalisé que la police devait accomplir un véritable travail social dans l'exercice de sa fonction. En effet, plus des deux tiers du temps du policier est requis pour des interventions effectuées lors de crises survenues dans des relations entre individus, groupes, ménages ou collectivités. La poursuite directe d'auteurs d'actes criminels n'occupe pas plus du quart de leurs activités.

Les recherches sur la police ont créé une nouvelle image de son rôle social. Voyons en quoi elles consistent.

Première interprète des lois, la police enregistre les actes criminels, en apprécie la gravité suivant des critères peu explicites, mais qui dans l'ensemble reflètent à la fois les valeurs de la communauté en général et celles de la police en particulier. On a souligné combien ce pouvoir d'appréciation crée des problèmes à la justice dans une société où ces valeurs subissent des changements rapides.

L'accroissement des tensions et conflits sociaux soumettent la police à des pressions contradictoires d'où résultent une contestation de son rôle comme arbitre impartial au service de la loi. Les accusations de corruption et d'abus de pouvoir se sont multipliées considérablement au cours des dernières années.

La croissance vertigineuse du coût des services de la police a posé avec acuité le problème de son efficacité, de sa « productivité ». On réalisait, une fois de plus, qu'aux conditions très changeantes de la société, la police opposait une organisation ancestrale. Le coût de plusieurs fonctions, comme celle de contrôler la circulation et le stationnement des automobiles, devenait prohibitif ; car les salaires étaient établis en vertu du monopole qu'ils exercent sur le maintien de l'ordre public, indispensable dans le fonctionnement d'une société moderne.

Les études de coût/efficacité ont indiqué la nécessité de différenciation des fonctions policières et le transfert de toute une série de fonctions à d'autres organismes de contrôle. On a également mis en relief les avantages et les inconvénients de la centralisation de certains services, tels que l'identité judiciaire, le système de communication, etc.

Alors est apparu le rôle indispensable de la police dans la protection des libertés individuelles. Bien souvent, l'exercice du rôle préventif implique, de la part des policiers, une emprise sur les libertés et les droits de l'homme que d'aucuns jugent fort dangereux. L'écoute électronique, en particulier, peut être source de nombreux abus et des législations furent promulguées pour en fixer les limites et le contrôle judiciaire.

L'exercice de l'autorité, le port de l'uniforme, le caractère ingrat de certaines fonctions, font de la police, en tant que groupe social, une sous-culture. Celle-ci imprime sur eux, jusque dans leurs relations familiales, des caractéristiques qui en font des gens à part dans la communauté. Le sentiment de *rejet*, d'*incompréhension*, d'ostracisme dont souffrent les policiers ne contribue pas au bon fonctionnement de la police comme partie intégrante du système de justice criminelle au sein d'une société démocratique.

L'influence de la politique est probablement inéluctable dans les régimes où les gouvernements élus, municipaux ou centraux, doivent remplir leur programme électoral. Mais influence ne signifie pas « interférence » : la loi fixe en général les devoirs de la police qui doit se soustraire, à cet égard, à tout autre influence que celle de la législation ou de la constitution. Les récentes affaires du « Watergate » aux États-Unis nous viennent à l'esprit. Une déontologie policière, liée à une professionnalisation accrue de la fonction semble être, à part le contrôle judiciaire, la riposte correcte à cette menace.

Enfin, dans les démocraties libérales, en particulier celles d'Amérique du Nord, l'influence du crime organisé se fait sentir dans les arcanes de la justice et n'épargne pas les services de la police. Maintes enquêtes aux États-Unis (principalement dans la ville de New York, la « Knapp Commission ») et au Canada ont mis en cause des fonction-

naires de la police dans des affaires de corruption et de trafic d'influence.

L'analyse des mécanismes de ces crimes révèlent plusieurs causes. Un phénomène d'osmose s'exerce d'abord sur la personne du policier de part la nature de son travail. Des contacts avec les indicateurs qui paraissent indispensables dans la lutte, surtout contre le crime organisé, peuvent avoir des effets délétères sur certains policiers, les incitant à franchir insensiblement la ligne de démarcation non écrite qui sépare le légal de l'illégal.

Il y a ensuite la puissance financière et politique des caïds du « milieu » qui réduit souvent la lutte entre eux et la police à une bataille entre Goliath et David. L'existence d'une caisse électorale occulte, l'opinion publique pendant longtemps indifférente à l'égard des problèmes de la moralité publique, désarmaient les meilleures volontés policières dans la lutte contre le crime organisé. Soulignons cependant un changement radical de l'atmosphère politique à cet égard depuis quelques années.

Organisation hiérarchique, investie de l'autorité par une société et un gouvernement incertains des fondements mêmes de leurs lois, le corps policier devient un objet privilégié de controverses. La police, dénoncée par l'opposition politique comme mercenaire de l'ordre établi et critiquée par une fraction croissante de l'opinion publique pour son inefficacité dans la lutte contre la criminalité, hésite entre deux attitudes. Un certain cynisme d'abord semblerait largement justifié par l'opinion volatile des gouvernements ; ensuite se présente l'attitude responsable et professionnelle consciente de ses responsabilités dans le système d'administration de la justice, et agissant en étroite liaison avec les cours et le système correctionnel. Pour le criminologue il importe que cette deuxième attitude prévale dans les prochaines décennies. Une police repliée sur elle-même, frustrée et désabusée, constitue une réelle menace pour les libertés publiques, voire pour les institutions démocratiques. De nombreux exemples viennent à l'esprit concernant le rôle ambigu de la police durant les assauts qu'ont subi ou subissent des régimes démocratiques de la part des éléments antisociaux. Seule une police ouverte sur la communauté, vivant au contact des citoyens, protégée par une déontologie et un statut profes-

sionnel clairement énoncés, peut accomplir son rôle comme partie intégrante du système de contrôle social qu'est l'administration de la justice.

Alors que la police et les pénitenciers appliquent le droit, les tribunaux le « font ». D'où leur importance comme troisième élément du système de justice criminelle.

Le processus très lent de la réforme pénale (la plupart de nos codes sont largement centenaires) accentue davantage le rôle capital de la magistrature dans la politique criminelle. Quels problèmes peut-on soulever actuellement à propos des tribunaux ? En premier lieu, le but même de la sanction pénale fait l'objet d'interrogations. En effet, l'objectif du droit pénal consiste dans la protection des valeurs que la société tient à préserver. Or ces valeurs subissent des changements, surtout au sujet de la moralité sexuelle. Il y a une tendance croissante à accepter le précepte de Stuart Mills : le droit doit essentiellement protéger la liberté de chaque membre de la communauté plutôt que de sanctionner telle ou telle valeur. L'attachement à l'idée d'un droit naturel inspirant un certain ordre social, diminue notablement. On a vu ainsi des transformations radicales concernant l'homosexualité, la censure, le droit familial, etc.

Si la moralité sexuelle est « libéralisée » par le droit et la magistrature, par contre on remet en cause la moralité de certains actes dans le domaine des affaires, des relations de travail et de la vie politique.

Ainsi le recours aux méthodes d'intimidation et à la violence, lors du règlement des conflits de travail, étend l'emprise du code pénal à certaines législations concernant les relations de travail. Les ristournes consenties par les entreprises pour s'assurer le concours d'hommes politiques en vue d'obtenir des contrats et la conspiration pour contourner les législations assurant la protection du consommateur, agrandissent les catégories des « crimes en cols blancs » déjà spécifiées par la recherche criminologique.

On s'interroge sur l'effet dissuasif de la sentence. C'est pourtant le principe sur lequel repose la prévention générale, objectif principal de la menace pénale. Aucune étude scientifique suffisamment probante

n'a pu confirmer jusqu'à présent la portée réelle de la dissuasion exercée par la menace d'une sentence sur le délinquant potentiel. Depuis Beccaria, on pensait que ce n'est pas la cruauté du châtiment qui dissuade, mais bien la certitude de l'arrestation et de la punition. Cette conviction a beaucoup contribué à l'humanisation des procédures judiciaires, à l'abolition de la torture et des méthodes pénitenciaires cruelles. Ce même principe laisse cependant entier le problème auquel fait face la police en regard des pressions exigeant des « résultats rapides » dans la lutte contre le crime...

On peut supposer que la loi brandie par la magistrature dissuade effectivement la majorité silencieuse, l'énorme année de réserve des délinquants d'occasion. Mais elle ne détournera jamais les criminels confirmés dans leur carrière antisociale. Le taux de récidive des délinquants habituels est partout prohibitif. Ceci souligne l'importance centrale de l'appréciation du caractère dangereux d'un délinquant par le tribunal, en vue de l'établissement de la sentence.

Effectivement, l'individualisation de la sentence fut la conséquence la plus tangible de la doctrine de la défense sociale réclamant l'humanisation du procès pénal et l'introduction des sciences humaines dans le procès. Si l'on se limite à l'appréciation de l'acte sans tenir compte de la personne de l'accusé, comment espère-t-on formuler une sentence qui protège effectivement la société contre les criminels ? Or l'évaluation de la personnalité relève des sciences criminologiques et leur rôle ne se limite pas à l'évaluation de la responsabilité dans le cas d'actes graves, comme ce fut le cas traditionnellement pour la psychiatrie légale. Tout le monde sait cependant les effets déplorables sur l'opinion judiciaire et sur le public des témoignages contradictoires d'experts. Qui croire ? Et la réponse du magistrat, exprimée dans sa sentence, doit assurer la protection des victimes potentielles que nous sommes tous devant la menace de la récidive. Le dossier de la personnalité a fini néanmoins par se généraliser devant les tribunaux. Il est préparé par des spécialistes des sciences humaines, surtout par les officiers de probation. Leur rôle est décisif dans le cas des délinquants primaires.

La surcharge des tribunaux, les délais entre la commission d'un acte criminel et l'imposition d'une sentence, constituent une des carac-

téristiques majeures de la crise qui frappe le système judiciaire contemporain. La détention provisoire d'individus accusés, mais non condamnés porte atteinte aux droits de l'homme et à la protection de la sécurité des citoyens. De plus, la population pénale nourrit un sentiment de révolte et d'injustice d'autant plus pénible qu'elle est déjà d'une grande fragilité morale. Dans certaines parties du monde, comme en Amérique latine par exemple, plus des trois quarts des détenus des prisons y attendent leur jugement. La situation est moins grave ailleurs et les réformes sont en voie de s'effectuer.

Bien des criminologues et des pénalistes, tels que le Hollandais Hulsman, ont souligné le caractère criminogène du système judiciaire lui-même. Par leurs effets infamants, par leurs procédures lourdes et difficilement contrôlables, les tribunaux contribuent puissamment à l'aggravation de la criminalité dans la communauté. Conformément à ces vues, les Pays-Bas ont diminué radicalement leur population pénale. Elle ne représente plus qu'une fraction de celle des pays sociologiquement similaires, comme les pays scandinaves. Elle est sans comparaison avec les autres pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

Dans le système néerlandais, on recourt systématiquement à des juridictions socio-administratives pour régler des problèmes qui relèvent du domaine pénal dans d'autres pays. Tirant les conséquences d'un pluralisme des systèmes de valeurs qui incite à la tolérance, le système pénal de ce pays réserve ses sanctions à un très petit nombre d'infractions qui n'entraînent qu'une très courte incarcération. Seul l'avenir dira si les Pays-Bas deviendront un modèle à suivre par d'autres pays ou demeureront un cas d'exception dans l'histoire de l'évolution socio-culturelle et de la politique criminelle. Cependant, cette direction pourrait être explorée par plusieurs pays, sans risques pour la sécurité publique. Bien au contraire, il en résulterait probablement un accroissement du rendement des services sociaux appelés à traiter des cas sociaux tels que les drogués, les alcooliques, les vagabonds, etc.

Assez paradoxalement, l'individualisation de la sentence a provoqué des disparités peu justifiables tant aux yeux de la loi qu'à ceux des justiciables. Des efforts consentis pour fournir aux juges des critères et des analyses d'expériences, leur ont permis de mieux évaluer les

personnalités des accusés. on entretient l'espoir que la part due à l'arbitraire dans la sentence puisse s'atténuer à l'avenir.

Bien que le terme « productivité » paraisse antinomique à l'exercice même des fonctions judiciaires, il est apparu nécessaire de doter nos tribunaux d'une infrastructure technologique et matérielle plus convenable. Bien que la gestion de ceux-ci demeure encore artisanale à bien des égards, on note toutefois l'entrée de l'informatique et des professions techniques auxiliaires de la justice dans les Palais. La centralisation de l'information concernant tant la jurisprudence que les accusés et sa disponibilité sur bandes magnétiques laissent entrevoir l'accession du tribunal à la modernité, aux côtés des autres services de l'administration publique.

En conclusion, on doit souligner que le pouvoir judiciaire, traditionnellement plus faible que les pouvoirs législatif et exécutif, demeure la pierre angulaire de la politique criminelle. Pendant longtemps, il fut impénétrable à l'apport de la criminologie étant issu, sociologiquement parlant, des milieux les plus traditionnels de la société. Les débats suscités par une poignée de magistrats, ouverts sur les autres disciplines, ne doivent pas faire perdre de vue le caractère foncièrement conservateur du pouvoir judiciaire.

Mais n'y a-t-il que des désavantages à cet état des choses ? Ne revient-il pas aux tribunaux d'apprécier, hors de toute pression partisane, les faits qui font l'objet de contestations et où prime la loi du plus fort ? L'indépendance de la magistrature, dont les douloureuses et honteuses exceptions ne font que confirmer la réalité et la puissance, est probablement le plus formidable bastion des libertés individuelles dans la société contemporaine.

La lente pénétration de la criminologie dans les prétoires finira par imprégner la science et l'expérience du juge pénal qui recourra à cette discipline avec la même aisance que le juge au civil puise aux autres sciences intéressant les affaires qu'il juge. La magistrature enfin doit prendre conscience du contexte socio-administratif dans lequel se situe le tribunal. Celui-ci est inséré, avec la police et le système pénitencier, dans un système unique de justice criminelle. On ne peut édicter la loi sans se soucier des contextes social, psychologique, écono-

mique et politique du crime et du criminel. On ne peut rendre justice en se désintéressant de ceux qui amènent l'accusé (la police) et de ceux qui en disposent (les pénitenciers). Cette interdépendance des composantes du système de justice criminelle est le principe de base de la politique criminelle moderne.

Nous avons déjà parlé de la politique de prévention sociale qui, pour l'essentiel, doit être assumée à l'échelle de la communauté. Plus l'emprisonnement deviendra exceptionnel, plus le rôle des organismes communautaires devra s'accroître. On a dit de la clientèle des prisons qu'elle était composée de trois catégories de personnes : selon le jeu de mots anglais, les « mads » (les fous), les « sads » (les misérables) et les « bads » (les mauvais). Les deux tiers de la population carcérale des pays européens et nord-américains appartiennent, selon les meilleures estimations, à la catégorie des « misérables ». Ce sont ceux-là qui doivent, en priorité, pouvoir compter sur les appuis dans la communauté qui leur assurera la réinsertion sociale et une peine autre que l'emprisonnement.

L'exclusion du délinquant de la communauté a des effets néfastes. Le bannissement des anciens débarrassait la cité du criminel. Ceux que nous excluons demeurent et surtout reviennent parmi nous. Le refus des municipalités d'accepter sur leur territoire des ateliers protégés, des homes de semi-liberté, dénote une irresponsabilité coûteuse. L'absence ou la faiblesse des mouvements de bénévoles, associés à l'administration de la justice, est également lourde de conséquences. En effet, s'il a été démontré que les instances pénales ne doivent servir qu'en dernier recours pour protéger la société d'actes criminels, on doit par contre disposer de mesures alternatives de riposte pour assurer la prévention du crime à l'échelle de la communauté.

Si le principe de responsabilité demeure à la base de l'inculpation des criminels, le même principe de responsabilité doit être appliqué pour les mêmes raisons à la communauté dont fait partie l'agresseur éventuel. L'anonymat et la mobilité de nos cités se prête évidemment très peu à l'exercice d'une responsabilité effective, liée aux mécanismes du contrôle social. Tout effort à cet égard demeurera illusoire tant que le tissu socio-culturel sera gangrené par l'anomie, l'absence de normes résultant de conflits de valeurs. néanmoins, une politique so-

ciale basée sur l'acceptation de la responsabilité de la communauté - et de sa solidarité - vis-à-vis de la délinquance et de l'homme criminel, est la seule redevable pour une civilisation au service de l'homme.

Il ne s'agit pas de présenter des conclusions : même provisoires, elles n'ont pas beaucoup de sens dans des matières aussi périssables. On peut néanmoins risquer quelques réflexions au terme de cette lecture. Les voici :

a) L'idée d'une société sans criminalité et sans répression figure dans la mythologie aux côtés de l'âge d'or, du paradis ou de la parousie. Toutes sortes de millénarismes le proclament et l'espoir des coeurs généreux comme des esprits assoiffés de logique la sollicitent au nom de la justice ou au nom de la science.

Hélas ! aucune société historique n'a été exempte ni de criminalité ni de répression. Les débats font rage pour savoir laquelle suscite l'autre. Dans les théories qui raisonnent à partir d'une nature de l'homme, c'est ce dernier qui présente le défi du crime et de la déviance à ses frères, sous forme de groupe et société organisée. Dans celles qui raisonnent à partir de la société, de ses institutions et de son organisation, c'est la collectivité qui porte la responsabilité principale de la criminalité et de la conduite déviante. Nous savons bien que les deux pôles, la personne et la société, sont largement interdépendants.

En science comme en morale cette dichotomie n'a pas beaucoup de sens. néanmoins, les débats intellectuels et les mesures politiques procèdent comme si un choix était possible. Us chapelles se créent, les anathèmes se lancent, les mêmes faits sont alignés pour prouver des thèses opposées. N'affirme-t-on pas avec sérieux que la criminalité est une simple question de définition et le fruit d'un acte de pouvoir arbitraire ? Que son augmentation relève de l'activité induite des organismes chargés de la protection sociale ? Qu'elle est, finalement, une invention des criminologues et une illusion de ceux qui ont des biens mal acquis, à protéger ? Et on pourrait multiplier les paradoxes en promenant notre regard sur le champ entier de l'administration de la justice. Mais le lecteur peut bien y suppléer sans trop forcer son imagination.

À la conception prométhéenne de l'homme et de la société s'oppose celle de Sisyphe. L'éternel recommencement de la lutte entre le vice et la vertu se poursuit avec les méthodes propres à chaque époque. Dans la nôtre, une science au service d'une politique sociale, joue un rôle essentiel. L'hypothèse de l'auteur de ces lignes s'inscrit dans la tradition non-prométhéenne. Mais le scepticisme quant à la suppression définitive de la criminalité dans une société où, suivant le mot d'Ovide « sine lege... sine iudice erant tuti », ce scepticisme donc, n'exclut point la détermination d'une volonté pour lutter contre l'iniquité, l'ineptie, caractéristiques majeures de l'injustice.

b) Est-ce à dire que l'organisation sociale, quelle qu'elle soit, est sans effet sur le « mens rea », sur l'intention de nuire à autrui ? Certainement pas. La criminologie comparée nous indique l'existence des organisations sociales relativement similaires mais ayant des taux d'emprisonnement (donc de criminalité jugée dangereuse) variant de un (Pays-Bas) à quatre (États-Unis). Dans les sociétés industrielles avancées, dont il a déjà été question, c'est bien moins l'organisation de la société qui est en cause. Elle représente plus de similitude (économie de marché, sécurité sociale et emplois élevés, etc.) que de contrastes. Ce qui est considérablement différent d'une société à une autre, c'est l'expression et l'organisation de la réaction sociale, de la réaction judiciaire et pénitentiaire au défi de la criminalité. Plus de 80% des affaires criminelles sont promptement « traitées » au Japon tant par la police que par les tribunaux. Ce taux est de l'ordre de 10% dans la ville de New York. La tâche la plus importante de la police criminelle et de la science criminologique consiste dans l'analyse des conditions et des exigences d'un ordre social, qui réduit systématiquement les occasions et les motivations d'activités criminelles. Cette tâche suppose un effort continu de redéfinition et de réinterprétation du bien commun, des droits et des devoirs qu'imposent la vie commune dans une société historique déterminée. Dans ce sens fi y a sûrement une inflation législative et une volonté mal placée de légiférer dans les domaines qui pourraient être laissés sans grands risques au jugement des consciences individuelles et à ceux des pairs. Moins de responsabilité à la bureaucratie, davantage à la communauté organisée. D'autre part cependant, l'efficacité dans l'application des lois correspond à la règle élémentaire de l'égalité de tous devant la loi. L'impunité et l'arbitraire dans la punition sont les causes principales de l'augmentation de

la menace qu'exerce la criminalité sur les citoyens. Or l'inefficacité et l'incohérence sont les maladies des organismes sociaux auxquelles on peut porter remède. N'en attendons pas une justice parfaite ni une administration exemplaire. Des solutions de moindre mal, de meilleure protection de la sécurité des personnes et des biens, une protection plus efficace des libertés individuelles, suffiront. Tout ceci n'est peut-être pas aussi exaltant que les promesses des lendemains qui chantent. Trop de chansons se sont muées dans des cris de douleurs et de vengeance, pour que notre génération puisse éviter la dure leçon de la réalité.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE

Deuxième partie :

Que faire des criminels? La politique criminelle

Chapitre IX

La criminologie au Québec ou une histoire illustrant les relations entre science et politique.

« Rien n'est possible sans les hommes ;
rien n'est durable sans les institutions. »

Jean Monnet, Mémoires, 1976

[Retour à la table des matières](#)

Reconstituer le passé est une entreprise périlleuse et pourtant nécessaire. Ce que certains appellent l'histoire contemporaine ne peut se faire qu'à ce prix. Suivre la maxime de Lucien Febvre, « relater les événements tels qu'ils se sont réellement passés », est moins facile pour le sociologue, habitué à scruter les forces collectives en oeuvre dans l'histoire, bien au-delà des initiatives individuelles.

Quelle est la part du « hasard » et de la « nécessité » dans un événement historique quelconque, voici le dilemme qui confronte celui qui veut interpréter un fait d'histoire. Comme on ne peut guère prétendre à une objectivité absolue vers laquelle on tend cependant, à y a lieu d'indiquer quelques critères d'appréciation, quelques postulats qui inspirent la réflexion de l'auteur. Voyons d'abord le « coefficient personnel ».

J'ai eu l'occasion de m'en expliquer (Szabo, 1974-1976). En résumé, on peut affirmer que tant l'appartenance à une génération (1929), qu'une expérience socio-politique liée à une formation intellectuelle (Budapest, Louvain, Paris), m'ont orienté vers une conception appliquée de la science de la société. Les besoins des hommes, leurs aspirations vers une plus grande marge de liberté et une plus grande mesure de justice sont devenus mes paramètres lorsque j'ai tenté de répondre à la lancinante question de Robert Lynd, auteur des « *Middletowns* » : Knowledge for What ?

Ma sympathie très relative pour la conception « tour d'ivoire » de la science, et mon sentiment d'inconfort, sinon de malaise, vis-à-vis du traitement qui faisait souffrir tant d'individus et de collectivités, découlaient de l'option utilitaire de la connaissance.

Il y a vingt ans, le clergé pourvoyait encore à toutes les sciences, à tous les services pour une fraction du coût de nos performances actuelles. « Nous », c'est-à-dire les gens des sciences humaines. Aussi, à côté de l'indispensable besoin de poser de bonnes questions, m'a-t-il paru évident d'apporter également de bonnes réponses.

La fonction critique de la démarche scientifique ne pouvait pas me fournir d'alibi pour abandonner aux autres les risques et l'odieux d'une mise en pratique d'hypothèses tirées des réflexions ou des résultats des recherches, répandues à profusion par des intellectuels. Ce bref rappel de mes « préjugés » paraphrase en quelque sorte la citation mise en exergue de Jean Monnet.

En effet l'histoire de la criminologie à Montréal est inséparable de l'action des hommes ; mais si cette action fut durable, si son impact, au-delà des consciences individuelles, marqua les faits sociaux, extérieurs et contraignants suivant la juste définition de Durkheim, c'est parce que ces faits sociaux se sont cristallisés en institutions.

Plus qu'un rêve, plus qu'une hypothèse de travail, la criminologie s'est édifiée en discipline scientifique, en profession, en pièce importante du système d'administration de la justice pénale au Québec et au Canada. La rencontre féconde des hommes et des situations devient la matrice de la création d'une institution.

La criminologie et le milieu

[Retour à la table des matières](#)

Nous allons essayer d'examiner la constitution de la criminologie dans le milieu universitaire, dans le milieu professionnel et dans l'opinion publique. Chaque fois, nous relaterons la phase de la prise de conscience, celle de la démonstration de la viabilité des expériences suggérées, et finalement celle de l'institutionnalisation des expériences réussies. Enfin, nous apparaîtra un panorama de la criminologie contemporaine, situant dans une perspective universelle les options et les orientations de « notre » criminologie.

Milieu universitaire et criminologie.

L'enseignement criminologique, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, s'appuyait en Europe et en Amérique du Nord sur des traditions différentes. En Europe, les chaires de médecine légale dans les facultés de médecine et celles de droit pénal dans les facultés de droit, abritaient l'enseignement de la criminologie, de la pénologie et de la criminalistique. Suivant l'intérêt plus ou moins prononcé des titulaires de ces chaires, ces disciplines auxiliaires étaient offertes lors des cours non obligatoires (option minimale) ou en une série bien agencée, dans le cadre d'un « Institut » (option maximale).

Le cours de criminologie dépendait cependant toujours du titulaire de la chaire (droit pénal ou médecine légale), et le corps enseignant était recruté soit parmi les praticiens (la grande majorité) soit parmi les enseignants d'autres facultés qui œuvraient comme chargés de cours (c'est-à-dire professeurs à la leçon). À quelques variantes près, la criminologie était enseignée sur tout le continent européen, dans ces cadres « minimal » ou « maximal ».

En Angleterre, ce sont les services sociaux qui abritaient quelques « criminologues praticiens », groupés dans des organismes privés

comme la « John Howard Society » ou l'« Institute for the Treatment of the Offenders ».

Trois immigrants des années trente maintenaient la présence précaire de l'enseignement criminologique, en marge du droit et des sciences politiques : Max Grunhut à Oxford, Léon Radzinowicz à Cambridge et Hermann Mannheim à Londres. Pour donner la mesure de la résistance des milieux universitaires à l'enseignement criminologique, notons seulement que Mannheim, homme de science d'une stature considérable, n'a jamais été nommé professeur titulaire à la London School of Economics.

En Amérique du Nord, la criminologie était enseignée à toutes fins pratiques dans les départements de sociologie. « Criminology » était synonyme de sociologie criminelle avec quelques intérêts en pénologie. Edwin Sutherland en Indiana, Thorsten Sellin à Philadelphie et Walter Reckless à Colombus dans l'Ohio, constituaient le prototype des enseignants criminologues au sein des départements de sociologie.

Depuis les recherches de l'école de Chicago sur la distribution de la criminalité urbaine, effectuées au lendemain de la Première Guerre Mondiale par Park, Burgess, McKay et Shaw entre autres, les études de sociologie criminelle ont été intégrées systématiquement dans les programmes des départements de sociologie. Entre les deux guerres et, surtout après 1955, l'essor considérable de l'enseignement sociologique aux Etats-Unis, a entraîné également le développement de la « criminology ». A quelles fonctions précises correspondaient les enseignements criminologiques ?

En Europe, abritée dans les facultés à vocation plus « professionnelle » que les facultés de lettres et de sciences humaines, la criminologie pouvait servir aux praticiens du droit et de la médecine comme complément de formation.

Notons ici que plusieurs fonctions policières tant en Belgique qu'en France et en Italie exigeaient une formation juridique. Rien d'étonnant, dans ces conditions que les commissaires de police, les officiers de gendarmerie ou les carabiniers aient constitué la clientèle principale de la criminologie.

En ce qui concerne les médecins, leur fonction d'experts auprès des tribunaux formait la base même de l'intérêt criminologique. L'anthropologie criminelle, rattachée aux facultés de médecine en Italie, représentait l'exemple le plus classique du rôle joué par les enseignants criminologiques dans les universités.

Comme il se devait, les recherches reflétaient des préoccupations pratiques : la personnalité anormale, l'imputabilité de la faute et l'étiologie de la récidive constituaient en Europe continentale les thèmes habituels de la recherche criminologique.

Aux États-Unis, la sociologie appartenait aux facultés des Arts et Sciences et non pas aux écoles professionnelles, comme le droit ou la médecine ; la préoccupation des chercheurs s'orientait surtout vers l'étiologie de la conduite criminelle et l'analyse des caractéristiques sociales du délinquant.

La socialisation, concept clef de la psychologie sociale d'après Mead et à la suite de Tarde, permettait d'analyser au sein des divers groupes de la société les mécanismes d'apprentissage de la conduite criminelle. On mettait en relief ses effets au sein des cultures ou sous-cultures différentes et parfois opposées. La notion de « resocialisation » était facilement établie par les sociologues-criminologues à esprit orienté vers les aspects pratiques de leur discipline.

La société qui produit les délinquants (suivant la tradition durkheimienne, bien plus vivante dans la sociologie américaine que dans la sociologie européenne) a le devoir de les « récupérer ». D'où rapport des criminologues à la « correction » qui faisait partie traditionnellement de la pratique du service social.

Certains sociologues comme Ll. Ohlin, P. Lejins, D. Glase travaillaient en étroite collaboration avec les travailleurs sociaux spécialistes des « corrections ». La procédure pénale du Common Law ne voyait pas d'un très bon oeil l'apport des sciences psychiatriques en cours du procès. C'est sans doute la raison principale de la contribution limitée des facultés de médecine à l'enseignement criminologique. Certains psychiatres attachés à des hôpitaux et proches de la tradition euro-

péenne effectuaient des travaux scientifiques importants : Karpman et Yochelson. à l'Hôpital Ste-Elisabeth de Washington, D.C., les frères Menninger à Topeka, Kansas, et Gregory Zilboorg à New York. Ces brillantes exceptions ne font cependant que souligner d'avantage l'absence de l'enseignement criminologique dans les facultés de médecine américaines.

Les époux Glueck constituent un cas à part. Ils se sont installés à la faculté de droit de Harvard alors que les écoles de droit, à l'exception de Yale, brillaient par leur absence d'intérêt non seulement pour la criminologie mais également pour le droit pénal. En collaboration avec leur cousin, le psychiatre Bernard Glueck de New York, ils élaborèrent des études étiologiques majeures sur la délinquance et la criminalité, et cela selon la tradition des grands fondateurs italiens de notre discipline. Si leurs recherches ont eu un impact national et international considérable, leur contribution à l'enseignement criminologique fut, toutefois, marginale.

C'est dans ce cadre général que l'UNESCO, vouée en particulier au développement des sciences sociales, a pris des initiatives en vue de favoriser l'enseignement universitaire de ces disciplines. Monsieur Jean Pinatel, alors secrétaire général de la Société internationale de criminologie, a rédigé l'ouvrage dans lequel il préconise un enseignement de la criminologie systématique, autonome, visant à la fois le développement de la recherche et la formation de criminologues. Le criminologue ne devait plus être considéré comme un « roi sans royaume » puisque la prévention du crime et le traitement des délinquants constituaient son empire. La société internationale de criminologie, par ses cours et ses congrès, constituait le carrefour dynamique d'échanges d'idées et de promotion de la criminologie comme discipline de recherche et de pratique autonome.

C'est dans ce contexte général qu'il faut situer la naissance de l'enseignement criminologique dans les universités canadiennes, et en particulier à l'Université de Montréal.

Au Canada anglais, l'influence de la Grande Bretagne fut considérable, tant en médecine, qu'en droit et dans les humanités, et nous avons vu la réticence de ces disciplines vis-à-vis la criminologie. Il en

fut donc de même dans le « Dominion » du Canada. Curieusement, une forte influence américaine s'exerçait dans le domaine des sciences sociales, en particulier à l'université McGill. Le hasard voulait que personne ne s'intéresse à la criminologie, alors que les travaux d'Everett Hughes traversaient largement la frontière linguistique. La faculté des sciences sociales à l'Université Laval, développée par le Révérend Père Gérard D. Lévesque, op., fut le berceau de ces disciplines au Canada français. Elle ne comptait pas d'enseignement criminologique. Il n'est pas sans intérêt d'ailleurs de noter que jusqu'à ce jour les sciences sociales à l'Université Laval se sont montrées peu accueillantes pour la criminologie. C'est donc vers l'Université de Montréal qu'il faut se tourner pour retracer l'histoire de notre discipline. Elle se résume à l'action de trois personnes qui furent à l'origine de ce qu'est aujourd'hui la « communauté criminologique de Montréal ».

Le Révérend Père Noël Mailloux, op., fondateur de l'Institut de psychologie, a été le véritable précurseur des sciences humaines à l'université de Montréal. Partant d'une conception anthropologique de la psychologie scientifique, le Père Mailloux élargissait d'emblée l'enseignement de cette discipline à l'ensemble des sciences humaines.

Le révérend Père Mailloux, lui-même d'orientation clinique et psychanalytique, s'était lié d'amitié avec le Dr. Zilboorg et connaissait bien les frères Menninger, tout en subissant aussi l'influence de Fritz Redl, de Bruno Bettelheim et d'Erik Erikson. Ses cahiers, intitulés « Contributions aux sciences de l'homme », publiaient les meilleures recherches contemporaines concernant la psychopathologie juvénile et la délinquance. Ainsi, appuyé par la fondation Aquinas puis par la fondation Richelieu, en 1943, lui revenait tout naturellement le premier enseignement sur la délinquance à l'Institut de psychologie qui, l'année suivante, devenait la section de psychologie de la délinquance. Ses élèves obtinrent les premiers doctorats en psychologie sur des thèmes criminologiques.

Parallèlement à son enseignement, le Père Mailloux, l'unique membre canadien, à l'époque, de la Société internationale de criminologie, s'est associé à l'œuvre naissante de Boscoville dirigée par le Père Roger. Centre de resocialisation de jeunes délinquants, Bosco-

ville est devenu également, au fil des années, une remarquable expérience de laboratoire en rééducation pour jeunes.

Une équipe s'y est constituée en 1950, pour former le noyau de ce qui est devenu aujourd'hui, l'École des psycho-éducateurs de l'Université de Montréal. Cette équipe fut formée autour des services du Centre d'orientation dont les activités furent, en fait, liées à celles de Boscoville.

Le deuxième homme, le docteur Bruno Cormier, psychiatre attaché à la Faculté de médecine de l'Université McGill, fut le premier professionnel de la santé mentale nommé officiellement dans le cadre des services pénitentiaires du gouvernement fédéral. Formé à l'hôpital Maudsley de Londres où Dennis Carrol, Edward Glover et Trevor Gibbens maintenaient, après la guerre, l'intérêt traditionnel pour le « forensic psychiatry », le Dr Cormier fut psychanalyste et essentiellement préoccupé par la recherche criminologique clinique. Sa pratique médicale lui donnait accès au « laboratoire » du pénitencier de St-Vincent de Paul et tout naturellement, il recrutait ses collaborateurs parmi les jeunes psychologues-cliniciens formés par le Père Mailloux à l'Université de Montréal.

L'équipe de la clinique de psychiatrie légale de McGill, associée aux services psychiatriques de St-Vincent de Paul, assurait une formation théorique et pratique de qualité. Le Dr Cormier remplissait la même fonction auprès des adultes que le Père Mailloux, pour le secteur juvénile. Il s'agissait d'un milieu d'observation et d'expérimentation orientée vers la resocialisation et qui offrait aux criminologues en « herbe » un lieu privilégié de formation et de spécialisation.

Le département de psychiatrie de l'Université McGill s'assurait à la même époque, les services d'un éminent historien de la médecine, spécialiste des questions de la psychiatrie transculturelle et de la criminologie, le Dr Henri Ellenberger, suisse de formation française, qui terminait un stage prolongé à la clinique des frères Monninger à Topeka, dans le Kansas.

La faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal fut fondée en 1940 par Edouard Montpetit, disciple canadien de l'École

catholique des sciences sociales (Le Play, de la Tour du Pin). Développée par Esdras Minville, fondateur de l'École des Hautes Études Commerciales, elle connaissait un essor remarquable sous l'impulsion de Philippe Garigue, anthropologue, professeur au département de sociologie de l'Université McGill, qu'il quittait pour le décanat de la jeune faculté de l'Université de Montréal en 1957.

Cette faculté dont les premier cadres furent formés principalement à Louvain et à Paris dans les années cinquante, a greffé les nouveaux départements des sciences économiques et de sociologie sur les enseignements de relations industrielles et de service social déjà existants. Ces deux départements, formant des praticiens des relations du travail et de bien-être social ont été soutenus à l'origine, le premier par les pères jésuites, le second par les pères dominicains et le clergé séculier.

La pratique du service social étant particulièrement développée aux Etats-Unis, l'École du Service Social bénéficiant d'un statut un peu particulier au sein de la faculté avait recruté une partie importante de ses professeurs au sud de la frontière. La greffe sur le milieu professionnel canadien francophone ne s'est faite que bien plus tard.

La présence très forte du clergé dans ces deux premières unités d'enseignement de la jeune faculté s'explique par le rôle dominant joué par l'Église catholique, tant dans le domaine de la santé et du bien-être que dans celui du syndicalisme ouvrier et des relations de travail.

Le département de sociologie, fondé en 1950 par l'abbé Norbert Lacoste, docteur en sciences politiques et sociales de l'Université de Louvain, avait au départ une double orientation. À part les enseignements théoriques et méthodologiques, plusieurs autres cours avaient une vocation appliquée comme l'urbanisme et la criminologie.

La révolution tranquille venait de se déclencher au Québec et les besoins de la société arbitrairement contenus par une politique sociale et économique très conservatrice, semblaient être illimités. Il fallait tout faire en même temps : tout était prioritaire ou presque.

C'est ainsi que fut créé en 1960 le département d'anthropologie et en 1961 l'Institut d'urbanisme. Le département des sciences politiques a commencé son enseignement en 1959. Le département de criminologie fut créé dans cette même foulée à l'automne de 1960. Dans quelles conditions vit-il le jour ?

Il convient ici de parler du « troisième homme » et de son rôle dans l'histoire de la criminologie au Québec. Appelé à enseigner au département de sociologie par l'abbé Lacoste, mon condisciple à l'Université de Louvain, j'ai donc commencé à donner des cours en septembre 1958.

Ma charge se résumait à deux cours-année consacrés à l'histoire de la pensée sociologique et à la méthodologie de la sociologie, et deux cours semestriels, l'un consacré à la sociologie urbaine, l'autre à la criminologie entendue dans le sens de sociologie criminelle.

Ayant déjà opté pour une orientation appliquée en sciences sociales, j'ai envisagé dès mon arrivée à Montréal, la possibilité de créer un enseignement multidisciplinaire de la criminologie, destiné à la formation de chercheurs et de praticiens. Comme nous l'avons vu, l'atmosphère générale du Québec ainsi que l'esprit des dirigeants de la faculté étaient ouverts aux initiatives nouvelles.

En dehors du cadre global toutefois, peu de choses favorisaient la création d'un enseignement qui ne possédait pas, dans le monde occidental, de modèles vraiment exemplaires. En effet, les recommandations de l'UNESCO, rédigées par Jean Pinatel, représentaient un idéal, dont seules quelques réalisations partielles existaient. « Commencez donc par développer un centre de recherches et si vos efforts sont couronnés de succès, on avisera par la suite », nous conseillaient les esprits prudents.

La résistance des disciplines universitaires à l'innovation est bien connue. Bien souvent le novateur doit quitter son Alma mater pour réaliser ses projets. L'esprit critique est bien plus à l'aise dans l'Université que l'esprit d'entreprise. Par ailleurs, les disciplines établies craignent toujours les conséquences d'un partage du gâteau budgétaire entre trop de candidats affamés. Un certain purisme joue également

contre les nouveaux venus surtout s'ils invoquent l'argument des sciences appliquées et multidisciplinaires. On s'inquiète, non sans raison, de l'identité intellectuelle des nouveaux « collègues ».

Ne va-t-on pas abâtardir encore les sciences sociales, déjà diminuées vis-à-vis des sciences exactes ? Le nouveau programme interdisciplinaire ne va-t-il pas attirer les « laissés pour compte » des autres disciplines ? Quelle rigueur attendre d'une discipline ne reposant pas sur une longue tradition intellectuelle ? Comment contrôler les pairs, alors qu'il n'existe pas de « criminologues » identifiés comme tels ? Les lettres, de créance comme de crédit de la criminologie n'apparaissent guère évidentes.

Ces questions étaient, il faut l'admettre, fort légitimes. Quelqu'un les a même formulées d'une façon non équivoque, établissant l'ampleur des responsabilités et de la tâche : la criminologie est une science aux contours incertains. Quelques médecins ou psychologues la pratiquent, mais eux-mêmes seraient bien en peine de la définir d'une manière satisfaisante, susceptible d'obtenir l'adhésion de tous les esprits. En admettant que cette criminologie existe, il n'y aura personne pour l'enseigner car non seulement faudrait-il qu'il soit criminologue, mais il devrait également commander le respect des autres savants ou praticiens (juges, avocats, psychologues, psychiatres, travailleurs sociaux, etc) Or, ceux-ci ne jugent que sur pièce, c'est-à-dire sur les « performances » réalisées sur le terrain. D'où allaient venir les enseignants ? Enfin, même si par miracle on trouvait des criminologues aptes à enseigner une discipline évanescence, où aller chercher la clientèle ? Les études sont longues et coûteuses : qui s'engagera en vue d'espoirs professionnels aussi précaires. Allait-on trouver des étudiants, surtout du deuxième cycle, déjà fort rares à l'époque au Québec ? De plus, le mot « criminologue » existe-t-il dans la nomenclature de la fonction publique ? Y a-t-il des postes de criminologues sur le marché du travail ? Existe-t-il des « criminologues » ailleurs, au Canada, en Amérique du Nord, en Europe ? Quelles réponses convaincantes peut-on apporter à de telles questions ? L'argument *ad hominem* concluait la mise en garde : « Croyez-vous qu'on vous aura attendu, vous, venu de loin, avec une formation de sociologue, sans racine dans le milieu québécois, et, dépourvu d'expérience dans le travail concret avec des criminels ? »

Il fallait apporter des éléments de réponses à chacune de ces questions. A cette condition seulement, on pouvait passer le barrage du conseil de la faculté, (où siégeaient, entre autres, tous les chefs de départements de la faculté), de la commission des études (où siégeaient tous les doyens), du conseil des gouverneurs (dont faisaient partie des représentants de toutes les disciplines universitaires ainsi que des représentants du milieu social). Les éléments de réponse, les voici !

Nous avons défini la criminologie comme une discipline analysant l'étiologie de la conduite délinquante (aspect bio-psychologique) et des sources sociales et légales de la déviance et de la criminalité (aspects socioculturel, juridique et politique). Elle développe des méthodes de diagnostic et de pronostic dans la clinique criminologique où l'on s'occupe également de l'adaptation pénologique, des techniques de resocialisation et de réadaptation psycho-sociale tant en institutions qu'en milieu libre. Enfin la criminologie comprend l'enseignement des méthodes d'évaluation du fonctionnement des services de l'administration de la justice : police, tribunaux et établissements correctionnels. Les mesures générales et spécifiques, de prévention sociale en politique criminelle, placées dans les cadres d'une politique sociale et universelle, font partie intégrante de la criminologie.

Cette définition complexe rend justice aux tâches dont il restait à démontrer la validité. Suivant le principe « qu'on n'apprend à marcher qu'en marchant », c'est par le choix des premiers professeurs de criminologie que l'on abordait le périlleux processus de la présentation de la preuve. Il s'agissait là d'un test capital car n'avait-on pas mis en doute l'existence de tels professeurs ? Mon choix s'est porté, tout naturellement, sur les élèves du Père Mailloux dont certains furent les collaborateurs de Bruno Cormier. Il s'agissait du Père Julien Beausoleil, spécialiste de la délinquance juvénile, de Marcel Fréchette et de Justin Ciale, spécialistes de la pénologie et de la criminologie clinique. Le Dr Ellenberger, historien et psychiatre, s'est joint à l'équipe peu après. Des professeurs à temps partiel ont enseigné le droit pénal, la pénologie, la médecine légale et la criminalistique.

Précisons, en effet, que le programme qui fut accepté d'abord au sein du département de sociologie (1960), puis rapidement détaché

(1961) de celui-ci, constituait une maîtrise ès arts en criminologie d'une durée de deux ans. Les cours d'introduction et à portée sociologique étant assumés par le directeur, le corps professoral assurait des enseignements à caractère médical, psychologique et juridique.

Il ne restait qu'à trouver des auditeurs. En effet, qui allait suivre pareil enseignement ? En principe, des diplômés de premier cycle y furent admissibles. Certaines exceptions pouvaient cependant être envisagées : les détenteurs d'un B.A. ayant une expérience professionnelle dans les domaines pertinents pouvaient s'inscrire à la maîtrise, en suppléant aux enseignements criminologiques par des cours de statistiques, de sociologie, de droit et de psychologie. Ceux qui travaillaient pouvaient également étaler les cours sur trois ou même quatre années en préparant toutefois la rédaction d'une thèse de maîtrise.

Comment a-t-on suscité les premières « vocations » ? En plus des conférences publiques sur l'intérêt des recherches et d'une formation criminologique, un coup de sonde concluant fut effectué à l'éducation permanente de l'Université, pour évaluer l'intérêt du milieu pour cette discipline. Les auditeurs provenaient des milieux les plus divers : quelques juges et avocats, un grand nombre de policiers, de travailleurs du milieu pénitentiaire ou des agences de service social, d'éducateurs, d'infirmières, d'aumôniers, de travailleurs sociaux. Le programme offert aux cours du soir a effectivement « mobilisé » le milieu des « usagers » de la criminologie.

En effet, tous ces services, la police, les tribunaux, les services correctionnels, l'assistance post-pénale, les services de prévention, travaillent habituellement en vase clos. Une grande méfiance régnait parmi eux, les uns envers les autres. Chaque service jouissait d'une indépendance administrative marquée. Les membres de ces services n'avaient guère par ailleurs, un statut de « professionnels », à part les avocats et les juges qui appartenaient de toute façon à un autre milieu.

Les militaires démobilisés formaient les cadres dirigeants des pénitenciers et parfois de la police. Des capitaines, des majors et des colonels à la retraite dirigeaient ces établissements comme des camps militaires, et leur personnel, en uniforme, tenait d'une armée affectée à des

tâches de maintien de l'ordre intérieur plutôt qu'à un monde préoccupé des tâches de santé mentale ou de service social.

Quelques travailleurs sociaux pionniers, des psychologues, et des psychiatres encadraient les maigres cadres professionnels ou semi-professionnels qui œuvraient avec les délinquants adultes ou juvéniles. Ce sont ces milieux là qui se sont d'abord identifiés à la criminologie ; ils assistaient aux cours du soir et quelques policiers furent éligibles au programme de la maîtrise.

Avec mes premiers élèves du département de sociologie, quelques travailleurs sociaux éprouvant le besoin d'une formation supplémentaire, quelques avocats et des étudiants étrangers, nous avons pu commencer à forger les cadres du nouveau département. En somme, nous avons réussi à définir notre objectif, à recruter un corps professoral sérieux, et à trouver des étudiants intéressés. Il restait à faire face au marché du travail par ailleurs en pleine transformation.

Que dire de l'argument *ad hominem* ? Étais-je vraiment l'homme de la situation ? L'adage « nul n'est prophète en son pays » jouait en ma faveur. En tant qu'immigré et ne travaillant pas directement avec les délinquants, je n'étais identifié à aucune des factions sociales ou politiques, à aucune des fonctions professionnelles en lice. Je pouvais donc servir de catalyseur pour toutes les bonnes volontés.

Les premières difficultés surmontées, il restait à honorer nos engagements. Il fallait prouver à l'Université que sa confiance était méritée. Nous savions que pour elle, la pertinence utilitaire d'une discipline importait moins que sa contribution au progrès de la connaissance. C'est pourquoi, dès que les cadres professoraux se sont constitués, nous avons entrepris des recherches et nous avons préparé un programme de doctorat qui devait nous permettre de garder certains de nos meilleurs éléments pour renforcer ultérieurement le corps professoral.

Cette préoccupation d'un corps enseignant de qualité fut constante. Je savais que c'est par le développement des recherches bien plus que par la pertinence pratique, que la greffe criminologique prendrait sur « l'arbre » de notre université. Le reste nous serait donné par surcroît... Des bacheliers en sociologie sont allés chercher aux grandes écoles des

Etats-Unis leur formation de chercheurs ; parmi eux nous recrutons, quelques années plus tard, nos professeurs et nos chercheurs.

Le champ de la criminologie expérimentale s'est étendu ainsi à l'ensemble du domaine de la prévention du crime et du traitement des délinquants, ainsi qu'au fonctionnement de l'administration de la justice.

Des groupes de recherches sur la délinquance juvénile, sur les pénitenciers, sur la police, sur les drogues et les femmes, les travaux victimologiques, les études sur l'alcoolisme, sur l'attitude du public à l'égard de la justice, sur les institutions de resocialisation juvénile, constituaient des foyers d'activités intellectuelles particulièrement vivants.

Grâce à la qualité de ces recherches et des publications qui en résultaient, la réputation de la criminologie comme discipline académique fut dûment établie, à la satisfaction de la communauté universitaire. Lors du Xe anniversaire de la fondation du département, bientôt transformé en École pour affirmer son caractère professionnel et appliqué, les autorités universitaires reconnaissaient notre contribution au développement scientifique du Québec.

M. Jean Pinatel se voyait conférer, durant cette même année, un doctorat honorifique, consacrant des liens moraux qui se sont tissés entre un véritable enseignement multidisciplinaire en criminologie à l'université de Montréal et celui qui, comme secrétaire général d'abord, puis comme président, combattait au sein de la Société internationale de criminologie pour la reconnaissance académique et professionnelle de la science criminologique dans le monde.

En 1970, s'achevait mon mandat de directeur et André Normandeau accédait à la direction de l'École. La période de la fondation et de la mise en marche s'achevait. Celle de la consolidation et de la mise au point commençait.

Le développement de l'enseignement

La création du baccalauréat, en 1967, a parachevé l'édifice de l'enseignement criminologique à l'Université de Montréal. Grâce à nos maîtres et nos docteurs nous avons défriché et délimité le champ intellectuel et pratique où se ferait la criminologie. Il s'agissait maintenant de former un plus grand nombre de criminologues qui allaient travailler dans le domaine de l'administration de la justice. La maîtrise et le doctorat formaient essentiellement des chercheurs-enseignants. Ceux qui exerçaient déjà des fonctions administratives renforçaient leurs positions de cadres dirigeants.

Les emplois offerts à nos diplômés ont démontré la viabilité du travail professionnel des criminologues dans les divers services publics et privés où l'on s'occupait de la prévention du crime et du traitement des délinquants. Ceux-ci n'ont pas connu, depuis leur apparition sur le marché du travail, de difficulté de placement. Ainsi se vérifiait l'hypothèse de départ qui postulait que : a) la criminologie comme science appliquée avait sa raison d'être, le défi que posait la prévention du crime n'étant relevé ni par le droit, ni par la psychiatrie, ni par la psychologie, ni par le service social dans sa totalité ; b) les débats sur les rôles respectifs et la délimitation de la compétence entre les criminologues (type nouveau) et les autres spécialistes des sciences humaines (type traditionnel) n'avaient qu'un objet académique. La division du travail allait se faire comme prévu, pragmatiquement, les profils professionnels se dégageant de l'expérience de la pratique quotidienne diversifiée. c) la création de l'Association des criminologues professionnels du Québec n'a fait que consacrer un état de fait, celui de l'institutionnalisation de la criminologie dans l'université en tant que discipline autonome et pratique professionnelle.

De plus l'essai concluant de l'enseignement criminologique donné à l'éducation permanente démontrait un intérêt considérable de la part des travailleurs de l'administration de la justice ; un nouveau programme fut conçu pour eux, dans le cadre des CEGEP (collèges d'enseignement général et professionnel) : le cours s'intitulait « techniques auxiliaires de la justice ».

Actuellement des milliers d'adultes travaillant aussi bien à la police que dans les services correctionnels suivent les cours de ce programme de 3 ans à côté de jeunes gens qui se préparent à des fonctions de techniciens dans le domaine de l'administration de la justice. La nouvelle faculté d'éducation permanente a établi en 1976 un programme avec mineur en criminologie, dans le cadre de son baccalauréat, maintenant ainsi ce service pour les travailleurs du secteur criminologique désireux de se perfectionner.

C'est grâce à la pédagogie qu'a été réalisé le caractère appliqué et professionnel de l'enseignement. Durant les premières années de l'enseignement criminologique, la formation pratique et professionnelle ne présentait pas de problèmes majeurs. En effet, une partie importante de nos élèves étaient des « adultes », c'est-à-dire avaient déjà une expérience professionnelle. Ce fut d'ailleurs un atout dans le processus de « professionnalisation ». En effet, nombreux furent nos criminologues qui ont accédé, grâce à leur talent et à leur expérience, à des postes de grande responsabilité, telles la direction du service de Police de Montréal ou le commissariat des Services canadiens des pénitenciers. A l'échelle nationale, le président de la Commission Nationale des libérations Conditionnelles, ainsi que le directeur général des services de recherches criminologiques du Ministère du Solliciteur Général du Canada, sont diplômés en criminologie.

Par la force des choses, ces personnes étaient mieux à même d'apprécier l'apport de la nouvelle discipline et des nouveaux diplômés dans les services dont ils avaient la charge. Les autres élèves, issus de la première génération de criminologues, ont eu une vocation de chercheur-enseignant et ont rejoint les milieux universitaires souvent après des stages à l'étranger. Deux d'entre eux, dirigent les départements de criminologie des universités Simon Fraser (B.C.) et d'Ottawa. Notre but premier était de familiariser nos élèves de second et troisième cycles avec l'ensemble des disciplines de la synthèse criminologique, ainsi qu'avec les services appartenant au système de la justice criminelle.

Le véritable problème pédagogique s'est posé en 1967 avec l'arrivée massive d'une centaine d'étudiants du premier cycle. Ceux-ci, fraîchement sortis des CEGEP, venaient recevoir, pendant trois ans,

toute leur formation intellectuelle scientifique en criminologie. C'était là un défi considérable !

Mais, ils devaient acquérir en plus, les éléments de formation professionnelle les rendant aptes à pratiquer leur métier de criminologue, dès l'obtention de leur diplôme. Plusieurs « chargés de formation pratique » ont été recrutés par l'École, avec mission d'assurer l'organisation et la supervision des stages que les élèves effectuent dans les divers services. Encore maintenant, cette immersion dans leur futur milieu de travail, s'échelonne sur trente semaines et les oblige à rechercher des liens entre les enseignements théoriques et techniques et les rôles professionnels qu'ils seront amenés à jouer plus tard. Cette expérience difficile et sans doute douloureuse pour beaucoup est la matrice même de la « profession » criminologique. Comme son corollaire disciplinaire et scientifique, elle doit être précisée, « inventée », en quelque sorte, par l'approximation successive, par le processus d'expérimentation, d'évaluation et de reformulation.

Milieu professionnel et criminologie

[Retour à la table des matières](#)

Si la criminologie devait trouver sa place parmi les disciplines des sciences humaines, sociales et politiques, au sein de l'Université, le criminologue comme professionnel devait définir son rôle au carrefour des professions de service (helping professions) telles que la psychologie, le service social, la psycho-éducation et auprès de professions de contrôle et d'autorité, soit celles de juges, procureurs de la Couronne, officiers de police, de probation et de pénitenciers.

Il est évident que ni la déontologie, ni la relation agent-« client »-« patient »-« sujet », n'est la même suivant que l'on exerce son métier selon ce qu'il est convenu d'appeler le « modèle médical », ou selon le « modèle judiciaire ». De nombreux conflits et tensions peuvent surgir suivant que le criminologue se définit dans un rôle d'aide, de personne-ressource pour son client (modèle médical) et dans un rôle d'autorité et de contrôle exercé de la part de la société dont il doit protéger les intérêts (modèle judiciaire).

Pendant longtemps l'influence du modèle médical fut prépondérante en criminologie. C'était le cas surtout en criminologie clinique, dont les praticiens furent traditionnellement de formation psychologique, médicale ou de service social. Cette approche criminologique fut bâtie à partir d'analyse du criminel. Étant donné la surreprésentation des personnes souffrant de troubles psycho ou sociopathiques, parmi les récidivistes, il était naturel que la recherche criminologique accumulât des évidences sur le caractère pathologique de ces individus incarcérés. Il est apparu aussi évident que la punition, l'intention dissuasive et préventive de la loi pénale ne semblait pas avoir grand effet sur les personnalités gravement détériorées, incapables de s'adapter aux règles de la vie en commun de la société.

Le rôle du criminologue « clinicien », modelé sur celui du médecin, comprend normalement :

- a) le diagnostic et le pronostic de l'état dangereux du « patient » ;
- b) la mise au point des méthodes de « traitement » en vue d'une resocialisation et de l'éventuelle libération du condamné ;
- c) la création des milieux thérapeutiques en institution, ou en dehors, susceptibles d'aider le condamné à regagner sa place dans la société.

On note que la fonction punitive ne joue pas un rôle essentiel dans la perspective de la criminologie clinique. Cette fonction est exercée par les magistrats et policiers. Fréquemment le criminologue-clinicien se considère au service de son « client », et ne s'estime pas concerné par les mesures du code pénal. Le danger d'une criminologie des « auteurs » consiste ainsi à s'identifier aux besoins de ceux-là sans tenir compte, suffisamment, des intérêts en cause.

Notons que dès 1960, Noël Mailloux récusait la théorie assimilant la maladie mentale à la criminalité. Des traits psychologiques spécifiques identifient, pour lui, le délinquant. C'est sur sa théorie qu'est basé le modèle de « resocialisation » pratiqué, avec succès, à Boscoville, près de Montréal. Il n'est guère étonnant que ceux qui fonctionnent selon le « modèle judiciaire » éprouvent un certain malaise devant le

parti pris qu'ils décèlent chez les tenants du « modèle médical ». Leur point de départ à eux, c'est l'acte criminel, le fait incriminé ainsi que la victime qui en subit le préjudice sur sa personne, ou sur ses biens.

Ils estiment que les peines prévues par le Code pénal représentent des mesures de protection qu'ils ont, en tant que professionnels, la charge d'exécuter. Leur fonction est de contrôler, de surveiller, de prévenir et de traiter. Le criminologue définissant son rôle suivant le modèle judiciaire se considère au service de la société sous l'égide d'un État soumis au droit. Le danger d'une criminologie centrée sur l'acte criminel et la victime est de s'identifier, sans discernement, aux intérêts complexes et souvent contradictoires de la société.

À ce conflit de rôle résultant de l'existence de modèles concurrents sur le marché du travail et d'une manière plus générale, dans la société contemporaine, s'ajoute la crise qui affecte la notion de traitement et de soin dans le domaine plus général de la santé mentale et celle qui touche la notion de la légitimité de l'État et de son pouvoir coercitif dans la société contemporaine.

Il n'y a pas lieu de reprendre ici le débat, bien connu des criminologues, sur l'efficacité ou la légitimité du traitement. Qu'il suffise de noter qu'un grand vent de scepticisme a soufflé sur les faibles espoirs de ceux qui souhaitent resocialiser leurs clients en institution grâce aux techniques médico-psycho-sociales. L'inefficacité apparente des mesures de « traitement », une sensibilité nouvelle à l'égard des droits de l'homme, qui réclament pour le condamné la « dignité de sa responsabilité » concourent à une réévaluation du rôle du criminologue-clinicien. La crise de confiance à l'égard de l'État et des pouvoirs politiques dont il est le serviteur, a rendu suspect l'action de contrôle et de surveillance des agents qui pourraient être au service non pas du bien commun, mais d'intérêts particuliers, inavouables ou condamnables. Là encore, il n'y a pas lieu d'entrer dans les détails du débat. Notre but est simplement de souligner les raisons d'un conflit de rôles, vécu et expérimenté par les praticiens de la criminologie, tant à l'intérieur du modèle médical que du modèle judiciaire.

Il faut ajouter aux difficultés résultant de l'existence des deux modèles concurrents, celles qui découlent de la crise dans les milieux

scientifiques. Cette crise affecte la rôle du criminologue « chercheur-enseignant ».

En effet, si la démarche thérapeutique est contestée, à la fois dans son principe et dans ses modalités et techniques, si la légitimité des institutions chargées de la protection sociale, est mise en doute, c'est la démarche scientifique, dans son entier qui est remise en cause.

L'apparition de l'anti-psychiatrie, de la sociologie, de l'histoire au de la psychologie « critique », comporte :

- a) le rejet du postulat de l'objectivité scientifique
- b) la proclamation que la science est au service d'intérêts antagonistes et que le chercheur prend parti nécessairement.
- c) l'affirmation que la fonction critique de la science prime toutes les autres ; elle doit être une arme de combat pour dénoncer les valeurs pernicieuses et leur protagonistes ;
- d) la conviction que toute démarche et toute action a un caractère de classes ; suivant le principe de la lutte des classes, rien n'est indifférent, toute démarche est et doit être manipulée en fonction d'intérêts précis.

Il s'est ainsi introduit un conflit de rôles, chez le chercheur-enseignant, conflit qui affecte aussi bien son image de soi, que celle qu'il projette dans la société. Sera-t-il un « collaborateur » des « pouvoirs établis », ou un militant dévoué à la cause de la société nouvelle où le pouvoir de tenir, d'exclure et de sanctionner n'est l'apanage de personne ?

On constate la virulence de ce conflit de rôles, où s'affrontent la fonction thérapeutique, la légitimité du pouvoir étatique et celle de la science. Pour les uns, les criminologues sont des travailleurs intellectuels qui, tel Sysiphe, essayent de gagner leur bataille quotidienne contre la misère des hommes et celle des institutions et tentent d'apporter un peu plus de connaissances sur le criminel et la société criminogène. Pour les autres, l'existence même des criminologues sanc-

tionne une situation sociale foncièrement injuste dans laquelle délinquants et agents de justice, sont également victimes de forces socio-économiques maléfiques qui pervertissent toute l'organisation sociale.

Notons en terminant cette discussion sur notre profession que les difficultés dont nous faisons état ne sont point spécifiques à la criminologie. Cette crise est la conséquence d'une croissance économique soutenue, depuis vingt ans et sans précédent dans les pays occidentaux entraînant des scandales politiques, des guerres coloniales et de la compétition entre les régimes socialistes et capitalistes. L'aspiration vers une plus grande égalité a motivé la plupart des mesures de politiques sociales et économiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Une des philosophies sociales et juridiques les plus influentes des dernières années aux Etats-Unis, celle de John Rawls, par exemple, trouve la légitimité de la norme juridique dans la promotion d'une plus grande égalité des hommes pas seulement devant la loi mais dans la vie économique et sociale. On est loin de l'égalité des chances (equality of opportunities), on vise l'égalité des résultats. Le crime le plus grave dans cette perspective, c'est le crime de l'inégalité.

Les réformes de l'éducation, de la santé et des services de sécurité sociale comme ceux de la justice reposent toutes sur l'hypothèse que l'environnement économique, social et culturel doit être changé afin d'assurer aux plus faibles, leur juste part dans la richesse collective. Une meilleur éducation, de plus saines conditions d'habitation et d'urbanisme, une meilleur organisation sanitaire préventive et curative, etc., élimineront les sources sociales des handicaps physiques, sociaux, moraux et culturels. Comme c'est la société et non pas l'organisme ou la conscience individuelle qui est à l'origine des maux, le fait d'assurer une situation égalitaire aux hommes est synonyme de prophylaxie et de justice. Supprimer les sources mésologiques des inégalités provoque leur disparition effective. Or, les résultats des efforts consentis dans les domaines de l'éducation, de la santé, etc. ne semblent pas être à la mesure des espoirs et surtout des sommes investies par les pouvoirs publics acquis à l'idée d'une politique égalitaire. Les uns en concluent à l'insuffisance des efforts et réclament d'autres mesures, encore plus coûteuses. D'autres mettent en doute la justesse des

postulats sur l'égalité effective des hommes comme unique critère de la justice sociale. C'est ainsi que, dans tous les pays occidentaux, des débats font rage entre les tenants des diverses philosophies.

Il n'est que normal que ces débats se répercutent sur le domaine criminologique et sur celui de l'administration de la justice et de la politique criminelle. Suivant des cycles d'une dizaine d'années, la sagesse et le sens commun populaires se modifient. C'est ainsi qu'on assiste aujourd'hui à la renaissance de l'école classique du droit pénal, soulignant la justesse des sentences déterminées et condamnant le principe même des libérations conditionnelles. Les pourfendeurs des « bleeding hearts » et les défenseurs des droits de l'homme tombent d'accord pour considérer l'usage de la libération conditionnelle comme un symptôme de faiblesse dans la lutte contre le crime (position conservatrice) et d'injustice à l'égard des condamnés en ce qu'il consacre l'inégalité de régime (position progressiste).

On ne s'étonnera donc pas de retrouver les criminologues parfois sur les côtés opposés des « barricades » et des débats publics.

Opinion publique et criminologie

[Retour à la table des matières](#)

Après celui de l'université et des milieux professionnels, il nous reste à examiner le rôle de l'opinion publique dans l'histoire de la criminologie montréalaise. L'opinion publique détient, en effet, une partie importante de l'équilibre des pouvoirs dans une société démocratique. Ce n'est pas pour rien que certains la considèrent comme étant le quatrième pouvoir. La presse écrite et électronique diffuse instantanément la connaissance et l'interprétation des faits qu'elle juge pertinents.

Les liens sont étroits entre le pouvoir et l'opinion. La criminologie ayant été porteuse d'une critique sociale (inégalité effective des gens devant la loi, l'inadaptation et l'inefficacité des législations et des mesures de protection sociale, etc.) tous les défenseurs naturels du statu quo l'accueillaient avec méfiance et hostilité. Ceux qui étaient chargés

d'appliquer la loi telle qu'elle était, ceux qui étaient animés d'un esprit de vengeance à l'égard de tout malfaiteur, ceux qui estimaient que la rétribution était l'unique fonction du droit pénal, se sont instinctivement opposés au message criminologique. La méfiance traditionnelle des milieux professionnels et populaires à l'égard des « penseurs », la jeunesse et le manque d'expérience de bien des protagonistes de réformes, renforçaient la résistance. De toutes façons, les sciences sociales avaient une réputation de « subversion » sur le plan politique, d'incohérence et d'imprécision sur les plans intellectuels et scientifiques.

Pourtant sans l'appui de l'opinion publique, il était sans espoir d'envisager les réformes de l'administration de la justice dont dépend la vie de la criminologie comme profession. En effet, si ces réformes ne se déclenchaient pas, les criminologues praticiens deviendraient chômeurs et les professeurs de criminologie, des chercheurs ésotériques et des pamphlétaires aigris. Il ne manque pas d'exemple dans les sciences humaines pour illustrer le cas de disciplines laissées pour compte en marge de la société. Les criminologues ont été, par conséquent, très conscients de l'importance de leur image et de l'appui de l'opinion publique.

La première mesure consistait à assurer une certaine publicité aux résultats de nos recherches qui suscitaient autant de questions sur le bon fonctionnement du système. Les journalistes, toujours avides de nouvelles critiques, ne nous marchandèrent pas leur faveur. Surtout, après la première phase de la révolution tranquille qui a vu la réforme des systèmes d'éducation, de bien-être social et des relations de travail, la deuxième phase, à partir de 1965, voyait surgir parmi les priorités, tant au niveau provincial qu'au niveau fédéral, les réformes de l'administration de la justice et des mesures touchant la prévention du crime et la délinquance juvénile.

Il n'était pas concevable ni souhaitable que les universitaires seuls fassent les frais de ces campagnes. Leur petit nombre et leur rebranchement relatif et nécessaire de la vie judiciaire quotidienne devaient être compensés par l'apport des « alliés », recrutés dans le vaste secteur où l'on se préoccupe de l'administration de la justice et de la prévention du crime. Les intellectuels -n'étaient d'ailleurs pas les seuls à s'inquiéter de la situation présente. Tous ceux qui s'en préoccupaient

décidèrent d'un commun accord la création d'un organisme approprié. Ainsi naquit la Société de Criminologie du Québec, premier organisme provincial du genre au Canada.

Elle réunit les criminologues universitaires et les praticiens éclairés de l'administration de la justice.

Contemporaine de la création du département de criminologie de l'Université, la Société de criminologie du Québec accueillait plusieurs centaines de personnes au cours de ses congrès et colloques annuels. Lors des soirées de tables rondes et de débats mensuels qui attiraient habituellement un large public et qui avaient leurs échos dans la presse quotidienne, on étudiait des questions d'actualité. En effet, sans la collaboration des milieux juridiques acquis aux réformes, nos idées avaient toutes les chances de demeurer lettre morte.

De grandes batailles se sont livrées, unissant les recherches et l'action politique. Ainsi, les résultats de nos recherches sur les pénitenciers ont contribué à la décision théorique de supprimer la forteresse St Vincent de Paul comme lieu de détention. Si cette prison n'est toujours pas fermée, cela prouve seulement l'existence d'une distance désespérante entre la réalité et les décisions de principe.

b) Nous avons combattu sans succès les plans de construction du centre de détention Parthenais ; dix ans après, cependant, il semble que le gouvernement provincial se rende à nos raisons.

c) Nous avons combattu avec succès sinon la construction du moins l'ouverture effective de l'unité spéciale de détention de Laval, comme un milieu inapte pour accueillir des hommes.

d) Nous avons contribué à la discussion de la révision de la législation concernant la délinquance juvénile tant au Parlement provincial qu'au Parlement fédéral.

e) Nous avons pris une part active à la campagne qui a conduit le Parlement canadien à supprimer la peine de mort et nous avons mis en lumière les conséquences non souhaitables de l'utilisation massive et sans discernement des longues peines d'emprisonnement.

f) Nous avons participé aux débats sur la fermeture de l'aile psychiatrique de la prison de Bordeaux et à la création de l'institut Pinel pour les criminels malades mentaux.

Nous avons participé aux débats concernant le rôle de la police dans une société démocratique et sur les conséquences de « délits commis pour motifs idéologiques » sur le système juridique et correctionnel du Canada. Lors du décret des mesures de guerre promulgué au Québec en octobre 1970, je faisais moi-même partie du comité de la ligue des droits de l'homme agréé par le Ministre de la Justice pour visiter des centaines de détenus et maintenir les contacts entre eux et leur famille.

Les travaux de la Commission Prévost (1968), et ceux du Comité Ouimet (1969), constituent probablement la plus importante contribution de la criminologie à l'œuvre des projets de la réforme officiellement entreprise par les deux niveaux de gouvernements.

Les recherches commanditées par la commission et publiées en neuf volumes de 1968-1970, ont eu un impact considérable. Les recommandations reflétaient bien des idées et des propositions de réformes dont nous nous étions fait les protagonistes depuis des années. Les livres blancs du Ministre de la justice du Québec sur la réforme de la police (1975), et des tribunaux (1975) faisaient suite aux recommandations de la commission Prévost, comme bien des réformes du gouvernement fédéral suivaient des recommandations du Comité Ouimet. Nous estimons que beaucoup de nos suggestions furent reprises par ces commissions.

La conséquence la plus durable des travaux de ces deux commissions, par delà les réformes juridiques, administratives et sociales qu'elles avaient déclenchées, était l'exposé et l'introduction dans le contexte canadien et québécois de la philosophie de la défense sociale. Cette philosophie, développée par MM. Grammatica et Ancel bien connu des criminologues, a fortement imprégné l'esprit des fondateurs de la criminologie montréalaise. Alliant une réforme humaniste du droit à une large ouverture vers les sciences humaines, la philosophie de la défense sociale favorise la collaboration entre les agents de la

justice, la recherche scientifique et le progrès économique et social. Son introduction au pays a aidé à bâtir des ponts entre des points de vue et des services souvent opposés les uns aux autres pour de mauvaises raisons.

Dans le domaine plus particulier de l'usage non médical des drogues, Marie-Andrée Bertrand a rédigé un rapport minoritaire entant que commissaire favorable à une libération plus grande des législations répressives actuelles, dans les recommandations de la Commission Le Dain. Plus récemment, la Ligue des droits de l'homme qui compte de nombreux criminologues parmi ses militants, créait un office du droit des détenus qu'anime, avec quelques autres, Pierre Landreville. Grâce à cette action militante, les caractéristiques indûment répressives de la vie carcérale ont pu être corrigées et la notion même du droit des détenus a pu être précisée à l'intention de l'administration pénitentiaire.

La réorganisation de la justice juvénile est à l'ordre du jour et la Commission Batshaw examinait dans un rapport à grand retentissement le rôle des centres d'accueil et des institutions pour jeunes délinquants à l'intention du ministère des affaires sociales du Québec. Maurice Cusson et son équipe ont fait une contribution importante en mettant au point une méthode d'évaluation et d'accréditation des institutions pour l'avenir.

En ce qui concerne l'enfance malheureuse, une équipe animée par Alice Parizeau créait d'abord, en 1974, un organisme privé de secours et de dépannage (SOPEJ), tout en recommandant une action provinciale dans le domaine. Son action a directement contribué à la création, un an plus tard, du Comité pour la Protection de la jeunesse par le gouvernement du Québec. Ce comité prend en charge une catégorie de jeunes à problèmes multiples susceptibles de venir grossir les rangs des jeunes délinquants.

La création du GRIJ par Marc Leblanc, équipe multidisciplinaire, a assuré un effort particulier aux recherches surtout quantitatives et évaluatives dans le domaine de l'inadaptation juvénile. Dû à l'initiative d'un groupe de professeurs de criminologie, le GRIJ appartient à la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal.

Finalement, l'impact de la recherche et de l'action criminologique sur l'opinion publique, et par voie de conséquence sur les pouvoirs publics, appelait des activités internationales.

Depuis sa création, le département de criminologie accueillait de nombreux professeurs invités tant d'Europe que des Etats-Unis. C'est surtout à partir de 1967, année de l'Exposition Universelle, que ces activités se sont multipliées. En effet, le XVIIe cours international de criminologie, organisé sous les auspices de la Société internationale de criminologie, réunissait un groupe de criminologues parmi les plus éminents. Le thème du cours fut : la criminologie dans ses grands domaines d'application : bilan et perspectives.

À cette occasion, LI. Ohlin, de l'Université de Harvard, suggérait l'institutionnalisation des échanges réguliers de résultats de recherches et d'expériences pratiques entre criminologues européens et nord-américains, dans le milieu accueillant de Montréal.

Pourquoi à Montréal ? Les traditions intellectuelles multiples s'entrecroisent ici. L'esprit pragmatique, ouvert et tolérant de nos milieux intellectuels, créait l'atmosphère propice aux échanges et aux confrontations. Toute idée nouvelle tant en recherche qu'en politique criminelle trouvait des échos à Montréal. La continuité des courants profonds de la criminologie mondiale et de la politique criminelle était également évidente.

L'appui des grandes fondations comme la Fondation Ford concrétisait cette confiance que la criminologie montréalaise inspirait à la communauté internationale. Grâce à ces fonds, de nombreux stagiaires étrangers ont pu faire des séjours d'étude allant de quelques mois jusqu'à deux années. Nos jeunes chercheurs ont également fait des séjours fréquents à l'étranger. Les commissions présidentielles américaines (Katzenbach, 1967, Eisenhower, 1969) et française (Peyrefitte, 1976) me demandaient à titre de consultant. José Rico, en Amérique latine, et Yves Brillon, en Afrique de l'Ouest, entreprenaient des recherches qui constituent des travaux de pionniers en criminologie comparée.

Ces activités internationales, à l'instar des nationales, ont traversé les diverses phases de la planification, de l'expérimentation et de l'évaluation. Elles ont abouti, en 1969, à la création du Centre international de criminologie comparée (CICC) ; c'était la phase de l'institutionnalisation.

Établi conjointement par la Société internationale de criminologie et l'Université de Montréal, le Centre, en étroite coopération avec l'École de criminologie, a entrepris de nombreuses recherches et a organisé un très grand nombre de conférences pour promouvoir la coopération interdisciplinaire, transculturelle et internationale. Les activités du CICC s'étendent aux domaines les plus divers, tels celui de la criminologie clinique, en coopération avec l'Institut Pinel et avec l'Université de Gênes, celui de la délinquance juvénile en coopération avec Boscoville et le Centre de recherche en éducation surveillée de Vaucresson, celui des recherches de sociologie juridique et de politique criminelle en coopération avec l'Université de Varsovie et le Centre national de Défense sociale de Milan ; au problème du terrorisme international et de prise de la violence en Amérique latine, en collaboration avec l'Université del Zulia (Vénézuëla) et de la sauvegarde des droits de l'homme dans la procédure judiciaire en Amérique latine en coopération avec l'Université Candido Medes de Rio de Janeiro.

Une brochure sur les publications du CICC donne une idée de la diversité et du nombre des activités internationales accomplies depuis 1969. Monsieur Jean Pinatel fut le premier président du Conseil de direction du CICC ; Monsieur Il. Ohlin vient d'achever son mandat. Madame Inkeri Anttila, ancien ministre de la justice de Finlande, professeur à l'Université de Helsinki, lui a succédé en 1977.

En résumé, nous pouvons dire que la criminologie a été bien servie par les média d'information, en particulier durant les douze premières années cruciales de sa brève histoire. Présentant des nouveautés, ne manquant ni d'esprit critique ni de mordant, la criminologie « faisait les nouvelles ». Cet impact a considérablement diminué surtout après 1973. En effet, le temps des grandes remises en question est révolu, tant dans l'esprit de ses fondateurs qu'en pratique. Les criminologues ont mis la main à la pâte et ont fait, comme tant d'autres avant eux, la traversée du désert des institutions... Us ont expérimenté, eux aussi, la

distance qui sépare la critique facile de la responsabilité de l'application quotidienne d'une ligne de conduite. Us ont vu la résistance des institutions, celle des pierres comme celle des hommes, celle des lois, comme celles des mentalités, aux changements les plus nécessaires, imposés par la raison, la générosité et la justice. Les criminologues sont passés de l'adolescence à l'âge adulte. Comme bien des adultes, certains se sont soumis à la loi du plus fort, d'autres ont résisté, d'autres encore se sont révoltés ou se sont brisés... Ils subissaient, à l'instar de tous les hommes, les pressions contradictoires où ni la science, ni la profession, ni la morale, ni la politique ne peuvent se substituer au caractère d'une personne et à son courage civique.

Et ils n'ont pas fait mieux, ni pire que les autres... Mais, évidemment ils ont perdu la virginité de l'innocence aux yeux des chasseurs de l'image, de la nouveauté, des Saints-Georges professionnels, toujours à la recherche d'un dragon à occire. Pour certains professionnels de la contestation, ils sont même devenus les boucs émissaires rêvés. Dans le monde dominé par des grandes oppositions manichéennes, les criminologues sont bien mal partis... et il ne faut point s'étonner de les voir traités par la droite comme des fourriers de toutes les subversions qui engloutiront la famille, le travail et la patrie, et par la gauche comme des laquais de toutes les oppressions, des agents de tous les contrôles et des éteignoirs de toutes les libertés.

La réussite de la criminologie fut, paradoxalement, aussi son né-mésis ! Nous voulions qu'elle serve. Et bien elle sert, mais pas toujours pour les buts et selon la manière que nous aurions souhaités. Comme toutes les institutions, la criminologie au sein de l'administration de la justice participe à la rigidité, à l'esprit de compromission, de résignation qui peut même, parfois, se changer en prostitution.

Quel enseignement nos jeunes camarades doivent-ils tirer de ce qui précède ? Que ceux qui les ont précédés se sont trompés et ont trompé les autres ? Ce n'est sûrement pas cette conclusion que je tire de l'expérience que j'ai vécue profondément, sans avoir jamais été mis en contradiction avec moi-même. Je crois que nous avons tout simplement subi la loi de la maturation commune à tous les hommes et à toutes les institutions. Certains étaient favorables à nos hypothèses, d'autres ne l'étaient pas. Mais nos réponses étaient comme celles de l'ora-

cle de Delphes - chacun y mettait ce qu'il voulait bien... Criminologues, praticiens, enseignants ou chercheurs, nous nous trouvons tous devant nos responsabilités d'hommes.

Il n'y a pas de bonne, ni de mauvaise « criminologie » comme il n'y a pas de bonne ni de mauvaise médecine. Il y a de bons criminologues et des mauvais, comme il y a les bons médecins et les autres..., des hommes courageux ou poltrons, des novateurs et des suiveurs, des intègres et des corrompus, et hélas ! les hommes intelligents et ceux qui ne le sont pas...

**Tableau schématique des tendances actuelles
de la criminologie contemporaine**

Types de criminologie	Fonctions			Champs d'application		
	critique	thérapeutique	innovatrice	hommes	société	droit-justice
Criminologie clinique	X	XXX	XX	XXX	X	XX
Criminologie sociologique	XX	X	XX	X	XXX	XX
Criminologie du système pénal	XX	X	XXX	X	XX	XXX
Criminologie marxiste appliquée	X	XX	X	X	X	XXX
Criminologie marxiste nouvelle	X	XX	X	X	XXX	X
Criminologie radicale	XXX	?	?	X	XX	XXX

X Les croix indiquent l'importance de l'accent mis sur un facteur particulier.

Nous avons commencé à raconter l'histoire de la criminologie à Montréal en la plaçant au carrefour des mouvements d'idées des années cinquante. Où peut-on la situer, maintenant, au terme de notre analyse, à la fin des années 70 ?

Nous pouvons, un peu schématiquement (voir le tableau) répartir la criminologie contemporaine en cinq tendances. Comme toutes classifications, celle-ci est arbitraire et tend à établir des catégories exclusives, alors qu'en fait, il ne s'agit que d'accents qui sont placés différemment d'une « école » à l'autre. En vérité, toutes les tendances sont contenues dans chacune d'elles. Néanmoins les profils différents peuvent être dessinés avec la liberté accordée à l'artiste...

Il y a un second écueil à éviter. Non seulement ces diverses tendances ne se réfèrent pas à des catégories exclusives, mais leur classement n'implique aucun jugement de valeur quant à leur pertinence et quant à leur actualité. Ce n'est pas parce que la chirurgie constitue l'un des plus traditionnels parmi les chapitres de la médecine qu'elle est « inférieure » à la psycho-pharmacologie, branche relativement récente. Cette mise en garde peut paraître superflue. Hélas, on ne prend jamais suffisamment de précautions dans le monde ambigu et plein de chausse-trappes idéologiques des sciences humaines.

Travaillant parallèlement avec d'autres professions, dans le secteur des services sociaux et de la santé mentale, fortement influencés par le modèle médical, les criminologues-cliniciens poursuivent des recherches sur l'homme « criminel ». Leurs recherches puisent largement à la biologie, à la psychologie et à la sociologie. En général, les cliniciens prennent la société telle qu'elle existe, estimant que les hommes souffrants ont besoin des services qu'ils tentent de leur prodiguer souvent à l'intérieur de cadres administratifs peu appropriés.

Traditionnellement, ils entrent en conflit avec des juristes qui interprètent la loi sans tenir suffisamment compte des données des sciences humaines pour juger et, surtout, pour imposer leur sentence. Chacun a tendance à accuser l'autre d'arbitraire : la tyrannie des juristes va à l'encontre de celle des psychiatres.

Pendant longtemps, l'opinion éclairée a favorisé les médecins par rapport aux juristes. la sentence indéterminée substituait l'autorité de l'équipe de traitement à celle du juge pour décider du moment de libération d'un condamné. Toute la philosophie des législations sur les libérations conditionnelles s'inspire de cette opposition entre la philosophie du traitement et la philosophie punitive des tribunaux.

Aujourd'hui le pendule va dans l'autre sens. Devant le piètre résultat du « traitement » (il faut bien admettre qu'il n'a guère eu la chance d'un essai loyal), l'opinion publique comme les gens de la justice s'impatientent et veulent revenir au statu quo : les peines définitives et relativement sévères, exécutées dans un esprit de rétribution et basées sur la responsabilité morale du délinquant, ont la préférence de l'opinion dominante. La même opinion éclairée qui favorisait naguère le médecin par rapport au juge, donne maintenant un préjugé favorable à ce dernier, invoquant entre autres raisons, le droit du délinquant à revendiquer la « dignité de son acte librement posé ».

La plupart des criminologues praticiens sont des « cliniciens » on a donc tendance à utiliser ces termes comme des synonymes. Ils sont nombreux tant dans la pratique que dans les universités aussi bien dans les unités d'enseignement criminologique autonomes que dans les chaires de médecine légale, de psychiatrie légale, de psychologie criminelle etc. De Greef, Di Tullio, Kinberg et plus près de nous, Pinatel, Colin, Göpinger, Canepa, Gibbens, Mailloux etc., sont les représentants de la criminologie clinique.

La criminologie sociologique ne part pas de l'homme, comme celle du clinicien. Sa réflexion a pour origine la société qui produit aussi bien l'homme que l'incitation qu'il subit et conduit à poser des actes déviants ou délinquants. La société édicte aussi des règles morales et juridiques qui protègent les normes qu'elle veut sauvegarder pour le bien-être de ces membres. Le criminologue-sociologue va donc orienter ses efforts vers l'analyse des processus sociaux produisant la délinquance. Les incidences criminogènes de l'industrialisation, de l'urbanisation, des migrations, etc. retiennent son attention. Il analyse aussi les mécanismes de contrôle social au sein de la famille, de l'école, du quartier, du milieu de travail : de leur fonctionnement défectueux peut résulter une conduite déviante ou délinquante. Il établira les liens entre les perceptions de ce qui est juste, par catégories, ou classes sociales, et la pratique réelle des institutions. L'écart entre la perception, l'attente et la pratique effective indique, pour le sociologue, la mesure de « justice » disponible dans une société. La sociologie du droit pénal est un champ d'activités de plus en plus important du criminologue-sociologue.

Par ailleurs, son action pratique portera sur la recherche et l'organisation communautaire comme mesure de prévention possible. L'enseignement de la criminologie constituera pour lui un débouché important.

Enrico Ferri et A. Lacassagne furent avec Émile Durkheim et Henri Lévy-Bruhl, les fondateurs européens de la sociologie criminologique. E. Sutherland, D. Cressey, L. Ohlin, M. Wolfgang font revivre la tradition de l'école sociologique de Chicago aux Etats-Unis. N. Christie, K.O. Christiansen en Scandinavie, S. Cohen et L. Taylor au Royaume-Uni, A. Davidovitch, Ph. Robert, D. Kalogeropoulos en France s'apparentent à cette tendance.

La criminologie du système pénal prend pour acquis l'apport et l'importance tant de l'homme que de la société dans la genèse du comportement criminel. Elle insiste en revanche sur le rôle décisif joué par le système de l'administration de la justice et du système juridique dans la « production » de la criminalité. Le pouvoir d'appréciation du policier, du juge, de la commission des libérations conditionnelles, des agents de probation ou de surveillance, est absolument capital dans l'image sociale et de la réalité de la criminalité. C'est en analysant les mécanismes de l'administration de la justice, en faisant la genèse des lois et des règlements qui imprègnent les relations sociales, qu'apparaît le profil réel de la criminalité et de l'homme « criminel ». Voici le genre de questions qui préoccupent la criminologie de l'administration de la justice : pourquoi de telles législations sont-elles peu appliquées ? (la criminalité par exemple). Pourquoi les délits de mœurs tendent-ils à être « décriminalisés » ? Les cours sur le sentencing influencent-ils, et jusqu'à quel point, la prononciation des sentences des magistrats ? Le recrutement et les modes de nomination des juges des cours d'appel exerce-t-il des influences sur la jurisprudence et si oui, lesquelles ?

L'action pratique du criminologue du système peut se situer aussi bien dans la pratique clinique, que dans la recherche fondamentale. Toutefois, il fera de préférence des recherches évaluatives tout en travaillant dans les services de planification et des programmes nouveaux expérimentaux. Il cherchera à développer des liens entre l'offre

des services et leur consommateur, en évaluant constamment l'adéquation entre l'offre et la demande. L'expérimentation, l'évaluation, la planification, la communication : voici les concepts-clefs pour la criminologie du système pénal. Les criminologues des pays socialistes, comme la Yougoslavie par exemple, s'apparentent à cette orientation, ainsi que les diplômés de nouvelles écoles de justice criminelle des universités américaines.

Le signataire de ces lignes se compte volontiers parmi les pionniers de cette tendance. On peut y ranger aussi L. Wilkins, L. Radzinowicz, H. Mannheim, N. Morris, J. Lohman, G. Kaiser, I. Anttila, U. Bondeson, F. McClintock et E. Hall-Williams parmi bien d'autres.

On aura remarqué l'arbitraire de cette classification dans l'énumération des noms pour caractériser la criminologie sociologique par rapport à la criminologie du système pénal. La ligne de démarcation est vraiment en pointillé... On doit noter en particulier que l'école interactionniste se partage nettement entre ces deux tendances. En insistant sur l'importance de la réaction sociale dans la genèse de la criminalité, et en analysant le fonctionnement du système de justice pénale, les interactionnistes contribuèrent à accélérer le développement de la criminologie du système pénal. Cependant, la majorité parmi eux, comme Goffman, Becker ou Chapman ne se sont pas vraiment intéressés aux conséquences ni aux applications de leurs propres idées. La plupart des sociologues « de la déviance » sont d'ailleurs demeurés dans le cadre de départements de sociologie ; ils n'ont pas rejoint les unités d'enseignement criminologique.

La criminologie marxiste pratiquée dans les pays où le socialisme est doctrine d'État, combine les accents de la criminologie clinique et de la criminologie du système pénal. L'organisation sociale étant considérée comme juste, et « scientifiquement planifiée », l'effort des criminologues se partage entre deux activités. D'abord les services rendus au niveau des condamnés, qui doivent faire la preuve de leur amendement et de leur capacité de partager la vie des citoyens de la communauté socialiste (criminologie clinique) ; ensuite l'adaptation et la réforme constante de l'appareil de protection sociale, en vue d'une plus grande efficacité dans la prévention et la répression de la criminalité (criminologie du système pénal).

Dans les pays où le marxisme n'est pas doctrine d'État, les criminologues marxistes se partagent entre de multiples tendances. Nous ne pouvons pas toutes les analyser ici. Disons simplement ceci : pour eux, la criminalité est un reflet de la lutte des classes et les criminels sont objectivement des victimes du capitalisme, fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Le système de justice criminelle est l'outil entre les mains de la classe dirigeante pour écraser, avec tous les moyens, ses adversaires.

Dans certains cas extrêmes, il y a une alliance objective entre les soi-disant criminels et les révolutionnaires luttant pour l'abolition du système. L'extrême-gauche en Italie constitue un bon exemple de cette alliance, violemment dénoncée d'ailleurs par le parti communiste, en même temps que par le gouvernement « bourgeois ». Les actes de terrorisme, d'enlèvement pour rançon, ou de diffamation sont des méthodes utilisées conjointement par le lumpenprolétariat intellectuel, la pègre et les idéologues fanatiques. Chacun y contribue suivant ses « possibilités » : les uns donnent le bras, les autres les circuits de « blanchissage de l'argent », les autres encore la polémique justifiant et clamant la moralité de l'action.

Toutefois, parmi les multiples tendances de la criminologie marxiste, beaucoup sont des savants respectables et des activistes qui n'utilisent que les méthodes critiques de contestation admises dans les sociétés démocratiques. Pour se situer dans cette littérature, je renvoie le lecteur à trois revues assez caractéristiques de la criminologie marxiste : *Radical Criminologist*, *La Questione Criminale*, *Contemporary Crisis*.

Finalement, la criminologie radicale critique la moralité qui est à la base des critères de discriminations, d'exclusions, d'ostracismes, de rejets, d'incriminations et d'inculpations.

Les oeuvres de Michel Foucault, celle de Deleuze et Guattarie dans les pays francophones, celles de Basaglia en Italie, celles de Lang, Coop, Szasz, Rozak, dans les pays de langue anglaise, toutes diversifiées qu'elles soient, ont en commun une recherche historique, philo-

sophique ou sociologique visant à préciser des nouveaux critères de moralité basés sur le refus radical de ceux qui existent.

L'influence du psychanalyste Wilhelm Reich s'exerce sur les milieux intellectuels prônant l'anti-criminologie : refusant toute entrave aux aspirations, aux impulsions quelles qu'elles soient, l'ancien élève de Freud justifie toutes les recherches et tous les refus qui ont pour objet de remplacer les « jeux de moralité » anciens par les nouveaux.

Nous sommes là évidemment dans le domaine de la réflexion, de l'expérimentation, dans un laboratoire d'idées, martelées dans le feu et alimentées par les flammes d'autres idées qui y sont jetées à profusion. C'est avec une extrême attention que le criminologue doit suivre ce qui se passe dans ce laboratoire, même si certains sont indisposés par l'odeur du soufre qui s'en dégage et effrayés par le prophétisme intransigeant de certains visionnaires.

Les critiques d'Ivan Illitch, pour prendre l'exemple du grand pourfendeur de la technologie contemporaine, stimulent infiniment les réflexions de tous les praticiens des politiques sociales contemporaines, même si des idées concrètement applicables apparaissent cruellement absentes dans ses écrits.

Les sources de la criminologie radicale sont multiples ; elles vont de l'impatience et de la déception dûes à la médiocrité des résultats ou aux échecs patents d'initiatives, pourtant bien pensées et scientifiquement fondées, jusqu'à la perte de la « foi », dans la capacité du système à se réformer et à résoudre ses propres contradictions internes. Seul un bouleversement total du système peut libérer, selon eux, les énergies humaines nécessaires à la mise au point d'un nouvel ordre culturel, social, économique et politique. Dans ce nouveau monde, coïncideront enfin l'intérêt public et l'intérêt privé, la spontanéité individuelle et la liberté collective, la sécurité de tous, et l'autonomie de chacun.

Ce droit au rêve, cette exigence de certaines consciences de refuser le passé pour ne penser qu'à l'avenir, ce jaillissement perpétuel d'une générosité dans les intentions, constituent une composante indispen-

sable pour la vie intellectuelle de toute société libre. Ces écrits doivent figurer dans les bibliothèques de tous les criminologues.

La leçon de ces écrits tient à ce qu'ils ont d'excessif. Elle contribue d'autant à la relativisation de certaines idées et de certaines conduites qu'à l'universalisation, des autres valeurs, ou normes. Sans aller jusqu'à dire que l'anti-criminologie constitue la « conscience » des autres criminologies, je n'hésiterai pas à affirmer qu'elle exprime, dramatiquement, les doutes et les débats que chacun de nous mène dans le secret de sa propre conscience. Les propositions de plusieurs de ses protagonistes font autant pour me confirmer dans certaines de mes convictions les plus ancrées qu'à contribuer à l'érosion de certains de mes « préjugés » déjà entamés par le doute. Mais le débat passionné que les diverses thèses anti-criminologiques déclenchent n'affectent que peu la praxis criminologique quotidienne. Et pourtant, il ne dispense pas de la pénible obligation de faire la démonstration des inconsistencies ou des erreurs de programmes, de théories, de techniques qui affectent la vie quotidienne, le bonheur et le bien-être de millions de citoyens. Ce n'est pas là une vision de philistin qui se retranche dans son confort intellectuel. Elle résulte plutôt de la constatation quelque peu désabusée sur la capacité de résistance du système et des hommes à l'égard de tout changement.

Tel est le tableau schématique, je l'admets, de la criminologie contemporaine ; comment situer ici, la criminologie montréalaise par rapport à ces cinq tendances ?

Je pense que l'on y retrouve tous les accents de toutes les tendances. La production intellectuelle reflète cette diversité : elle va des études de criminologie clinique, en communion profonde avec la problématique clinique de l'homme en face de son crime et de la société qui le juge, jusqu'à la négation du système de justice criminelle tel qu'il existe, par la recherche d'alternatives radicales dans le domaine des « interventions ». Us recherches opérationnelles voisinent avec les études épidémiologiques et étiologiques détaillées. La description et l'interprétation clinique des uns n'excluent pas les études qui relèvent plus de la sociologie du droit que de la criminologie traditionnelle. Peut-on qualifier cet état de choses « d'incohérence » ? Peut-on affirmer, comme certains n'ont pas manqué de le faire, qu'il s'agit d'une

vue pragmatique, empirique, superficielle de la réalité doublée d'une politique d'autruche, refusant de voir les « évidences » de ses propres échecs ?

Il va sans dire que ces « évidences » varient suivant les interlocuteurs, ou critiques, et c'est là que le bât blesse. En effet, la seule façon de rendre compatible la liberté intellectuelle, avec les déterminismes dont chacun de nous est « victime », consiste à permettre à chacun d'épanouir ses talents à la mesure de sa propre conception de la « vérité » scientifique et de « l'utilité » sociale.

Les seuils de tolérance, tant en pratique criminologique qu'en recherche et politique criminelle, ne peuvent être fixés arbitrairement. L'histoire sociale et politique sont pleines d'enseignement à ce sujet, et chacun devait contempler les actes des grands procès de la chasse aux sorcières que l'humanité reproduit avec une monotonie désespérante.

Il est dans l'histoire des sciences des mouvements et des évolutions touchant le domaine de telle ou telle discipline. La criminologie n'a pas échappé à ces variations, observe J. Pinatel (1977). Chapitre subalterne et « appliquée » des sciences sociales dans les décennies d'avant 1970, elle devient l'objet d'une attention aiguë de la part des tendances « critiques » et « radicales » des sciences humaines. Jean Pinatel réussit à articuler dans une puissante synthèse sa conception de la criminologie comme science autonome et spécialisée : il a rangé dans la criminologie pure les études centrées sur la genèse et la dynamique du crime dont le point culminant est le passage à l'acte mais qui englobe également la formation de la personnalité du délinquant et de la situation pré-criminelle, ainsi que l'influence de la société globale sur cette situation ; et il a décrit la criminologie clinique dans son orientation vers l'observation et le traitement des délinquants. Son *Traité de criminologie* publié en 1963 englobait tous les chapitres traditionnels consacrés à ces mêmes problèmes dispersés jadis dans les traités de médecine légale, de psychologie judiciaire, de pénologie, voire de droit pénal.

Cette synthèse criminologique a constitué un cadre de référence indispensable à la recherche et à l'enseignement depuis lors. Les criminologues visaient à s'émanciper de la tutelle des disciplines tradi-

tionnelles : la médecine et le droit en Europe, la sociologie aux Etats-Unis. La conception intégrée d'une criminologie autonome, présentée par J. Pinatel a permis la consolidation de sciences criminelles dans une discipline unifiée ayant son enseignement et ses orientations de recherches propres. Mais, très rapidement, il est apparu que les études consacrées à l'administration de la justice pénale constituaient un chapitre capital tant de la criminologie pure que de la criminologie appliquée. Il y a, bien sûr, une large part d'imprécisions sémantiques, de « réinventions » ou de « redécouvertes » de problèmes, dans tous ces efforts de clarification et de réflexions synthétiques, superposées les unes aux autres. J'y verrais, pour ma part, aussi assez largement, une question de génération. L'expérience vécue différemment amène à une reformulation de la même problématique, déjà affrontée par la génération précédente, dans un vocabulaire un peu (ou parfois considérablement) différent.

Il y a, néanmoins, davantage. Sans pousser l'esprit de système qui consiste à opposer une criminologie du passage à l'acte à une criminologie de la réaction sociale, il est certain que toute la criminogénèse, pièce maîtresse de la criminologie pure, doit refléter la sociologie du droit pénal et de son administration. Admettant justement, l'autonomie du droit pénal, les criminologues acceptent d'étudier ses effets concernant la définition même de la criminalité et les problèmes que posent l'application des lois.

La distinction classique entre « mala in se » et « mala prohibita », qui fait une relative unanimité dans des sociétés au moins partiellement intégrées, n'est plus acquise dans les sociétés non-intégrées. Or, l'apparition des tendances « critiques » dans les sciences sociales vers la fin des années soixante, ont déclenché de vives attaques non seulement de la part de la « criminologie pure » et « clinique » que leurs représentants considéraient comme des approches a-historiques et inadéquates au problème de la criminalité, mais également de celle de la sociologie et de l'administration de la justice. Ces dernières, si elles n'étaient pas faites par des marxistes ou des critiques radicales, ont été écartées comme « mélioristes », et « inacceptables suivant les postulats d'une « science » critique.

C'est donc la traditionnelle « *treuga dei* », difficilement négociée et encore difficilement maintenue, avec le droit pénal, qui est mise en cause par la « sociologie de la réaction sociale ». Contestant les normes morales et sociales à la base de la règle de droit, bien des sociologues écartent d'un revers de la main, l'édifice du système de justice pénale comme source légitime de définition et d'administration de la délinquance. Une distinction s'établit qui, pour les uns, aura tendance à intégrer la criminologie du système pénal à l'édifice criminologique pur et appliqué (clinique peut être synonyme d'application) alors que pour d'autres la sociologie de la justice relèvera plutôt de la sociologie (critique la plupart du temps).

Il n'est pas facile de voir clair dans l'évolution et l'appréciation de ces tendances car nous sommes tous trop impliqués. Qui peut prédire les méandres que suivront les discussions, les querelles d'idées et de personnes ? Il apparaît cependant très nettement que la ligne de démarcation partage, aujourd'hui comme par le passé, les criminologues de l'autonomie du droit pénal, et les « sociologues ». Nous revoyons ce problème dans le débat qui a opposé le regretté Paul Tappan, qui venait de rejoindre, vers le milieu des années soixante, l'école de criminologie fraîchement réorganisé de Berkeley, aux sociologues de la déviance. Tappan défendait le principe, que je défends aujourd'hui, de l'autonomie du droit pénal. C'est lui, le pénaliste, qui définit ce qui est défendu par la loi. Les « criminologues » néo-marxistes et une partie des sociologues criminologues se joignent aux « radicaux » pour récuser ce principe. Pour beaucoup, la nonne dérive soit de la pratique majoritaire (les positivistes) soit d'autres principes épistémologiques ou moraux (les radicaux).

Il me semble donc que dans les prochaines décennies, l'apport de la criminologie au système pénal qui est en fait celui de toute l'administration de la justice s'intégrera à l'étude de la criminologie pure telle que l'a définie, fort justement, J. Pinatel. L'homme est inséparable de la société. Il est aussi, inséparable des organisations et des institutions sociales et bureaucratiques qui l'insèrent dans leurs étreintes.

En revanche, une sociologie de la réaction sociale demeure, avec la sociologie de la déviance, partie intégrante de la science sociologique. Il est non seulement légitime mais hautement souhaitable que la socio-

logie oriente ses études vers la sociologie du droit. Rien ne doit limiter l'imagination sociologique, ni les principes ni les méthodes, à part les exigences normales de la recherche scientifique. Cette liberté n'est pas aussi totale pour le criminologue soumis aux servitudes d'une science appliquée. La nature des liens que le criminologue entretient avec le pénaliste, qui n'est, faut-il le souligner, guère univoque et simple, constitue la limitation de son champ d'étude et de son champ d'application.

Ce serait une grave erreur d'interprétation et d'appréciation de considérer ce plaidoyer pour la tolérance comme une apologie du laxisme intellectuel, moral, politique ou déontologique. Au contraire, je pense que la conscience de chacun devrait exiger le maximum de courage pour proclamer la vérité de ses propres convictions. Mais aucun homme n'est habilité à juger l'autre, sauf en de rares moments, où la solidarité humaine impose ses exigences élémentaires. C'est cet esprit de liberté qui explique et garantit la grande diversité du présent « paysage » intellectuel de la criminologie à l'Université de Montréal. Mon seul vœu consiste à espérer que les dix prochaines années tiendront les promesses des dix dernières.

CRIMINOLOGIE ET POLITIQUE CRIMINELLE
BIBLIOGRAPHIE

[Retour à la table des matières](#)

Actes du VIII^e Congrès français de criminologie de Bordeaux, 1967, Denis Szabo, « La criminalité en milieu urbain à industrialisation rapide : examen des mesures de prévention sociale en Amérique du Nord », *Revue juridique et économique du Sud-ouest*, Bordeaux, no. 3 & 4 (1970).

AMERICAN INSTITUTES FOR RESEARCH (1970) ; *Evaluative Research Strategies and Methods*. Pittsburgh, American Institute for Research.

ANCEL, M. (1971) : *La défense sociale nouvelle*. Paris, Éditions Cujas.

_____, (1975) : « Pour une étude systématique des problèmes de politique criminelle. » *Archives de politique criminelle vol. 1*, Éditions A. Pedone, Paris, pp. 15-42.

ANDRY, R.G. (1963) : *The Short-Term Prisoner*. London, Stevens & Sons.

ANNALES INTERNATIONALES DE CRIMINOLOGIE (1962-1977) : Paris, Société Internationale de Criminologie.

ARENDT, A. (1972) : *Crisis on the Republic*. New York, Harcourt Brace.

ARON, Raymond (1971) : « Machiavel et Marx ». *Contrepoint*, Paris, 4, pp. 9-23.

BAECHLER, J. (1975) : De quelques principes généraux du libéralisme ». *Contrepoint*, Paris, 17, pp. 125-145.

_____, (1976) : *Qu'est-ce que l'idéologie ?* Paris, Gallimard.

BATSHAW, M.G. (1976) : *Rapport du comité d'étude sur la réadaptation des enfants et des adolescents placés en centres d'accueil*. Québec, Ministère des Affaires sociales.

BAUDOIN, J.L., FORTIN, J., SZABO, Denis (1970) : *Terrorisme et justice* Montréal, Éditions du Jour.

BAUER, R.M. (1966) : *Social Indicators*. Cambridge, Mass, Institute of Technology Press.

BECCARIA, Cesare (1773) : *Des délits et des peines*. Paris, Bastien. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

BECKER H.S. (ed) (1964) : *The Other Side ; Perspectives on Deviance*. London, Free Press of Glencoe.

_____, (1963) : *Outsiders*. New York Free Press.

BELL, Daniel (1973) : *The coming of Post-Industrial Society. A Venture in Social Forecasting*. New York, Basic Books.

BELL, W., MAU, J.A. (1971) : *The Sociology of the Future. Theory, Cases and Annotated Bibliography*. New York ; Russel Sage Foundation.

BENSON, L. (1973) : « Group Cohesion, Social and Ideological Conflict », *American Behavioural Science*, 1615, pp. 741-767.

BERELSON, B., STEINER, G.A. (1964) : *Human Behavior. An inventory of Scientific Findings*. New York, Harcourt, Brace & World.

BERLIN, I. (1969) : *Four Essays on Liberty*. Oxford, Oxford University Press.

BESTOR, A. (1972) : In defense of Intellectual Integrity. A Manifesto for the Contemporary University, *Encounter*, October 1972, pp. 18-30.

BLUMBERG, A. (1967) : *Criminal Justice*. Chicago ; Quadrangle Books.

BLUMSTEIN, A. (1972) : *Management Science, Social Systems and the Criminal Justice System*. Pittsburgh, Carnegie-Mellon University, Urban Systems Institute.

BLUMSTEIN, A., COHEN, J. (1972) : *A Theory of the Stability of Punishment*. Pittsburgh, Carnegie-Mellon University, Urban Systems Institute.

BLUMSTEIN, A., LARSON, R. (1969) : « Model of a Total Criminal Justice System ». *Operations Research*, Baltimore, 17 : 2.

BONDESON, Ulla (1974) : *Fangen i fängsamhället. Socialisationsprocesser vid ung domsvardsskola, ungdomsfångelse, fångelse och internering*. Norstedt & Somers forlag. Malmö, PA.

BOUZAT, P., PINATEL, J. (1975) : *Traité de droit pénal et de criminologie*. Tome III : *Criminologie* (3e édition). Paris, Librairie Dalloz.

CAMPBELL, D.T. (1963) : « From Description to Experimentation : Interpreting Trends in Quasi Experiment ». In : Ch. W. Harris (ed.), *Problems in Measuring Changes*. Madison, University of Wisconsin Press.

_____, (1972) : « Reform as Experiments ». In : C.H. Weiss, *Evaluation Action Programs*. Boston, Allyn and Bacon.

CANADA. COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'USAGE DES DROGUES À DES FINS NON-MÉDICALES (1970) : *Rapport final*. Ottawa, Imprimerie de la Reine.

CANADA. SOLLICITEUR GENERAL (1969) : Justice pénale et correction : un lien à forger. Rapport du Comité canadien de la Réforme Pénale et Correctionnelle. (Président : R. Ouimet). Ottawa, Imprimerie de la Reine.

CARO, F.G. (eds) (1971) : *Reading in Evaluation Research*. New York, Russel Sage Foundation.

CENTRE DE FORMATION ET DE RECHERCHE DE L'ÉDUCATION SURVEILLÉE. (Vaucresson) (1963) : *La délinquance des jeunes en groupe*. Contribution à l'étude de la société adolescente. (Série « Enquêtes et recherches »). Paris, Éditions Cujas.

CHAMBLISS, W.J. (1975) : « Toward a Political Economy of Crime ». *Theory & Society*, Amsterdam, No. 2, pp. 149-170.

CHAMBLISS, W.J., SEIDMAN, R.B. (1971) : *Law, Order and Power*. Don Mills, Addison-Wesley Pub. Co.

CHERNEY, P.R. (ed) (1970) : *Making Evaluations Research Useful*. Columbia, Md., American City Corporation.

CHEVALIER, L., (1958) : *Classes laborieuses et classes dangereuses*. Paris : Plon.

CHRISTIE, N. (1968) : « Change in Penal Values ». in *Scandinavian Studies in Criminology*. Vol. 2. London ; Tavistock ; pp. 161-173.

_____, (1970) : « Comparative Criminology », *Canadian Journal of Corrections*, no.1, vol. 12.

CHOMSKI, N. (1973) : *For Reason of State*. New York ; Vintage Books.

CICOUREL, AN. (1968) : *The Social Organisation of Juvenile Justice*. New York, Wiley.

CLINARD, M.B. (1963) : *Sociology of Deviant Behavior*. (ed. rev.). New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc.

CLINARD, M., ABBOTT, D.J. (1973) : *Crime in Developing Countries*. New York ; John Wiley & Sons.

CLOWARD, R.A., OHLIN : L.E. (1960) : *Delinquency and Opportunity : A Theory of Delinquent Gangs*. New York, Free Press.

COHEN, A. (1966) : *Deviance and Control*. Englewood Cliffs ; Prentice Hall.

COHEN, D.C. (1970) : « Politics and Research : Evaluation of Social Action Programs in Education ». *Review of Educational Research*, Washington, D.C., 40 : 2, pp. 213-238.

COHEN, J. (1968) : *The criminal Process in China*. Cambridge ; Harvard University Press.

COHEN, S. (1972) : *Images of Deviance*. Harmondsworth ; Penguin.

COLEMAN, J.S. *et al* (1966) : *Equality of Educational Opportunity*. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office.

CONNOR, W.D. (1972) : *Deviance in Soviet Society*. New York ; Columbia University Press.

CORMIER, B.M. (1975) : *The Watcher and the Watched*. New York, Tundra Books.

COSER, L.A. (1967) : *Continuities in the Study of Social Conflict*. New York, Free Press.

CRELINSTEN, R., LABERGE-ALTMEDJ, D., SZABO, D. (1977) : *Terrorism and Criminal Justice*, An International Perspective. Lexington, sous presse.

_____, (1977) : *Hostage-Taking*. Lexington, en préparation.

CRESSEY, D.R. (1971) : *Delinquency, Crime and Social Process* in DAHL, R. *Polyarchy : Participation and Opposition*. New Haven ; Yale University Press.

CUSSON, M. (1976) : *Les théories de l'échange et la délinquance*. Manuscrit. Montréal.

CUSSON, M., LABERGE-ALTMEJD, D. (1977) : « Les normes de l'intervention auprès des jeunes mésadaptés », CICC-École de Criminologie, Montréal.

DEBUYST, C. (1960) : *Criminels et valeurs vécues*. Louvain, Publications Universitaires.

_____, DE GREEF, E. (1946) *Introduction à la criminologie*. Bruxelles, Van der Plas.

DELEUZE, G., GUATTARI, F. (1972) : *Capitalisme et schizophrénie*. Tundra Books.

DOBSON, C., PAYNE, R., (1977) : « Carlos, l'insaisissable ». Paris, Albin Michel.

DOLLARD, J. *et al.* (1950) : *Frustration and Aggression*. New Haven, Yale University Press.

DORFMAN, R. (ed) (1965) : *Measuring Benefits of Government Investments*. Washington, D.C., The Brooking Institution.

DOWNES, D.M. (1966) : *The Delinquent Solution : A Study in Subcultural theory*. London, Routledge and Kegan Paul.

DRUCKER, P.F. (1973) : « On Management of the Public Service Institution », in *The Public Interest*, No. 33, pp. 43-61.

DURKHEIM, Émile (1960) : *Le suicide*. Paris ; Presses Universitaires de France. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, (1960) : *De la division du travail social*. Paris, Presses Universitaires de France. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

EMPEY, L.T., ERICKSON, M. (1972) : *The Provo Experiment : Evaluating Community Control of Delinquency*. Lexington, D.C. Heath.

EMPEY, L.T., LUBECK, S.G., LAPORTE, R.L. (1971) : *Explaining Delinquency. Construction, Test and Reformulation of a Sociological Theory*. Studies in Social and Economic Process. Lexington, Heath Lexington Books.

ETZIONI, A. (1968) : « Shortcuts » to Social Change ? » *The Public Interest*, New York, 12, pp. 40-51.

EYSENCK, H.J. (1964) : *Crime and Personality*. Boston ; Houghton Mifflin Co.

FAIRWEATHER, G.W. (1967) : *Methods for Experimental Social Innovation*. New York, Wiley.

FALARDEAU, Jean Charles (1969) : *L'essor des sciences sociales au Canada français*. Québec, Ministère des Affaires culturelles. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

FAUCHER, A., TIMLIN, M.F. (1968) : *Les sciences sociales au Canada*. Ottawa, Slater.

FEBVRE, L. (1949) : *La terre et l'évolution humaine*. Paris, Albin Michel. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

FERRERO, G. (1962) : *Le pouvoir. Les génies invisibles de la Cité*. New York, Brentano

FERRI, F. (1893) : *La sociologie criminelle*. Paris ; Arthur Rousseau. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

FOUCAULT, Michel (1975) : *Surveiller et punir : naissance de la prison*. Paris, Gallimard.

FRIEDLAND, K. (1951) : *La délinquance juvénile*. Paris, Presses Universitaires de France.

GAROFALO, R. (1969) : *Criminology*. Montclair ; Petterson Smith.

GIBBENS, T.C.M. (1970) : « L'identification des problèmes-clés dans la recherche criminologique ». In : *Orientations actuelles de la recherche criminologique*, Strasbourg, Conseil de l'Europe, vol. 6. pp. 13-38.

GLASER, D. (1969) : *The Effectiveness of a Prison and Parole System*. New York, Bobbs Merrill.

_____, (1972) : *Adult Crime and Social Policy*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall.

GLUECK, S. & E. (1970) : *Toward a Typology of Juvenile Offenders. Implication for Therapy and Prevention*. New York ; Grune and Stratton.

_____, (1964) : *Ventures in Criminology*. Cambridge, Mass, Harvard University Press.

GOFFMAN, E. (1963) : *Stigma : Notes on the Management of Spoiled Identity*. Englewood Cliffs ; Prentice-Hall.

GOULDNER, A.W. (1970) : *The Coming Crisis of Western Sociology*, New York ; Basic Books.

GOULDNER, A.A.W., PETERSON, R.A. (1962) : *Technology and the Moral Order*. New York ; Bobbs-Merrill.

GRAMMATICA, F. (1964) : *Principes de défense sociale*. Paris, Cujas.

GRANT, D. (1968) : *Vital Components of a Model Program Using the Offender as a Manpower Resource in the Administration of Justice*. Paper presented at a seminar, March 1968.

GUBA, E.G. (1972), « The Failure of Educational Evaluation ». In C.H. Weiss, op. cit. pp. 250-266.

HAYEK, F.A. (1969) : *Studies in Philosophy, Policies & Economics*. Chicago University of Chicago Press.

HIRSCHI, T. (1969) : *Causes of Delinquency*. Berkeley, University of California Press.

HOOD, R., SPARKS, R. (1970) : *Key Issues in Criminology*. London, Weidenfeld and Nicholson.

HUGHES, E.C. (1943) : *Rench Canada in Transition*. Chicago, University of Chicago Press.

HULSMAN, L.H. (1970) : « Le choix de la sanction pénale ». *Revue de science criminelle et de droit comparé*, 3, Paris, 4 pp. 37-545.

JENCKS, C. et al., (1972) : *Inequality, a Reassessment of the Effect of Family and Schooling in America*. New York. Basic Books.

JESSOR, R., GRAVES, T.D., HANSON, R.C., JESSOR, S.L. (1968) : *Society, Personality and Deviant Behavior*. New York, Holt, Rinehart and Winston.

KAHN, H, BRUCE-BRIGGS, B. (1972) : *Things to Come*. Thinking about the 70's and 80's. New York ; Macmillan.

KAISER, G. (1971) : *Kriminologie : Eine Einfuhrung in die Grundlagen*. Karlsruhe, C.F. Muller.

KASSEBAUM, G., WARD, DA., WILNER, D.M. (1971) : *Prison, Treatment and Parole Survival : An Empirical Assessment*. New York, Wiley.

KINGBERG, O. (1960) : *Les problèmes fondamentaux de la criminologie*. Paris, Cujas.

KITTRIE, N. (1972) : *The Right to be Different ; Deviance and Enforced Therapy*. Baltimore ; John Hopkins. ;

KOLAKOWSKI, L. (1969) : *Alienation of Reason. A History of Positivist Thought*. New York, Doubleday.

_____, 1976) : « Le diable peut-il être sauvé ? » *Contrepoint*, Paris, 20, pp. 151-164.

KORN, R. (1971) : « Reflexions on flogging : an essay-review of the World of William T. Morton ». *Issues in Criminology*, Vol. 6, no. 2, pp. 95-115.

LAING, R.D. (1970) : *The Politics of Experience and the Bird of Paradise*. Harmondsworth ; Penguin.

LEAUTE, J. (1972) : *Criminologie et science pénitentiaire*. Paris ; Presses Universitaires de France.

LEMERT, E.M. (1967) : *Human Deviance, Social Problems and Social Control*. Englewood Cliffs ; Prentice-Hall.

LENINE, V.I. (1947) : [*L'État et la Révolution*](#), Éditions Sociales, Paris.

LE ROY LADURIE, E. (1973) : *Le territoire de l'Historien*. Paris, Gallimard.

LEVY-BRUHL, H. (1964) : « Les délits politiques ». *Revue Française de Sociologie*, Paris, 5 : 2, avril-juin, pp. 131-139.

LOFLAND, J. (1969) : *Deviance and Identity*. Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall.

LOMBROSO, Cesare, FERRERA, G. (1896) : *La femme criminelle et la prostituée*. Paris ; Félix Alcan.

LOMBROSO, Cesare, LASCHI, R. (1892) : *Le crime politique et les révolutions par rapport au droit, à l'anthropologie criminelle et à la science du gouvernement* Paris, Félix Alcan.

MAILLOUX, N. (1960) : *Rapport général du IVe Congrès International de Criminologie*. La Haye, Société Internationale de Criminologie.

_____, (1971) : *Jeunes sans dialogue*. Criminologie pédagogique. Paris, Fleurus.

MANN, J. (1972) : « The Outcome of Evaluative Research », In : C.H. Weiss, op. cit. pp. 267-282.

MANNHEIM, H. (1965) : *Comparative Criminology*. A Text Book. Vol. I, II. London, Routledge and Kegan.

MARSH, R.M. (1967) : Under the general Editorship of Robert K. Merton, *Comparative Sociology. A Codification of Cross-Societal Analysis*. New-York : Harcourt, Brace and World.

McDONALD, L. (1976) : *The Sociology of Lowland Order*. Montreal, Book Center.

Mc LEAN, P.D. (1970) : « The Triune Brain ; Emotion & Scientific Bias ». In : F.O. Smith (ed) *The Neuro Sciences*. New York, Rockefeller University Press.

MARTINSON, R. (1974) : « What Works ? Questions and Answers About Prison Reform ». *The Public Interest*, New York, 35, Spring, pp. 22-54.

MASTERS, R.D. (1975) : « Politics as a Biological Phenomenon ». *Social Science Information*, Paris, No. 2, 7-6 3.

MATZA, D. (1969) : *Becoming Deviant*. Englewood Cliffs ; Prentice-Hall.

MEAD, G.H. (1934) : *Mind, Self and Society from the Standpoint of a Social Behaviorist*. Edited by Charles W. Morris, Chicago, University of Chicago Press.

MEDVEDEV, RS. (1971) : *Let History Judge*. New York ; Knopf.

MENNINGER, K. (1968) : *The Crime of Punishment*. New York ; Viking.

MILLER, W.B. (1966) : « Violent crimes in City gangs », *Ann. Am. Acad. polit. Soc. Sci.*, Philadelphia, Pa. March, pp. 96-112.

MILLER, W.C., CONGER, J.J. (1966) : *Personality, Social Class and Delinquency*. New York, Wiley.

MILLER, W.B. (1973) : Ideology and Criminal Policy Issues, *Journal of Criminal Justice*, 64 :2 : pp. 141-162.

MITFORD, J. (1971) : *Kinds & Unusual Punishment*. New York, Alfred A. Knopf.

MONNET, J. (1976) : *Mémoires*. Paris, Fayard.

MORIN, Edgar (1973) : *Le paradigme perdu : la nature humaine*. Paris, Seuil.

MORRIS, T. (1957) : *The Criminal Area. A Study in Social Ecology*. London, Routledge and Kegan Paul.

MORRIS, N.' HAWKINS, G. (1970) : *The Honest Politician's Guide to Crime Control*. Chicago, The University of Chicago Press.

_____, (1977) : *Letter to the President on Crime Control*. The University of Chicago Press.

NATIONAL COMMISSION ON THE CAUSES AND PREVENTION OF VIOLENCE (1968) : *To Establish Justice, To Insure Domestic Tranquility*. Final Report. New York : Bantam.

NELKIN, D. (1972) : *The University and Military Research*. Moral Politics at M.I.T. Ithaca : Cornell University Press.

NEWMAN, O. (1972) : « *Defensible Space, Crime Prevention through Urban Design..* ». New York.

NIBSET, R.A. (1969) : *Social Change and History*. Oxford ; Oxford University Press.

NYE, JE., SHORT, J.F. (1957) : « Scaling Delinquent Behavior », *American Sociological Review*, New York, 22, pp. 326-331.

OHLIN, LE., MILLER, A.D, COATES, RE. (1977) : *Youth Corrections in Massaschusetts*, A series of fives books from the Harvard Center for Criminal Justice, Harvard Law School.

OHLIN, L. (ed) (1973) : *Prisoners in America*. Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall.

PAPADATOS, P. (1955) : *Les délits politiques*. Genève, Dros.

PARETO, Vilfredo (1917) : *Traité de Sociologie générale*, Vol. I et II. Paris ; Payot. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

PARIZEAU, Alice et al., (1972) : *Le coût du crime*. Premier séminaire régional du CICC en Europe Centrale. Varsovie, Pologne.

_____, (1975) : *Deuxième séminaire régional du Centre International de Criminologie Comparée en Europe Centrale*. Prague, Tchécoslovaquie.

_____, (1976) : « Les activités du Centre International de Criminologie Comparée de Montréal ». *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, Paris, No. 3, juillet-septembre 1976, pp. 819-822.

PHILLIPSON, M. (1971) : *Sociological Aspects of Crime and Delinquency*. London, Routledge and Kegan Paul.

PINATEL, Jean, BOUZAT, P. (1963) : *Traité de droit pénal et de criminologie*. Vol. III. Paris, Dalloz.

PINATEL, Jean (1972) : Chronique de criminologie et des sciences de l'homme. Recherche scientifique et criminologique en action. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*. 2.

_____, (1975) : *La criminologie peut-elle relever le défi de la criminalité ?* Francfort. Discours prononcé lors de la réception du prix Beccaria accordé par la Société Allemande de Criminologie. Hambourg, Kriminalistik Verlag. pp. 15-22.

_____, (1977) : *Criminologie et administration de la justice pénale*. Lyon, Colloque du CNRS (Manuscrit).

PLATT, A.M. (1969) : *The Child Savers : The Invention of Delinquency*. Chicago, University of Chicago Press.

PLATTNER, M. (1976) : « The Rehabilitation of Punishment ». *Public Interest*, New York, 44, pp. 104-114.

PODGORECKI, A. et al (1973) : *Knowledge and Opinion about Law*. London M. Robertson.

POPPER, K. (1959) : *Logic of Scientific Discovery*, Harper Row.

PRZEWORSKI, A., TEUNE, H. (1970) : *The Logic of Comparative Social Inquiry*. New York ; Wiley.

QUÉBEC. COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE AU QUÉBEC (1970), (président : Y. Prévost)

La société face au crime.

Vol. IV Tome II (1970) : *La délinquance juvénile*. Étude comparative sur les tribunaux pour mineurs. Grande-Bretagne, France, Suède, par A. Parizeau.

Vol. IV Tome III (1970) : *La délinquance juvénile*. Étude comparative sur les tribunaux pour mineurs, Québec, par Alice Parizeau.

Annexe II (1968) : *Enquête d'opinion publique sur la police au Québec*, par J. Rico et Guy Tardif. Dir. : Denis Szabo.

Annexe III : (1969) : *La police, enquête d'opinion auprès de cinq services de police du Québec*, par J. Rico, Guy Tardif. Dir. : Denis Szabo.

Annexe IV (1969) : *La justice criminelle. Sondage d'opinion publique sur la justice criminelle au Québec*, par E.A. Fattah, André Normandeau. Dir. : Denis Szabo.

Annexe V (1969) : *La justice criminelle. Sondage auprès des criminalistes de Montréal sur la justice criminelle au Québec*, par J.L. Baudoin, I. Fortin, J.P. Lussier, Dir. Denis Szabo.

Annexe VI (1969) : *La justice criminelle. Les Québécois s'interrogent sur la criminalité et les mesures correctionnelles*, par André Normandeau.

Annexe VII (1969) : *La justice criminelle. Le rôle de l'enseignement et de la recherche criminologique dans l'administration de la justice*, par J. Rico, E.A. Fattah, Dir. : Denis Szabo.

Québec, Éditeur Officiel.

QUÉBEC, MINISTÈRE DE LA JUSTICE (1971) : *La police et la sécurité des citoyens*. Par Jérôme Choquette. Québec, Éditeur Officiel.

QUÉBEC. MINISTÈRE DE LA JUSTICE (1975) : *La Justice contemporaine*, par Jérôme Choquette. Québec, Éditeur Officiel.

QUINNEY, R. (1974) : *Criminal Justice in America : A Critical Understanding*. Boston, Little, Brown and Co.

RADZINOWICZ, L. (1961) : *In Search of Criminology*. London, William Heinemann.

RADZINOWICZ, L., WOLFGANG, M.E. (ed) (1971) : *Crime and Justice : The Criminal in Society*. New York, Basic Books.

RECKLESS, W.C. (1940) : *Criminal Behavior*. New York, McGraw-Hill Book Co.

_____, (1967) : *The Crime Problem* (4th edition). New York, Appleton-Century.

_____, (1973) : *American Oiminology : New Directions*. New York, Appleton-Century-Crofts.

RIVETT, P. (1968) : *An Introduction to Operation Research*. New York, Basic Books.

RIZKALLA, S., SZABO, Denis et al (1976) : *PolicyMaking and Evaluative Research*. Montréal, Québec.

ROBERT, Philippe (1966) : *Les bandes d'adolescents*. Paris, Les Éditions Ouvrières.

ROBERT, Philippe (1973) : « La sociologie entre une criminologie du passage à l'acte et une criminologie de la réaction sociale ». *L'année sociologique*, Paris, 24, pp. 441-504.

ROBERTSON, R., TAILOR, L. (1973) : *Deviance, Crime and Socio-Legal Control*. London ; M. Robertson.

ROKKAN, S. (ed) (1968) : *Comparative Research Across Cultures and Nations*. Paris : Mouton.

ROSSI, P.H. (1972) : « Booby Traps and Pitfalls in the Evaluation of Social Action Programs ». In : C.H. Weiss, op. cit. 224-235.

ROSSI, P.H., WILLIAMS, W. (eds) (1972) : *Evaluating Social Programs : Theory, Practice and Politics*. New York, Seminar Press.

SCHUTZ, A. (1967) : *Collected Papers*, Vol. I. The Haghe, Martinus Nijhoff.

SCOTT, R.A., DOUGLASS, F.D. (1972) : *Theoretical Perspectives on Deviance*, New York : Basic Books in Seibel, M.D. Social Deviance in Comparative Perspective.

SELLIN, T., WOLFGANG, ME. (1963) : *Constructing an Index of Delinquency. A Manual*. Philadelphia ; Center of Criminological Research, University of Pennsylvania.

SELLIN, T., WOLFGANG, ME. (1964) : *The Measurement of Delinquency*. New York : John Wiley.

SHELDON, E.B., FREEMAN, HE. (1970) : « Notes on Social Indicators : Promises and Potential ». *Policy Sciences*, New York, 1, pp. 97-111.

SHOHAM, S. (1968) : « Culture Conflict as a Frame of Reference for Research » in *Criminology and Social Deviation* in M. Wolfgang (ed.) *Essays in Honor of Thorsten Sellin*.

_____, (1970) : *The Mark of Caïn*. Jerusalem ; Israël university Press.

SKINNER, B.F. (1972) : *Beyond Freedom and Dignity*, New York ; Bantam Books. (*Par-delà la liberté et la dignité*, Paris, HMH-Laffont).

SKOLNICK, J. (1967) : *Justice without Trial*. New York ; John Wiley.

_____, (1969) : *The Politics of Protest. Report to the National Commission on the Causes and Prevention of Violence*. New York ; Simon & Schuster.

SOROKIN, PA. (1926) : *Sociological Theories of Today*. New York, Harper and Row.

SOROKIN, P. (1957) : *Social and Cultural Dynamics, A Study of Change in Major Systems of Art, Truth, Ethnics, Law and Social Relationship*. Boston ; Extending Horizons Books, Porter Sargent Publisher.

SUCHMAN, E. (1967) : *Evaluative Research : Principles and Practice in Public Service and Social Action Programs*. New York, Russel Sage Foundation.

_____, (1970) : « Action for What ? A critique of Evaluative Research ». In : R. O'Toole (ed), *The Organization, Management and Tactics of Social Research*. Cambridge, Massachusetts, Schenkman Publications.

SUTHERLAND, E.H., CRESSEY, D. (1966) : *Principes de criminologie*. Paris, Éditions Cujas.

_____, (1974) : *Criminology* (9th edition). Philadelphia, Lippincott.

Szabo, Denis, (1960) : *Crimes et villes. Étude statistique comparée de la criminalité urbaine et rurale en France et en Belgique*. Paris, Cujas.

_____, (1965) : *Criminologie*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

_____, (1968) : *Criminologie en action : bilan de la criminologie contemporaine dans ses grands domaines d'application*. Dix-

septième Cours International de Criminologie, du 19 août au 3 septembre. Trois grands thèmes : la personnalité criminelle, l'administration de la justice, et la prévention du crime. Montréal, Les Presses de l'Université.

_____, (1970) : « *Criminologie appliquée et politique gouvernementale : perspectives d'avenir et conditions de collaboration* ». *Revue de Science Criminelle et de Droit Pénal Comparé*, Paris, 3, juillet-septembre 1970.

_____, (1970) : *Déviance et criminalité*. Paris, Armand Colin.

_____, (1971) : *The Cost of Crime and Crime Control*. Ottawa, Information Canada.

_____, (1973) : *Evaluation des systèmes de politique criminelle*. Belgrade, VIIe Congrès International de Criminologie.

_____, (1974) : « Société post-industrielle, déviance et criminalité : diagnostic et pronostic pour l'an 2000 ». *Réseaux*, Mons, 22-23.

_____, (1974) : « *Itinéraires sociologiques* ». *Recherches sociographiques*, Québec, 15 :2-3, Mai-Août 1974, pp. 277-286. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

_____, (1976) : « *Dialogue avec... M.A. Bertrand* ». *Revue Canadienne de Criminologie*, Montréal, 18-1, pp. 12-26.

SZABO, Denis, GAGNE, D., PARIZEAU, Alice (1972) : *Face à face : l'adolescent et la société*. (étude comparative). Bruxelles, Charles Dessart.

SZASZ, T.S. : *The Manufacture of Madness*, New York ; Harper & Row.

TARDE, Gabriel (1924) : *La criminalité comparée*. Paris ; Félix Alcan. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

TAYLOR, L. (1971) : *Deviance and Society*. London : Nelson (Th. & Sons.)

TAYLOR, I., WALTON, P., YOUNG, J. (1973) : *The New Criminology*. London, Routledge and Kegan Paul.

THOMSON, J.D. (1967) : *Organisations in Action*. New York, McGraw-Hill.

TOFFLER, Alvin (1971) : *Le choc du futur*. Paris, Denoël.

VALLIER, J. (ed) (1971) : *Comparative Methods in Sociology. Essays on Prends and Applications*. Berkeley ; University of California Press.

VAN DER HAAG, E. (1975) : *Punishing Criminals*. New York, Basic Books.

VERHAEGEN, B. (1974) : *Introduction à l'histoire immédiate : essai de méthodologie qualitative*. Gembloux, Éditions J. Duculot.

VERMES, Miklos, (1971) : *A Kriminologia Alapkérdézei*, B.p. Akadémiai Iliado, Budapest, Hongrie. (Traduction anglaise sous presse).

VOLD, G.B. (1958) : *Theoretical Criminology*. New York, Oxford University Press.

WALCZAK, S., PARIZEAU, Alice, SZABO, Denis (1977) : *Troisième séminaire régional du Centre International de Criminologie Comparée en Europe Centrale*. Varsovie, Pologne.

WALCZAK, S., (1972) : *Prawo penitencjarne zarys systemu*. Warszawa, Panstwowe wydawnictwo naukowe.

WARD, DA., KASSEBAUM, G.G. (1972) : « On Biting the Hand that Feeds Some implications of Sociological Evaluations of Correctional Effectiveness ». In : C.H. Weiss, op. cit. pp. 300-310.

WARREN, R.L. (1963) : *Social Research Consultation*. New York : Russel Sage Foundation.

WEBER, M. (1959) : *Le savant et la politique*. Traduction de Julien Freund. Paris, Plon. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

WEISS : C.H. (ed) (1972) : *Evaluating Action Programs : Readings in Social Action and Education*. Boston, Allyn and Bacon.

WESTHUESS, K.W. (1976) : « Class and Organisation as Paradigms in Social Science. » *The American Sociologist*, Washington D.C., 2 :1, pp. 38-49.

WHALEY, J.S. et al (1970) : *Federal Evaluation Policy*. Washington D.C., The Urban Institute.

WILKINS, L.T., (1964) : *Social Deviance, Social Policy, Action and Research*. New York, Prentice-Hall.

_____, (1969) : *Evaluation of Penal Measures*. New York, Randon House.

WILSON, J.Q. (1975) : *Thinking About Crime*. New York, Basic Books Inc.

WOLFGANG, ME., FERRACUTI, F. (1967) : *The Subculture of Violence Towards an Integrated Theory in Criminology*. London, Tavistock.

WOLFGANG, M.E., FIGLIO, R., SELLIN, T. (1972) : *Delinquency in a Birth Cohort*. Chicago, University of Chicago Press.

WOLFGANG, M.E. (1973) : *Developments in Criminology in the United States with some Comments on the Future*. Cambridge, United-Kingdom. (mimeo).

WRIGHT, E.O. (1973) : *The Politics of Punishment, a Critical Analysis of Prisons in America*. New York ; Harper & Row.

YINGER, M. (1960) : « Contraculture and Subculture ». *American Sociological Review*, New York, 25, pp. 625-636.

ZNANIECKI, F. (1940) : *The Social Role of the Man of Knowledge*. New York, Columbia University Press.

Fin du texte